

# PLAN LOCAL D'URBANISME

## Rapport de présentation

### Commune de

## SAINTE RADEGONDE

### Département de la Vienne

## 1- Rapport de présentation

PLU prescrit par délibération du Conseil Municipal du	10 Mars 2016
PLU arrêté par délibération du Conseil Communautaire du	7 Décembre 2018
PLU approuvé par délibération du Conseil Communautaire du	6 décembre 2019

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

CHAPITRE 1 ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE.....	21
1.1. DÉMOGRAPHIE .....	21
1.1.1 L'après déprise agricole.....	21
1.1.2 Un essor démographique résultant essentiellement des mouvements migratoires.....	22
1.1.3 Un vieillissement de la population enclenché .....	23
1.1.4 Une commune composée de petites familles .....	24
1.2. EVOLUTION RESIDENTIELLE .....	26
1.2.1 Un parc de logements existants à optimiser et à reconsidérer.....	26
1.2.2 Une construction discrète.....	28
1.2.3 Les besoins en logements.....	29
1.3. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET POPULATION ACTIVE.....	29
1.3.1 Le profil économique de la commune .....	29
1.3.2 Une commune au passé agricole ?.....	32
CHAPITRE 2 FONCTIONNEMENT ET CADRE DE VIE.....	34
2.1 INFRASTRUCTURES ET OFFRES DE DEPLACEMENTS .....	34
2.2 RÉSEAUX ET SERVICES URBAINS.....	35
2.2.1 Assainissement/ Eau potable.....	35
2.2.2 Protection incendie .....	39
2.2.3 Déchets.....	39
2.2.4 Le réseau électrique.....	39
2.2.5 Le transport de gaz.....	40
2.2.6 Accueil des gens du voyage .....	40
2.3 ÉQUIPEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS.....	40

### DEUXIEME PARTIE :ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE 3 OCCUPATION DU SOL .....	42
3.1 TOPOGRAPHIE.....	43

3.2	GEOLOGIE.....	44
CHAPITRE 4 MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE .....		46
UNE CLAIRIERE ENVIRONNEMENTALE .....		46
4.1	LES ESPACES REGLEMENTAIREMENT PROTEGES .....	46
4.1.1	la Zone de Protection Spéciale < Plateau de Bellefonds >, protection NATURA 2000.....	48
4.1.2	la Zone Spéciale de Conservation < Basse Vallée de la Guartempe>, protection NATURA 2000	49
4.1.3	la ZNIEFF de type 1 < Forêt de Mareuil > .....	50
4.1.4	la ZNIEFF de type 1 < Brandes de la Nivoire et Brandes des Tireaux > .....	52
4.2	TERRITOIRE ET BIODIVERSITE.....	53
4.2.1	Eléments hydrographiques.....	53
4.2.2	Eléments boisés et forestiers.....	54
4.2.3	La protection des zones humides.....	55
4.2.4	Eléments agricoles.....	58
4.3	CONNEXIONS ECOLOGIQUES- TRADUCTION DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE.....	67
CHAPITRE 5 PAYSAGES ET PATRIMOINES.....		74
5.1	L'ANALYSE URBAINE.....	77
5.2	ANALYSE PAYSAGERE.....	74
5.3	PROTECTION DU PATRIMOINE.....	83
5.3.1	Le bâti.....	83
5.3.2	Le patrimoine vert.....	85
5.3.3	Le bâti agricole en mutation.....	87
CHAPITRE 6 RISQUES ET NUISANCES.....		90
6.1	RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES.....	90
6.1.1	Risque de Transport de Matières Dangereuses.....	91
6.1.2	Le risque routier .....	92
6.1.3	Le risque de mouvements de terrain.....	92
6.1.4	Le risque météorologique.....	94
6.1.5	Le risque d'inondation .....	94
6.2	LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE .....	95

6.3	SITES ET SOLS POLLUES.....	96
6.4	QUALITE DE L'AIR.....	97
6.4.1	L'Action de GRAND POITIERS.....	97
6.4.2	Le bilan de la qualité de l'air en 2017 dans la Vienne .....	99
<a href="#"><u>TROISIÈME PARTIE :EXPLICATION DU PROJET ET JUSTIFICATION DES CONTRAINTES À L'UTILISATION DU SOL</u></a>		
CHAPITRE 7 JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS.....		103
7.1	JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR LE PADD ET OBJECTIFS COMPRIS DANS CELUI-CI	103
7.1.1	. Respect de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme.....	103
7.1.2	. Respect de l'article L.131-4 du code de l'urbanisme.....	105
7.2	LA COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX.....	106
7.2.1	Compatibilité avec les documents supra-communaux réglementaires.....	106
7.2.2	La prise en compte des objectifs initiaux du PLU et des besoins répertoriés analysés dans le diagnostic.....	116
7.2.3	Les choix retenus dans le PADD.....	117
7.3	JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES.....	124
7.3.1	Les zones urbaines.....	125
7.3.2	La zone agricole .....	126
7.3.3	Les zones naturelles.....	128
7.3.4	Récapitulatif des zones.....	129
CHAPITRE 8 LES DISPOSITIONS MISES EN PLACE.....		130
8.1	LES MOTIFS DES REGLES APPLICABLES À CHAQUE ZONE.....	130
8.1.1	Destination des constructions, usages des sols et nature des activités .....	132
8.1.2	Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères .....	135
8.1.3	Equipement et réseaux .....	138
8.2	LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT .....	139
8.2.1	Principes généraux et plan général des OAP .....	140
8.2.2	OAP sectorielle : densification du centre bourg.....	141
8.2.3	OAP sectorielle : densification exceptionnelle du hameau de Monteil .....	142



8.2.4	OAP sectorielle : densification exceptionnelle du hameau de La Boutallerie.....	143
8.2.5	OAP thématique : préservation du patrimoine vert et de la Trame verte et bleue .....	144
8.3	LES EMPLACEMENTS RESERVÉS .....	147
8.4	LES ÉLÉMENTS DE PAYSAGE PROTÉGÉS AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-19° et 23 DU CODE DE L'URBANISME .....	149
8.5	LES ESPACES BOISÉS CLASSÉS.....	153
8.6	LES BATIMENTS AGRICOLES IDENTIFIÉS AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-11 DU CODE DE L'URBANISME .....	154
CHAPITRE 9 ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET PRÉSENTATION DES MESURES EN FAVEUR DE SA PRISE EN COMPTE ET DE SA MISE EN VALEUR .....		155
9.1	UN PAS VERS LA DIMINUTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET LA COMPACTÉ URBAINE	155
9.1.1	Une consommation d'espace aux « justes besoins » .....	155
9.1.2	Un développement en continuité de l'existant.....	156
9.1.3	Les impacts positifs de ces ambitions sur l'environnement .....	161
9.2	UN PROJET RESPECTUEUX DES MILIEUX NATURELS ET DE LA BIODIVERSITÉ.....	162
9.2.1	Une réflexion à l'échelle territoriale : la prise en compte des objectifs NATURA 2000.....	162
9.2.2	L'inscription de la commune au sein du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la Région Poitou Charente.....	164
9.3	UN PROJET SOUCIEUX DES RISQUES ET SERVITUDES.....	165
9.3.1	La prise en compte des enjeux liés aux zones humides et la gestion de l'eau .....	165
9.4	LE SUIVI DE L'APPLICATION DU PLU .....	167

# PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

## INTRODUCTION

### ▪ *LE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU), UN DOCUMENT DE PROJET...*

Les Plans Locaux d'Urbanisme sont directement issus de la loi de solidarité et de renouvellement urbain du 13 décembre 2000 et de la loi urbanisme et habitat du 2 juillet 2003. Ils remplacent les plans d'occupation des sols qui avaient été créés par la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, caduques depuis Mars 2017.

Les Plans d'Occupation des Sols étaient avant tout un instrument de police des sols. Les Plans Locaux d'Urbanisme non seulement définissent et réglementent l'usage des sols, mais surtout ils constituent un outil stratégique d'urbanisme opérationnel. Le développement communal est envisagé dans sa globalité, selon une logique de projet.

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter certains principes fondamentaux édictés par la loi de solidarité et de renouvellement urbain et la loi d'engagement national pour l'environnement (article L.101-2 du code de l'urbanisme) :

1) L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des

communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

En 2016, la commune de SAINTE RADEGONDE a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme prenant en compte la problématique générale de développement urbain durable pour une meilleure qualité de vie, ainsi que la préservation de son environnement.

Ce Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec les autres textes et documents d'urbanisme qui lui sont supérieurs.

#### ▪ *Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)*

La commune de SAINTE RADEGONDE fait partie du territoire du SCOT du Seuil du Poitou.

Après plusieurs années de maturation, et notamment la conduite d'études de préfiguration visant à guider le choix du périmètre du SCOT et l'installation de la structure porteuse, l'élaboration du SCOT proprement-dite a démarré mi-2011. C'est à cette date que la délibération de lancement de la procédure a été complétée concernant les objectifs et les modalités de la concertation publique, marquant ainsi le début de la procédure d'élaboration.

Après une phase de pré-diagnostic (2011-2012) visant à identifier les grandes questions à traiter dans le cadre du SCOT (structuration du territoire, déplacements, dynamiques socioéconomiques), un diagnostic économique a été réalisé par l'INSEE Poitou-Charentes en 2013. Ce dernier a permis de relever un certain nombre d'enjeux qui sont successivement traités dans le cadre de 3 études thématiques et stratégiques préalables à l'écriture du projet de territoire:

- le schéma de Mobilités validé en 2014,
- le schéma de développement et d'aménagement économique finalisé en novembre 2015,
- la stratégie habitat en cours de construction.

Parallèlement, des études complémentaires sont conduites sur les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre, sur l'état de la biodiversité et les dynamiques d'évolution associées, ou encore sur les tendances et évolutions démographiques à venir.

A partir de 2017 et sur la base des études préparatoires déjà conduites, les élus du SMASP s'attèleront à la production du SCOT. Cette démarche d'ensemble associera notamment les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), les différents partenaires institutionnels et la société civile, pour aboutir à un projet partagé à la hauteur de l'ambition commune des élus du SMASP.

Les études se poursuivront jusqu'à l'arrêt du projet envisagé courant 2018. L'entrée en vigueur du SCOT interviendra environ un an plus tard.

Les grands enjeux émergents suite au pré-diagnostic selon trois axes (recoupant les trois piliers du développement durable) :

#### Axe 1 Comment développer l'attractivité et la compétitivité du territoire ? (pilier économique)

- Positionner le territoire du SCOT dans le Grand Ouest Atlantique ;
- Saisir l'opportunité de la croissance démographique ;
- Construire une stratégie de développement économique dans une approche intégrée, au service de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie des habitants.

#### Axe 2 Comment faire face aux défis environnementaux et énergétiques ? (pilier environnemental)

- Economiser l'espace et limiter l'artificialisation des sols ;
- Préserver les ressources naturelles et les paysages ;
- Limiter les risques et nuisances ;
- Favoriser l'adaptation du territoire aux changements climatiques et à la nouvelle donne énergétique.

#### Axe 3 Comment améliorer la qualité de vie en faisant jouer la solidarité territoriale ? (pilier social)

- Adapter l'offre de logement aux besoins et répartir cette offre sur le territoire de manière à faciliter l'accès des habitants aux emplois et aux services ;
- Permettre la mobilité de tous et limiter les nuisances liées à l'automobile en articulant développement urbain et réseaux de transport collectif ;
- Permettre un accès facilité de tous aux services et équipements de proximité en assurant un maillage régulier du territoire en pôles de services ;
- S'organiser pour bénéficier des retombées économiques du développement de la locomotive régionale.

- *Le Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)*

Le comité de bassin a adopté le 4 novembre 2015 le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire Bretagne (SDAGE) pour les années 2016 à 2021 et il a émis un avis favorable sur le programme de mesures correspondant. L'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 18 novembre approuve le SDAGE et arrête le programme de mesures.

Il comprend un état des lieux et de la connaissance, et un diagnostic formulé à partir de cet état des lieux. 14 mesures sont développées par le SDAGE :

- repenser les aménagements de cours d'eau,
- réduire la pollution par les nitrates,
- réduire la pollution organique et bactériologique,
- maîtriser et réduire la pollution par les pesticides,
- maîtriser et réduire la pollution due aux substances dangereuses,
- protéger la santé en protégeant la ressource en eau,
- maîtriser les prélèvements d'eaux,
- préserver les zones humides,
- préserver la biodiversité aquatique,
- préserver le littoral,
- préserver les têtes de bassin versant,
- faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- mettre en place les outils réglementaires et financiers,
- informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Le SAGE de la Vienne a été approuvé le 8 Mars 2013. Il se compose d'un rapport de présentation, d'un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource, décomposé lui-même en trois parties : synthèse de l'état des lieux – enjeux, objectifs et moyens – fiches actions, et enfin d'un règlement. La stratégie de la commission locale de l'eau vise principalement l'efficacité, la clarté, la transparence, la durabilité dans les changements de pratiques, un travail concerté et porté par l'ensemble des acteurs. Toutes les actions

engagées ont pour objectif l'atteinte du bon état. La première priorité fixée par la commission locale de l'eau réside dans la préservation de la ressource en eau pour garantir l'approvisionnement des populations en eau potable, toutes les actions relevant de cet objectif sont inscrites comme prioritaires. Pour y parvenir, le SAGE décline 2 enjeux généraux :

- Assurer un bon état écologique des eaux de la Vienne et ses affluents
- Valoriser et développer l'attractivité du bassin

Ainsi que des enjeux particuliers :

- Garantir une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines
- Préserver les milieux humides et les espèces pour maintenir la biodiversité
- Restaurer les cours d'eau du bassin
- Optimiser la gestion quantitative des eaux du bassin de la Vienne

Les principales règles du SAGE de la Vienne sont les suivantes :

1. Réduction des rejets de phosphore diffus et ponctuels pour les stations d'épuration dont la capacité est comprise entre 200 et 2 000 équivalent/habitant (EH)
2. Réduction de l'utilisation des pesticides pour l'usage agricole
3. Limitation des flux particuliers issus des rigoles et fossés agricoles
4. Gestion sylvicole
5. Mise en place d'une gestion des eaux pluviales
6. Restauration de la ripisylve
7. Limitation du piétinement des berges et des lits par le bétail
8. Encadrement de la création d'ouvrages hydrauliques
9. Gestion des ouvertures périodiques d'ouvrages hydrauliques
10. Gestion des Zones Humides \* d'Intérêt Environnemental Particulier (ZHIEP)
11. Gestion des Zones Stratégiques pour la Gestion de l'Eau (ZSGE)
12. Encadrement de la création des plans d'eau
13. Gestion des plans d'eau

Le PLU doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs définis par le SDAGE et le SAGE.

▪ *Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Poitou Charente*

Issue du Grenelle de l'environnement, la mise en œuvre de la Trame verte et bleue répond à la nécessité de limiter les pertes de biodiversité. Elle a pour but de préserver et/ou restaurer les continuités écologiques, à la fois aquatiques et terrestres. En effet, ces continuités sont indispensables à l'accomplissement des cycles de reproduction de certaines espèces. Elles facilitent les échanges génétiques entre populations et accroissent les possibilités de colonisation de nouveaux territoires, notamment vers des zones d'accueil parfois plus favorables. Elles améliorent ainsi la résistance/tolérance des espèces aux adversités et favorisent en particulier leur adaptation aux changements climatiques. La trame verte et bleue est constituée de réservoirs de biodiversité (zones les plus riches), reliés entre eux par des corridors écologiques. Elle se décompose en sous-trames correspondant à différents types de milieux (ex : sous-trame milieux forestiers, zones humides...). Ce réseau écologique comprend plusieurs échelles emboîtées : paneuropéenne, nationale, régionale, inter-communale et communale. A l'échelle régionale, l'article L.371-3 du code de l'environnement prévoit l'élaboration de schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE), conjointement par l'Etat et la Région, en association avec un comité régional « trames verte et bleue » (comité TVB). L'élaboration du SRCE est encadrée par le décret relatif à la trame verte et bleue portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (à l'état de projet durant l'élaboration du document, désormais paru le 20 janvier 2014). Ce décret comporte notamment un guide méthodologique qui précise le contenu des SRCE et les critères de cohérence nationale qu'il doit obligatoirement intégrer.

Suite à un diagnostic, le SRCE met en avant une série d'enjeux liés à la fragmentation des milieux, et énumère une série d'actions à mettre en œuvre pour y répondre. Le PLU de la commune doit prendre en compte les éléments du SRCE.

La « prise en compte » se définit en urbanisme comme « une obligation de compatibilité sous réserve de possibilité de dérogation pour des motifs déterminés » (arrêt du 28 juillet 2004 en Conseil d'Etat). >. Il s'agit concrètement d'intégrer les informations ou recommandations fournies par le document de cadrage (en l'occurrence le SRCE) dans les choix et décisions conditionnant la planification et l'aménagement du territoire ; si ces choix et décisions n'intègrent finalement pas ces éléments, une justification doit être apportée. La « prise en compte » constitue le niveau le plus faible d'opposabilité d'un document en matière de planification du territoire.

Le SRCE définit la trame verte et bleue à l'échelle régionale. Il assure la cohérence régionale et interrégionale du réseau écologique. La prise en compte du SRCE par les documents d'urbanisme ne se limite pas à un simple report des éléments identifiés à l'échelle régionale. Les documents d'urbanisme doivent reprendre



les éléments du SRCE en les adaptant et les précisant localement. Ils le complètent par ailleurs en identifiant les continuités écologiques d'enjeu plus local ne figurant pas dans le SRCE. Les continuités écologiques doivent être identifiées en amont de l'élaboration des documents d'urbanisme, dès l'étape du diagnostic. Les enjeux relatifs à ces continuités sur le territoire s'inscrivent au sein du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) qui expose les principales orientations du SCOT ou du PLU. Les prescriptions et recommandations relatives à leur prise en compte s'inscrivent au sein : Du document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCOT ; Des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) puis du règlement pour les PLU. La caractérisation de la trame verte et bleue est un travail collaboratif et concerté qui nécessite d'associer, dès le début des travaux, des partenaires aux compétences pluridisciplinaires : collectivités, acteurs socio-professionnels (représentant de la profession agricole, des forestiers...), usagers de la nature et gestionnaires d'espaces naturels (fédération de chasseurs...), associations naturalistes, experts écologues locaux, établissements publics concernés (Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, Office National des Forêts, Centre Régional de la Propriété Forestière, Chambres d'Agriculture...), acteurs de l'eau, l'Etat etc. On veillera par ailleurs, lors de la prise en compte des éléments de trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme, à une conjugaison intelligente des enjeux écologiques et des enjeux socio- économiques.

La commune de SAINTE RADEGONDE est concernée par le SRCE Poitou Charente.

En Poitou-Charentes, le Plan d'Action Stratégique est structuré autour de 7 orientations répondant aux enjeux identifiés :

- O1 : Orientation transversale pour l'amélioration des connaissances
- O2 : Orientations transversales pour la prise en compte effective des continuités écologiques
- O3 : Assurer la fonctionnalité des continuités écologiques dans l'espace rural
- O4 : Gérer durablement le trait de côte, les milieux littoraux et les zones humides
- O5 : Assurer la fonctionnalité des continuités aquatiques et des vallées
- O6 : Limiter l'artificialisation et la fragmentation du territoire
- O7 : Intégrer la nature dans les tissus urbains et périphériques

Chaque orientation est déclinée en un ou plusieurs objectifs, pour lesquels des actions sont proposées. Pour chaque action, le SRCE propose une liste non exhaustive des porteurs de projets potentiels ainsi que des outils mobilisables.

- *Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE)*

Approuvé le 17 juin 2013, le Schéma Régional Climat Air Énergie est la feuille de route pour l'ensemble des acteurs en Poitou-Charentes vers la transition énergétique. Il fixe des orientations et des objectifs pour la réduction des gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie, la production d'énergie renouvelable et aussi en termes d'adaptation au changement climatique. Il est essentiel pour les acteurs locaux de comprendre dans quelle mesure cela concerne, implique et oriente le développement et l'aménagement des territoires ; et que cela peut se traduire par des implications concrètes.

Ce document présente les potentiels, objectifs et orientations en matière de :

- Efficacité et maîtrise énergétique
- Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre
- Développement des énergies renouvelables
- Prévention et réduction de la pollution atmosphérique
- Adaptation au changement climatique
- Recommandations concernant l'information du public

Le PLU devra tenir compte de ces orientations et objectifs.

▪ *L'Agenda 21 de Grands Poitiers – Plan Climat Energie Territorial*

L'Agenda 21 de Grand Poitiers a été adopté en 2013.

Son programme d'action répond aux 5 finalités du développement durable :



Les enjeux et objectifs du Plan Climat Energie Territorial



#### ▪ LE CONTENU DU PLU

Le dossier du PLU se compose à la fois de documents opposables et non opposables aux autorisations d'urbanisme. Un document opposable est un document que toute personne publique ou privée doit respecter pour l'exécution de tous travaux, constructions, plantations, affouillements, etc. En cas de contentieux, c'est sur ce document que s'appuie le Tribunal Administratif pour rendre ses décisions.

Les documents opposables aux autorisations d'urbanisme :

- Le règlement et ses documents graphiques

Le territoire communal est découpé en différentes zones (urbaines, à urbaniser, agricole ou naturelle) dont les contours figurent sur les documents graphiques et les caractéristiques dans le règlement.

Le règlement comprend seulement deux articles obligatoires : les règles d'implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques et par rapport aux limites séparatives. Les constructions doivent respecter l'ensemble du règlement du PLU.

- Les orientations d'aménagement et de programmation

Elles permettent à la commune de préciser les conditions d'aménagement de certains secteurs qui vont connaître un développement ou une restructuration particulière. Dans ces secteurs, les orientations d'aménagement et de programmation sont opposables aux opérations de construction ou d'aménagement mais n'engendrent qu'une obligation de compatibilité, c'est-à-dire qu'elles doivent être respectées dans l'esprit et non selon un principe de conformité.

Les documents non opposables aux autorisations d'urbanisme :

- Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Le PADD a pour fonction exclusive de présenter le projet communal pour les années à venir. Il définit les orientations générales pour l'ensemble de la commune, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain, de préserver la qualité architecturale et l'environnement. C'est un document simple (de quelques pages), accessible à tous les citoyens, permettant un débat clair en conseil municipal. Le PADD n'est plus opposable depuis la loi urbanisme et habitat mais il demeure « le cœur » du PLU. D'une part, les documents opposables du PLU doivent être cohérents avec celui-ci. D'autre part, c'est le PADD qui sert de référence pour toute révision simplifiée ou modification du PLU.

- Le rapport de présentation

Il n'a pas de valeur juridique mais il est obligatoire (cf. paragraphe suivant). Il permet d'exposer, expliquer et justifier les choix retenus par la commune dans le projet de PLU.

- Les annexes

Les annexes indiquent à titre d'information les zones d'aménagement concerté, le périmètre à l'intérieur duquel s'applique le droit de préemption urbain, les servitudes d'utilité publique, les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement, ...

## ▪ *LE RAPPORT DE PRÉSENTATION*

Le présent rapport de présentation est l'un des documents constitutifs du dossier du PLU.

Les articles L.151-4 et R.151-1, R151-2, R151-4 du code de l'urbanisme précisent que le rapport de présentation :

1° Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles [L. 153-27](#) à [L. 153-30](#) et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ;

2° Analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article [L. 141-3](#) ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article L. 151-4 ;

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

Le rapport de présentation comporte les justifications de :

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;

3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article [L. 151-6](#) ;

4° La délimitation des zones prévues par l'article [L. 151-9](#) ;

5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article [R. 151-19](#), des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article [R. 151-20](#) lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article [L. 151-41](#) ;

6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport.

Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article [L. 153-27](#) et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article [L. 153-29](#).

▪ *LES MOTIVATIONS DE LA REVISION DU P.L.U.*

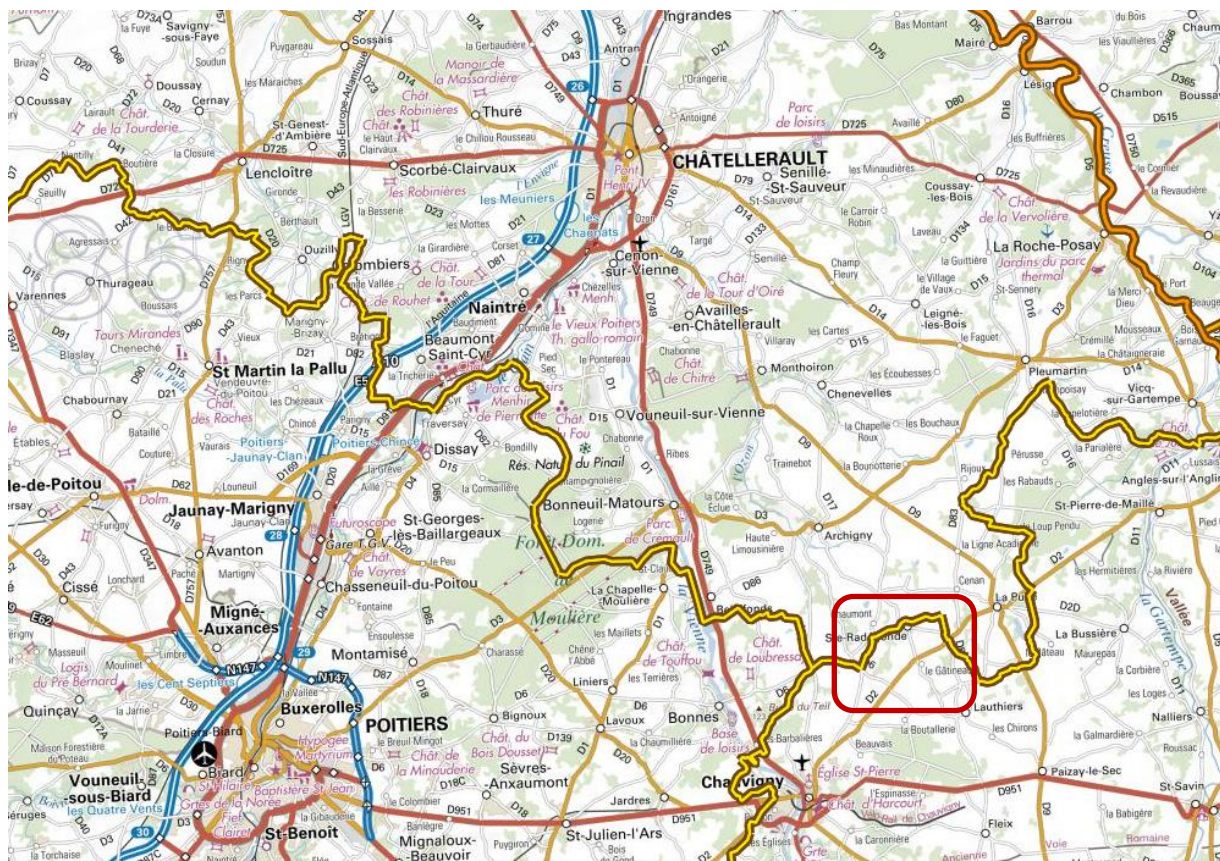
Dans la délibération en date du 10 Mars 2016, les élus précisent leurs motivations quant à la révision du P.L.U. :

- Se doter d'un document d'urbanisme ;
- Avoir une lisibilité pour les zones constructibles et non constructibles ;
- Protéger l'environnement ;
- Définir et maîtriser les orientations pour l'aménagement de la commune et notamment dans le cadre du futur schéma de coopération intercommunal ;
- Adopter un aménagement respectueux du cadre de vie.



## SITUATION GÉNÉRALE

La commune de SAINTE RADEGONDE est située dans le département de la Vienne à l'Est, à mi-chemin entre Châtellerault, à une vingtaine de kilomètres au Nord, et Poitiers à une trentaine de kilomètres au Sud. Elle s'étend sur une superficie d'environ 1318 ha et se développe au sein du territoire de la Communauté urbaine de Grand Poitiers.



Localisation de SAINTE RADEGONDE au sein du département de la Vienne (Sources : Géoportail)





*Vue aérienne de SAINTE RADEGONDE (2014)*

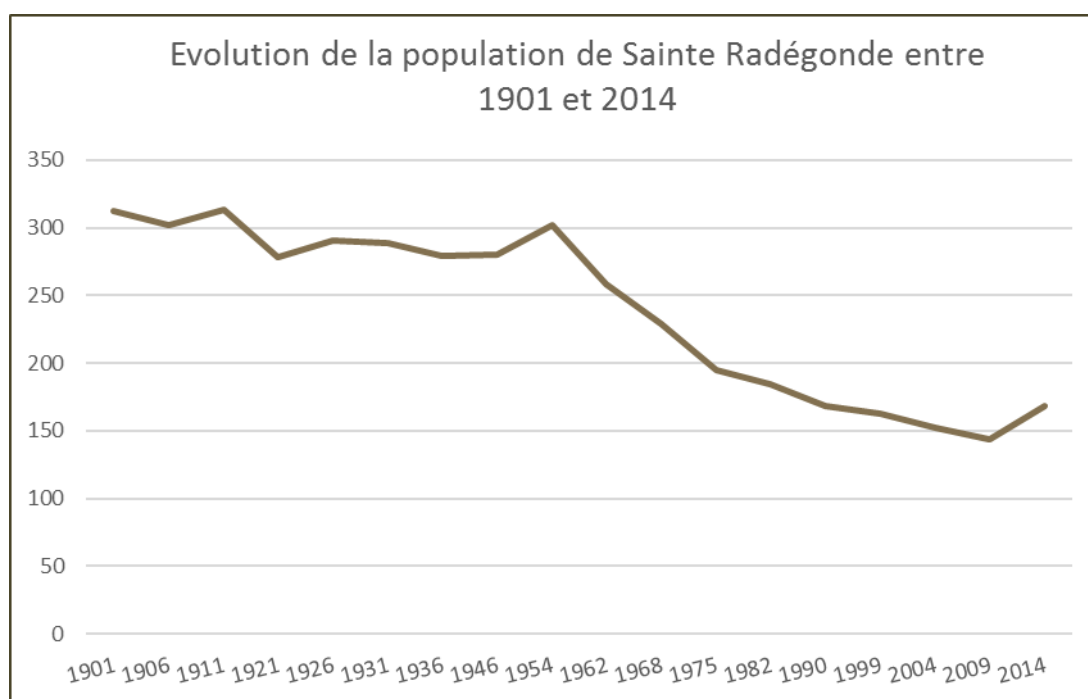


# CHAPITRE 1 ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE

## 1.1. DÉMOGRAPHIE

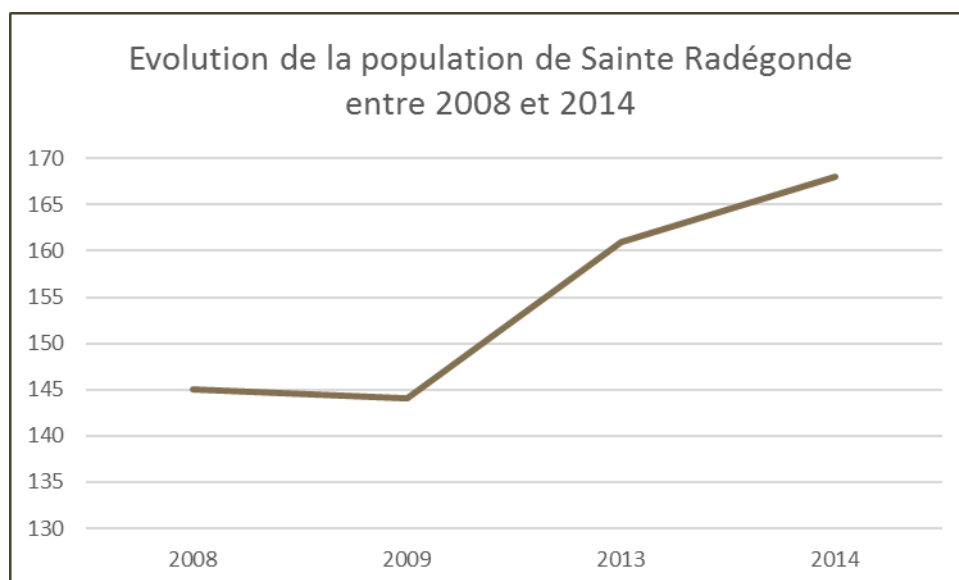
### 1.1.1 L'après déprise agricole

La commune a connu une forte décroissance depuis les années 1950 jusqu'en 2009 – Puis une reprise de la croissance de façon modérée entre 2009 et 2014 – ce qui marque la période de la déprise agricole avec le départ ou le décès des agriculteurs, puis la transition de la commune vers une commune plutôt résidentielle et l'arrivée d'une nouvelle population



*Evolution de la population de Sainte Radégonde (Sources : INSEE, consultation Octobre 2018)*

Elle a présenté une année de croissance négative entre 2008 et 2009 qui aboutit à une succession d'années de croissance positive



*Evolution de la population de Sainte Radégonde entre 2008 et 2014 (Sources : INSEE, consultation Octobre 2018)*

► Une commune fortement marquée la déprise agricole avec la disparition de la communauté agricole laissant place à une période importante de décroissance démographique – Puis l'arrivée d'une nouvelle population à la recherche d'une résidence et d'un cadre vie

*Taux de croissance moyen (à l'échelle de la commune) de 2,2% entre 2008 et 2014- ce qui représente pour la commune un gain de 23 habitants soit entre 3 et 4 habitants par an*

### 1.1.2 Un essor démographique résultant essentiellement des mouvements migratoires

La commune a connu une variation annuelle de la population négative jusqu'en 2007.

Depuis 2007, cette variation annuelle est devenue positive, mais principalement due au solde des entrées et sorties sur le territoire, alors que le solde naturel (nombre de naissances par rapport au nombre de décès) reste négatif – cela signifie que la croissance démographique de la commune est uniquement liée à l'arrivée d'une nouvelle population sur son territoire et non à un renouvellement interne de la population

Le taux de natalité est très inférieur au taux de mortalité : entre 2008 et 2013 le taux de natalité est de 7,9% alors que le taux de mortalité s'élève à 13,2%. Ces données démontrent que l'apport d'une nouvelle population est essentiel au maintien de la croissance démographique puisque la commune ne se renouvelle pas en interne

Néanmoins, il faut souligner que la commune de Sainte Radégonde observe un indice de variation annuelle de la population supérieur à celui du territoire de la Communautés de Communes de Pays Chauvinois dans lequel elle s'inscrit – même si, la CC du Pays Chauvinois a entamé son essor démographique bien avant la commune, entre 1980 et 1990

La variation annuelle de la population de la Communauté de Communes du Pays Chauvinois observe les mêmes fondements que sur le territoire communal, avec un solde naturel qui reste négatif

Commune de Sainte-Radégonde	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007	2007 à 2012
<b>Communauté de communes du Pays Chauvinois</b>						
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,3	-0,8	-1,1	-0,3	-1,5	1,3
due au solde naturel en %	0,2	-0,3	-0,9	0,1	-0,4	-0,4
due au solde apparent des entrées sorties en %	-2,6	-0,5	-0,2	-0,4	-1,0	1,7
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,5	-0,2	0,0	0,8	0,3	1,0
due au solde naturel en %	0,1	-0,3	-0,4	-0,3	-0,2	-0,1
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,6	0,1	0,5	1,0	0,5	1,0

*Evolution des soldes migratoires et naturels Sainte Radégonde (Sources : PAC, Octobre 2018)*

### 1.1.3 Un vieillissement de la population enclenché

L'indice de jeunesse est moins élevé sur la commune de Sainte Radégonde que sur l'échelle territoriale de la CC du Pays Chauvinois en 2012

	<i>Sainte Radégonde</i>		<i>CC Pays Chauvinois</i>	
	Total	%	Total	%
moins de 20 ans	29	18,7%	3 150	23,5%
60 ans et plus	50	32,3%	3 778	28,2%
Indice de jeunesse <sup>(1)</sup>	57%		83%	
Indice de vieillesse <sup>(1)</sup>	175%		120%	

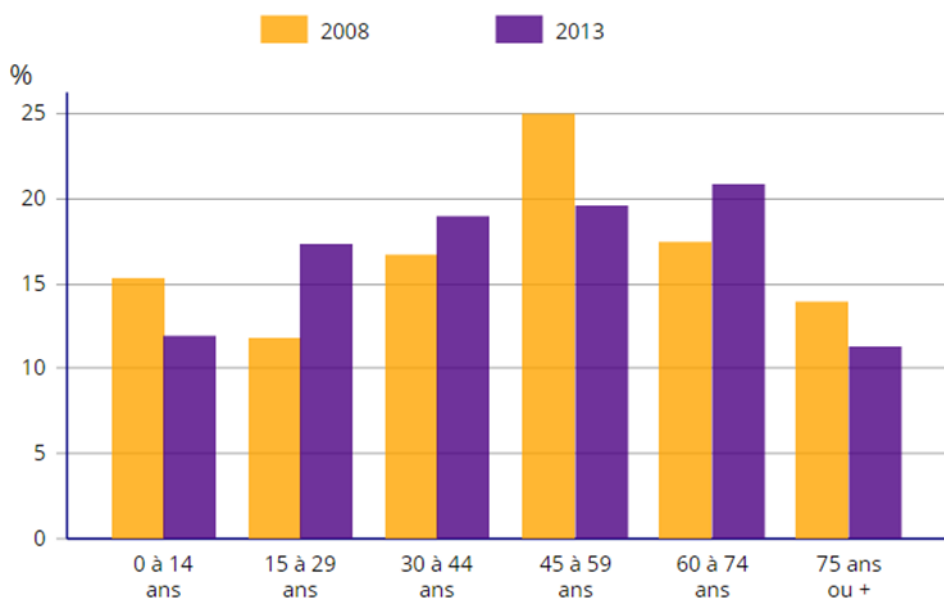
<sup>(1)</sup> calcul de l'indice de jeunesse ((- 20 ans / 60 ans et +)\*100) et de l'indice de vieillesse ((60 ans et + / - 20 ans)\*100)  
INSEE

*Qualification de la population par âge Sainte Radégonde (Sources : PAC, Octobre 2018)*

Néanmoins, malgré un phénomène de vieillissement notable, les données de 2013 viennent modérer le constat fait sur les données de 2012.

Effectivement la tranche d'âge 60-74 ans augmente entre 2008 et 2013. Cependant, elle diminue pour les 75 ans et plus et augmente pour les 15-44 ans. Cela indique donc des arrivées de familles avec des enfants qui grandissent. Ces arrivées viennent ralentir le phénomène de vieillissement. Mais il faut noter le départ des 45 – 59 ans (qui peut être associé à la baisse des 0-14 ans) ainsi que la faiblesse des naissances sur le territoire

**POP G2 - Population par grandes tranches d'âges**



Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.

Population par tranches d'âges Sainte Radégonde (Sources : INSEE, Octobre 2018)

#### 1.1.4 Une commune composée de petites familles

La commune accueille principalement des jeunes couples avec ou sans enfants et des familles en second parcours résidentiel.

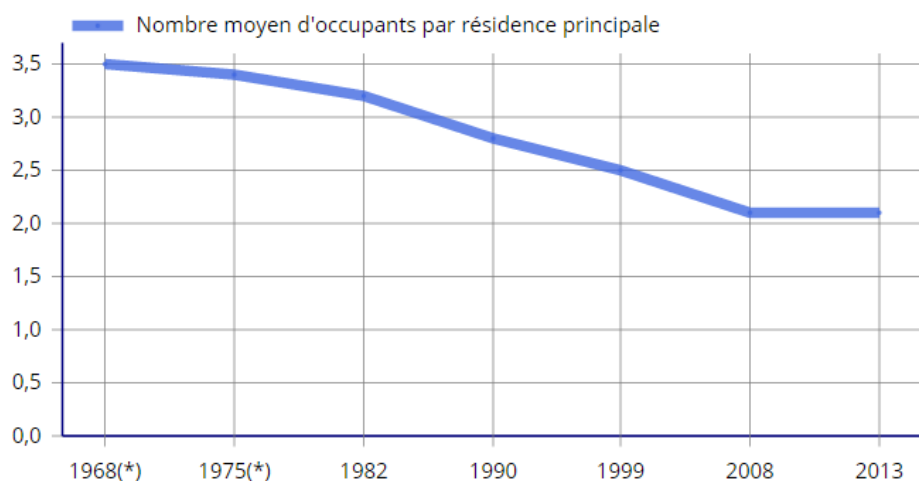
Il s'agit de familles de taille plutôt modérée avec 1 ou deux enfants en moyenne

	2007	%	2012	%
<b>Ensemble des familles</b>	45	100%	51	100%
Aucun enfant	28	62,9%	32	63,3%
1 enfant	8	18,0%	9	18,0%
2 enfants	8	18,0%	9	18,8%
3 enfants	0	0,0%	0	0,0%
4 enfants ou plus	0	0,0%	0	0,0%

*Taille des familles Sainte Radégonde (Sources : PAC, Octobre 2018)*

Malgré cette composition familiale, force est de constater qu'à l'instar du model national, la taille des ménages diminue fortement – alors qu'on dénombrait environ 3,5 personnes par ménage en 1968, la composition moyenne d'un ménage aujourd'hui est plutôt comprise entre 2 à 2,5 personnes par ménage : c'est le phénomène de desserrement des ménages

#### FAM G1 - Évolution de la taille des ménages



*Evolution de la taille des ménages Sainte Radégonde (Sources : INSEE, Octobre 2018)*

Ce phénomène engendre l'apparition sur la commune de familles monoparentales. Néanmoins, il faut noter que le nombre de ces familles est faible, ce qui indique peut être une absence de logements correspondant à cette catégorie de population

	2007	%	2012	%
<b>Ensemble des ménages</b>	<b>65</b>	<b>100%</b>	<b>69</b>	<b>100%</b>
<b>Ménages d'une personne</b>	<b>20</b>	<b>31,1%</b>	<b>18</b>	<b>26,6%</b>
hommes seuls	8	12,5%	9	13,3%
femmes seules	12	18,6%	9	13,3%
<b>Autres ménages sans famille</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>
<b>Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :</b>	<b>45</b>	<b>68,4%</b>	<b>51</b>	<b>73,6%</b>
un couple sans enfant	28	43,5%	28	40,1%
un couple avec enfant(s)	16	24,9%	19	26,8%
une famille monoparentale	0	0,0%	5	6,7%

*Composition des ménages Sainte Radégonde (Sources : PAC, Octobre 2018)*

## 1.2. EVOLUTION RESIDENTIELLE

### 1.2.1 Un parc de logements existants à optimiser et à reconsidérer

Le nombre total de logements en 2013 s'élève à 88. La commune a connu peu de nouvelles constructions ces dernières années

Elle a recensé 13 nouveaux logements entre 1968 et 2013, ce qui représente 0,2 nouveaux logements par an. Cette donnée est à relativiser car elle ne correspond qu'aux nouvelles habitations et ne tient pas compte de la reprise de certains bâtis existants

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013
<b>Ensemble</b>	<b>75</b>	<b>78</b>	<b>75</b>	<b>80</b>	<b>80</b>	<b>86</b>	<b>88</b>
<i>Résidences principales</i>	66	58	57	60	66	67	76
<i>Résidences secondaires et logements occasionnels</i>	5	1	8	6	11	11	5
<i>Logements vacants</i>	4	19	10	14	3	7	8

*Evolution du nombre de logements Sainte Radégonde (Sources : INSEE, Octobre 2018)*

Alors que le nombre de résidences secondaires avait augmenté entre 1980 et 2010, il est aujourd'hui redevenu faible.

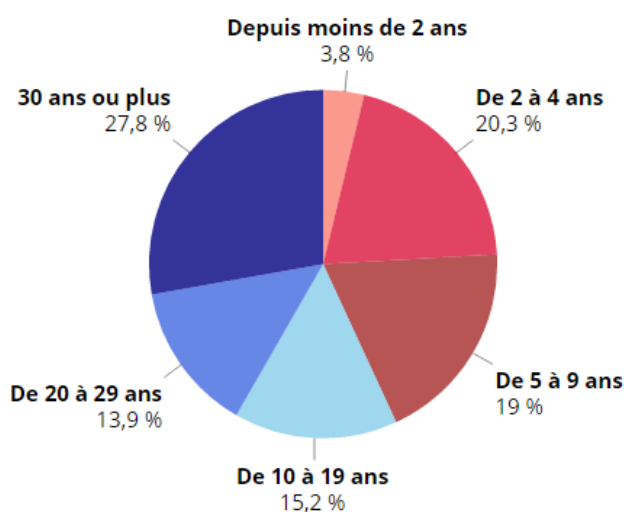
En revanche le nombre de logements vacants représente un peu plus de 7% de l'existant. Le nombre de logement vacant devient important lorsqu'il atteint 10 à 12% du parc de logements. Néanmoins, ces logements vacants ne tiennent pas compte des bâtis agricoles abandonnés dont le changement de destination pourrait être autorisé. Si l'on tient compte de ce paramètre, le nombre de logements vacants est bien plus important. En effet, Sainte Radégonde étant une ancienne commune agricole, le nombre d'anciens bâtis agricoles sans fonction y est important. De nouveau nous pouvons lire l'impact de la déprise agricole qui a eu lieu sur le territoire communal.

La majorité des logements est de grande taille, 4 pièces et plus, et correspond donc au profil familial de la nouvelle population. Cela indique aussi un déficit de petits logements permettant de conserver une part de la population

	2013	%	2008	%
<b>Ensemble</b>	<b>76</b>	<b>100</b>	<b>67</b>	<b>100</b>
<i>1 pièce</i>	0	0	0	0
<i>2 pièces</i>	5	6,3	3	4,5
<i>3 pièces</i>	14	19	14	20,9
<i>4 pièces</i>	24	31,6	17	25,4
<i>5 pièces ou plus</i>	33	43	33	49,3

*Taille des logements de la commune de Sainte Radégonde (Sources : INSEE, Octobre 2018)*

Une population sédentaire : 50% de la population habite le même logement depuis plus de 20 ans

**LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2013**

*Ancienneté des ménages Sainte Radégonde (Sources : INSEE, Octobre 2018)*

La commune offre peu de logements de transition.

On observe une part importante de propriétaires, mais des locataires qui restent tout de même bien présents au regard du poids de la commune, ce qui signifie qu'une offre locative persiste

La commune recense 3 logements locatifs sociaux sur son territoire ce qui représente un peu plus de 2% du parc des résidences principales – Compte tenu du poids de population communale et de la localisation géographique de la commune, ce taux n'est pas négligeable

	2013				2008	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>76</b>	<b>100</b>	<b>161</b>	<b>22,3</b>	<b>67</b>	<b>100</b>
Propriétaire	63	83,5	142	24,7	52	77,6
Locataire	12	15,2	18	7,4	12	17,9
dont d'un logement HLM loué vide	2	2,5	3	7	2	3
Logé gratuitement	1	1,3	1	37	3	4,5

*Qualification des statuts des logements Sainte Radégonde (Sources : INSEE, Octobre 2018)*

### 1.2.2 Une construction discrète

Le nombre de constructions ces dernières années reste très faible, ne répondant pas aux besoins et aux recherches de la population, plutôt attirée par la reprise et la transformation du patrimoine existant.



### 1.2.3 Les besoins en logements

L'ensemble des phénomènes d'évolutions sociétales engendre des besoins en logements différents :

- *Le vieillissement de la population nécessite la création de logements supplémentaires puisque les personnes âgées restent plus longtemps au sein de leur logement, ne contribuant donc pas au renouvellement du parc, mais aussi la création de logements plus petits et mieux adaptés, leur permettant de rester autonome et au sein de la commune*
- *Ce phénomène de vieillissement nécessite des actions pour rajeunir la population. Cela passe par une offre de logements destinée aux familles. L'évolution de ses familles nécessitent une création de logements de plus petites tailles, destinés aux parents lorsque les enfants ont quitté le domicile parental, ou encore à ces mêmes enfants*
- *Le phénomène de desserement des ménages nécessite une production de logements plus importante que celle constatée les années précédentes. En effet, la taille des ménages se réduit (séparation, mise en couple tardive, décès du conjoint...) ainsi il est nécessaire d'une part de créer plus de logements, mais aussi de créer des typologies de logements différentes : petits logements, logements temporaires...*

Grand Poitiers Communauté Urbaine possède 6 aires d'accueil des gens du voyage (Poitiers Beaulieu, Poitiers Dompptigarde, Poitiers CHU en cas de proche hospitalisé, Fontaine-le-Comte, Saint Benoit, Jaunay-Marigny et Chauvigny). Par ailleurs, une aire de grand passage, ouverte en 2016 et d'une superficie de 3 hectares, est disponible à Poitiers Ouest. Le prochain schéma d'accueil des gens du voyage devrait intégrer un objectif de création de terrain familial à Chauvigny, proche de l'aire d'accueil actuelle, pour résoudre un phénomène de résidentialisation existant sur cette aire d'accueil.

La commune de SAINTE RADEGONDE ne recense pas de besoin spécifique en termes d'accueil des gens du voyage. Ces derniers pourront donc être accueillis au sein des structures de Chauvigny, à proximité de Sainte Radegonde.

## 1.3. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET POPULATION ACTIVE

La sphère économique est observée dans ses trois grandes composantes : les actifs, les emplois et les entreprises.

### 1.3.1 Le profil économique de la commune

La commune recense 70% d'actifs, et ce nombre d'actifs a progressé depuis 2008

Le taux de chômage en 2013 s'élevait à 9% alors qu'il était de l'ordre de 10 % à l'échelle du territoire français

	2013	2008
<b>Ensemble</b>	<b>106</b>	<b>88</b>
<i>Actifs en %</i>	<i>70,3</i>	<i>72,4</i>
<i>actifs ayant un emploi en %</i>	<i>61,3</i>	<i>60,9</i>
<i>chômeurs en %</i>	<i>9</i>	<i>11,5</i>
<i>Inactifs en %</i>	<i>29,7</i>	<i>27,6</i>
<i>élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %</i>	<i>9,9</i>	<i>5,7</i>
<i>retraités ou préretraités en %</i>	<i>16,2</i>	<i>16,1</i>
<i>autres inactifs en %</i>	<i>3,6</i>	<i>5,7</i>

*Population active et inactive Sainte Radégonde (Sources : INSEE, 2012)*

Le taux de concentration de l'emploi (rapport entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs ayant un emploi) s'élève à 60, ce qui est important pour la commune de Sainte Radégonde. Cette importante concentration d'emplois est notamment due à la présence de l'entreprise ACIME et du plan de relance dont elle a fait l'objet en 2012-2013

Seuls 17% des actifs travaillent dans la commune. Cela indique une population peu stable qui attribue un caractère résidentiel à la commune de Sainte Radégonde

	2013	2008
Nombre d'emplois dans la zone	40	43
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	66	53
Indicateur de concentration d'emploi	60	80,7
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	53,4	51,6

*Concentration de l'emploi commune Sainte Radégonde (Sources : INSEE, 2012)*

	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>8</b>	<b>100</b>
Industrie	1	12,5
Construction	5	62,5
Commerce, transport, hébergement et restauration	1	12,5
Services aux entreprises	0	0
Services aux particuliers	1	12,5

*Qualification de l'économie Sainte Radégonde (Sources : INSEE, 2012)*

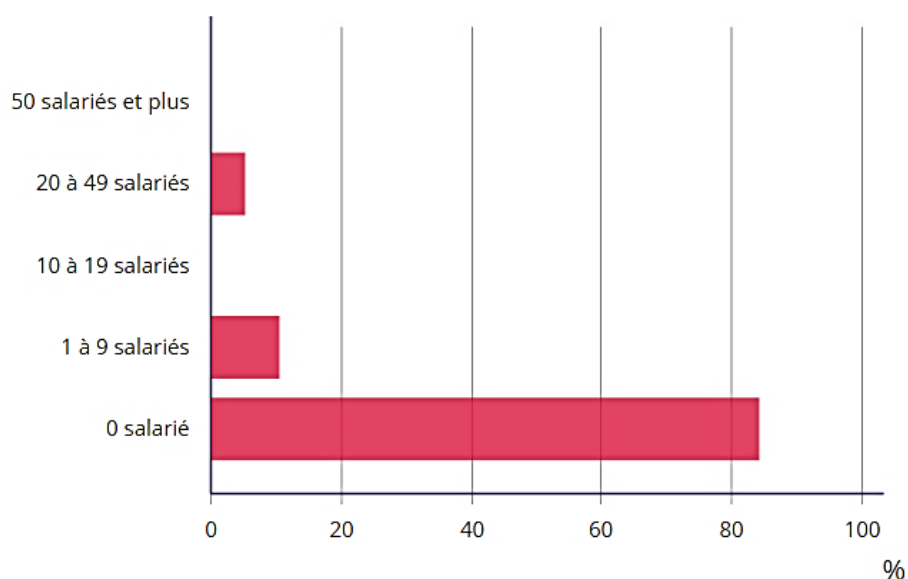
Malgré la déprise agricole, le secteur < agriculture, sylviculture et pêche > reste l'un des secteurs les plus représentés sur le territoire avec 5 établissements recensés

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>19</b>	<b>100</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	5	26,3	5	0	0	0	0
Industrie	2	10,5	1	0	0	1	0
Construction	6	31,6	5	1	0	0	0
Commerce, transports, services divers	5	26,3	5	0	0	0	0
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	1	5,3	1	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	1	5,3	0	1	0	0	0

*Représentation des secteurs d'activités Sainte Radégonde (Sources : INSEE, 2012)*

La majorité des établissements est constituée de petits établissements, exceptée l'entreprise ACIME qui elle recense entre 20 et 50 salariés

**CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2014**



*Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié*

### 1.3.2 Une commune au passé agricole ?

Il s'agit d'une commune qui s'inscrit au cœur de la région agricole des Brandes, reconnue comme terres incultes aux sols pauvres

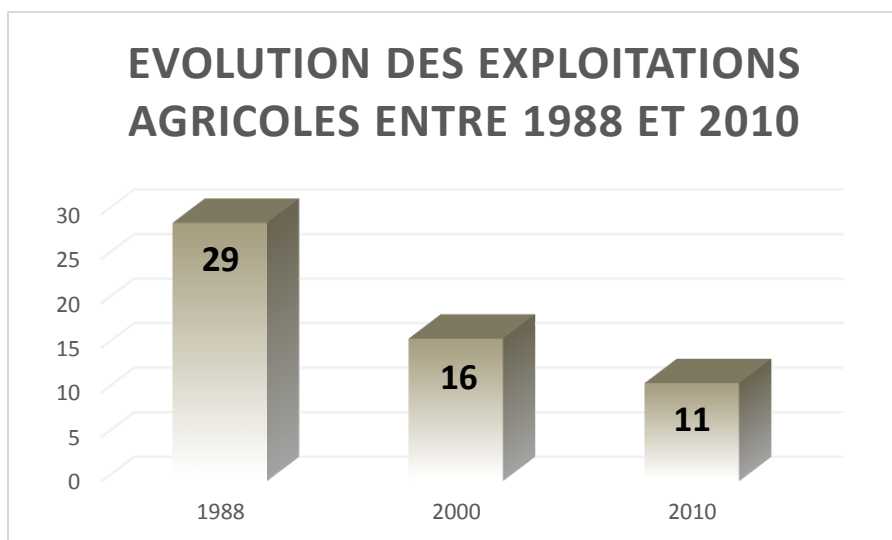
La commune a connu une forte diminution du nombre de ses exploitations agricoles ces 30 dernières années – phénomène reconnu de déprise agricole

En 2010, 11 exploitations agricoles étaient recensées au RGA

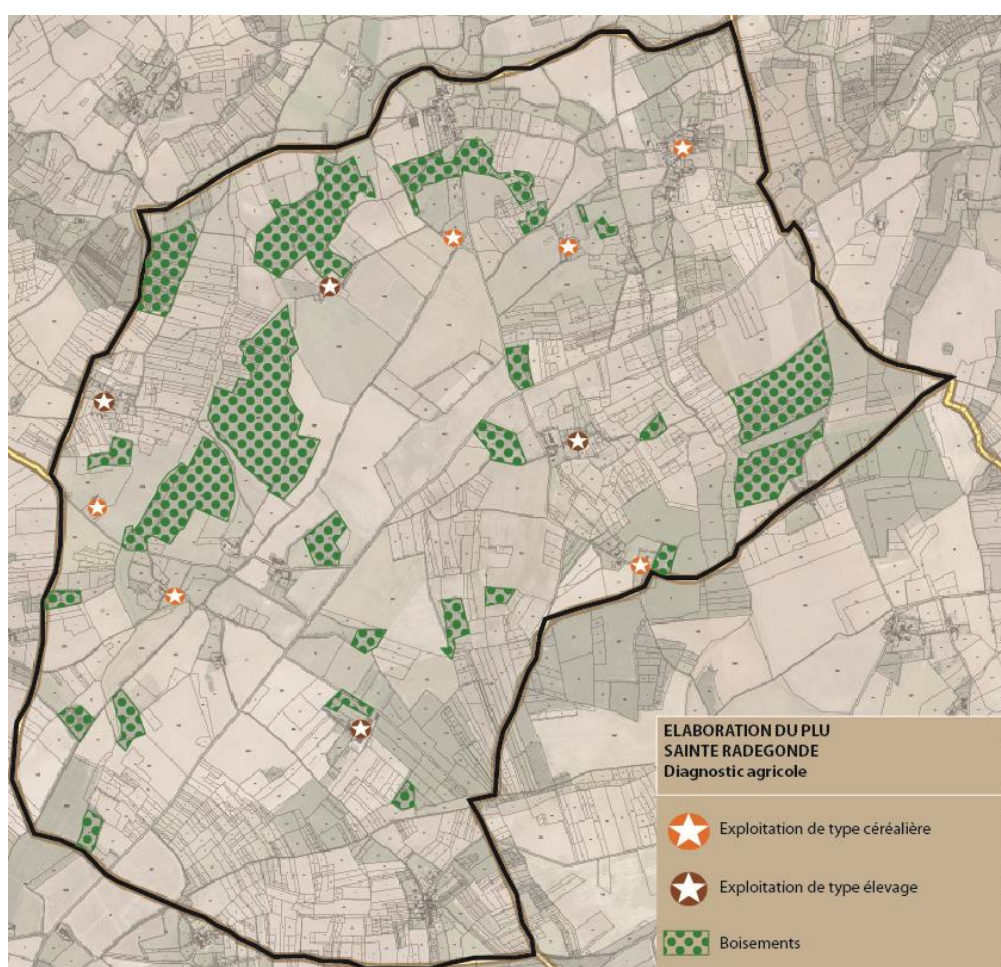
Il s'agit en partie de regroupement d'exploitations, mais pas que, puisque la Surface Agricole Utilisée a elle aussi diminuée et s'élève à 1046 ha en 2010, ce qui représente environ 80% de la surface communale

La baisse de la SAU observée indique donc des cessations d'activités sans reprise

Alors que dans les années 1980 l'agriculture de la commune était très tournée vers l'élevage, aujourd'hui ce sont les céréales et la polyculture qui dominent



*Evolution des exploitations agricoles Sainte Radégonde (Sources : URBAGO, Février 2017)*



*Carte de localisation des exploitations agricoles (Sources : URBAGO, Février 2017)*



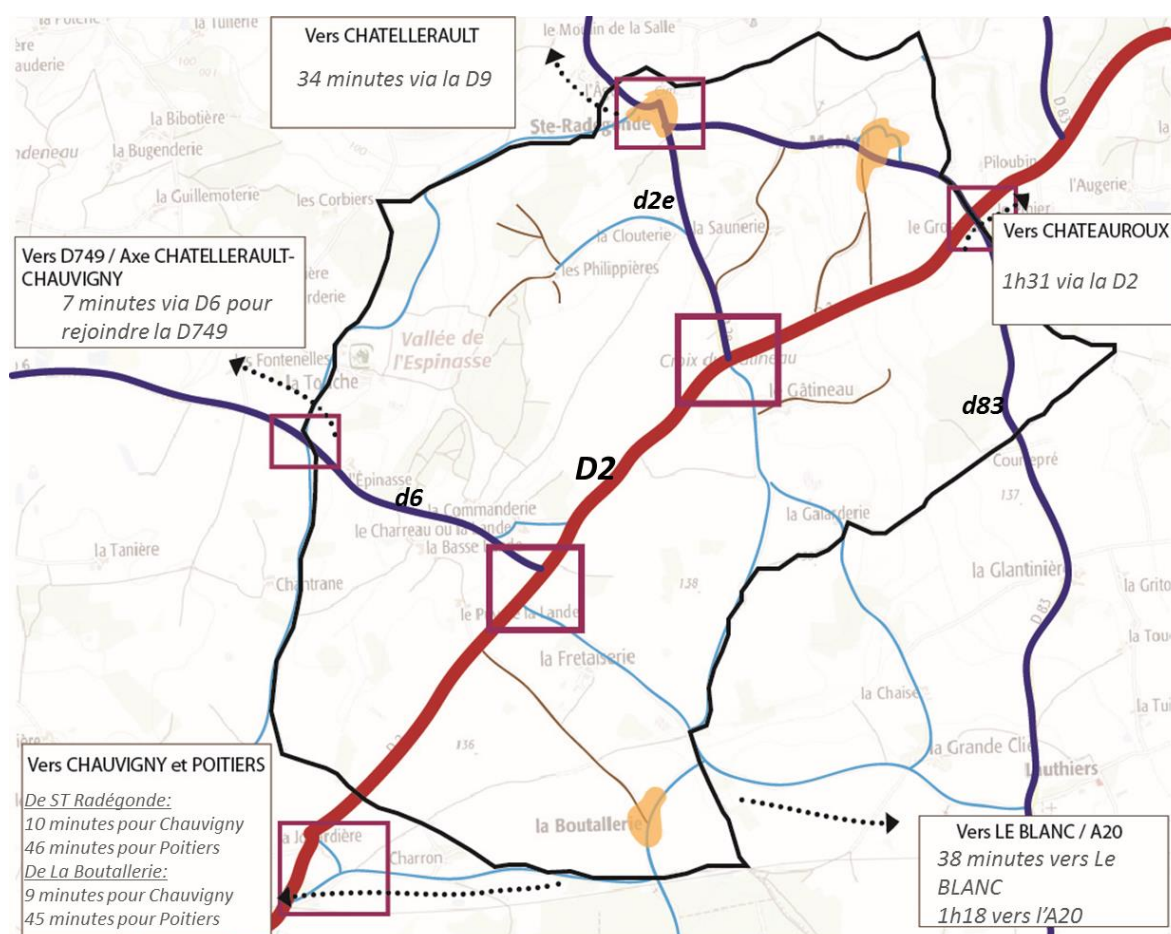
## CHAPITRE 2 FONCTIONNEMENT ET CADRE DE VIE

### 2.1 INFRASTRUCTURES ET OFFRES DE DEPLACEMENTS

- *Voirie et maillage viaire : un réseau routier peu présent*

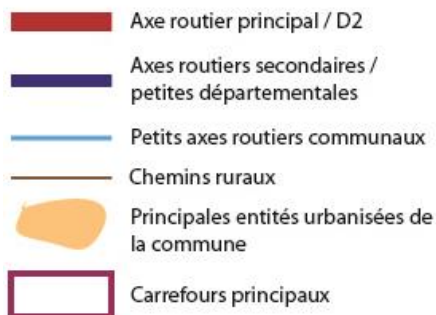
Un seul axe majeur traverse la commune, la D2. Des connexions laborieuses avec les grands pôles urbains sont observées.

La commune souffre de l'absence de moyen de transport alternatifs à proximité



Carte de mobilité et déplacement Sainte Radégonde (Sources : URBAGO, Février 2017)

**ELABORATION DU PLU DE  
SAINTE RADEGONDE**  
Analyse de la mobilité



La commune est plutôt tournée vers Chatellerault et Chauvigny

Elle se trouve à équidistance temps entre les différentes entités urbaines de la commune vis-à-vis de ces deux pôles principaux

## 2.2 RÉSEAUX ET SERVICES URBAINS

### 2.2.1 Assainissement/ Eau potable

L'assainissement de la commune se fait de deux façons différentes : une partie en assainissement collectif, le centre bourg et le hameau de la Touche, et le reste du territoire en assainissement individuel.

- *Assainissement collectif*

L'assainissement collectif concerne le centre bourg et le hameau de La Touche à l'Ouest du territoire. Le centre bourg dispose d'une station de 60EH et le hameau de La Touche d'un dispositif de 20EH. Ces deux dispositifs étant de petite taille aucun suivi n'est réalisé par le gestionnaire Eaux de Vienne. L'évaluation capacitaire et qualitative de la station se fait via un système d'auto-surveillance. Aucune difficulté n'est recensée.

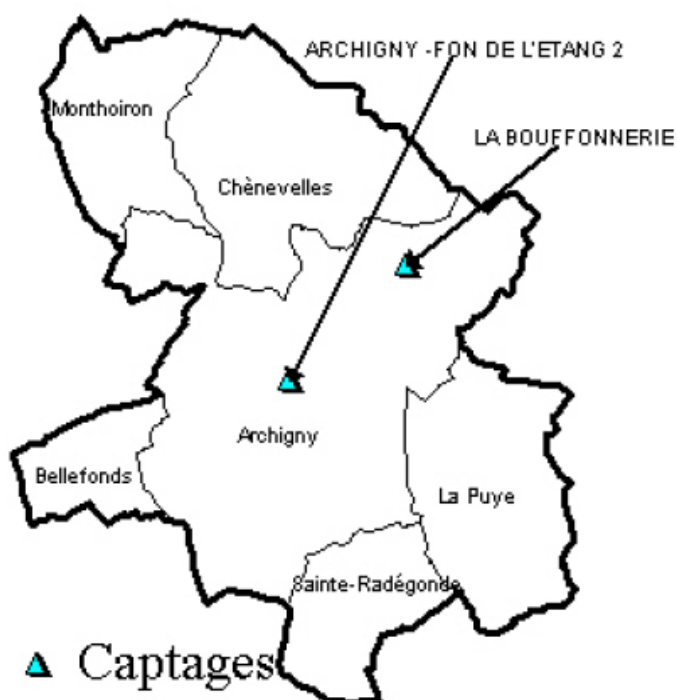
- *Assainissement non collectif*

En dehors des secteurs cités ci-dessus, l'assainissement se fait de façon individuelle. Le suivi de la conformité des dispositifs est organisé par Eaux de Vienne.

▪ *Eau potable*

La commune de Sainte Radégonde est alimentée en eau potable par le comité local d'Eaux de Vienne d'Archigny depuis le captage de La Fon de l'Etang il capte les eaux de la nappe aquifère captive du jurassique supérieur.

Le captage de La Bouffonnerie, gardé en secours n'a pas fonctionné depuis plusieurs années.



Le syndicat dispose de trois stations de surpression de :

- \*La Touche (à Ste-Radégonde) 12 m<sup>3</sup>/h (dont un secours)
- \*La Puye 75 m<sup>3</sup>/h
- \*Jollines 122 m<sup>3</sup>/h

Les ouvrages de stockage sont les suivants :



Les stockages	Communes	Volume m <sup>3</sup>
Château d'eau des Flammes	Archigny	500
Bâche de Jolines	Archigny	300
Bâche de La Touche	Ste Radegonde	80
Bâche de Bellefonds	Bellefonds	300
Bâche de La Puye	La Puye	150

La commune ne recense aucun point de captage sur son territoire.

L'eau qui est traitée à « la Fon de l'Etang » subit un traitement de déferrisation comprenant une aération suivie d'une filtration sur lit de sable complété d'un système de décarbonatation de l'eau par voie électrique afin de réduire la dureté de l'eau, et d'une *désinfection par le chlore gazeux* avant d'être distribuée à la population.

### Qualité de l'eau distribuée :

PARAMETRES	Limites ou références de qualité	RESULTATS 2017 Réseau d'adduction		
		Minimum	Moyen	Maximum
pH	6,5 - 9	7,3	7,5	7,7
Conductivité ( $\mu$ S/cm à 25°C)	200 - 1100	422	441	496
TURBIDITE (en NFU)	2	0,00	0,02	0,36
DURETE (TH en °F)		20	20,8	21
FLUOR (en mg/l)	1,5	0,0	0,05	0,10
NITRATES (en mg/l)	50	0,0	0,0	0,0

#### Bactériologie

- Les résultats des analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été d'excellente qualité.

#### Minéralisation

- Les eaux distribuées sont d'une minéralisation moyenne, bicarbonatées calciques et d'un pH très légèrement basique.

#### Turbidité

- Les eaux distribuées présentent une bonne limpidité générale de l'eau.

#### Dureté

- Les eaux distribuées renferment une dureté moyenne de 20,8°F après traitement par décarbonatation électrique.

#### Fluor

- Le fluor, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. Les eaux alimentant le syndicat en sont quasiment dépourvues et des apports complémentaires, par du sel fluoré, ou des comprimés après avis médical, peuvent être conseillés.

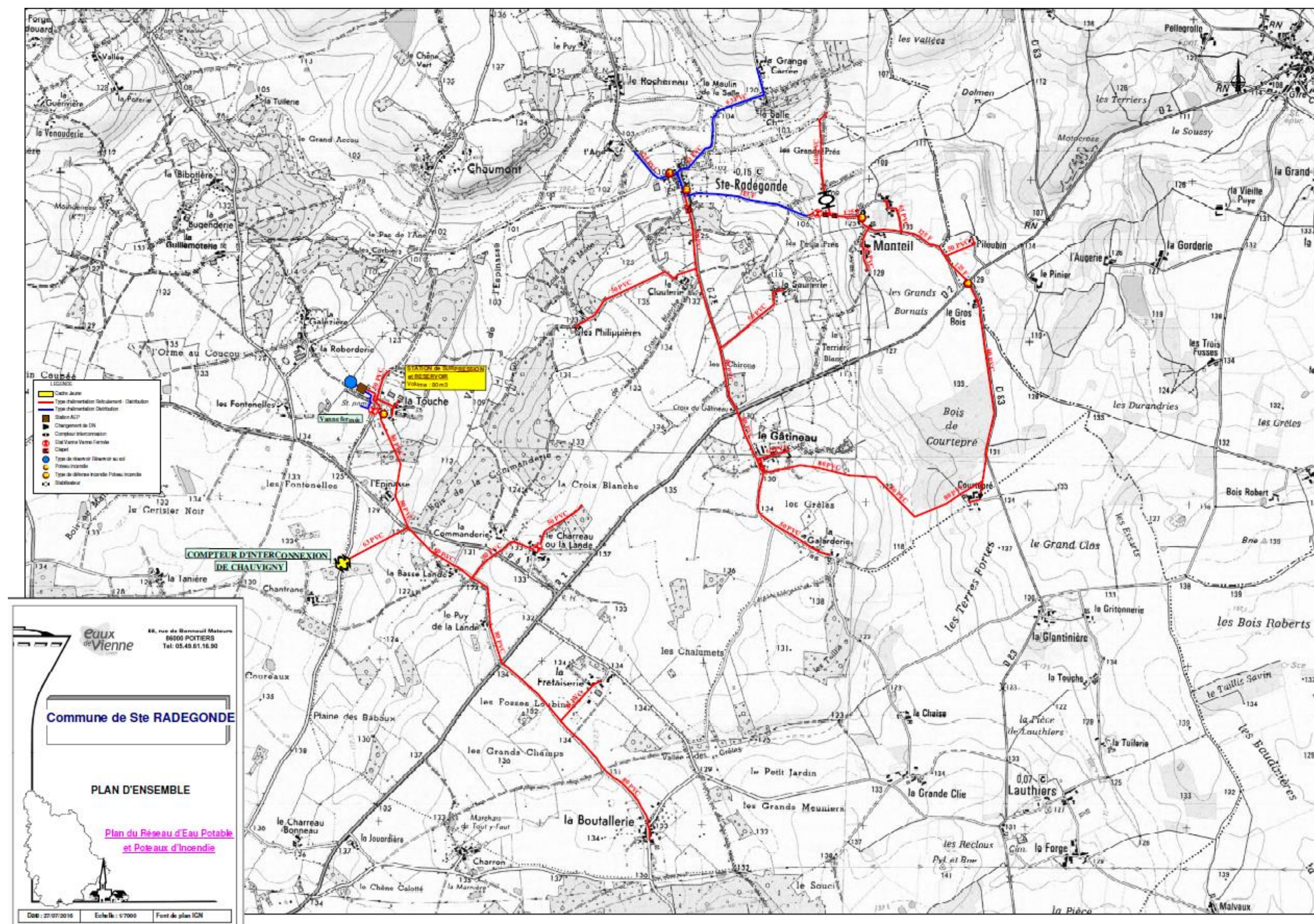
#### Nitrates

- Les eaux captées dans la nappe du jurassique supérieur captif en sont dépourvues.

#### Pesticides

- Les recherches réalisées n'ont révélé aucune trace sur les plus de 200 substances recherchées.







### 2.2.2 Protection incendie

La protection incendie est assurée sur l'ensemble du territoire communal par des poteaux incendies en quantité et débits suffisants, mais aussi par des bâches et des citerneaux.

### 2.2.3 Déchets

La collecte des déchets de la commune est organisée par la Communauté Urbaine de Grand Poitiers. La collecte est réalisée le vendredi, que ce soit pour les ordures ménagères comme pour les déchets recyclables. Puis, ces derniers sont traités et éliminés selon le plan départemental de traitement des déchets.

Le territoire de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers propose 11 déchetteries. La plus proche de Sainte Radégonde se situe à Chauvigny.

Grand Poitiers s'est engagé fin 2009 dans l'un des premiers programmes de réduction des déchets avec l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). L'objectif est de faire de la prévention la priorité pour les années à venir (2010 à 2015 pour le premier programme, puis 2015 à 2020 pour le programme actuel Zéro Gaspillage, Zéro Déchet) et de réduire de 10% la production de déchets sur le territoire.

Pour se faire le Plan présente 5 grands objectifs :

- Sensibiliser le public à la prévention, afin d'orienter les citoyens, les collectivités et les entreprises vers des comportements qui limitent ou évitent la production de déchets ;
- Mettre en œuvre des actions éco-exemplaires des collectivités et des administrations et des entreprises ;
- Promouvoir le compostage domestique. Développé depuis 2006 dans l'habitat pavillonnaire, il sera poursuivi en direction des immeubles et de la restauration ;
- Promouvoir le secteur du réemploi et de la réparation
- Lutter contre le gaspillage alimentaire.

### 2.2.4 Le réseau électrique

La commune est principalement alimentée en électricité par un câble souterrain haute tension au Sud du territoire, géré par ERDF.

Selon ERDF, les habitants de SAINTE RADEGONDE favorisent généralement le chauffage central individuel. Cette habitude s'en ressent sur la facture moyenne d'énergie des habitants de Sainte-Radégonde : 1 867€.

Parmi les logements situés sur la commune, 75 sont certifiés BBC. Cela représente 84 % des logements présents à Sainte-Radégonde, en raison notamment de la forte reprise et de l'intérêt pour le patrimoine existant.

La consommation moyenne des foyers de la commune s'élève à 9MWh, ce qui est inférieur à la moyenne française.

Localisation	Consommation par foyer/an
Sainte-Radégonde	9 MWh
alentours de Sainte-Radégonde	8.0 MWh
En France	11,2 MWh

#### 2.2.5 Le transport de gaz

La commune n'est pas alimentée par le gaz de ville et aucun ouvrage de gaz ne traverse le territoire.

#### 2.2.6 Accueil des gens du voyage

L'accueil des gens du voyage est une compétence de Grand Poitiers. Aucune aire d'accueil des gens du voyage n'est recensée ou programmée sur la commune.

### 2.3 ÉQUIPEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS

La commune de Sainte Radégonde, en raison de son poids démographique et de sa configuration de commune rurale, ne propose que très peu d'équipements :

- La mairie, en cœur de centre bourg,
- Et la salle polyvalente en sortie de centre bourg.

# DEUXIEME PARTIE : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

## CHAPITRE 3 OCCUPATION DU SOL

Conformément à l'article R104-28 du code de l'urbanisme, le PLU de la commune SAINTE RADEGONDE a fait l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas pour évaluation environnementale auprès de l'autorité compétente.

### Zoom sur l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale est un processus visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration d'un projet, plan ou programme (incluant les documents d'urbanisme), et ce dès les phases amont de réflexions.

- Elle sert à éclairer tout à la fois le porteur de projet et l'administration sur les suites à donner au projet au regard des enjeux environnementaux et ceux relatifs à la santé humaine du territoire concerné, ainsi qu'à informer et garantir la participation du public.

- Elle doit rendre compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement du projet ou du document et permet d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux identifiés sur le territoire concerné. L'évaluation environnementale doit être réalisée le plus en amont possible, notamment, en cas de pluralité d'autorisations ou de décisions, dès la première autorisation ou décision, et porter sur la globalité du projet et de ses impacts ou incidences sur l'environnement.

Il s'agit d'un processus constitué de :

- L'élaboration d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement par le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme.
- La réalisation des consultations prévues, notamment la consultation de l'autorité environnementale, qui rend un avis sur le projet, plan, programme et sur le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, et la consultation du public et des collectivités concernées.
- L'examen par l'autorité autorisant le projet ou approuvant le plan ou programme des informations contenues dans le rapport d'évaluation et reçues dans le cadre des consultations.

L'environnement doit y être appréhendé dans sa globalité : population et santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air et climat, biens matériels, patrimoine culturel et paysage, ainsi que les interactions entre ces éléments.

L'évaluation environnementale doit être proportionnée à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée, à l'importance et à la nature des travaux, ouvrages ou interventions et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement et la santé humaine, notamment au regard des effets cumulés avec d'autres projets ou document de planification. Les enjeux environnementaux doivent donc être préalablement hiérarchisés, et une attention particulière doit être apportée aux enjeux identifiés comme majeurs pour le projet et le territoire.

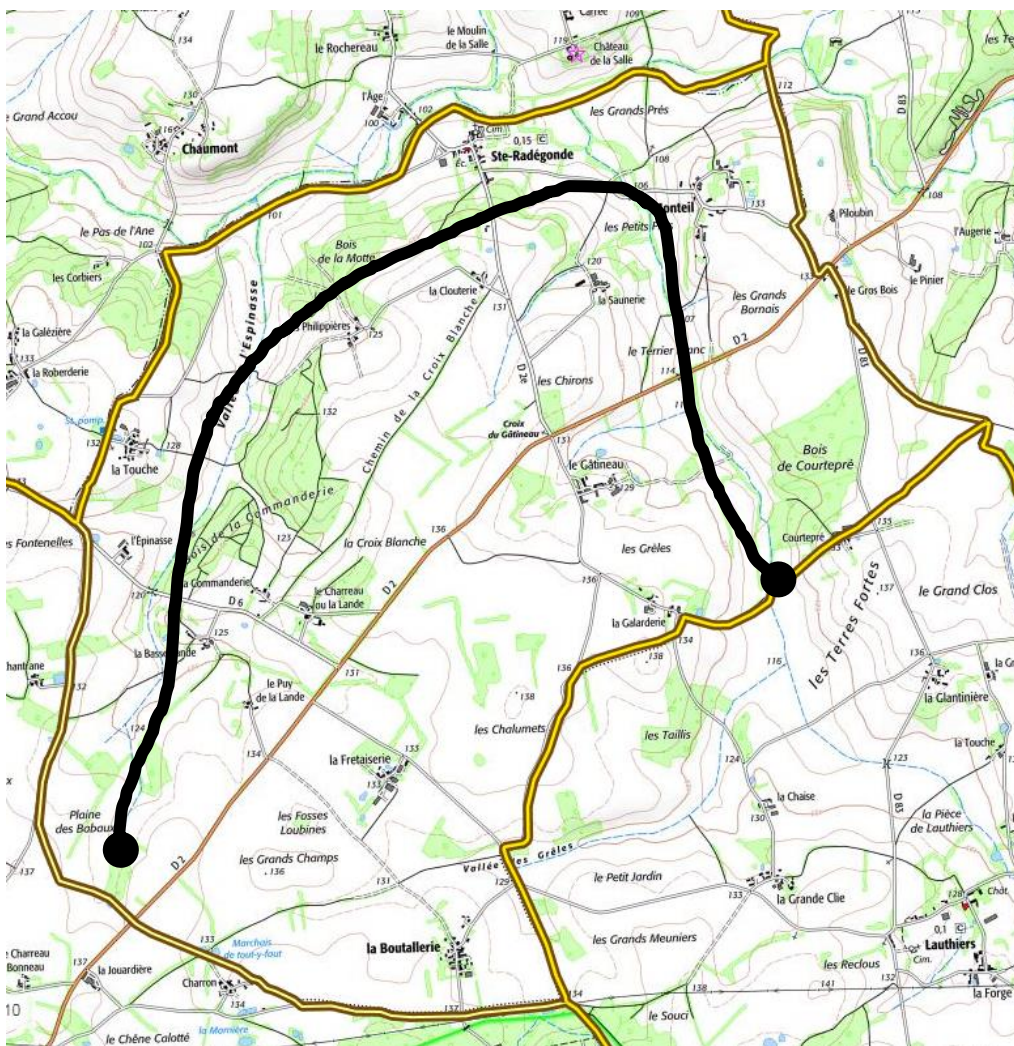
Les listes des catégories de projets, plans et programmes qui doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale sont établies dans le code de l'environnement et le code de l'urbanisme. Si certains projets, plans ou programmes, par leurs caractéristiques propres, sont soumis de manière systématique à évaluation environnementale, d'autres doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas afin de déterminer, au regard de leurs possibles impacts négatifs notables sur l'environnement, si une évaluation environnementale doit être réalisée. Cette décision est prise par l'autorité environnementale.

La commune a réalisé une demande d'examen au cas par cas de son PLU pour évaluation environnementale auprès de l'autorité compétente.

Après consultation du dossier, la MRAe a émis son avis en date du 29 Août 2018 précisant que la procédure n'était pas soumise à évaluation environnementale. (cf avis en annexe )

### 3.1 TOPOGRAPHIE

Globalement la topographie de la commune est plus accidentée à l'Ouest et au Nord de la commune. Une ligne de crête est perceptible, en suivant un croissant, le long des cours d'eau principaux, au sein de la Vallée de l'Espinasse et du fossé à l'Est. Le hameau de Monteil, au Nord Est se présente comme un promontoire de la commune offrant de belles perspectives paysagères. Le hameau culmine à 133 m d'altitude. Le reste du territoire reste plat dans son ensemble excepté quelques petites buttes à certains endroits.

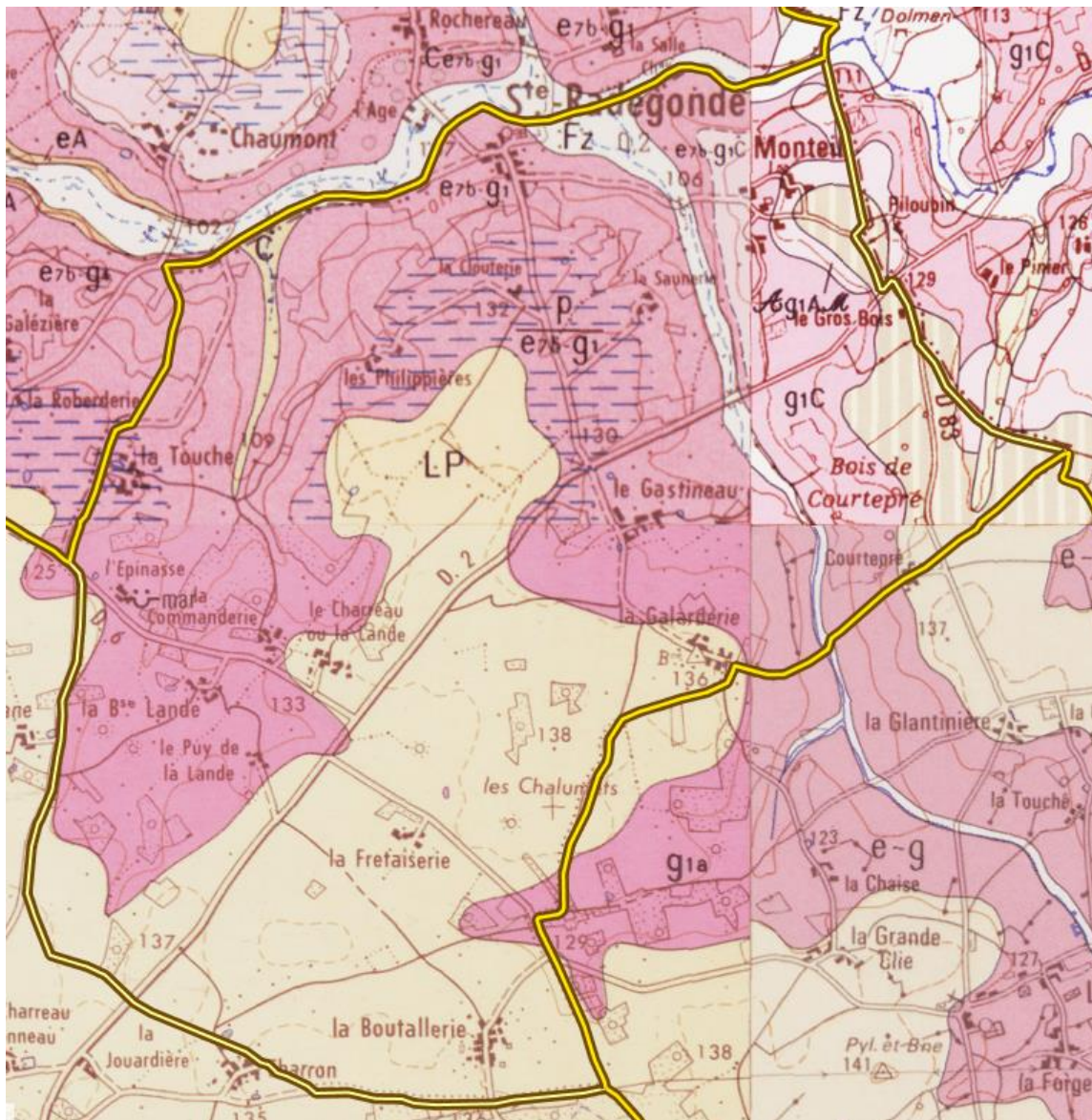


Carte topographique (Sources : Geoportail)



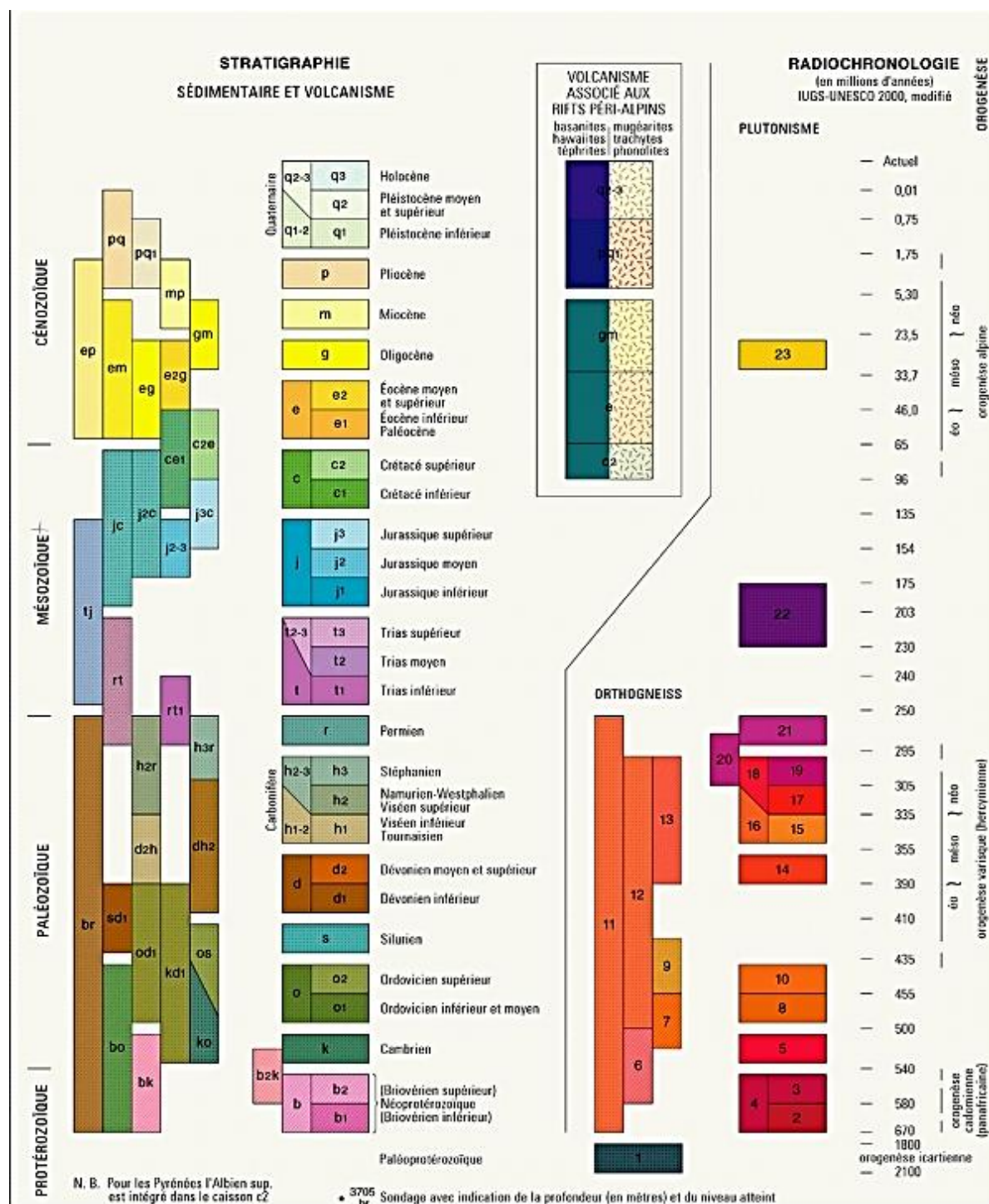
### 3.2 GEOLOGIE

Le terroir se compose de Terres fortes (ce sont des sols composés d'argilo-calcaires moyennement profonds alternant avec des sols limoneux, riches en cailloux et blocs de meulières. Ces terres sont à tendance acide et hydromorphe. Ces sols sont communs dans toute cette région du sud du département de la Vienne) et de bornais (ce sont des sols brun clair sur limons, profonds et humides, à tendance siliceuse) pour respectivement 27 % et 73 % situés sur les plateaux du seuil du Poitou



Sources : carte géologique géoportail (consulté le 07 Novembre 2017)





*Légende de la carte géologique présentée ci-dessus (Sources : géoportail consulté le 07 Novembre 2017)*

## CHAPITRE 4 MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

### UNE CLAIRIERE ENVIRONNEMENTALE

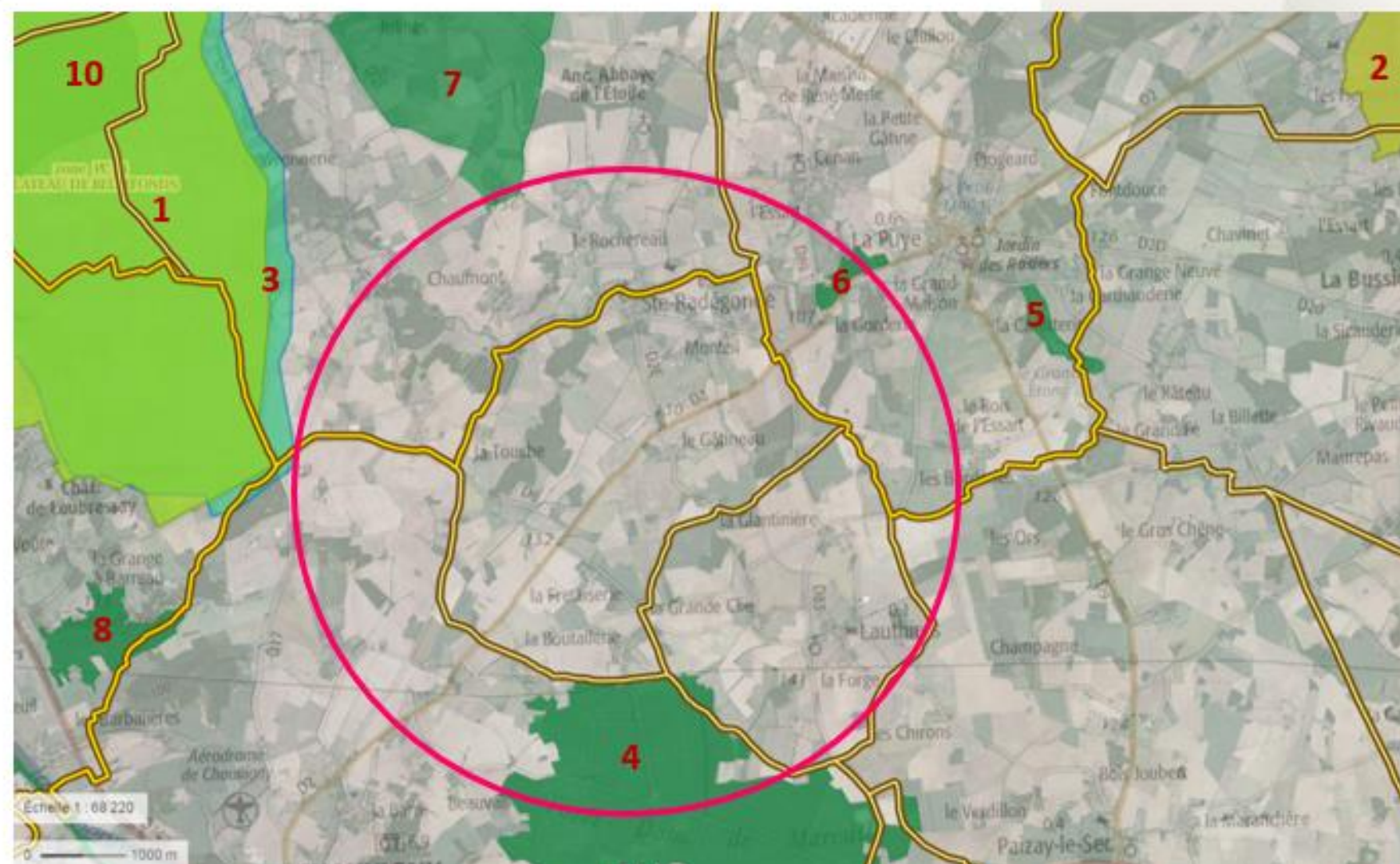
#### 4.1 LES ESPACES REGLEMENTAIREMENT PROTEGES

La commune ne recense pas de zone réglementaire sur son territoire, mais plusieurs espaces protégés sont présents aux frontières de la commune.



## Le contexte environnemental réglementaire: une clairière environnementale

- Sites NATURA 2000:
  - 1/ « Plateau de Bellefonds »
  - 2/ « Basse Vallée de la Guartempe »
- Zone pour la Conservation des Oiseaux:
  - 3/ « Plateau de Bellefonds »
- Zones Naturelles d'Inventaire Ecologiques Floristiques et Faunistiques de type 1 :
  - 4/ « Forêt de Mareuil »,
  - 5/ « Le Grand Etang »,
  - 6/ « Coteaux des terriers »,
  - 7/ « Brandes de la Nivoire et Brandes des Tireaux »
  - 8/ « Vallée de Teille »
- Zones Naturelles d'Inventaire Ecologiques Floristiques et Faunistique de type 2:
  - 9/ « Basse Vallée de la Guartempe »,
  - 10/ « Plateau de Bellefonds »



#### 4.1.1 la Zone de Protection Spéciale « Plateau de Bellefonds », protection NATURA 2000

##### ► *Description*





Plateau interfluvial au relief uniforme et aux sols argilo-calcaires. Boisements de feuillus sur les coteaux périphériques et polyculture-élevage sur le plateau central. Eléments paysagers diversifiés : bosquets, haies basses, mares, dépressions humides et landes relictuelles.

##### ► *Qualité et importance*

Présence de haies basses et de prairies dans la partie nord permettant l'existence d'une importante population de pie-grièches écorcheurs (25-30 couples). Zone d'hivernage significative pour le Pluvier doré (10 à 1500 individus) et le Vanneau huppé (1000 à 5500 ind.).

##### ► *Vulnérabilité du site et enjeux*

Présence de haies basses et de prairies dans la partie nord permettant l'existence d'une importante population de pie-grièches écorcheurs (25-30 couples). Zone d'hivernage significative pour le Pluvier doré (10 à 1500 individus) et le Vanneau huppé (1000 à 5500 ind.).

	
<i>Pluvier Doré</i>	<i>Pie Grièche écorcheur</i>
	
<i>Vanneau Huppé</i>	<i>L'Alouette des Champs</i>

#### 4.1.2 la Zone Spéciale de Conservation « Basse Vallée de la Guartempe », protection NATURA 2000

##### ► *Description*

Le site englobe une dizaine de grottes naturelles constituant des gîtes à chiroptères, dont une population d'importance nationale de Rhinolophe euryale. Les surfaces boisées, dominantes, ainsi que les autres habitats constituent des terrains de chasse préférentiels pour les huit espèces de chiroptères figurant à l'Annexe II présentes sur le site. De plus, de nombreuses autres espèces d'intérêt communautaire de groupes taxonomiques variés fréquentent le site : mammifères (Castor, Loutre...), amphibiens (Triton crêté, Triton marbré, Crapaud calamite...), insectes (Cordulie à corps fin, Azuré du serpolet...), poissons (Bouvière, Lamproie marine...).





##### ► *Qualité et importance*

Les populations de chiroptères présentes sur le site sont parmi les plus importantes de la région Poitou-Charentes. La concentration des gîtes ainsi que la présence d'espèces très localisées et vulnérables (Rhinolophe euryale, Murin à oreilles échancrées) contribuent à faire du site une zone essentielle pour la conservation de ces espèces aux niveaux régional et national

##### ► *Vulnérabilité du site et enjeux*

Les grottes naturelles sont l'objet de prospections spéléologiques limitées actuellement. Les dérangements sont néanmoins réguliers et dommageables. L'élevage est encore bien représenté, ce qui permet le maintien d'une surface de prairie raisonnable. Le degré de vulnérabilité du site reste majeur en regard d'autres secteurs très dégradés par l'agriculture intensive



	
<i>Triton crêté</i>	<i>Azuré du Serpolet</i>
	
<i>Castor</i>	<i>Rhinolophe Euryal</i>

#### 4.1.3 la ZNIEFF de type 1 « Forêt de Mareuil »

##### ► Description

Belle futaie de chênes matures où, hélas, la plantation de résineux et de chênes exotiques prend de l'importance. INTERET ORNITHOLOGIQUE : Présence de la guildes des oiseaux sylvoles allant des grand rapaces aux petits passereaux. Présence d'espèces patrimoniales dont le Pic mar, le Pic noir, l'Engoulevent d'Europe et le Busard St Martin. INTERET BATRACHOLOGIQUE : Présence de nombreuses mares forestières accueillant en tout 9 espèces d'amphibiens, dont 4 espèces différentes de tritons parmi lesquelles surtout le Triton alpestre, espèce du centre et de l'est de la France, ici en aire disjointe et qui possède sur le site son unique localité régionale. Cette localité, connue depuis 20 ans, est isolée par rapport à la répartition actuelle de cette espèce et il pourrait s'agir d'une population relictuelle. En effet Mauduyt L.(1844) signalait le Triton alpestre comme présent dans le département de la Vienne, avec notamment une station à Poitiers (mare de la Milétrie). De plus, une station a été découverte en 2000 dans le département de l'Indre, ce qui confirmerait cette hypothèse. De manière générale, cette espèce (population relictuelle ou introduite) s'est acclimatée puisqu'elle se reproduit dans des mares forestières et fait donc partie intégrante de la batrachofaune picto-charentaise. Cette station est par conséquent à préserver. Concernant les batraciens, les principales menaces pesant sur le site sont : - la présence de poissons dans les mares forestières; - la plantation de conifères; - la capture par les aquariophiles locaux. Concernant les batraciens, les objectifs prioritaires pour le maintien de l'intérêt biologique sont : - la conservation intégrale des habitats terrestres

et de reproduction favorables aux populations de batraciens et de reptiles; - le prélèvement des poissons présents dans la mare principale.

► Critères d'intérêt de la zone

<u>Patrimoine</u>	<u>Fonctionnels</u>
<ul style="list-style-type: none"><li>- Ecologique</li><li>- Faunistique</li><li>- Amphibiens</li><li>- Oiseaux</li><li>- Mammifères</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales</li><li>- Corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges</li><li>- Etapes migratoires, zones de stationnement, dorts</li><li>- Zone particulière d'alimentation</li><li>- Zone particulière liée à la reproduction</li></ul>

► Facteurs influençant la zone

- Coupes, abattages, arrachages et déboisements
- Plantations, semis et travaux connexes
- Entretiens liés à la sylviculture, nettoyages, épandages
- Autres aménagements forestiers, accueil du public, création de pistes
- Chasse
- Cueillette et ramassage
- Introductions
- Limitations, tirs sélectifs







#### 4.1.4 la ZNIEFF de type 1 < Brandes de la Nivoire et Brandes des Tireaux >

##### ► Description

Cultures intensives, prairies, bois, bocages et landes relictuels. INTERET ORNITHOLOGIQUE : - nidification de l'Outarde canepetière, espèce menacée en France (Annexe I de la Directive de Bruxelles); - nidification du Courlis cendré, espèce peu commune en France, rare et localisée en POITOU-CHARENTES (moins de 40 couples); - présence de plusieurs espèces nicheuses patrimoniales inscrites à l'Annexe I de la Directive de Bruxelles : Busard cendré, Busard St Martin, Oedicnème criard et Pie-grièche écorcheur

##### ► Facteurs influençant la zone

- Mises en culture, travaux du sol
- Débroussaillage, suppression des haies et des bosquets, remembrement et travaux connexes

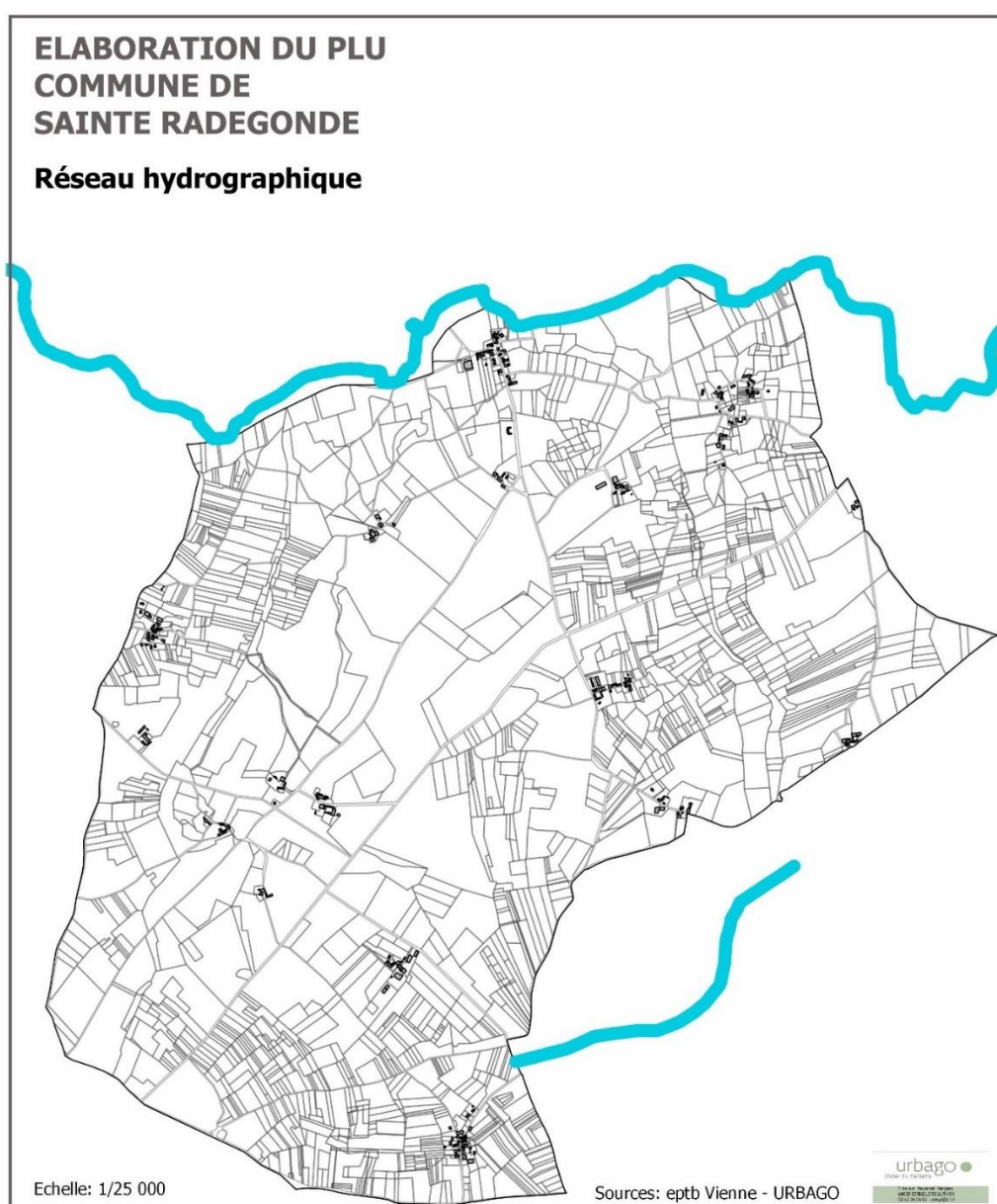
	
<i>Busard Cendré</i>	<i>Pie Grièche Ecorcheur</i>
	
<i>Busard Saint Martin</i>	<i>Oedicnème Criard</i>

## 4.2 TERRITOIRE ET BIODIVERSITE

### 4.2.1 Eléments hydrographiques

Selon le SAGE de la Vienne, seul l'Ozon est classé cours d'eau sur le territoire communal. Un autre cours d'eau jouxte le territoire communal au Sud Est.

En dehors de ces deux entités principales, des fossés temporaires ainsi que des mares et plans d'eau sont recensés sur le territoire.

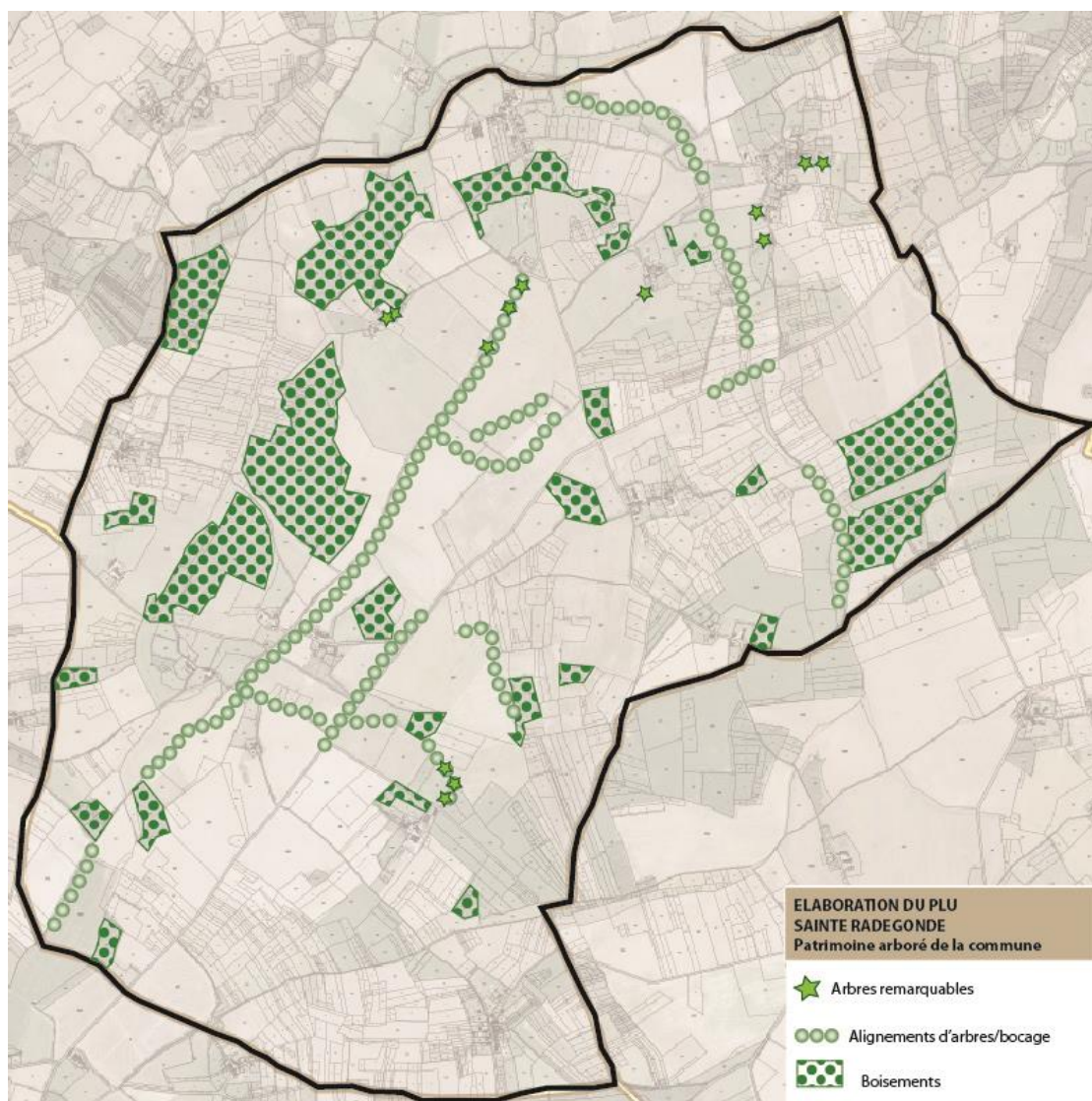


*Carte du réseau hydrographique de la commune de Sainte Radégonde (Sources : Géoportail, Octobre 2019)*

#### 4.2.2 Éléments boisés et forestiers

Le taux de boisement communal s'élève à presque 11% de la superficie du territoire

Ces boisements sont essentiellement composés de forêts fermées de chênes et de mélanges de feuillus. Ils se situent essentiellement dans la Vallée de l'Espinasse et à l'Est du territoire.



*Carte des éléments boisés de la commune (Sources : URBAGO, Février 2017)*

Outre les espaces forestiers, la commune recense un grand nombre de beaux alignements, essentiellement de Chênes, ainsi que la présence d'arbres remarquables, essentiellement des chênes aussi.

#### 4.2.3 La protection des zones humides

En France, 2/3 des zones humides ont disparu au cours du 20<sup>ème</sup> siècle (IFEN, 2006). Souvent considérées comme des milieux insalubres et hostiles aux activités humaines elles ont ainsi progressivement été drainées ou détruites (agriculture, urbanisation,...). Pourtant, les zones humides jouent des rôles bénéfiques reconnus pour le bon fonctionnement de nos territoires et le bien-être de leurs populations. Leur préservation et leur réhabilitation relèvent d'une responsabilité collective.

##### **Qu'est ce qu'une zone humide ?**

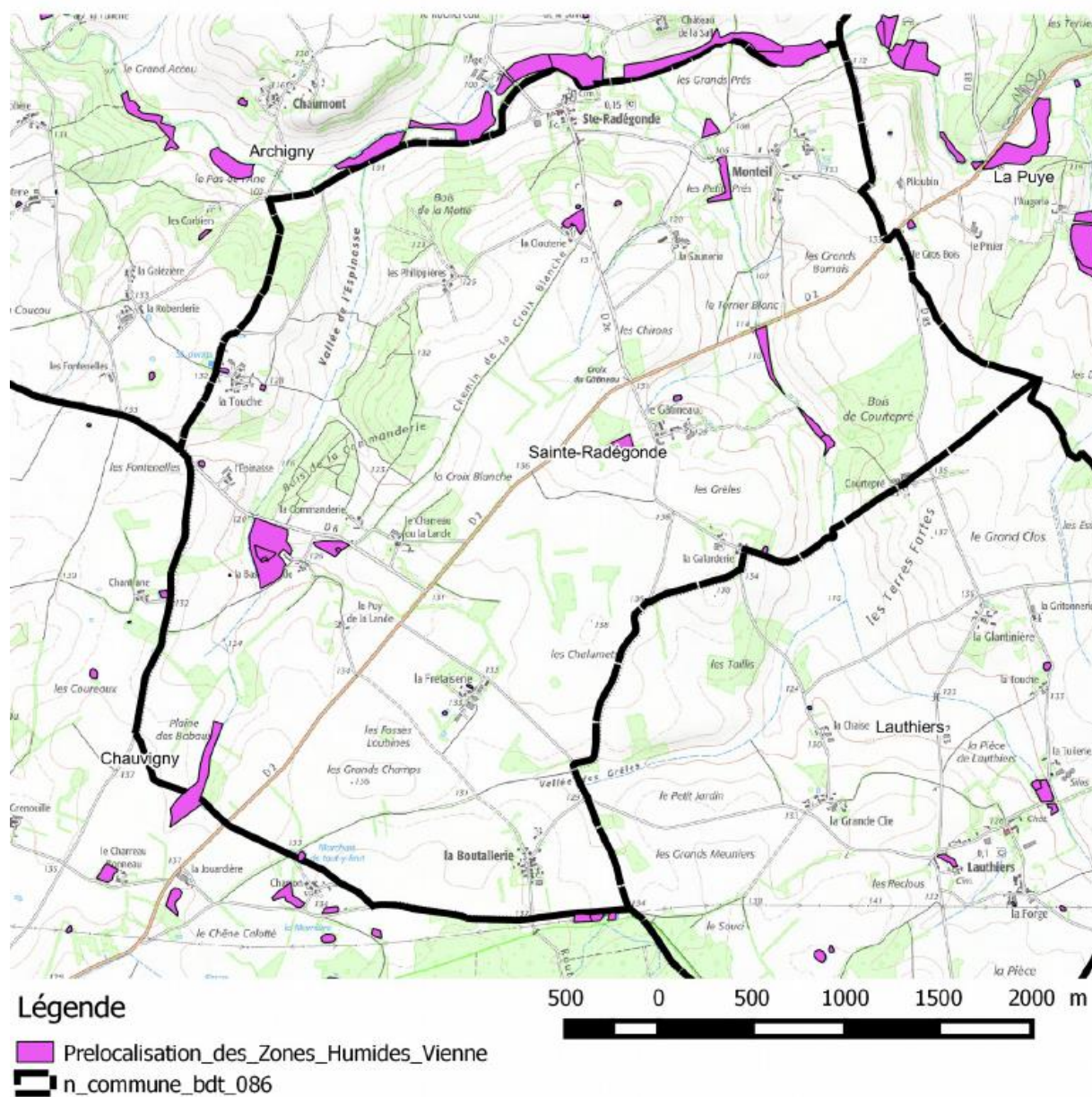
D'après la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les zones humides sont « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Deux sources de données différentes, faisant état de la prélocalisation des zones humides:

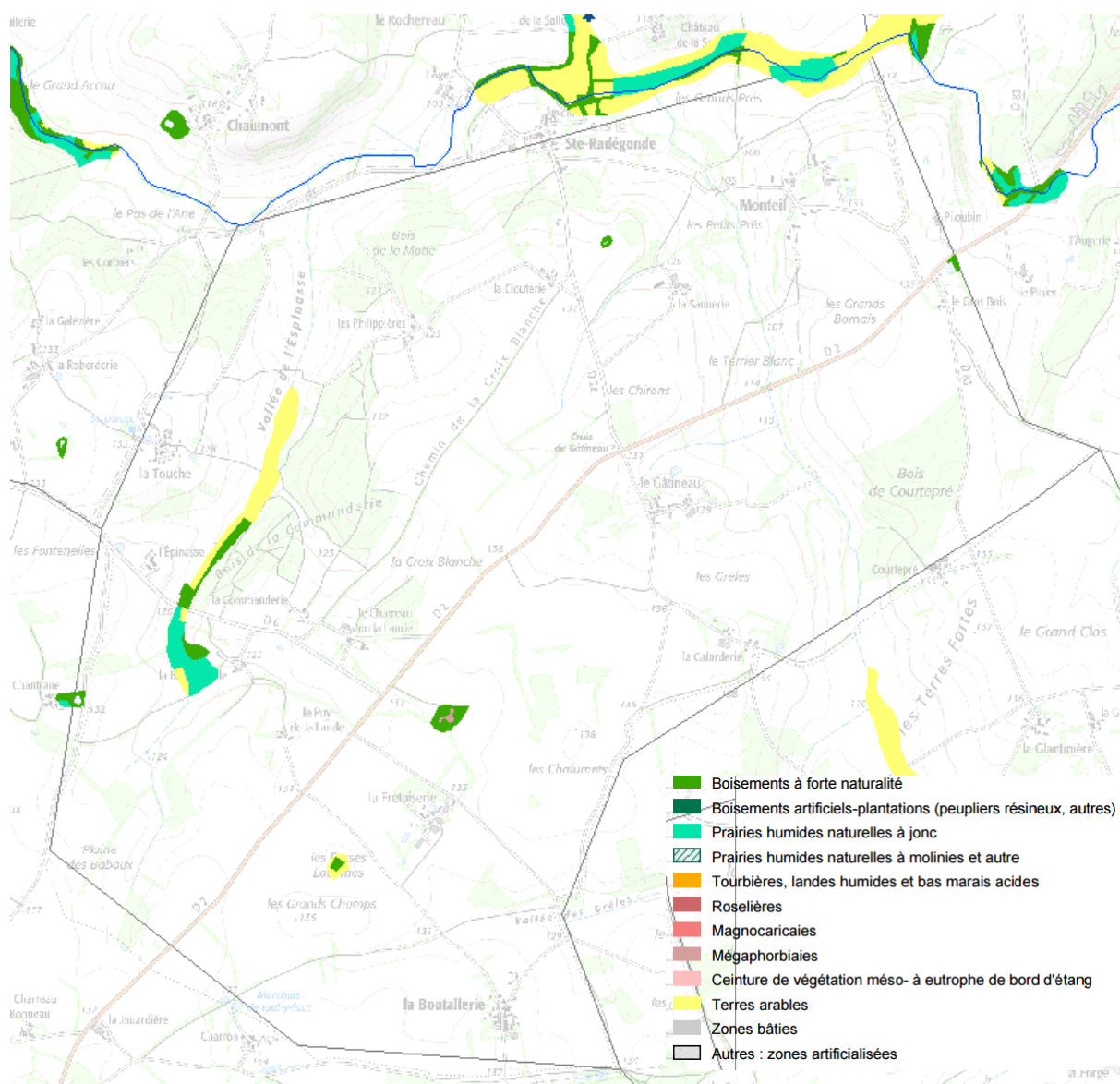
- données de la DREAL
- données de l'Etablissement Public Territorial de Bassin de la Vienne



## Prélocalisation des zones humides Comme de Sainte-Radégonde



Prélocalisation des zones humides (Sources : DREAL Nouvelle Aquitaine, Février 2017)



Prélocalisation des zones humides (Sources : l'Etablissement Public Territorial de Bassin de la Vienne, Février 2017)

Ces prélocalisations informent sur la présence éventuelle de zones humides en accompagnement du cours d'eau au Nord de la commune composées de :

- Terres arables
- De boisements
- Et de prairies naturelles

Il existe un secteur humide le long du fossé de l'Espinasse dont la composition est la même que précédemment

Quelques points humides sont présents sur les Fosses Loubines et les Challumets où l'on peut retrouver des mégaphorbiais (transition entre zone humide et forêt)

#### 4.2.4 Eléments agricoles

La commune s'inscrit au cœur de la région agricole des Brandes, reconnue comme terres incultes aux sols pauvres. Elle a connu une forte diminution du nombre de ses exploitations agricoles ces 30 dernières années – phénomène reconnu de déprise agricole

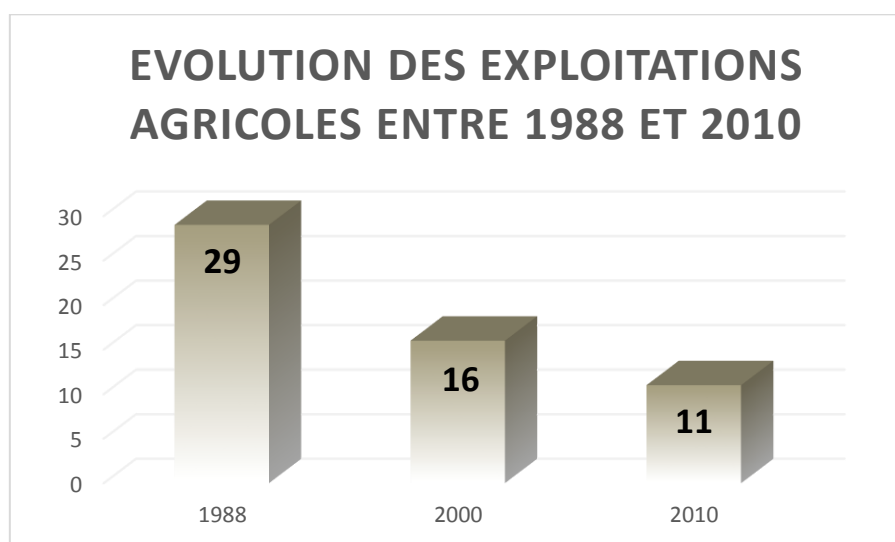
En 2010, 11 exploitations agricoles étaient recensées au RGA

Il s'agit en partie de regroupement d'exploitations, mais pas que, puisque la Surface Agricole Utilisée a elle aussi diminuée et s'élève à 1046 ha en 2010, ce qui représente environ 80% de la surface communale

La baisse de la SAU indique donc des cessations d'activités sans reprise

Alors que dans les années 1980 l'agriculture de la commune était très tournée vers l'élevage, aujourd'hui ce sont les céréales et la polyculture qui dominent

Aujourd'hui il ne reste que 4 exploitations sur le territoire communal



*Evolution des exploitations agricoles (Sources : URBAGO, Février 2017)*





▪ *Une commune au passé agricole?*

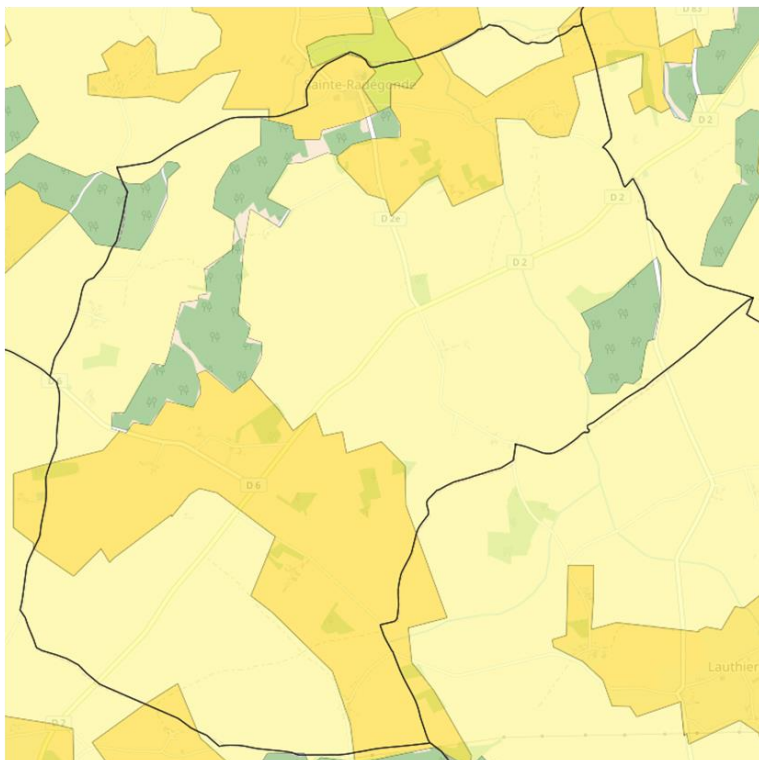
Une commune divisées entre deux grandes entités agricoles:

- les systèmes culturaux et parcellaires complexes au Nord et au centre de la commune
- des terres arables hors périmètres d'irrigation sur le reste du territoire

On entend par terres arables hors périmètres d'irrigation < Céréales, légumineuses de plein champ, cultures fourragères, plantes sarclées et jachères. Y compris les cultures florales, forestières (pépinières) et légumières (maraîchage) de plein champ, sous serre et sous plastique, ainsi que les plantes médicinales, aromatiques et condimentaires. Les prairies permanentes sont exclues >

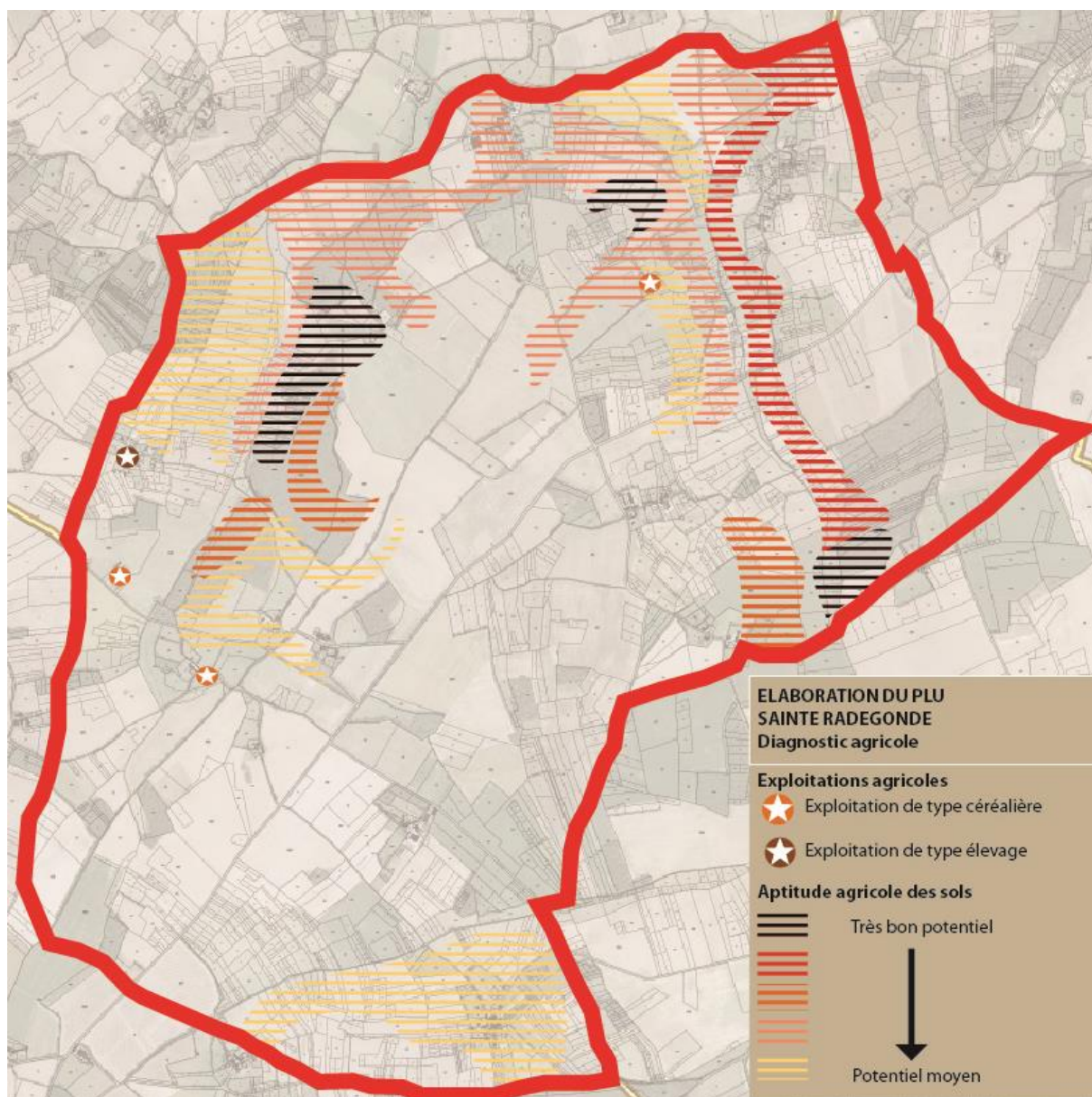
On entend par systèmes culturaux et parcellaires complexes < la juxtaposition de petites parcelles de cultures annuelles diversifiées, de prairies ou de cultures permanentes, à la condition qu'aucun ensemble de plus de 25 ha dans l'une des trois catégories ne puisse être isolé à l'intérieur d'une unité paysagère. Les terres arables, les prairies, les vergers occupent chacun moins de 75 % de la superficie totale de l'unité. Les jardins familiaux entrent sous cette rubrique. <

-  Terres arables hors périmètres d'irrigation
-  Systèmes culturaux et parcellaires complexes



Carte agricole de la commune (Sources : DREAL Nouvelle Aquitaine, Février 2017)

La commune présente des sols à bon et très bon potentiel agricole principalement localisés sur la partie Nord de la commune, et notamment la Vallée de L'Espinasse, en contradiction avec une topographie mouvementée qui limite l'exploitation de la terre



*Carte des potentiels agricoles de la commune (Sources : URBAGO – Chambre d'Agriculture de la Vienne, Février 2017)*

Cette carte présente une concentration des grandes cultures sur la partie Sud de la commune

Il s'agit principalement des cultures de maïs et de tournesols

La commune est située en zone défavorisée avec des terrains qui présentent des handicaps spécifiques liés au relief, à l'altitude, la pente et aux sols dans laquelle le maintien de l'activité agricole est nécessaire à l'entretien des espaces naturels

▪ *L'enquête agricole*

Retour de 6 questionnaires sur les 15 distribués soit 40% de réponse

Sur les 6 retours seules 2 exploitations installées sur la commune ont répondu sur les 4 identifiées, ce qui représente tout de même 50% des exploitations installées sur la commune (dont le siège est sur la commune)

Les autres exploitants sont des communes de

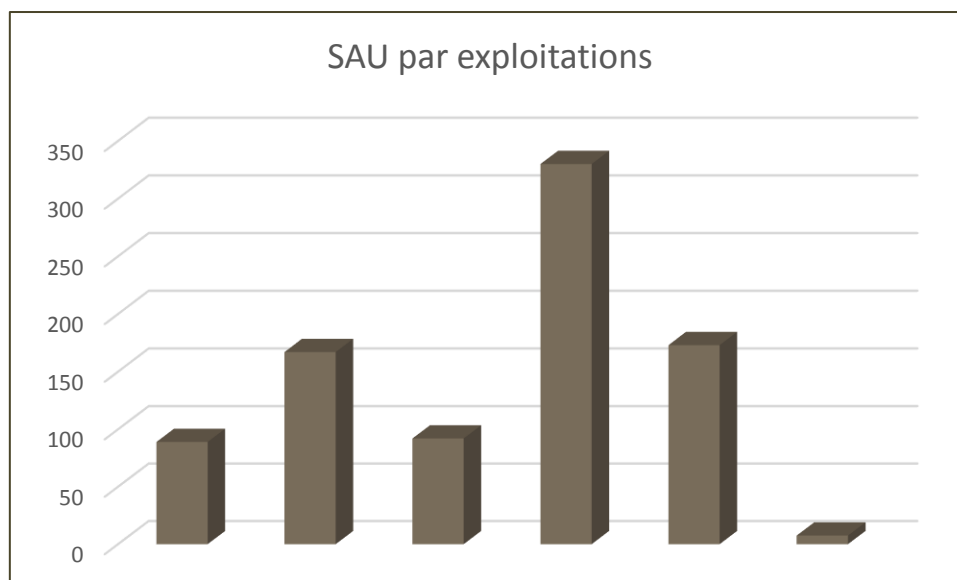
- Lauthiers: environ 7 km de Sainte Radégonde
- Saint Savin: environ 20 km de Sainte Radegonde
- La Puye: environ 6 km de Saint Radegonde
- Archigny: environ 6km de Sainte Radégonde

Toutes les structures ayant répondu sont des petites structures:

- soit de entreprises individuelles
- soit de SARL
- soit des SARL
- des structures de maximum deux personnes associées, généralement familiales

L'âge des exploitants agricoles varie de 31 à 58 ans. Une exploitation plus jeune avec deux exploitants de 31 et 35 ans.

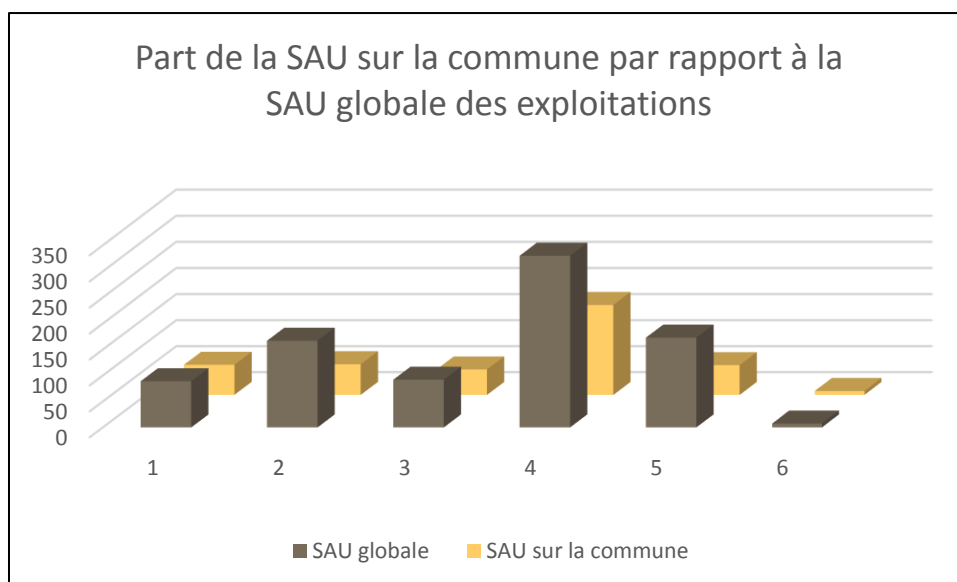
Une SAU globale des exploitations ( incluant celles n'ayant pas leur siège sur la commune) qui varie entre 7,5 et 350 ha



*SAU par exploitations agricoles dans le cadre de l'enquête agricole (Sources : URBAGO, Février 2017)*

A minima, 30% de la SAU globale des exploitations se situe sur la commune de Sainte Radégonde: 33% - 35% - 52% - 65% - 100%

Concernant les deux exploitations ayant leur siège sur la commune et ayant répondu, l'une déclare 65% de sa SAU globale sur la commune de Sainte Radégonde, et 100% pour l'autre (mais faible SAU globale)



*Part de la SAU totale des exploitations sur la commune dans le cadre de l'enquête agricole (Sources : URBAGO, Février 2017)*

Aucun de ces exploitations ne possède de surfaces boisées sur la commune

Un élevage de 650 brebis est recensé sur le territoire – La Saulnerie (AOC < L'Agneau de Poitou Charentes >)

Deux exploitations de type élevage d'ovins exploitent des terres de la communes sans y avoir leur siège d'exploitation

Globalement l'agriculture pratiquée sur la commune est une agriculture conventionnelle ainsi que, de façon moindre, une agriculture raisonnée

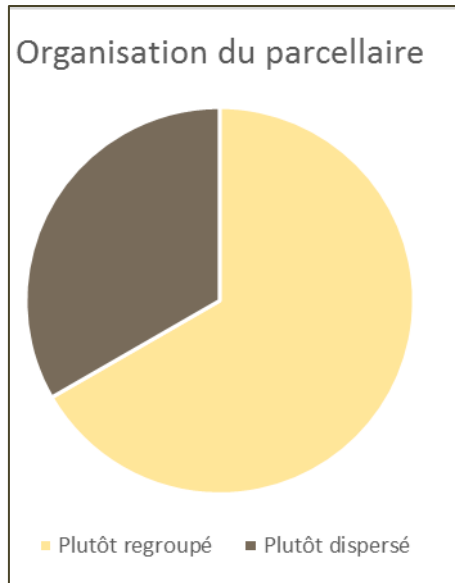
3 labels sont recensés sur la commune, et ce ceux à destination de l'élevage: < Agneau Poitou Charente >, < Le Diamandin > et < Carrefour >



La moitié des exploitants ayant répondu déclare être adhérent à une CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole):

- CUMA de la Puye
- CUMA des Savoies (Bonneuil-Matours)
- CUMA d'Archigny

Globalement les exploitants déclarent exploiter des parcelles plutôt regroupées



*Organisation parcellaire des exploitations agricoles dans le cadre de l'enquête agricole (Sources : URBAGO, Février 2017)*

Quelques difficultés d'accès sont évoquées :

- la carrefour du gâtineau
- la traversé de la Boutallerie en raison de la faible largeur de la voirie et du carrefour dont la visibilité est fortement restreinte
- l'accès au bourg depuis la route de Monteil
- et enfin la difficulté de circuler en raison du stationnement des riverains sur la voie

En ce qui concerne les habitations des exploitants: la majorité affirment que leur habitation ne se situe pas sur le siège de l'exploitation. Seuls deux exploitants habitent sur leur lieu d'exploitation ce qui correspond aux deux élevages recensés.

La plupart des exploitants sont propriétaires de leurs bâtiments d'exploitation. Mais certains des bâtiments restent sous le régime de la location

Les exploitants ayant répondu et n'ayant pas leur siège sur la commune mais exploitant une partie du territoire communal sont installés:

- À Lauthiers;
- La Puye;

- Archigny

La grande majorité (excepté un exploitant) considère ses bâtiments comme plutôt fonctionnels

Quelques projets énoncés tels que des projets d'amélioration de bâtiments, de création de bâtiments ou encore d'installation de panneaux photovoltaïques

Aucun exploitant ne pratique la vente directe

Aucun projet lié au tourisme vert n'est recensé

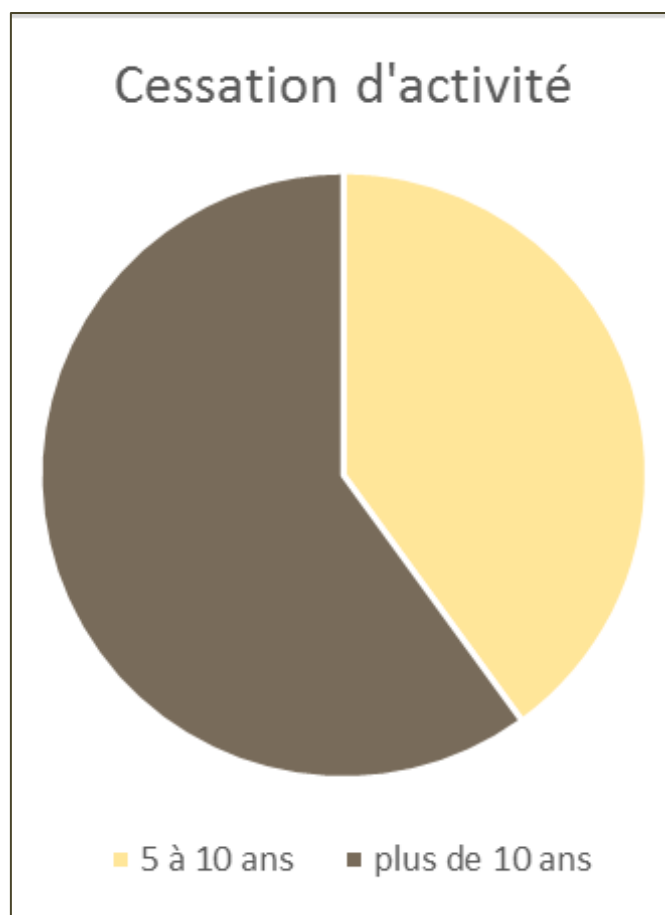
Aucune cessation d'activité n'est programmée avant 5 ans – 2 exploitations envisagent une cessation d'activité d'ici 5 à 10 ans et trois dans plus de 10 ans

Néanmoins, la problématique réside dans l'absence de projet de transmission pour la globalité des exploitations, dont l'avenir reste donc incertain

Certains exploitants affirment qu'agrandir la surface d'exploitation pourrait être une solution pour améliorer la viabilité de leur exploitation

D'autres rappellent que l'agriculture possède une place essentielle dans la préservation de l'environnement et que celle-ci doit être renforcée





*Cessation d'activité prévue dans le cadre de l'enquête agricole (Sources : URBAGO, Février 2017)*

Peu d'enjeu agricole sur la commune de SAINTE RADEGONDE car la commune n'a pas connu un développement important ces dernières années et que les exploitations agricoles sont isolées. De ce fait le développement de la commune ne sera pas en mesure de mettre en péril une exploitation agricole

Néanmoins la réalisation du PLU est l'occasion de considérer les espaces agricoles et forestiers comme composante à part entière du territoire et leur appliquer une protection spécifique

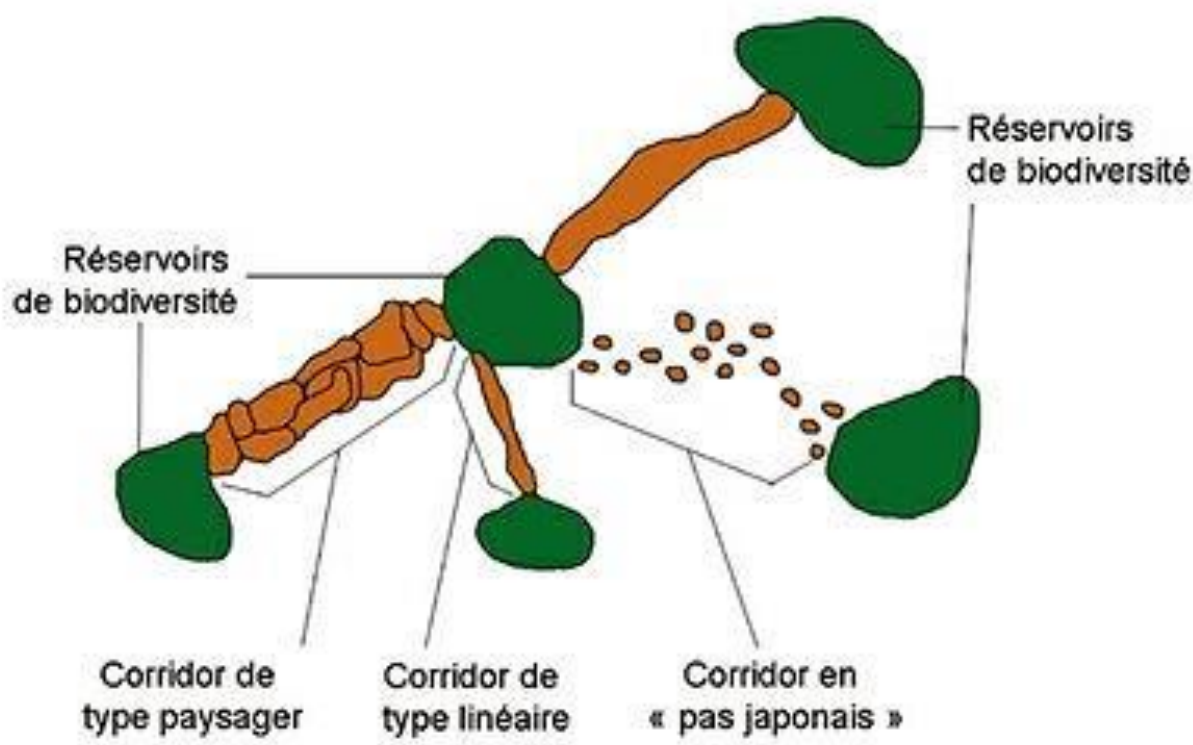
L'économie de l'espace est un second enjeu dans la préservation de l'activité agricole: utiliser l'espace de façon économe et raisonnée – garantir un équilibre entre le développement urbain et la préservation des espaces agricoles et forestiers à long terme

Enfin, le PLU peut être l'outil permettant d'afficher une lisibilité de la protection agricole à long terme

### 4.3 CONNEXIONS ECOLOGIQUES- TRADUCTION DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE

Pour vivre, les animaux et les plantes ont besoin de se déplacer. Ils se meuvent pour se nourrir, se reproduire, se reposer ou se rendre dans des endroits plus cléments l'hiver comme le font les oiseaux migrateurs. Mais ces milieux sont de plus en plus fragmentés et l'on constate que ces coupures peuvent être catastrophiques pour certaines populations et portent directement atteinte à la biodiversité. S'il est important de préserver les milieux emblématiques remarquables par leur richesse en biodiversité comme le Val de Loire, il devient alors aussi primordial d'assurer leur liaison par des espaces de nature plus ordinaires comme des prairies, des bosquets ou des pelouses. C'est dans ce contexte que vient s'inscrire la Trame Verte et Bleue ou TVB, qui vise à reconstituer un réseau fonctionnel d'espaces et d'échanges sur le territoire national.

Concept impulsé par le Grenelle de l'environnement, la Trame Verte et Bleue est un ensemble de continuités écologiques formées par des réservoirs ou cœurs de biodiversité reliés par des corridors écologiques.



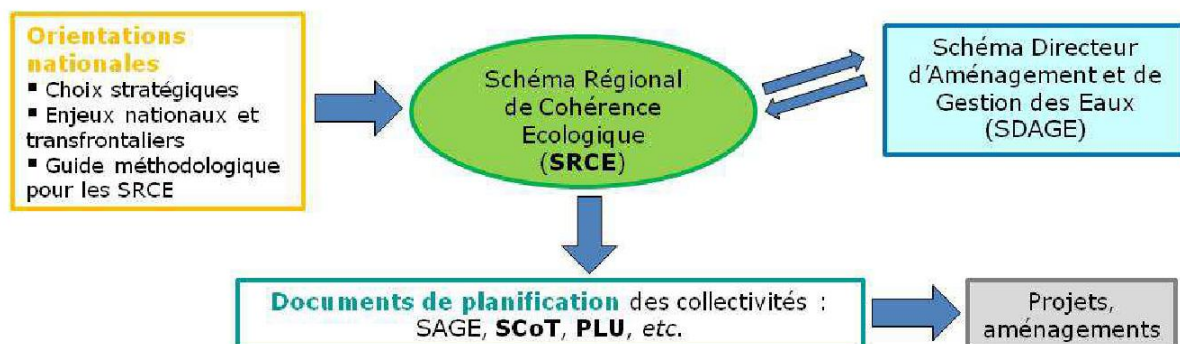
La TVB est un outil de l'aménagement du territoire qui se décline à différentes échelles.

A l'échelle régionale, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) est le document stratégique qui a pour objectif principal d'identifier la Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale et de définir un plan d'actions pour maintenir et restaurer ces continuités. Il permet la description et la synthèse des différents éléments de cette TVB par type de milieu. Le SRCE de la région Poitou Charente encourage fortement les communes de la région à décliner à des échelles plus fines le travail entrepris d'identification, de description et de synthèse des éléments de la Trame Verte et Bleue à l'échelle régionale. Le SRCE de la Région Poitou Charente a été adopté par arrêté du préfet de région le 03 Novembre 2015

L'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, est mis en cohérence dans le SCoT Seuil du Poitou (en cours de réalisation) qui doit prendre en compte le SRCE.

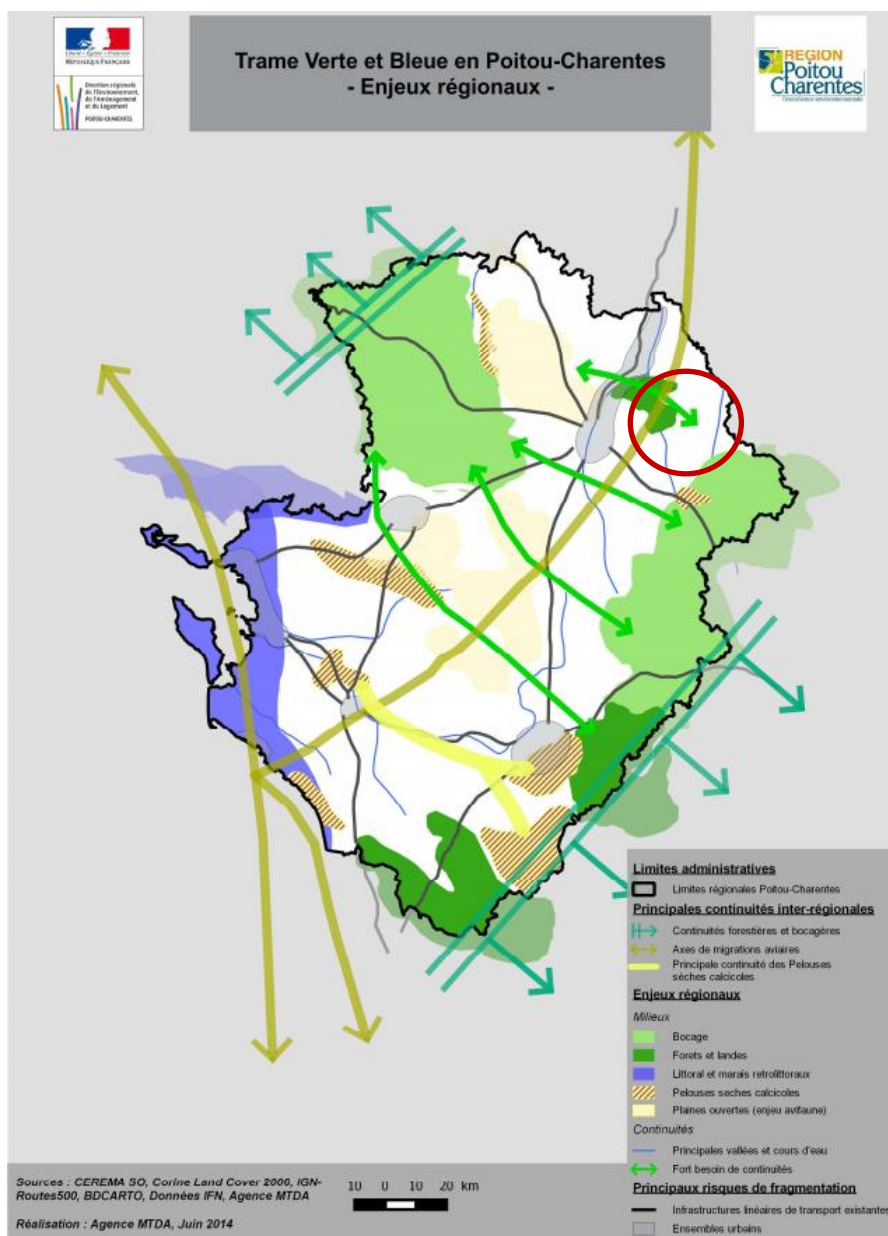
La commune de SAINT-RADEGONDE souhaite mettre en place un réseau écologique à l'échelle de son territoire et ainsi poursuivre son engagement en faveur du développement durable. L'étude permet en effet :

- L'identification de la Trame Verte et Bleue sur le territoire communal.
- L'établissement d'une stratégie adaptée, opérationnelle et raisonnée de préservation, de renforcement et de mise en place de la Trame Verte et Bleue.
- Une mise en adéquation avec les différentes échelles : villes limitrophes, communautés de communes, pays, départements, régions...
- Une démarche de concertation et co-construction permettant une appropriation par tous et une implication à long terme de tous.



La commune est représentée dans 4 sous trames principales d'analyse:

- plaines ouvertes,
- - forêts et landes,
- - système bocager,
- - vallée et milieux humides

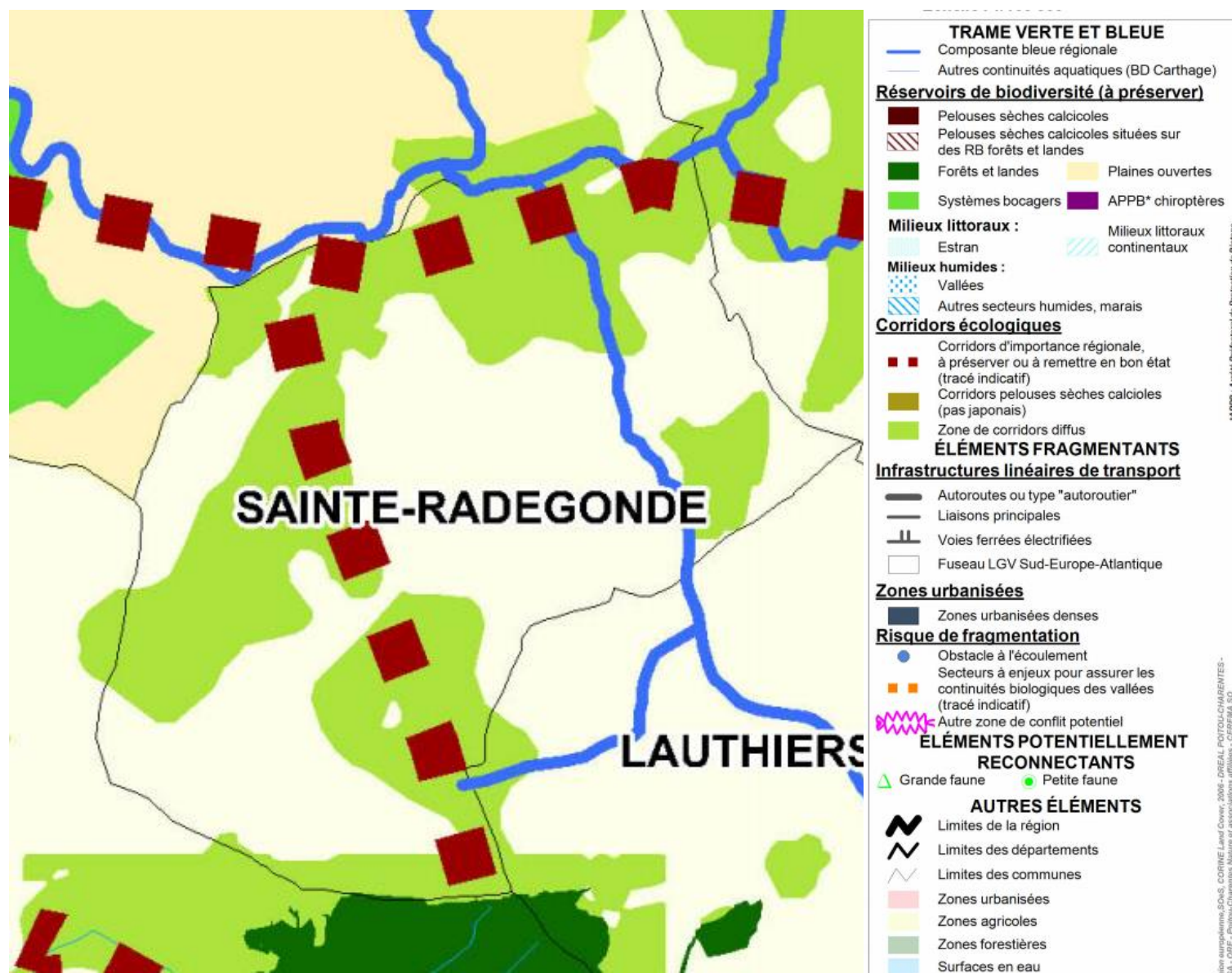


Extrait du SRCE Poitou-Charentes



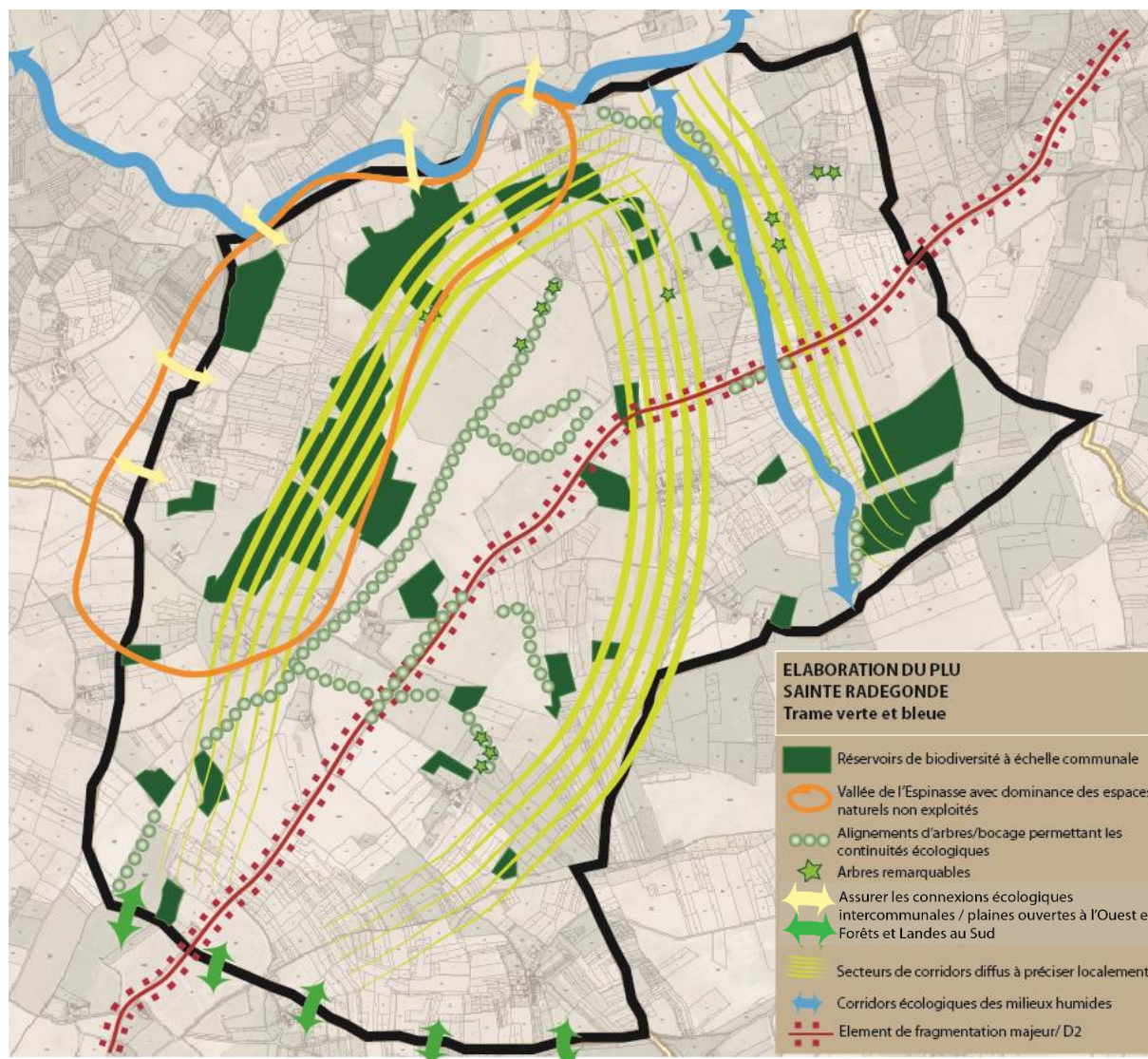
Extrait du SRCE Poitou-Charentes





Extrait du SRCE Poitou-Charentes – zoom sur la commune de Sainte Radégonde

La traduction des éléments de diagnostic du SRCE à l'échelle de la commune est la suivante :



*Synthèse de la trame verte et bleue communale (Sources : URBAGO – diagnostic réalisé en Avril 2016)*

Des réservoirs de biodiversité à échelle communale à préserver – les éléments boisés qui sont de vraies zones de « corridors en pas japonais » permettant le refuge des espèces lors de leur déplacement à grande échelle, mais qui sont aussi des zones de vie pour la biodiversité communale

Un secteur d'aspect plus naturel, où l'exploitation agricole est moindre permettant une diversité des milieux à l'échelle communale – la Vallée de l'Espinasse

Quelques alignements et arbres remarquables qui participent à la richesse écologique du territoire et qui peuvent avoir un rôle de corridor écologique localement

Des connexions écologiques majeurs à entretenir et à valoriser au Sud et à l'Ouest de la commune en lien avec les réservoirs de biodiversité des communes voisines

Des secteurs de corridors diffus à préciser localement permettant de préserver des continuités écologiques à l'échelle communale

Deux corridors écologiques des milieux humides, l'un lié au passage d'un cours d'eau au Nord du territoire et l'autre lié à la présence d'un fossé temporaire à l'Est, source d'une biodiversité spécifique et rare à l'échelle communale

Un élément de fragmentation majeur, notamment en raison du milieu de plaine ouverte qu'il traverse, l'axe routier de la D2

Des enveloppes urbaines aérées qui permettent la cohabitation entre aménagement urbain et biodiversité et les échanges d'espèces

#### *Synthèse*

*Compte tenu de la localisation de la commune à proximité de zones réglementées et protégées, la trame verte et bleue de la commune présente des enjeux en termes de connexions écologiques et de préservation des réservoirs de biodiversité. Les principaux réservoirs, celui de la Vallée de l'Espinasse et des boisements, devront être protégés au titre du PLU. Les connexions écologiques devront faire l'objet de délimitation et de préservation.*



## CHAPITRE 5 PAYSAGES ET PATRIMOINES

### 5.1 ANALYSE PAYSAGERE

*Vidal de la Blache : « ici se rencontrent le bassin parisien et le bassin aquitain, et sous cette rencontre passe, souterraine, la continuité des roches anciennes d'armorique et du massif central... »*

La commune de Sainte Radégonde s'inscrit entre la Vallée de la Vienne à l'Ouest et la Vallée de la Gartempe à l'Est, au cœur d'un paysage type de la région des Brandes

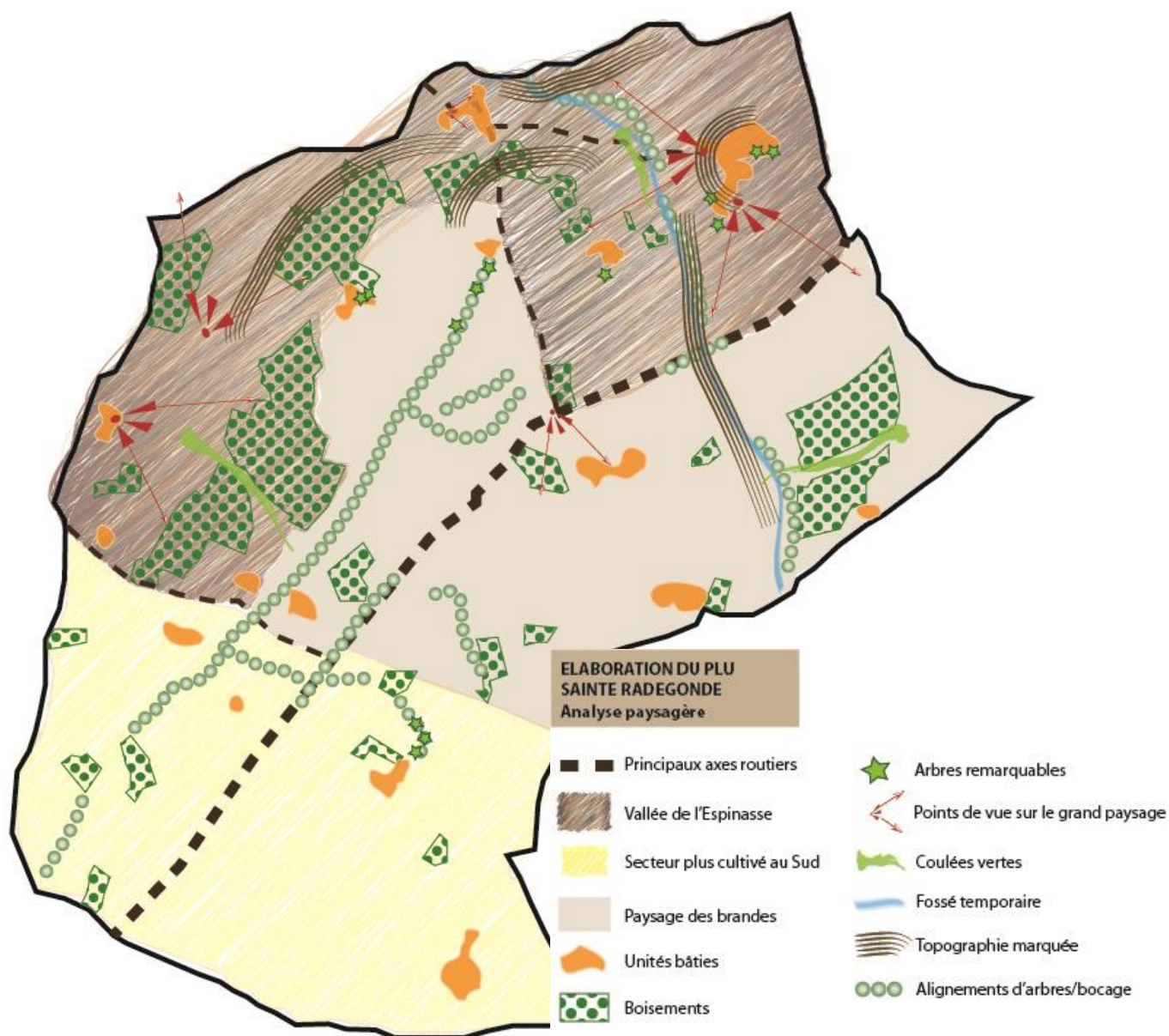


*Paysage des brandes, au cœur de la Vallée de l'Espinasse*

Un paysage typique de la région des Brandes, griffés de vallées, permettant de forts contrastes paysagers, mais aussi des changements d'ambiance au sein même du territoire communal

3 grandes unités paysagères à l'échelle communale

- la Vallée de l'Espinasse: secteur vallonné où dominent boisements, collines, prairies et landes
- le secteur plus cultivé au Sud: où le relief est plus plat et les cultures se développent faisant disparaître le bocage et les boisements
- un paysage type des Brandes au centre Est: moins vallonné que la Vallée de l'Espinasse, où les sols sont pauvres et laissent place à des friches



*Analyse paysagère de la commune de Sainte Radégonde (Sources : URBAGO, Février 2017)*

La commune se présente comme un territoire pauvre en infrastructures routières, et parsemé de petites unités bâties.

Son patrimoine bâti découle essentiellement de la déprise agricole qui s'y est exercée.





Un paysage dominé par la couverture végétale:

- La présence des boisements qui représente entre 10 à 12 % de la surface communale - ces boisements et bosquets sont essentiellement composés de feuillus tels que le Chêne, le Chataignier, le Merisier, le Charme, le Robinier et autres feuillus

*Ces boisements sont principalement recensés dans l'unité de la Vallée de l'Espinasse.*

Ils permettent de créer une ambiance intime et sauvage, et forment un écran végétal de fond dans plusieurs perspectives paysagères

- La présence d'alignements d'arbres et d'arbres isolés remarquables – la commune recense un grand nombre de beaux chênes soit en alignement soit de façon isolée.

*Les alignements sont généralement en mauvais état et reflètent à la fois la pauvreté du sol (pour rappel sols très acides) mais aussi la difficulté d'entretien de ces derniers*

Néanmoins, ils sont un véritable héritage du paysage passé et de son bocage et apportent de la noblesse à un paysage quelques fois « désertique »

Outre les alignements, des arbres remarquables isolés, principalement des vieux chênes, sont parsemés sur l'ensemble du territoire et constituent une vraie richesse en termes de patrimoine végétal.

Néanmoins, il est important de souligner que peu de jeunes arbres sont identifiés, ayant vocation à remplacer les plus anciens. Il s'agit donc d'un patrimoine voué à disparaître sans action particulière



*Chêne remarquable à Monteil*



*Alignement d'arbres remarquables*

- La présence des landes et de la brande – la commune se développe au cœur de la région des brandes, qui se caractérise par la mauvaise qualité et l'acidité de son sol. En ce sens la végétation

y est assez pauvre, et l'agriculture difficile, ce qui explique la couverture importante de la lande sur le territoire, et ce principalement dans la partie Nord.

La couverture de ces landes appelle à une vision d'un paysage sec et « désertique », renforcée par l'apparition sporadique des unités bâties, et l'absence de l'eau mis à part un fossé temporaire dans la partie Est du territoire, et un cours d'eau sur la frange Nord de la commune dont la perceptibilité est très faible.

Un relief tantôt mouvementé offrant alors de belles perspectives paysagères vallonnées, et tantôt sage permettant de dérouler des grands espaces agricoles ouverts et cultivés

Ainsi, alors que le hameau de Monteil se place sur une butte, lui permettant de dominer le paysage communal et notamment le bourg, celui de la Boutallerie s'insère dans un espace agricole plat n'offrant que peu de perspectives paysagères



*Paysage plat du hameau de la Boutallerie*



*Vue sur le bourg offert par le promontoire de Monteil*

## 5.2 L'ANALYSE URBAINE

La commune de Sainte Radégonde se compose essentiellement de son centre bourg, de deux hameaux principaux (anciens écarts agricoles) Monteil et la Boutallerie, de quelques hameaux secondaires, tels que La Touche et Le Gatineau, et de nombreux écarts.

### ▪ *L'évolution urbaine et la consommation d'espace*

En 15 ans la commune n'a connu que quelques évolutions engendrant une consommation d'espace de 1,2 ha pour 5 maisons (extension des hameaux de la Touche et de Monteil) et 1 230 m<sup>2</sup> pour une activité économique. Un accueil de la population plutôt tourné vers la reprise de bâtiments existants

Elle accueille essentiellement une population à la recherche d'un patrimoine bâti.

Des efforts en termes de densité sont à réaliser, tendre vers 10 logements par hectare (selon la vision de la DREAL) – à ajuster selon les enjeux

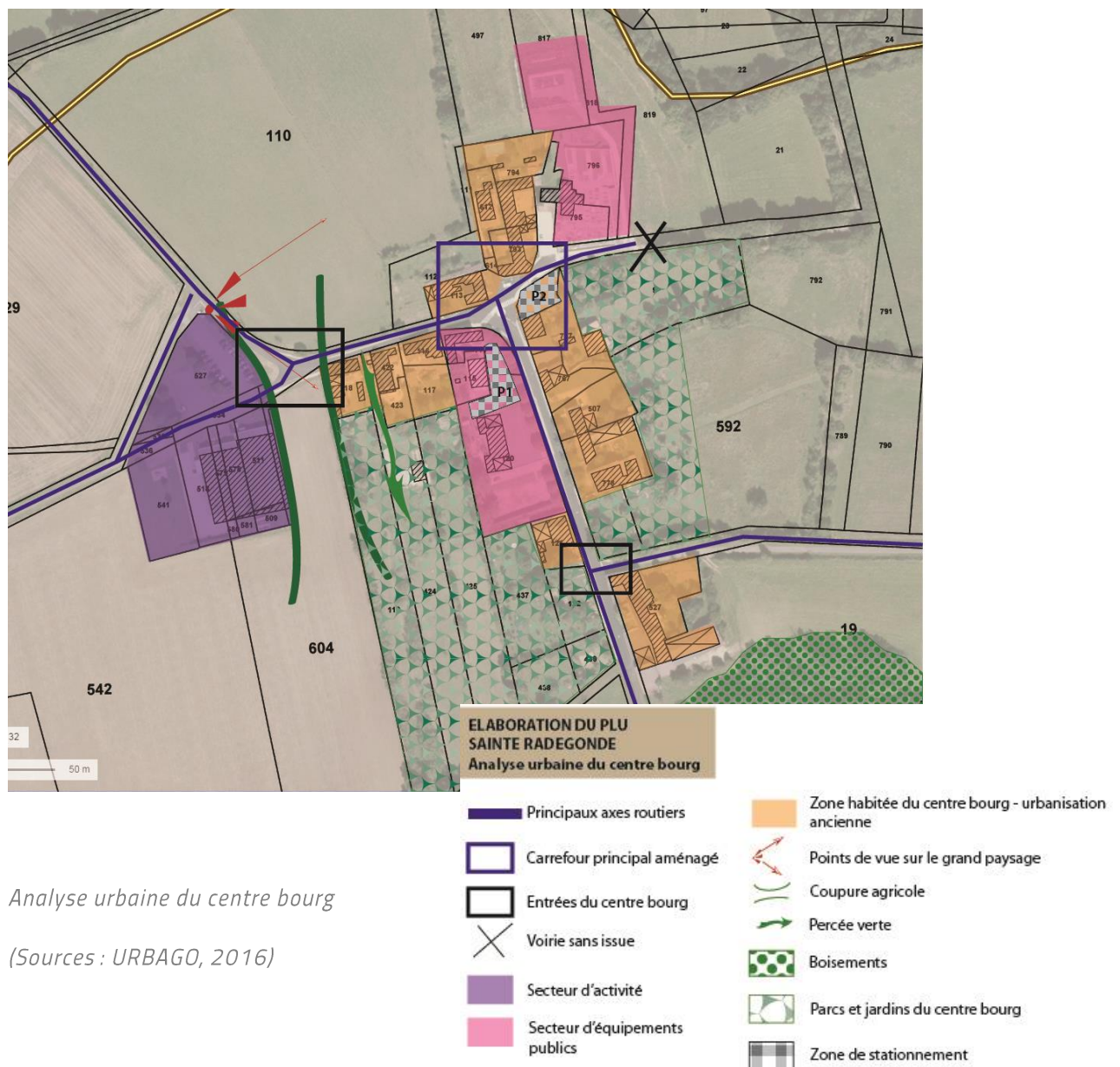
Tenir compte de l'existant dans l'expression des enjeux : pondérer la production de logements avec la reprise des bâtiments vacants ou ceux dont le changement de destination est autorisé

### ▪ *Le centre bourg de SAINTE RADEGONDE*

Il présente un petit centre bourg soigné dont les axes routiers principaux sont traités, s'articulant autour d'un carrefour principal aménagé

Quelques équipements dont l'avenir de certains interroge (cas de l'école)

On note la présence d'une activité économique aux portes du centre bourg, dont la séparation est assurée par une coupure agricole, mais très impactant dans le paysage, et notamment sa dernière extension



*Analyse urbaine du centre bourg*

*(Sources : URBAGO, 2016)*





*Vue sur le carrefour principal du centre bourg*



*Ancienne école de Sainte Radégonde*

On remarque au sein de ce centre bourg que les constructions d'époque dominant et donnent un gabarit au centre bourg, en lien avec le passé agricole de la commune (forme d'une ancienne ferme)

Les arrières de bourg offrent des grands parcs et jardins arborés

Un boisement est très présent au Sud venant fermer le développement du centre bourg

Une percée visuelle sur le centre et l'église depuis le carrefour Ouest est identifiée.



*Carrefour principal du centre bourg*



*Frange arrière nord du centre bourg*

#### ▪ *Le stationnement en centre bourg*

L'offre de stationnement du centre bourg est concentrée en 3 secteurs :

- Secteur de la mairie avec un potentiel d'une quinzaine de places
- Secteur de l'Eglise avec un potentiel d'une dizaine de places
- Secteur de la salle polyvalente avec un potentiel d'une cinquantaine de places

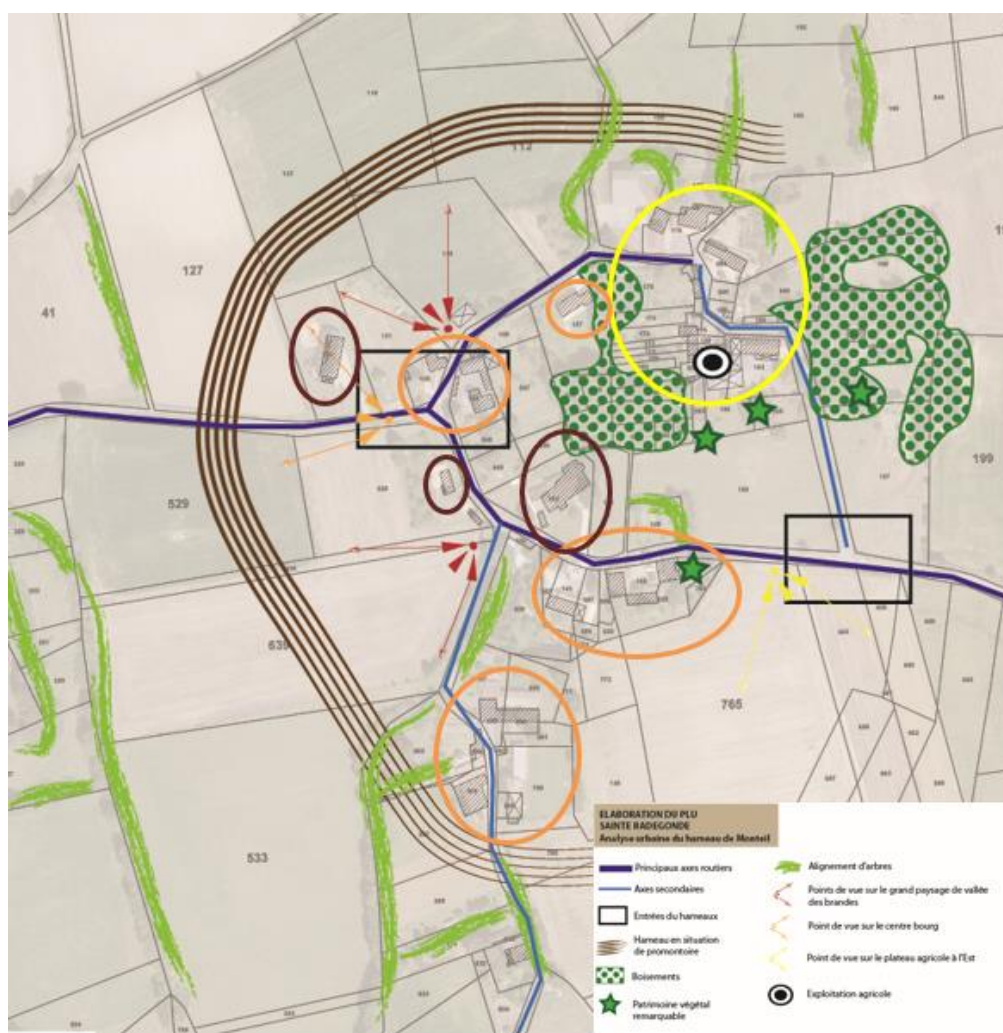
Cette offre est associée aux principaux services et équipements de la commune et répond largement aux besoins. Aucun besoin supplémentaire en termes de stationnement n'est relevé.

▪ *Le hameau de Monteil : entre patrimoine et paysage*

Il s'agit d'un hameau ancien situé sur les hauteurs de la commune constitué d'un axe principal qui se sépare en deux à l'entrée du hameau, et deux axes secondaires, dont l'un permet de boucler l'unité bâtie

Deux entrées principales sont identifiées, néanmoins, l'entrée Est semble difficilement lisible en raison de l'absence d'un calage bâti. C'est le carrefour routier qui indique l'entrée. L'entrée Ouest perd son identité en raison des dernières constructions récentes

Plusieurs unités peuvent être identifiées: une unité agricole très ancienne à l'est, des habitations légèrement plus récentes dont l'architecture renvoie aux habitations types des exploitations agricoles, et enfin des habitations assez récentes ponctuellement implantées au sein du hameau



Analyse urbaine du hameau de Monteil (Sources : URBAGO, 2016)



*Une reconversion et reprise des habitations en cours*



*Aperçu du patrimoine bâti de Monteil en lien avec son passé agricole*

*Arrière du hameau de Monteil*

Sa situation de promontoire lui offre une richesse paysagère avec des vues sur trois unités différentes :

- Une vue sur le centre bourg et le clocher de l'église depuis l'entrée du hameau
- Une vue sur les grands paysages ondulés de la vallée des brandes
- Et enfin plus à l'est une vue sur le paysage plus plat et agricole

La présence des boisements, mais aussi d'éléments remarquables tels que les vieux chênes majestueux sont des vrais marqueurs d'identité du hameau

Une exploitation agricole est présente à l'Est



*Patrimoine paysager de Monteil*

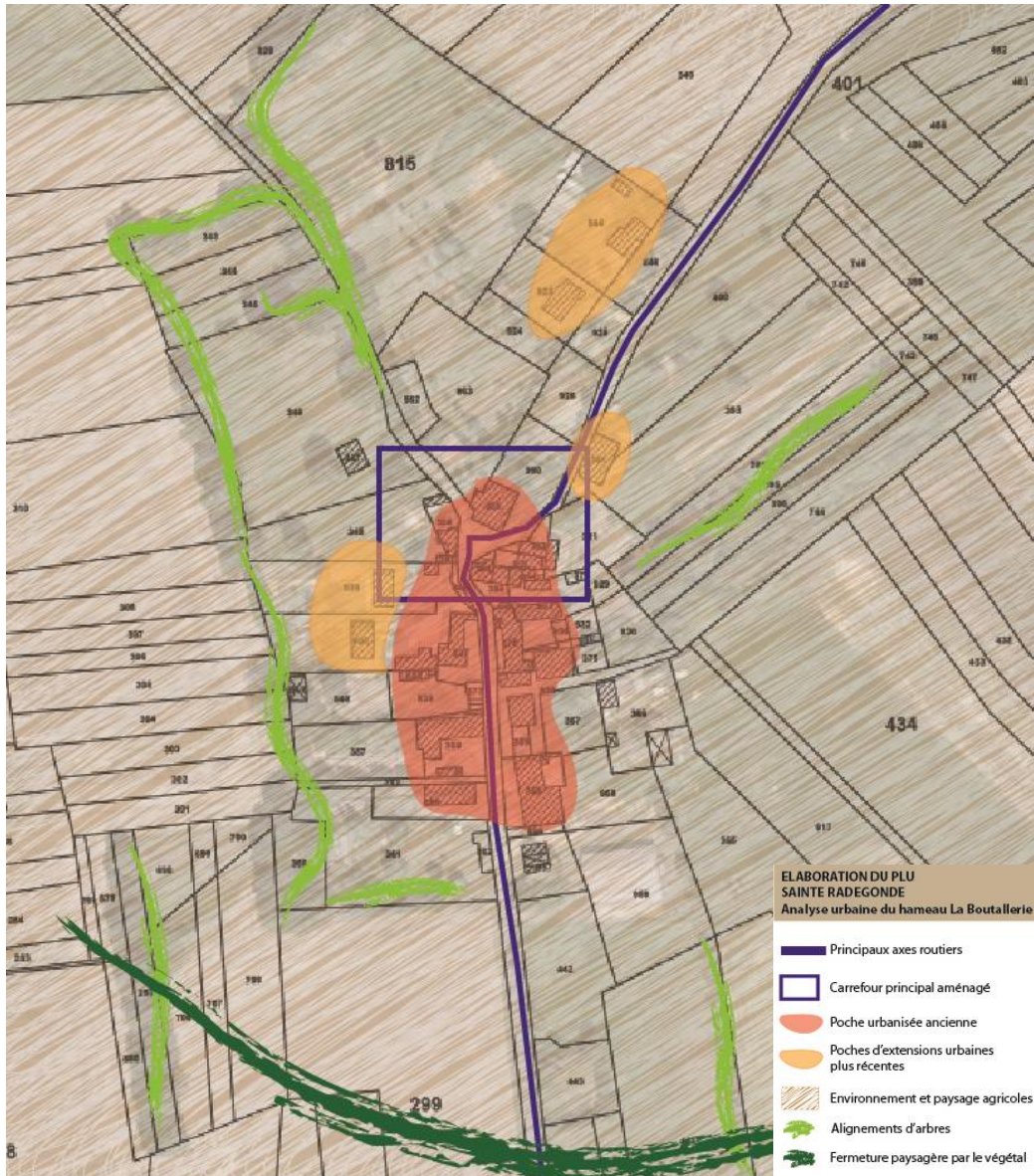
*Patrimoine vert remarquable (Chêne) sur Monteil*

- *Le hameau de la Boutallerie : ancien hameau agricole devenu résidentiel*

Il s'agit d'un hameau qui s'inscrit dans la partie Sud du territoire, où le paysage est beaucoup plus plat et plus agricole avec des grandes cultures

Il présente un noyau ancien, indicateur de l'activité agricole passée, offrant des implantations et enchevêtrements de bâtiments denses donnant un caractère intime à la rue principale. Quelques poches d'extensions plus récentes sont identifiées.

Il s'articule autour d'un carrefour central non aménagé.



*Analyse urbaine du hameau de La Boutallerie (Sources : URBAGO, 2016)*

Un paysage qui s'ouvre sur les grands espaces agricoles plats au Nord, et qui se ferme sur une frange boisée au Sud





*Frange boisée au Sud du hameau*



*Paysages ouverts au Nord du hameau*

### 5.3 PROTECTION DU PATRIMOINE

Le patrimoine de la commune se compose de deux typologies :

- Le patrimoine bâti
- Le patrimoine vert

Ces deux typologies sont protégées au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du Code de l'Urbanisme

#### 5.3.1 Le bâti

L'une des richesses principales de la commune est son patrimoine bâti, qui est principalement de deux ordres:

- les maisons d'habitations anciennes, notamment sur le centre bourg
- les anciens bâtiments d'exploitation

Les maisons d'habitations anciennes sur le centre bourg



Selon les périodes de constructions,  
des toitures deux ou 4 pentes et  
parfois la présence d'un coyau

Des gabarits de type R+1+combles  
donnant des hauteurs de bâti  
homogènes, et de l'ampleur aux bâtis

Des implantations plutôt de type  
façade sur rue, mais aussi quelques  
implantations pignon sur rue en lien  
avec l'utilisation passée du bâti

Des maisons accompagnées de grands  
parcs et jardins exposés  
majoritairement au Sud

Petites ouvertures, généralement  
marquées par une pierre de taille  
(effet de style)

Utilisation de la tuile plate pour les  
bâtiments d'habitation et la tuile  
romaine pour les dépendances

Les anciens bâtiments d'exploitation : une architecture de qualité. La commune recense beaucoup d'anciens corps de ferme, dont les périodes de constructions diffèrent, qui se composent essentiellement **d'une ou plusieurs maisons d'habitation** (exploitations familiales), **d'une grande grange**, et de **dépendances en durs**



La déprise agricole s'exprime aussi par l'abandon de plusieurs bâtiments principalement vacants dont le changement de destination pourrait être autorisé par le PLU

Environ 16 bâtiments sont ainsi répertoriés à l'échelle de la commune (cf annexe recensement des bâtiments agricoles n'ayant plus la vocation initiale pouvant faire l'objet d'un changement de destination)

### 5.3.2 Le patrimoine vert

Le patrimoine vert de la commune recouvre des éléments d'importance au titre du paysage, de leur composition écologique, mais aussi parfois pour leur rôle au sein des continuités écologiques. Il s'agit essentiellement d'alignements d'arbres, d'arbres remarquables, de boisements, des parcs et jardins boisés ou non...





Commune de  
**SAINTE RADEGONDE**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME**

Elements Remarquables du Paysage  
En application de l'Article L151-19 et  
23 du CU

Echelle: 1/25 000

urbago

Atelier d'urbanisme

2 bis rue Raymond Maignan

491630 CORNEILLE-AUTHION

02.52.35.04.92 urbago@stfr.fr

**Eléments Remarquables du Paysage au titre  
de l'article L.151-19 du CU**

- ★ Edicules à préserver
- ★ Patrimoine bâti à préserver

**Eléments Remarquables du Paysage au titre  
de l'article L.151-23 du CU**

- Boisements, jardins, parcs arborés...
- Coupures vertes
- Haies et alignements d'arbres à préserver
- ★ Arbres remarquables

Carte du patrimoine et des éléments remarquables du paysage (Sources : URBAGO – 2018)

### 5.3.3 Le bâti agricole en mutation

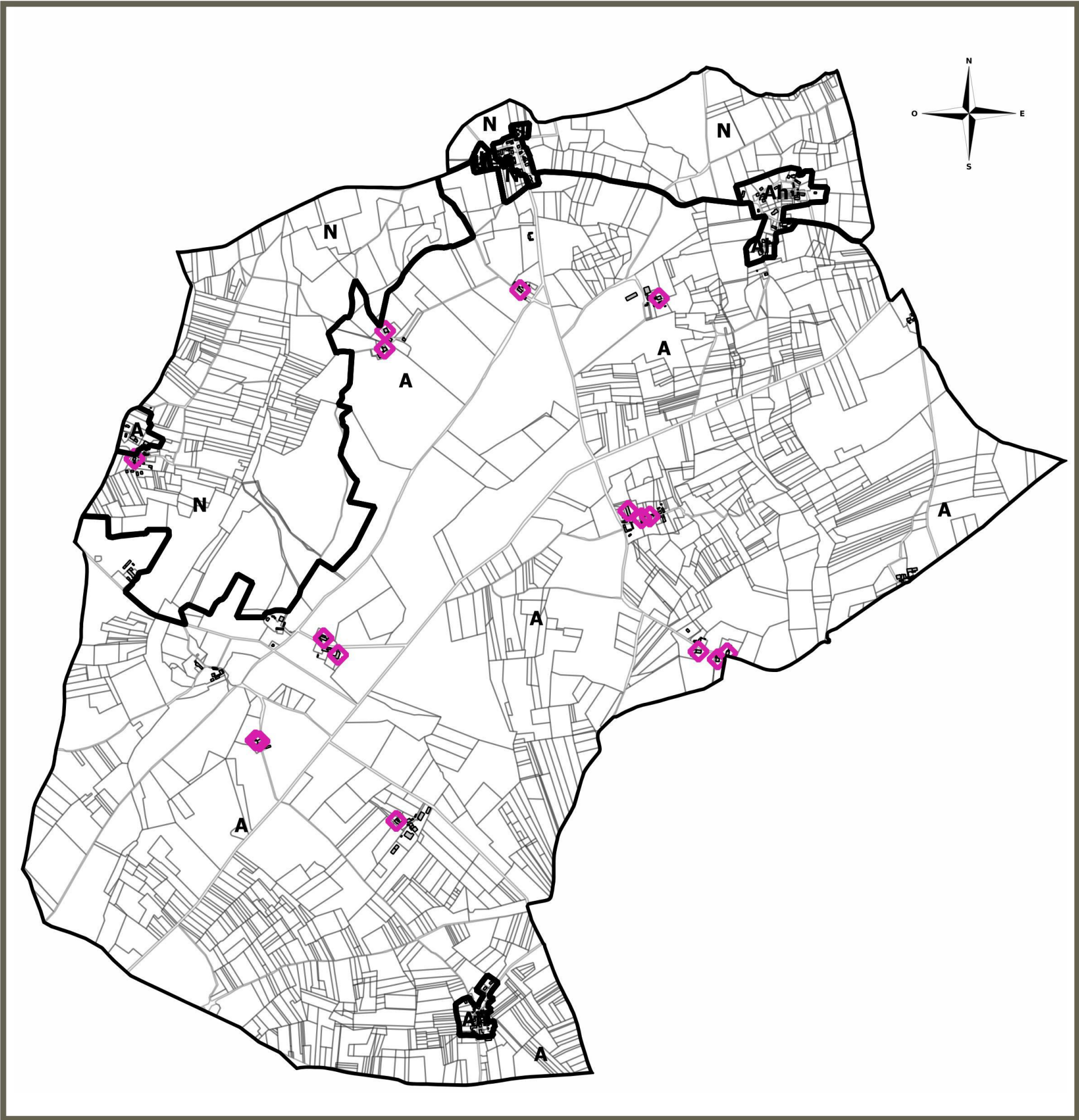
La Loi ALUR, par son article L.151-11 du Code de l'Urbanisme permet l'évolution des bâtiments agricoles dont la vocation n'est plus agricole, par le changement de destination en zone A et N. Pour se faire, les bâtiments doivent être identifiés au plan de zonage et ne doivent pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Au sein de la commune de SAINTE RADEGONDE un inventaire fin de ces bâtiments a été réalisé selon des fiches d'inventaire. Les critères retenus pour justifier le changement de destination sont les suivants :

- Accès par la voirie
- Desserte par les réseaux primaires (eau et électricité)
- Branchement à l'assainissement collectif (critère optionnel à titre informatif ne justifiant pas l'autorisation au changement de destination ou non)
- Possibilité de séparer le bâtiment du bâtiment principal
- Situation du bâtiment au sein d'une enceinte agricole ou non – risque de compromettre l'activité agricole ou non
- Définition de l'état global et de l'intérêt architectural du bâtiment

Chaque bâtiment recensé fait l'objet d'une fiche permettant d'apprécier la réponse aux critères, l'intérêt du bâtiment sur photo et sa localisation cadastrale.



Le recensement dénombre 16 bâtiments, identifiés au plan de zonage.





Commune de  
**SAINTE RADEGONDE**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME**

Bâtiments agricoles dont le changement de destination est autorisé sous conditions - en application de l'article L151-11 du Code de l'Urbanisme

-  Limites de zones
-  Bâtiments agricoles avec changement de destination

Echelle: 1/25 000

urbago ●  
Atelier d'urbanisme  
2 bis rue Raymond Miegnon  
49630 CORNEILLE-AUTHON  
02.52.35.04.92 urbago@sfr.fr

Carte du recensement des bâtiments agricoles dont le changement de destination est autorisé sous conditions ( Sources : commune de Sainte Radégonde et URBAGO – 2019)

### *Synthèse*

*La commune présente 3 types de patrimoines :*

- le patrimoine bâti remarquable regroupant domaine, église, chapelle...*
- le patrimoine vert regroupant arbres isolés, haie à préserver ou à créer, parc de domaine, zone humide...*
- le patrimoine bâti agricole dont le changement de destination est autorisé sous conditions dans le PLU.*

## CHAPITRE 6 RISQUES ET NUISANCES

### 6.1 RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

La commune a enregistré 8 déclarations d'état de catastrophes naturelles :

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
86PREF19990269	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
86PREF20100235	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Inondations et coulées de boue : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
86PREF20170844	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
86PREF19830330	26/07/1983	27/07/1983	25/11/1983	01/12/1983

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 4

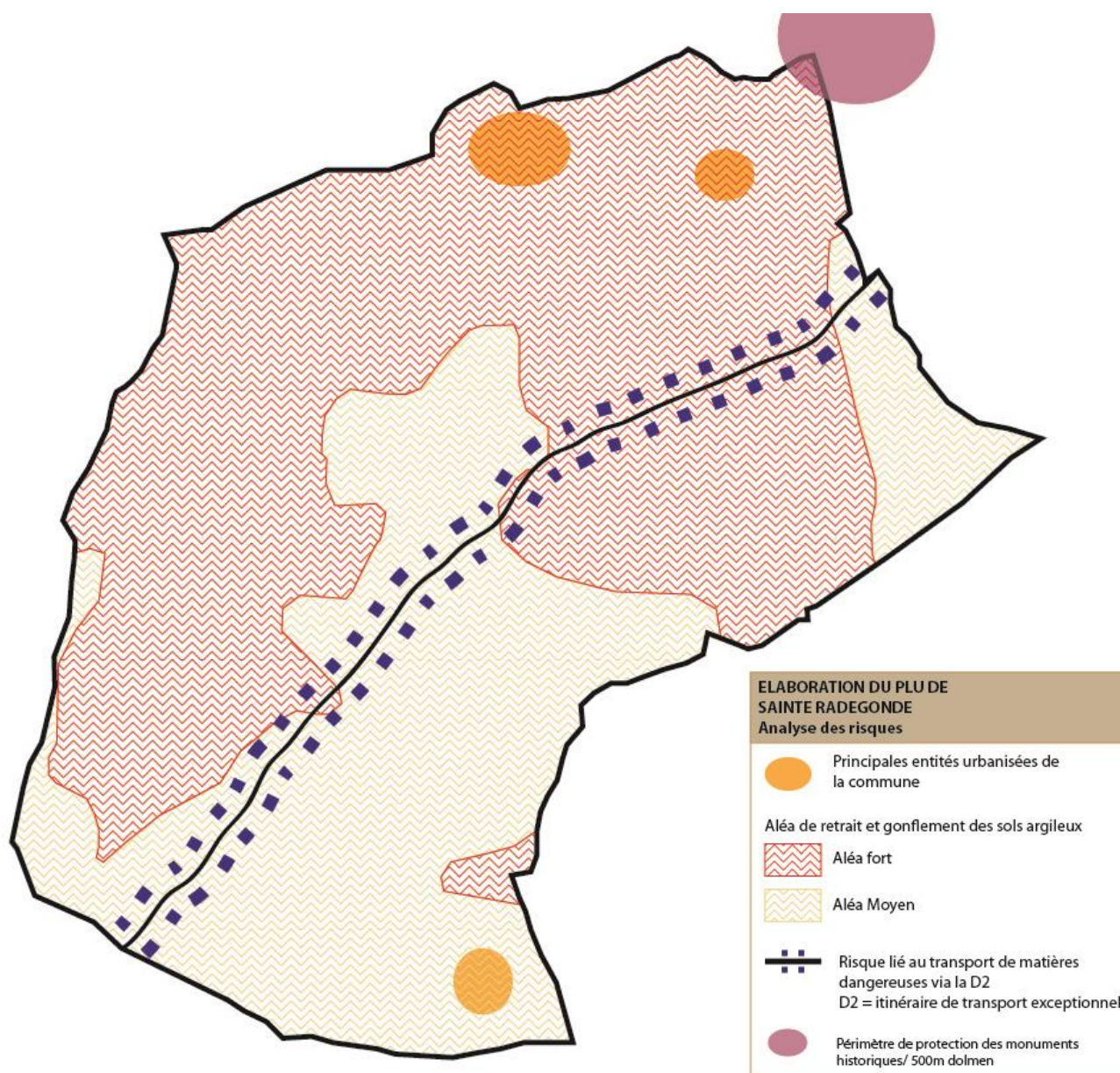
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
86PREF19980009	01/01/1995	31/12/1996	02/02/1998	18/02/1998
86PREF20050058	01/07/2003	30/09/2003	27/05/2005	31/05/2005
86PREF20170048	01/01/2016	31/03/2016	25/07/2017	01/09/2017
86PREF20190159	01/10/2018	31/12/2018	18/06/2019	17/07/2019

Ces évènements ont engendré la réalisation d'un DICRIM pour les risques suivants :

- Mouvement de terrain
- Phénomènes météorologiques - Tempête et grains (vent)
- Séisme
- Transport de marchandises dangereuses

Globalement peu de risques sont recensés sur la commune.





### 6.1.1 Risque de Transport de Matières Dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses, ou risque TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations. Une marchandise dangereuse est une matière ou un objet qui, par ses caractéristiques physico-chimiques (toxicité, réactivité...) peut présenter des risques pour l'homme, les biens et/ou l'environnement.

Le transport de véhicules transportant des matières dangereuses par route est de l'ordre de 5% du trafic poids-lourds total. La situation stratégique occupée par la région Poitou-Charentes sur l'Arc Atlantique, combinée à l'activité portuaire en constante augmentation en font une véritable plaque tournante des

échanges Est-Ouest et Nord-Sud, et, de ce fait, un important trafic de matières dangereuses transite par la région Poitou-Charentes avec tous les risques que cela peut engendrer.

La commune de STEINTE RADEGONDE est concernée par ce risque en raison de sa traversée par l'axe routier de la D2.

### 6.1.2 Le risque routier

Le risque routier est présent sur la commune et se manifeste de deux façons :

- La traversée de la commune par la D2, qui présente un linéaire assez rectiligne accentuant la vitesse et le risque accidentogène. Ce risque est renforcé par le fait que cet axe traverse la commune en son centre Nord-Sud. Ainsi plusieurs carrefours au sein de la commune permettent de le traverser, moyennant un risque d'accident, même si les carrefours offrent généralement une bonne visibilité.
- Le réseau routier secondaire de la commune proposant essentiellement des petits axes de faible largeur, dont les accotements sont abîmés voire inexistantes et une mauvaise visibilité, ce qui se traduit par un risque accidentogène. Le virage au cœur du hameau de la Boutallerie en est un exemple concret, puisque ce virage en épingle à cheveux se présente sous la forme d'une voirie de très faible gabarit, au cœur des constructions en alignement, sans aucune visibilité.

### 6.1.3 Le risque de mouvements de terrain

Le risque de mouvement de terrain sur la commune de STEINTE RADEGONDE découle de deux phénomènes principaux :

- La sismicité
- Le retrait et gonflement des sols argileux

#### ✓ La sismicité

Le risque sismique est la combinaison entre l'aléa sismique en un point donné et la vulnérabilité des enjeux qui s'y trouvent exposés (personnes, bâtiments, infrastructures...). L'importance des dommages subis dépend ainsi très fortement de la vulnérabilité des enjeux à cet aléa.

La sismicité du département, comme celui de la France, est le résultat de la convergence des plaques africaines et eurasiennes provoquant ainsi une déformation de l'écorce terrestre en un lieu. Les mouvements provoqués par la rencontre des différentes plaques tectoniques, se répercutent sous la forme

d'ondes terrestres ressenties plus particulièrement au Nord du département de façon tout de même modérée.

Les conséquences de ces secousses peuvent se traduire par l'apparition de fissures dans les constructions, pouvant aller jusqu'à l'effondrement de celles-ci dans certains cas.

Selon la nouvelle carte de zonage sismique en vigueur au 1<sup>er</sup> mai 2011, toutes les communes du département de la Vienne sont concernées par le risque sismique. Le territoire de la Vienne est soumis à deux types d'aléas : faible et modéré.

La commune se situe en zone 2 de sismicité

La construction parasismique

Le zonage sismique de la France impose l'application de règles parasismiques pour les constructions neuves et les bâtiments existants dans le cas de certains travaux d'extension notamment. Ces règles sont définies par les normes Eurocode 8, qui ont pour but d'assurer la protection des personnes contre les effets des secousses sismiques. Elles définissent les conditions auxquelles doivent satisfaire les constructions pour atteindre ce but.

En cas de secousse « nominale », c'est-à-dire avec une ampleur théorique maximale fixée selon chaque zone, la construction peut subir des dommages irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants.

En cas de secousse plus modérée, l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques doit aussi permettre de limiter les endommagements et, ainsi, les pertes économiques. Ces nouvelles règles sont applicables à partir de mai 2011 à tout type de construction.

Dans les zones de sismicité modérée (zone 3) ou faible (zone 2), les règles de construction parasismiques sont obligatoires, pour toute construction neuve ou pour les travaux lourds ou d'extension sur l'existant, pour les bâtiments de catégories II, III et IV (décret 2010-1254 du 22 octobre 2010).

Les grandes lignes de ces règles de construction parasismique sont :

- La prise en compte de la nature du sol et du mouvement du sol attendu
- La qualité des matériaux utilisés
- La conception générale de l'ouvrage (qui doit allier résistance et déformabilité)
- L'assemblage des différents éléments qui composent le bâtiment (chaînage)
- La bonne exécution des travaux.

✓ Retrait et gonflement des sols argileux

En climat tempéré, les argiles sont souvent proches de leur état de saturation, si bien que leur potentiel de gonflement est relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait, ce qui explique que les mouvements les plus importants sont observés en période sèche. La tranche la plus superficielle de sol, sur 1 à 2 m de profondeur, est alors soumise à l'évaporation. Il en résulte un retrait des argiles, qui se manifeste verticalement par un tassement et horizontalement par l'ouverture de fissures, classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent.

L'amplitude de ce tassement est d'autant plus importante que la couche de sol argileux concernée est épaisse et qu'elle est riche en minéraux gonflants. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

Ces mouvements sont liés à la structure interne des minéraux argileux qui constituent la plupart des éléments fins des sols (la fraction argileuse étant, par convention, constituée des éléments dont la taille est inférieure à 2  $\mu\text{m}$ ). Ces minéraux argileux (phyllosilicates) présentent en effet une structure en feuillets, à la surface desquels les molécules d'eau peuvent être adsorbées, sous l'effet de différents phénomènes physico-chimiques, provoquant ainsi un gonflement, plus ou moins réversible du matériau. Certaines familles de minéraux argileux, notamment les smectites et quelques interstratifiés, possèdent de surcroît des liaisons particulièrement lâches entre feuillets constitutifs, si bien que la quantité d'eau susceptible d'être adsorbée au cœur même des particules argileuses, peut être considérable, ce qui se traduit par des variations importantes de volume du matériau

Il est donc nécessaire de prendre en compte ces aléas dans les projets de développement de la commune.

La moitié de la commune est soumise à un aléa fort en ce qui concerne le retrait et gonflement des sols argileux – cela concerne le centre bourg et le hameau de Monteil. L'autre moitié se situe en zone d'aléa moyen

#### 6.1.4 Le risque météorologique

Comme toutes les autres communes du Département, SAINTE RADEGONDE est soumise au risque météorologique, principalement lié aux tempêtes ou aux canicules.

#### 6.1.5 Le risque d'inondation

Le risque d'inondation peut être lié à deux phénomènes sur la commune :

- Le débordement des cours d'eau : l'Ozon



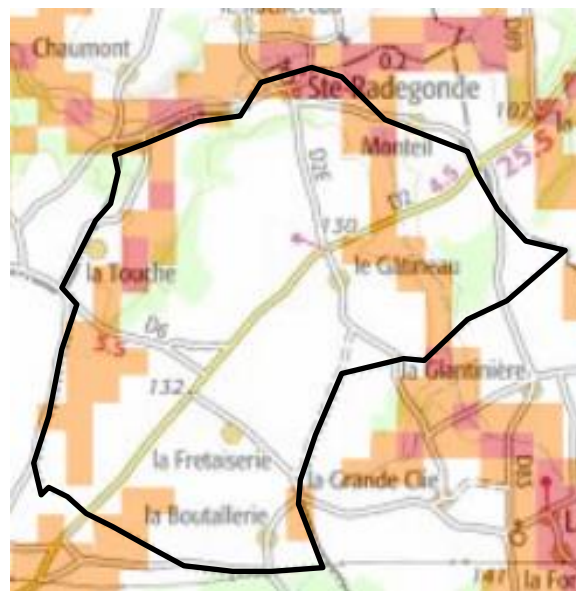
- La remontée de nappe phréatique
  - *Le débordement de l'Ozon*

Même s'il n'est soumis à aucun document préventif sur ce tronçon (pas d'AZI ni de PPRi) l'Ozon présente un risque de débordement. Il a d'ailleurs inondé le centre bourg de la commune en 1882 et 1883.



- *Le risque de remontée de nappe*

La commune est concernée par le risque de remontée de nappe. Globalement la commune est peu concernée, mais quelques zones peuvent être sujettes au débordement de nappe ou bien aux inondations de caves.



## 6.2 LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent des limitations administratives au droit de propriété, instituées par l'autorité publique dans un but d'utilité publique.

Elles s'imposent aux documents d'urbanisme et doivent être annexées au PLU. Elles peuvent être relatives à :

- la conservation du patrimoine : patrimoine naturel, culturel et sportif ;
- l'utilisation de certaines ressources et équipements : énergie, mines et carrières, canalisations, communications, télécommunications... ;
- la défense nationale ;



- la salubrité et la sécurité publique.

Le territoire de la commune est exposé aux servitudes d'utilité publique suivantes :

- Périmètre de protection des monuments historiques

Les servitudes affectent l'utilisation des sols, d'où leur mention dans les documents d'urbanisme.

Elles constituent des charges qui existent de plein droit sur tous les immeubles concernés et qui peuvent aboutir :

- soit à certaines interdictions ou limitations à l'exercice par les propriétaires de leur droit de construire, et plus généralement le droit d'occuper ou d'utiliser le sol,
- soit à supporter l'exécution de travaux ou l'installation de certains ouvrages, par exemple les diverses servitudes créées pour l'établissement des lignes de télécommunications, de transport d'énergie électrique, etc.,
- soit, mais plus rarement, à imposer certaines obligations de faire à la charge des propriétaires (travaux d'entretien ou de réparation, etc.).

Ces limitations administratives au droit de propriété peuvent être instituées au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales, établissements publics), des concessionnaires de services ou de travaux publics (EDF, GDF, etc.), de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires d'énergie hydraulique, de canalisations destinées au transport de produits chimiques, etc.).

### 6.3 SITES ET SOLS POLLUES

La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués ou susceptibles de l'être d'une façon systématique (premier inventaire en 1978). Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

La réalisation d'inventaires historiques régionaux (IHR) des sites industriels et activités de service, en activité ou non, s'est accompagnée de la création de la base de données nationale BASIAS.

La commune recense un site BASIAS.

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Site géolocalisé
POC8602457	Société Jack MARTIN	Atelier de travail mécanique des métaux		SAINTÉ-RADEGONDE	C28.2	Ne sait pas	Pas de géolocalisation

## 6.4 QUALITE DE L'AIR

### 6.4.1 L'Action de GRAND POITIERS

Parce que la qualité de vie de sur le territoire passe aussi par une dimension environnementale saine, Grand Poitiers accorde une attention particulière à la qualité de l'air qui reste un enjeu de santé publique. Dès 1994 l'agglomération a adhéré à l'association agréée ATMO Poitou-Charentes (devenue ATMO Nouvelle-Aquitaine), en charge de la surveillance des polluants atmosphériques et de l'information sur la qualité de l'air, avec la volonté de mettre en place un réseau de mesures répondant ainsi à une obligation faite aux agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Le bilan des émissions réalisé par ATMO montre que les émissions d'oxydes d'azote sont largement dominantes sur le territoire et imputables aux émissions du trafic routier.

Grand Poitiers a donc développé des outils au regard des types de pollutions observées, en lien avec ATMO Nouvelle-Aquitaine et met en place des plans d'actions :

En matière de déplacements et d'alternatives aux véhicules particuliers :

- Développement des transports collectifs au travers la modernisation du réseau de transport public,
- Elaboration des plans de déplacements d'établissements mis en place au sein des entreprises et administrations (actions pour encourager les solutions alternatives à l'usage individuel de la voiture).
- Mise en place d'un Pôle d'échanges multimodal (tous les modes de transport réunis boulevard du Grand cerf).
- Développement de la pratique du covoiturage et autopartage (Otolis)
- Développement des mobilités douces (Parcs relais, Plan vélo, dispositif Cap sur le Vélo, aide à l'achat d'un VAE, dispositifs Carapatte et Caracycle...)
- ...

En matière d'études :

- Grand Poitiers a un réseau de 4 stations fixes de mesures de la qualité de l'air (Couronneries, avenue de la Libération, rue Monseigneur Augouard et Hôtel de Région) géré avec ATMO Nouvelle Aquitaine, agréé par l'Etat et participe au programme national de surveillance de la qualité de l'air.
- Après 2 ans de tests sur différents sites, Grand Poitiers a renforcé en 2012 son dispositif de mesure avec une station dite de proximité du trafic routier, avenue de La Libération qui s'est avérée la plus représentative, respectant des directives européennes. Objectif ? < Fournir des informations sur les concentrations mesurées dans des zones représentatives des niveaux les plus élevés auxquels la population située en proximité d'une infrastructure routière est susceptible d'être exposée. >
- Grand Poitiers a élaboré également un plan de protection de l'atmosphère (PPA) approuvé le 15 février 2017. Le PPA fait suite à un dépassement de la valeur limite pour le dioxyde d'azote en moyenne annuelle à la station, avenue de la Libération, en 2013 et répond aux directives européennes. Ce dernier explicite les objectifs permettant de ramener, sur les zones où les valeurs limites ont été dépassées ou risquent de l'être, les niveaux de concentrations en polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites.
- Grand Poitiers mène également des études de façon ponctuelle afin d'affiner la connaissance de l'état exact de la qualité de l'air sur des zones identifiées comme pouvant être en limite des normes ou sur des projets d'aménagement ou plans de déplacements.

En matière de prospectives

- A partir des données de trafic et des projets portés par la collectivité, en lien avec l'observatoire ATMO validation des différents outils de modélisations du territoire.

## **Les missions d'ATMO Nouvelle-Aquitaine**

Dans la région, la surveillance des polluants atmosphériques et l'information relative à la qualité de l'air sont confiées à l'observatoire régional de l'air ATMO Nouvelle-Aquitaine pour :

- Surveiller la qualité de l'air sur l'ensemble du territoire régional
- Analyser et comprendre les phénomènes de pollution atmosphérique
- Alerter en cas de pic de pollution atmosphérique

ATMO Nouvelle-Aquitaine a pour mission d'informer les préfetures en cas de dépassement de seuils fixés par arrêtés. Sur la base des informations fournies par l'association, les préfets mettent en place différentes actions adaptées au niveau et à l'étendue de la pollution atmosphérique.

- Communiquer et conseiller sur la qualité de l'air en Nouvelle-Aquitaine.
- Informer la population

## 6.4.2 Le bilan de la qualité de l'air en 2017 dans la Vienne

### 2.11.1. Indices de qualité de l'air

Dept	Zone	Répartition des indices de qualité de l'air en 2017		
		Très bons à bons (1-4)	Moyens à médiocres (5-7)	Mauvais à très mauvais (8-10)
	Poitiers	85,4%	13,2%	1,4%

Tableau 86 : Vienne - Répartition des indices de qualité de l'air par zone en 2017

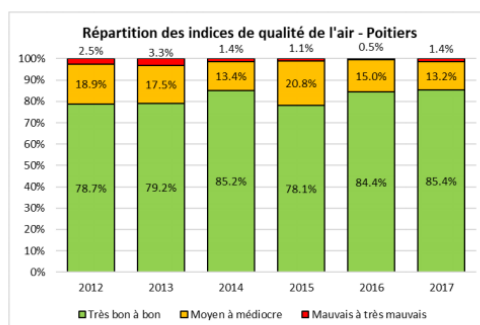


Figure 125 : Vienne - Répartition des indices de qualité de l'air depuis 2012

En 2017, les indices de qualité de l'air ont été relativement bons sur la Vienne. Ainsi, le nombre de jours présentant un indice « très bon » à « bon » (indice compris entre 1 et 4) est de 310 à Poitiers. Par ailleurs, 5 jours d'indice « mauvais » à « très mauvais » (indice compris entre 8 et 10) ont été constatés.

La comparaison globale des indices avec ceux des années antérieures montre que le bilan 2017 est, dans l'ensemble, l'un des meilleurs depuis 2012.

#### ■ Dioxyde d'azote

Les oxydes d'azote en zones urbaines sont très majoritairement issus du trafic routier. C'est donc le long des axes à fort trafic que l'on retrouve les concentrations les plus élevées. Sur la carte des concentrations moyennes annuelles de NO<sub>2</sub> du Grand Poitiers, on constate des niveaux élevés sur l'autoroute A10, la nationale N147 ainsi que l'échangeur entre la D910 et N147 pour lesquels la valeur limite réglementaire, fixée à 40 µg/m<sup>3</sup>, est dépassée (ce dépassement, constaté uniquement par modélisation, n'est pas pris en compte dans le suivi de la qualité de l'air à l'échelle européenne).

#### ■ Particules en suspension

Différentes sources participent aux émissions de PM<sub>10</sub> sur une zone urbaine. Le chauffage des logements, le trafic routier et les industries en sont les principales. De ce fait, les différences de concentrations entre les axes routiers et les zones d'habitation sont moins marquées que pour le NO<sub>2</sub> (émis majoritairement



par le trafic routier). Aucun dépassement de la valeur limite annuelle européenne établie à 40  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  n'est constaté en 2017 sur le Grand Poitiers. L'objectif qualité établi à 30  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  est également respecté.

- *Particules fines*

Tout comme les PM10, les PM2,5 sont en grande partie émises par le trafic routier, le chauffage des logements et les activités industrielles. La carte de modélisation des concentrations moyennes annuelles de PM2,5 de l'agglomération du Grand Poitiers montrent des niveaux de PM2,5 plus importants le long des grands axes routiers notamment l'autoroute A10 et la nationale N10 où la valeur cible annuelle, fixée à 20  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ , est localement dépassée le long des axes. La valeur limite annuelle, fixée à 25  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ , est quant à elle respectée.

# TROISIÈME PARTIE : EXPLICATION DU PROJET ET JUSTIFICATION DES CONTRAINTES À L'UTILISATION DU SOL

Conformément aux dispositions de l'article R.151-2 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation comporte les justifications de :

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;

3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article [L. 151-6](#) ;

4° La délimitation des zones prévues par l'article [L. 151-9](#) ;

5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article [R. 151-19](#), des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article [R. 151-20](#) lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article [L. 151-41](#) ;

6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport. Elles doivent permettre de comprendre comment les principes du projet retenu dans le PADD ont été déclinés dans les documents de gestion de l'usage du sol, document d'orientations d'aménagement et de programmation, règlement et zonage.

## CHAPITRE 7 JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS

### 7.1 JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR LE PADD ET OBJECTIFS COMPRIS DANS CELUI-CI

L'élaboration du PLU est l'occasion, pour la commune, de mener une nouvelle réflexion sur la cohérence de l'aménagement et le développement de son territoire.

Les dispositions de la loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000, supposent que le projet issu de cette réflexion soit exprimé dans un document spécifique : le « Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) » qui présente les orientations de la commune en matière d'aménagement et d'urbanisme pour les années à venir.

Les mesures et les choix retenus pour établir le PADD s'intègrent d'une part, dans une politique urbaine locale énoncée à l'échelle de la commune et constituent, d'autre part, le pivot et l'outil privilégié de mise en œuvre d'objectifs nationaux définis aux articles L.131 et suivants et L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

#### 7.1.1 . Respect de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme

Article L.101-2 du code de l'urbanisme :

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;



2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le développement durable se traduit par une démarche visant à concilier protection de l'environnement, développement économique et équité sociale.

Le PLU de SAINTE RADEGONDE propose de répondre aux précédentes dispositions, à l'échelle de la commune, au travers des choix qui ont été fait notamment de :

- Permettre le développement de la commune et priorisant la reprise des bâtiments existants induisant l'optimisation de l'existant, la valorisation du patrimoine et la faible consommation d'espace
- Permettre une offre foncière réduite, ciblée sur le comblement de dents creuses dans le centre bourg et sur les deux hameaux principaux Monteil et La Boutallerie sans en étendre leur emprise – cette offre foncière, de l'ordre de 0,5ha, permettra de diversifier l'offre et de répondre aux divers besoins de la population
- Autoriser le changement de destination des bâtiments agricoles en zone A et N n'ayant plus leur vocation initiale, recensés au plan de zonage et répondant aux conditions du règlement, permettant d'optimiser le foncier et les constructions existantes, mais aussi de réduire la consommation d'espace,

- Garantir la préservation des espaces agricoles et naturels : préservation des boisements, mise en valeur et protection de la vallée de l'Espinasse, préservation des zones humides, préservation des arbres remarquables et alignements d'arbres...
- Permettre la préservation des continuités écologiques et les renforcer autant que se peut
- Diversifier les fonctions urbaines en autorisant notamment des activités artisanales et de bureau dans les zones d'habitat, et donc favoriser la mixité des fonctions au sein du territoire et principalement des nouvelles opérations,
- Préserver le patrimoine communal de la commune en encadrant la préservation et la création d'espaces verts et d'arbres remarquables, mais aussi en valorisant le patrimoine bâti en permettant sa reprise et son changement de destination

### 7.1.2 . Respect de l'article L.131-4 du code de l'urbanisme

Article L.131-4 du code de l'urbanisme :

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4.

La politique de SAINTE RADEGONDE s'articule, par ailleurs, avec les principales orientations définies par les documents de planification supra-communaux applicables sur le territoire de la commune. En effet, en application de l'article L131-4 du code de l'urbanisme, les dispositions du PLU doivent, s'il y a lieu être compatibles avec celles des documents de portée normative supérieure qu'ils soient liés ou non à la réglementation d'urbanisme. Cette compatibilité est avérée dès lors que les dispositions du PLU ne sont pas contraires aux orientations ou principes fondamentaux de ces documents et qu'elles contribuent à leur réalisation.

La prise en compte de ces documents supra-communaux est effective dans le PADD et les documents graphiques du dossier de PLU à travers différentes orientations, principes et règles retenues par les élus.

## 7.2 LA COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 7.2.1 Compatibilité avec les documents supra-communaux réglementaires

#### ▪ *Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)*

*Pour rappel*

*Les grands enjeux émergents suite au pré-diagnostic selon trois axes (recoupant les trois piliers du développement durable) :*

*Axe 1 Comment développer l'attractivité et la compétitivité du territoire ? (pilier économique)*

- *Positionner le territoire du SCOT dans le Grand Ouest Atlantique ;*
- *Saisir l'opportunité de la croissance démographique ;*
- *Construire une stratégie de développement économique dans une approche intégrée, au service de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie des habitants.*

*Axe 2 Comment faire face aux défis environnementaux et énergétiques ? (pilier environnemental)*

- *Economiser l'espace et limiter l'artificialisation des sols ;*
- *Préserver les ressources naturelles et les paysages ;*
- *Limiter les risques et nuisances ;*
- *Favoriser l'adaptation du territoire aux changements climatiques et à la nouvelle donne énergétique.*

*Axe 3 Comment améliorer la qualité de vie en faisant jouer la solidarité territoriale ? (pilier social)*

- *Adapter l'offre de logement aux besoins et répartir cette offre sur le territoire de manière à faciliter l'accès des habitants aux emplois et aux services ;*
- *Permettre la mobilité de tous et limiter les nuisances liées à l'automobile en articulant développement urbain et réseaux de transport collectif ;*
- *Permettre un accès facilité de tous aux services et équipements de proximité en assurant un maillage régulier du territoire en pôles de services ;*
- *S'organiser pour bénéficier des retombées économiques du développement de la locomotive régionale.*

Ce SCOT est en cours d'élaboration, il n'est pas possible de justifier de la compatibilité du PLU avec ce dernier. Néanmoins le Syndicat Mixte du SCOT a été invité à s'exprimer à plusieurs reprises en réunion PPA sur le document du PLU et n'a émis aucune observation.

- *Le Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)*

Pour rappel, 14 mesures sont développées par le SDAGE :

- *repenser les aménagements de cours d'eau,*
- *réduire la pollution par les nitrates,*
- *réduire la pollution organique et bactériologique,*
- *maîtriser et réduire la pollution par les pesticides,*
- *maîtriser et réduire la pollution due aux substances dangereuses,*
- *protéger la santé en protégeant la ressource en eau,*
- *maîtriser les prélèvements d'eaux,*
- *préserver les zones humides,*
- *préserver la biodiversité aquatique,*
- *préserver le littoral,*
- *préserver les têtes de bassin versant,*
- *faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques*
- *mettre en place les outils réglementaires et financiers,*
- *informer, sensibiliser, favoriser les échanges.*

Plusieurs dispositions du PLU tendent à respecter les orientations fondamentales de ces documents :

- les orientations retenues en faveur d'un développement principalement axé sur la reprise de l'existant induit une faible consommation foncière et donc une faible imperméabilisation des sols. De plus, dans le règlement il est précisé dans les conditions générales plusieurs dispositions visant à limiter l'imperméabilisation des sols :

*Les emprises au sol des annexes et abris de jardin sont limités induisant de fait une limite dans l'imperméabilisation des sols*

### **3.3 Condition pour limiter l'imperméabilisation du sol et les débits en eaux pluviales**

La gestion des eaux pluviales à la parcelle ou de façon groupée est imposée à toute installation nouvelle non desservie par un réseau public séparatif.



- les zones humides se voient préservées par un zonage réglementaire de type < A > ou < N > et une interdiction de destruction, d'imperméabilisation, d'exhaussement et d'affouillement sur ces secteurs
- La Vallée de l'Espinasse abritant le cours d'eau de l'Espinasse se voit préservée par un zonage naturel
- L'accueil très mesuré d'une nouvelle population engendre une faible augmentation de l'alimentation en eau potable sur la commune. La distribution de cette dernière est suffisante pour répondre aux besoins actuels et futurs de la commune

#### Le PADD précise

- Préserver la ressource en eau :
  - Préserver les cours d'eau de la commune, principalement celui de l'Ozon, ainsi que les cours d'eau et fossés temporaires qui traversent le territoire
  - Favoriser la diminution des pollutions par les nitrates des entités aquatiques
  - Réduire les prélèvements en eau dans les nappes souterraines
  - Préserver les zones humides en améliorant la connaissance et reconnaître leurs fonctions écologiques – s'assurer de la cohérence des projets d'aménagement avec cet objectif – tenir compte des prélocalisations établies par la DREAL et l'Etablissement Public Territorial de Bassin de la Vienne
  - Limiter l'imperméabilisation des sols en réduisant l'artificialisation des sols et en incitant à l'utilisation de matériaux perméables que ce soit dans les espaces privés ou publics
  - S'assurer de la cohérence du projet de développement avec le bon fonctionnement des deux stations d'épuration de la commune

Pour rappel, les principales règles du SAGE de la Vienne sont les suivantes :

- 1. Réduction des rejets de phosphore diffus et ponctuels pour les stations d'épuration dont la capacité est comprise entre 200 et 2 000 équivalent/habitant (EH)
- 2. Réduction de l'utilisation des pesticides pour l'usage agricole
- 3. Limitation des flux particuliers issus des rigoles et fossés agricoles
- 4. Gestion sylvicole
- 5. Mise en place d'une gestion des eaux pluviales
- 6. Restauration de la ripisylve
- 7. Limitation du piétinement des berges et des lits par le bétail
- 8. Encadrement de la création d'ouvrages hydrauliques
- 9. Gestion des ouvertures périodiques d'ouvrages hydrauliques

- 10. *Gestion des Zones Humides \* d'Intérêt Environnemental Particulier (ZHIEP)*
- 11. *Gestion des Zones Stratégiques pour la Gestion de l'Eau (ZSGE)*
- 12. *Encadrement de la création des plans d'eau*
- 13. *Gestion des plans d'eau*

Comme évoqué précédemment le PLU répond aux objectifs de gestion des eaux pluviales et de préservation des zones humides.

Les autres règles concernent peu la commune de SAINTE RADEGONDE. Cependant, la commune affiche dans son PADD la volonté d'une agriculture plus < saine > et moins < polluée >.

- Préserver les espaces agricoles
  - en trouvant un équilibre entre développement urbain concentré et préservation des terres en fonction de leur qualité : développement sur le centre bourg, sur Monteil en évitant la Boutallerie
  - préserver les exploitations agricoles, leur permettre de se développer et réduire les éventuelles nuisances : pas de développement urbain dans un rayon de 100 mètres de ces dernières
  - permettre l'installation de nouvelles exploitations
  - tenir compte des objectifs d'épandages
  - promouvoir une agriculture responsable : limiter l'agriculture intensive, limiter les pesticides, diminuer les pollutions par nitrates, favoriser les circuits courts

▪ *Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Poitou Charente*

Pour rappel les grandes orientations du SRCE Poitou Charente sont les suivantes :

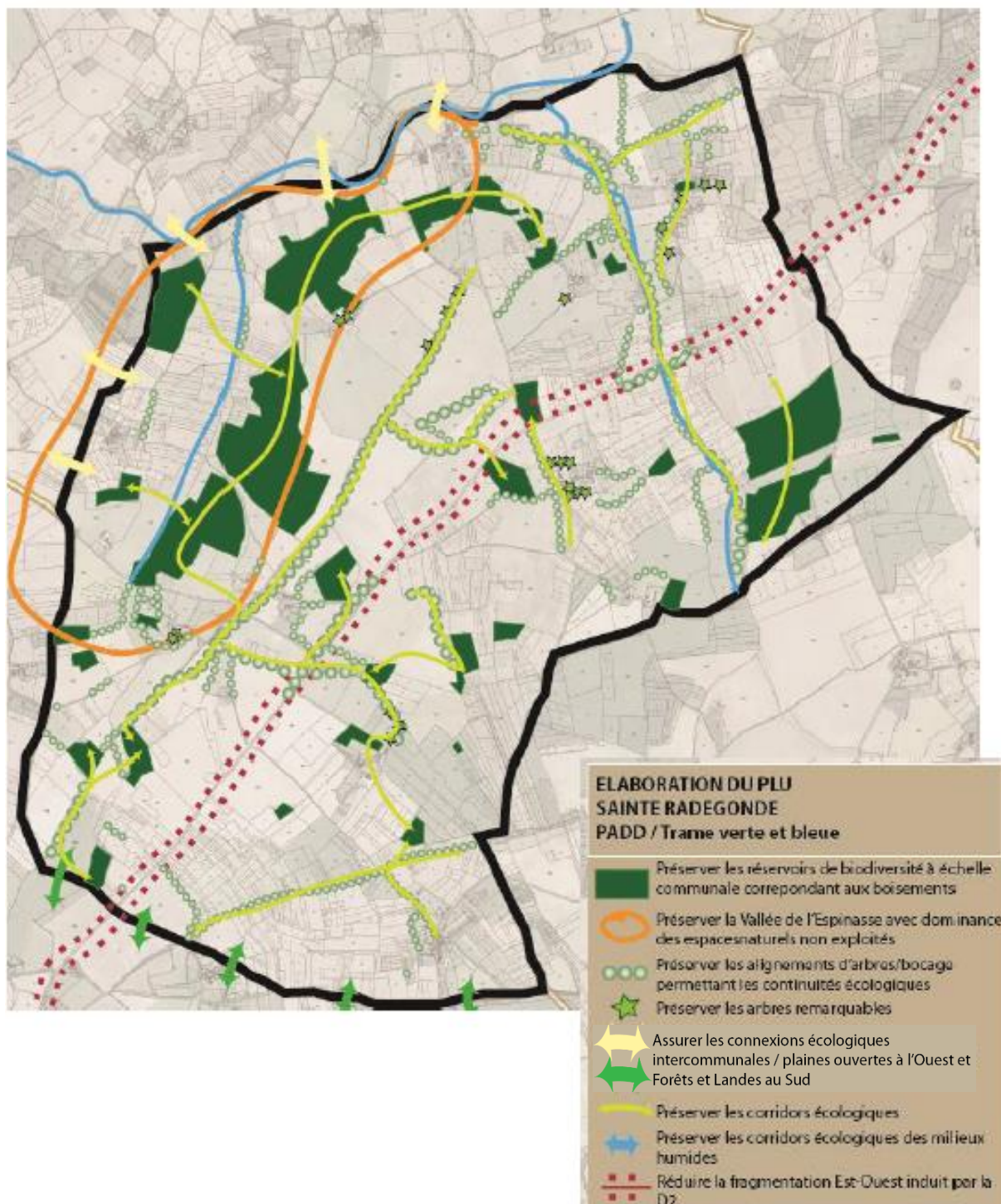
- 01 : *Orientation transversale pour l'amélioration des connaissances*
- 02 : *Orientations transversales pour la prise en compte effective des continuités écologiques*
- 03 : *Assurer la fonctionnalité des continuités écologiques dans l'espace rural*
- 04 : *Gérer durablement le trait de côte, les milieux littoraux et les zones humides*
- 05 : *Assurer la fonctionnalité des continuités aquatiques et des vallées*
- 06 : *Limiter l'artificialisation et la fragmentation du territoire*
- 07 : *Intégrer la nature dans les tissus urbains et périphériques*

Le PADD précise dans ses orientations

## Orientations en matière de préservation ou remise en état des continuités écologiques

- Préserver les réservoirs de biodiversité à échelle communale– les éléments boisés qui sont de vraies zones de « corridors en pas japonais » permettant le refuge des espèces lors de leur déplacement à grande échelle, mais qui sont aussi des zones de vie pour la biodiversité communale
- Préserver la Vallée de l'Espinasse qui se présente comme un secteur d'aspect plus naturel, où l'exploitation agricole est moindre permettant une diversité des milieux à l'échelle communale – la préservation des friches y est essentielle
- Préserver les alignements et arbres remarquables qui participent à la richesse écologique du territoire et qui peuvent avoir un rôle de corridor écologique localement – favoriser les nouvelles plantations autant dans les espaces privés que publics: encourager la plantation de bocage, réglementer la plantation au sein de la commune ...
- Des connexions écologiques majeurs à entretenir et à valoriser au Sud et à l'Ouest de la commune en lien avec les réservoirs de biodiversité des communes voisines – favoriser la perméabilité des limites communales
- Préserver les corridors écologiques terrestres et humides

- Faciliter le franchissement de la D2 qui représente l'axe de fragmentation principal du territoire
- Préserver les coupures vertes, et principalement celle recensée entre le centre bourg et l'activité économique

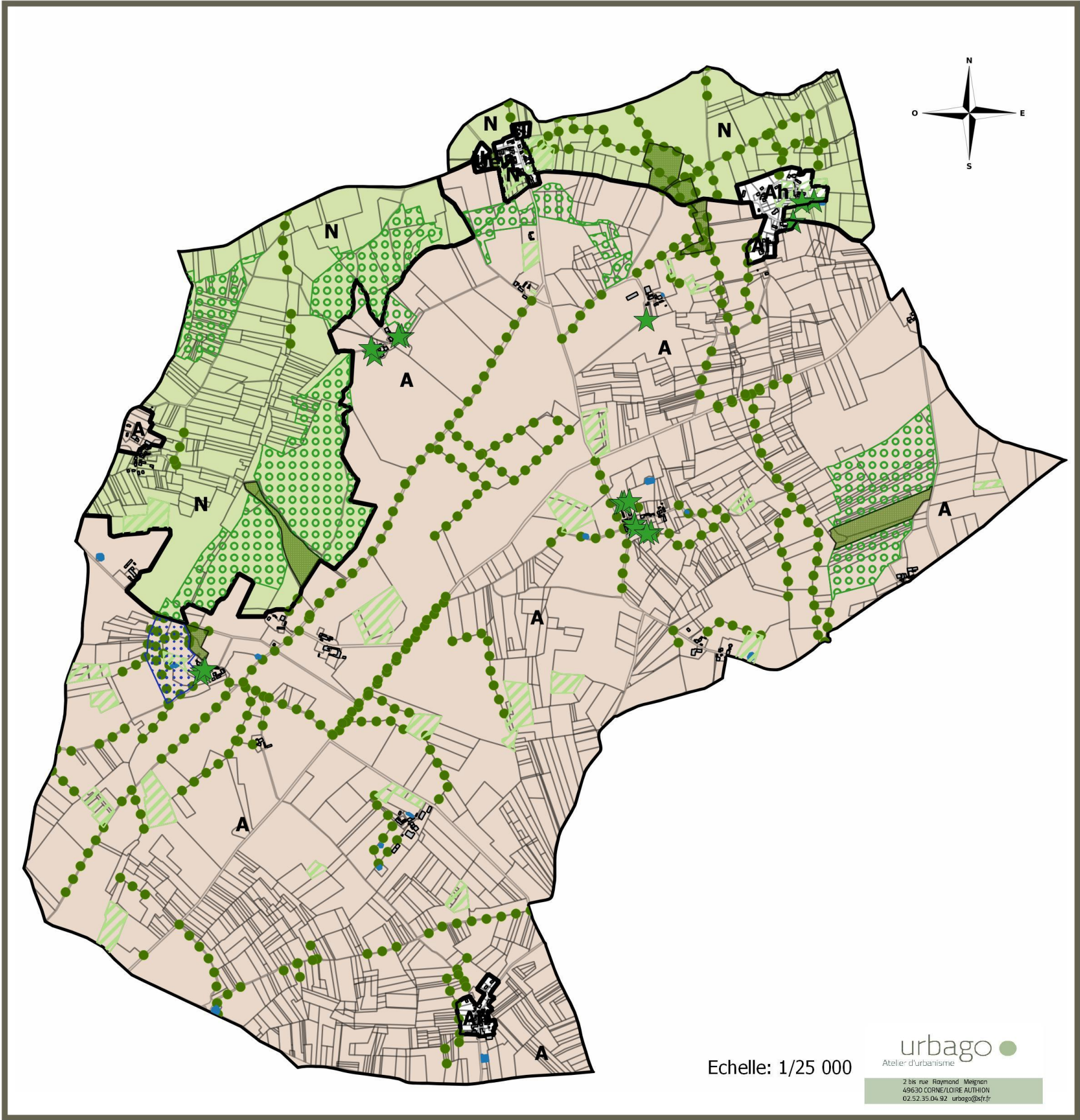


Le règlement graphique préserve plusieurs éléments participants à la trame verte et bleue :

- Les éléments à préserver au titre de l'Article L151-23 du Code de l'Urbanisme : les zones humides recensées, les mares et plans d'eau et les coupures vertes
- Les éléments à préserver au titre de l'Article L151-19 du Code de l'Urbanisme : les haies et alignements, les arbres remarquables ainsi que les boisements secondaires, parcs et jardins...
- Les éléments à préserver au titre de l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme : les Espaces Boisés Classés

La préservation de la Trame verte et bleue s'exprime aussi par le classement d'une grande majorité du territoire en zone naturelle et en zone agricole.





**Commune de  
SAINTE RADEGONDE  
PLAN LOCAL D'URBANISME**

Préservation de la trame verte et bleue  
à travers les articles  
L151-19 et 23 du Code de l'Urbanisme  
L113-1 du Code de l'Urbanisme

- ★ Arbres Remarquables
- Alignements et haies
- ⬢ Espaces Boisés Classés
- Coupures vertes
- MAres et plans d'eau
- ⬢ Zones humides recensées
- ▨ Boisements, parcs, jardins...
- Zone naturelle
- Zone agricole

▪ *Le Plan Climat Air Energie Territorial*

Pour rappel les enjeux du Plan Climat Territorial de Grand Poitiers sont les suivants :



Le projet de développement de la commune s'avère vertueux notamment en termes de consommation d'espace et d'accueil modéré de la population. Le projet s'axe principalement sur la reprise de bâtiments existants permettant leur remise aux normes ainsi que leur optimisation énergétique. Le règlement du PLU favorise d'ailleurs cette reprise en laissant possible les architectures contemporaines, mais aussi l'optimisation énergétique puisqu'il précise dans son règlement :



### **2.2.1 Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales**

Les dispositifs permettant la valorisation et l'utilisation des énergies renouvelables sont autorisées sous réserve de ne pas engendrer de nuisance importante pour le voisinage (nuisances sonore, visuelle, ombre portée...).

Les installations pour la production énergétique doivent s'intégrer au mieux dans leur environnement naturel et urbain, et dans le respect de la Loi sur le Bruit.

De plus, toujours dans cet objectif de favoriser les performances énergétiques des bâtiments, il est précisé pour l'ensemble des OAP programmant de la construction

#### **9° Les objectifs énergétiques**

Privilégier des formes bâties compactes l'orientation Nord-Sud avec espace intime au Sud, tout en portant une attention aux ombres portées

L'optimisation des performances énergétiques des bâtiments ainsi que leur mise aux normes permettra aussi de réduire l'utilisation des énergies fossiles, mais aussi de réduire et maîtriser les éventuels rejets dans l'air.

Les autres objectifs sont difficilement applicables sur le territoire communal compte tenu du poids de la commune et de l'envergure de son projet.

#### **▪ *Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE)***

Pour rappel, ce document présente les objectifs et orientations en matière de :

- → *Efficacité et maîtrise énergétique*
- → *Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre*
- → *Développement des énergies renouvelables*
- → *Prévention et réduction de la pollution atmosphérique*
- → *Adaptation au changement climatique*
- → *Recommandations concernant l'information du public*

Le PLU de la commune ne va pas à l'encontre de ces actions. Il s'inscrit dans la philosophie générale du document et tient compte des objectifs de réduction des gaz à effet de serre, et ce par l'analyse et le développement des transports, la réduction de la pollution, et la localisation des sites d'extension urbaine au plus près de l'existant. Néanmoins, il faut rappeler que l'utilisation du véhicule au sein d'une commune rurale est inévitable.

### 7.2.2 La prise en compte des objectifs initiaux du PLU et des besoins répertoriés analysés dans le diagnostic

#### ▪ *Rappel des objectifs initiaux de la commune*

Le Conseil Municipal de SAINTE RADEGONDE a prescrit, par délibération en date du 10 Mars 2016, l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme. Couvrant l'intégralité de son territoire, les objectifs fixés dans cette même délibération ont permis d'orienter le travail préparatoire à l'élaboration du PADD contenu dans le dossier du PLU. Pour mémoire, ces objectifs, tels qu'ils figuraient dans cette délibération, étaient les suivants :

- Se doter d'un document d'urbanisme ;
- Avoir une lisibilité pour les zones constructibles et non constructibles ;
- Protéger l'environnement ;
- Définir et maîtriser les orientations pour l'aménagement de la commune et notamment dans le cadre du futur schéma de coopération intercommunal ;
- Adopter un aménagement respectueux du cadre de vie.

#### ▪ *Prise en compte des besoins répertoriés*

Le diagnostic effectué pour l'élaboration du PLU a mis en lumière un certain nombre de besoins répertoriés auxquels répondent les objectifs du PADD.

L'analyse a mis en lumière la nécessité de :

- Stabiliser la population communale et organiser l'accueil de la nouvelle population ;
- Tenir compte du desserrement des ménages,
- Contrer le phénomène de vieillissement de la population,
- permettre de rapprocher significativement les besoins en logement des ménages du territoire des possibilités de la commune ;
- diversifier l'offre en logements : types, statuts et taille des logements ;
- préserver les hameaux de l'étalement urbain non maîtrisé,
- sécuriser le carrefour principal du hameau de La Boutallerie,

- valoriser le changement de destination des bâtiments agricoles recensés au plan de zonage dont la vocation initiale n'est plus,
- préserver l'activité et les espaces agricoles et tendre à la réduction des conflits d'usage,
- préserver, valoriser voire reconstruire le patrimoine naturel de la commune et veiller à la préservation des espaces naturels.

### 7.2.3 Les choix retenus dans le PADD

Les enjeux énumérés ci-dessus ont conduit à l'inscription dans le PADD de plusieurs grandes orientations par la commune de SAINTE RADEGONDE pour le développement de son territoire :

- Orientations générales en matière d'habitat : se développer progressivement pour répondre aux besoins de la population
- Objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain
- Orientations en matière d'aménagement d'équipement commercial, public et de loisirs
- Orientations en matière de transport et de déplacements
- Orientations en matière de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers
- Orientations en matière de préservation ou remise en état des continuités écologiques
- Orientations en matière de développement économique
- Orientations en matière de développement des communications numériques et des énergies renouvelables
- Orientations en matière de protection du patrimoine

#### ▪ *En matière de développement démographique*

*Deux scénarios de développement ont été proposés à la commune :*



## Enjeux: quel développement à 10 ans pour la commune ?

- Proposition de 2 scénarios de développement axés sur la reprise du patrimoine existant

### Une stabilisation du taux de croissance qui s'axe sur la valorisation du patrimoine - reprise des logements vacants et changements de destination autorisés

- Un taux de croissance de **1%** basé sur l'évolution de la population entre 2004 et 2014, incluant une période de décroissance
- Un gain de 17 nouveaux habitants sur 10 ans
- Selon une taille de ménage estimée à 2, la production de logements liée serait de l'ordre de 8 à 9 logements

**L'ensemble des bâtiments vacants recensés n'est pas en mesure de répondre à l'ensemble des besoins en logements recensés sur la commune – Il est possible de répondre à ces nouveaux besoins par une offre foncière plus ou moins importante**

► Une offre foncière ne dépassant pas 0,5 ha permettant la création de 4 à 5 nouveaux logements

### Une croissance faible qui mixte reprise des bâtiments vacants et changement de destination, mais aussi la proposition d'une nouvelle offre foncière

- Un taux de croissance de **2%** qui lisse l'évolution de la population entre 2008 et 2014 incluant donc des périodes négatives, mais aussi des périodes fortement positives
- Un gain de 36 nouveaux habitants sur 10 ans
- Selon une taille de ménage estimée à 2, la production de logements liée serait de l'ordre de 18 logements

► Une offre foncière comprise entre 0,5 et 1 ha permettant la création de 5 à 10 nouveaux logements

La commune ne souhaite pas augmenter considérablement la taille de sa population et a préféré suivre un développement modéré exposé dans le premier scénario. Elle souhaite donc le développement suivant :

## Orientations générales en matière d'habitat et de développement

La commune de Sainte Radegonde, commune rurale, a été fortement marquée par la déprise agricole avec la forte diminution des agriculteurs laissant place à une période importante de décroissance démographique. A la suite, la commune a assisté à l'arrivée d'une nouvelle population petit à petit, à la recherche de patrimoine bâti et d'un cadre de vie. Aujourd'hui elle souhaite participer à la stabilisation de son taux de croissance, et s'axer sur la valorisation de son patrimoine en mettant notamment un point d'honneur à la reprise des bâtiments agricoles qui n'en ont plus la vocation.

En ce sens son projet de développement s'axe sur:

- Un taux de croissance de 1% basé sur l'évolution de la population entre 2004 et 2014, incluant une période de décroissance
- Soit un gain d'environ 17 nouveaux habitants sur 10 ans
- Selon une taille de ménage estimée à 2 personnes, la production de logements liée serait de l'ordre d'une dizaine de logements

*L'ensemble des bâtiments vacants n'est pas en mesure de répondre quantitativement aux besoins en logements recensés sur la commune. Qui plus est, ces derniers seuls, ne répondent pas à la nécessité de diversifier l'offre en logements et de valoriser la mixité sociale. Pour se faire, une offre foncière supplémentaire en centre bourg et sur les deux entités principales est souhaitée.*

► Une offre foncière ne dépassant pas 0,5 ha permettant la création de quelques nouveaux logements mais aussi la création de 2 logements dans l'ancienne structure de l'école

► Soit au total (reprise des bâtiments vacants et nouvelles constructions) environ une quinzaine de logements sur 10 ans soit un gain de population d'environ une vingtaine d'habitants

▪ *En matière d'habitat et de consommation d'espace*

La commune a choisi de d'axer son développement essentiellement sur la reprise des bâtiments agricoles vacants n'ayant plus la vocation initiale puis dans un second temps sur le comblement de dents creuses.

1/ *Le changement de destination des bâtiments agricoles en zone A et N*

En raison de son passé agricole, la commune dispose d'un grand nombre de bâtiments agricoles vacants n'ayant plus la vocation initiale et présentant un intérêt patrimonial.



*Exemples de bâtiments agricoles vacants n'ayant plus la vocation initiale, présentant un intérêt architectural et pouvant faire l'objet d'un changement de destination sous conditions*

Le recensement de ces bâtiments s'est fait de façon exhaustive et selon les critères suivants :

- Accès par la voirie,
- Desserte par les réseaux primaires (eau et électricité),
- Branchement à l'assainissement collectif (critère optionnel à titre informatif ne justifiant pas l'autorisation au changement de destination),
- Possibilité de séparer le bâtiment du bâtiment principal,
- Situation du bâtiment au sein d'une enceinte agricole ou non – risque de compromettre l'activité agricole,
- Définition de l'état global et de l'intérêt architectural du bâtiment.

Au total, 16 bâtiments ont été retenus sur l'ensemble du territoire. (cf page ...)

Le changement de destination en zone A et N est soumis aux conditions suivantes :

5/ La restauration et le changement de destination des bâtiments identifiés au plan de zonage en raison de leur intérêt architectural et patrimonial dès lors que sont préservées les principales caractéristiques du bâtiment et que ce changement ne compromet pas l'exploitation agricole et en application du principe de réciprocité. Le changement à destination est autorisé vers l'habitation, l'hébergement de loisirs, et / ou l'activité artisanale. Il ne pourra se faire que si :

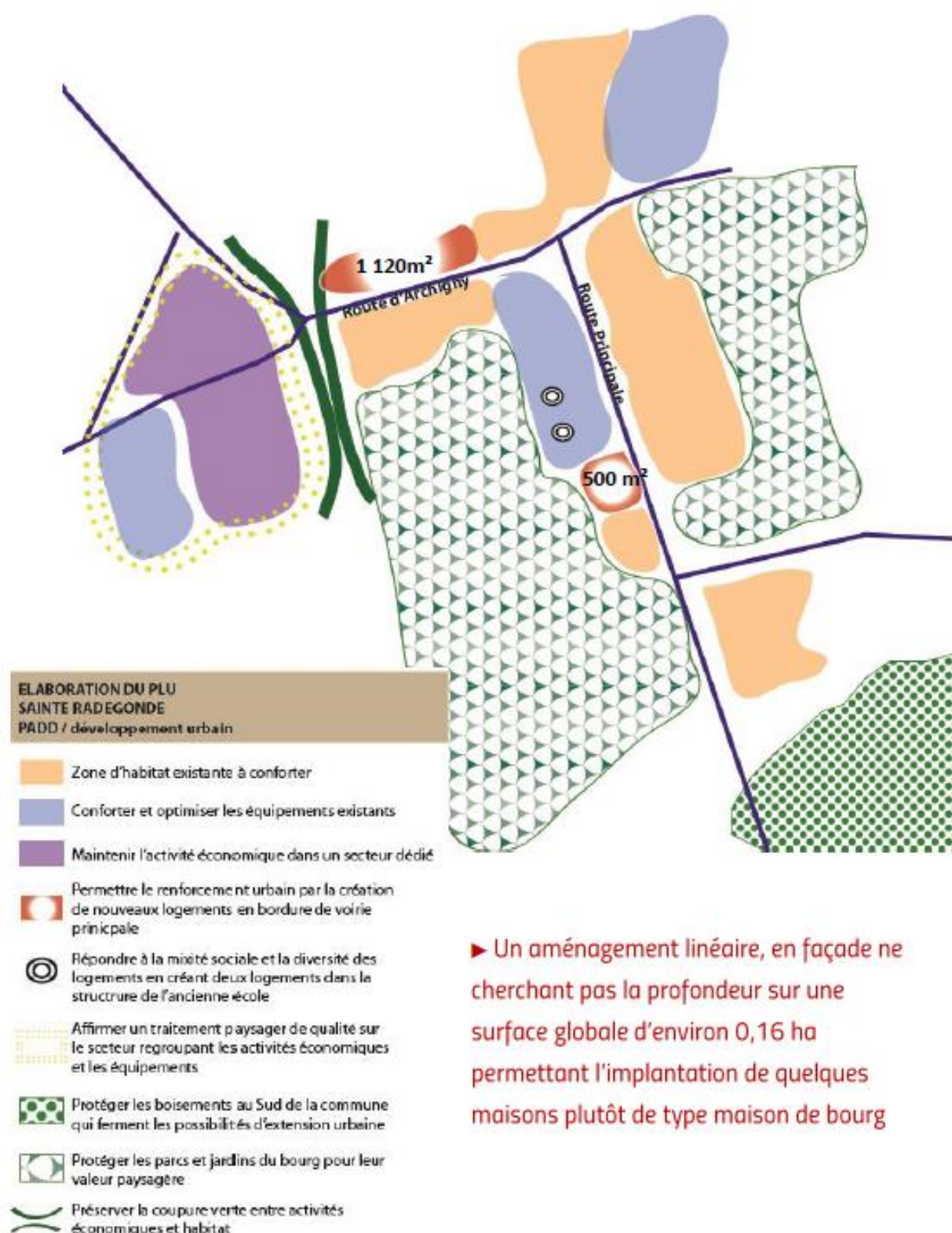
- Le bâtiment excède une emprise au sol de 80m<sup>2</sup> constitutive de surface de plancher. Si cette dernière est inférieure à 80m<sup>2</sup>, le changement de destination à usage d'habitation ne pourra s'effectuer que si la hauteur du bâtiment permet un aménagement en R+1 sans élévation
- Les bonnes conditions de desserte et d'accès du bâtiment sont vérifiées
- Le bâtiment est desservi ou peut être desservi par les réseaux primaires

## 2/ le comblement des dents creuses au sein du bourg, et des hameaux de Monteil et la Boutallerie

Le changement de destination n'étant pas une réponse suffisante à la diversification de l'offre afin de répondre aux besoins de la population, les élus ont souhaité proposer une petite offre foncière de l'ordre de 0,5 ha. Cette dernière se fait essentiellement dans le comblement de 4 dents creuses :

- 2 dents creuses dans le centre bourg ; l'une correspondant à l'optimisation du terrain de pétanque qui n'est plus utilisé et l'autre à l'extension d'une façade de la rue principale en symétrie avec l'existant
- 1 dent creuse sur le hameau de Monteil
- 1 dent creuse sur le hameau de La Boutallerie dans le cadre de reconfiguration routière et urbaine du carrefour principal










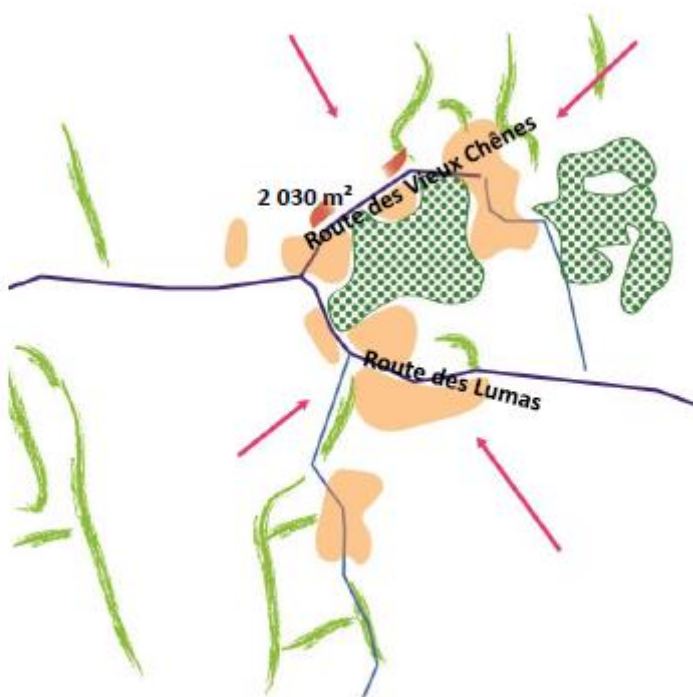
L'optimisation urbaine du centre bourg



Conforter l'unité bâtie existante sur le hameau de Monteil et comblant une dent creuse identifiée représentant une surface d'environ 0,2 ha

**ELABORATION DU PLU  
SAINTE RADEGONDE  
PADD / développement urbain Monteil**

-  Zone d'habitat existante à conforter
-  Permettre la densification exceptionnelle du hameau sans en étendre le périmètre
-  Limiter l'extension du hameau sur les espaces agricoles
-  Protéger les boisements qui marquent le paysage du hameau
-  Préserver les haies



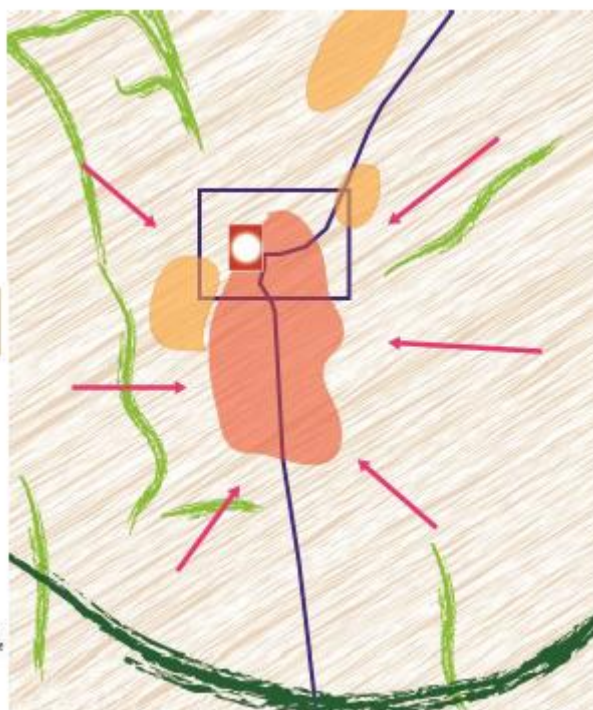
Le hameau de la Boutallerie souffre d'une structuration urbaine complexe notamment du fait du tracé de sa voirie. Le carrefour principal de ce hameau s'avère très dangereux avec peu de visibilité et une voirie étroite

Une superficie faible de dent creuse

de 300 à 400m²

**ELABORATION DU PLU  
SAINTE RADEGONDE  
PADD / développement urbain La Boutallerie**

-  Principaux axes routiers
-  Carrefour principal à traiter
-  Poche urbanisée ancienne
-  Poches d'extensions urbaines plus récentes
-  Environnement et paysage agricoles
-  Limiter l'étalement du hameau sur les espaces agricoles
-  Zone d'optimisation urbaine permettant une nouvelle construction et la reprise de la voirie
-  Alignements d'arbres à préserver et à valoriser
-  Fermeture paysagère par le végétal



L'optimisation foncière et la reconfiguration des hameaux de Monteil et de La Boutallerie

Ces opérations d'aménagement font l'objet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

- *La mise en valeur de l'environnement, et la préservation des espaces agricoles, fil conducteur du projet communal*

La préservation et la mise en valeur de l'environnement représentent un enjeu essentiel dans le projet de développement de la commune.

Cette dernière se retrouve dans plusieurs actions du projet de la commune :

- La définition de deux vastes zones naturelles et agricoles représentant respectivement 19% et 79% de la surface du territoire,
- La préservation de la Vallée de l'Espinasse en zone naturelle,
- La préservation des boisements de la commune sous la forme d'Espaces Boisés Classés ou bien d'Eléments Remarquables du Paysage
- La préservation des arbres remarquables, alignements et haies
- La préservation des cours d'eau, des zones humides et des mares et plans d'eau
- La création d'une Orientation d'Aménagement Programmé portant sur la préservation et la mise en valeur du patrimoine vert de la commune

- *La préservation et la mise en valeur du patrimoine de la commune*

La commune a choisi de préserver son patrimoine, par la préservation de son patrimoine bâti et de son patrimoine vert. Cette préservation se retrouve à la fois dans le document des OAP, avec la réalisation d'une OAP portant sur le patrimoine vert, mais aussi dans le règlement graphique et écrit avec l'identification des principaux éléments bâtis au plan de zonage, et de plusieurs éléments verts (arbres remarquables, boisements, alignements d'arbres, jardins et parcs...) ainsi que des prescriptions réglementaires, notamment dans les dispositions générales du règlement écrit, limitant fortement leur altération.

### 7.3 JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR DELIMITER LES ZONES

Le PLU de Sainte Radégonde délimite pour l'ensemble du territoire communal, trois grands types de zones.

On distingue :

- les zones urbaines, < U >, suivies d'indices,
- les zones agricoles, < A >, suivies d'indices
- les zones naturelles < N >

Le PLU prévoit les dispositions réglementaires pour chacune d'elles. Ainsi, chaque parcelle est affectée à une zone en rapport avec sa nature et sa vocation actuelle ou future.

Il est à noter qu'aucune zone A Urbaniser (AU) n'est délimitée.

### 7.3.1 Les zones urbaines

Les zones urbaines correspondent aux secteurs déjà urbanisés et où les équipements existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

On distingue deux types de zones U :

- La zone U correspond à l'urbanisation du centre bourg
- La zone Ue correspondant à une activité économique à l'Ouest du centre bourg.



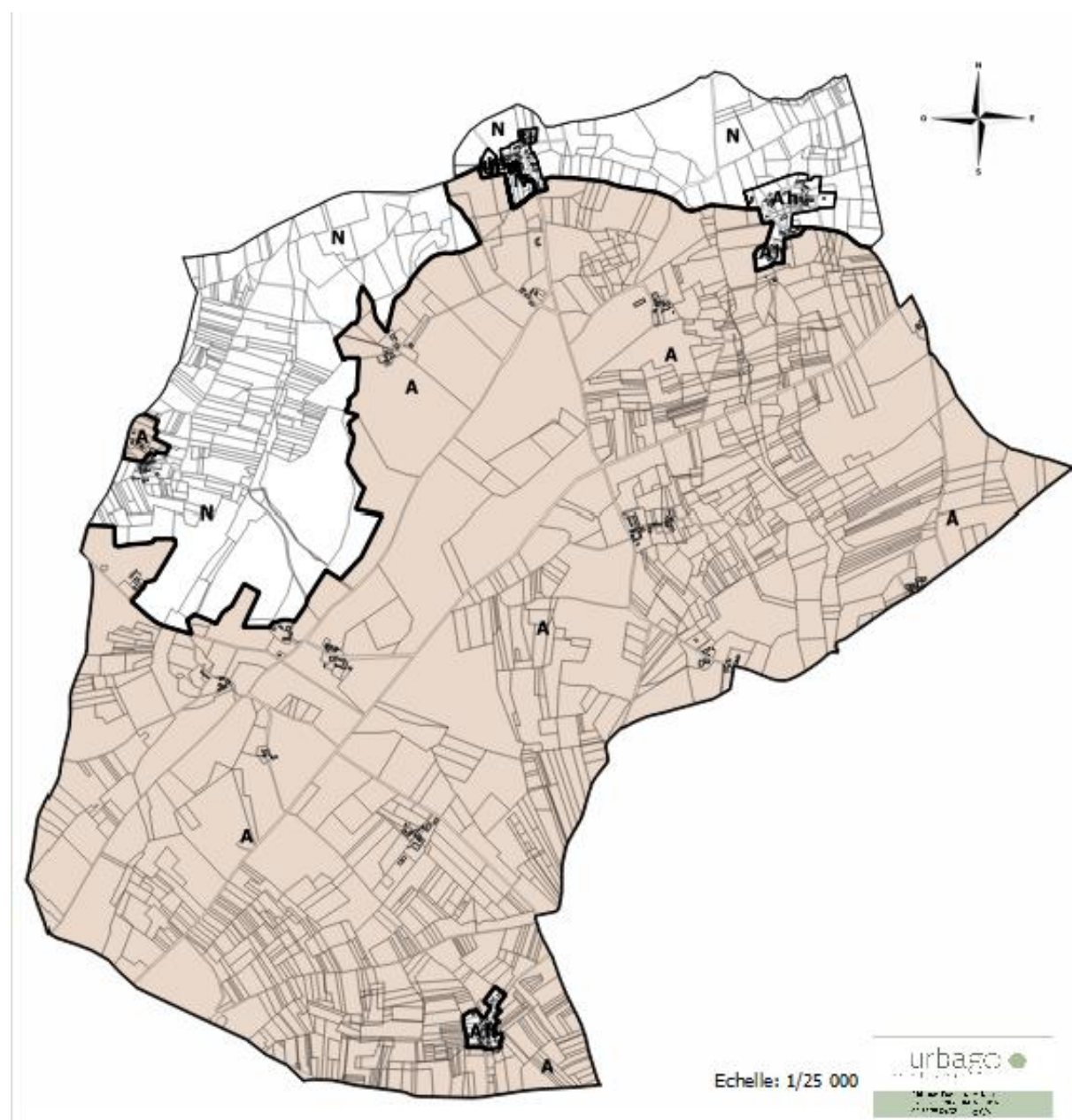
### 7.3.2 La zone agricole

Elle comprend les secteurs, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, où il convient d'assurer aux exploitations agricoles les moyens de



poursuivre leurs activités et de se moderniser. L'occupation du sol est réservée aux besoins de l'activité agricole ou forestière d'une part, aux services publics ou d'intérêts collectifs d'autre part.

Sur la commune de SAINTE RADEGONDE, elle s'étend sur une grande majorité du territoire et représente presque 80% de ce dernier.



*Extrait des zones agricoles du plan de zonage (Sources : URBAGO – 2018)*

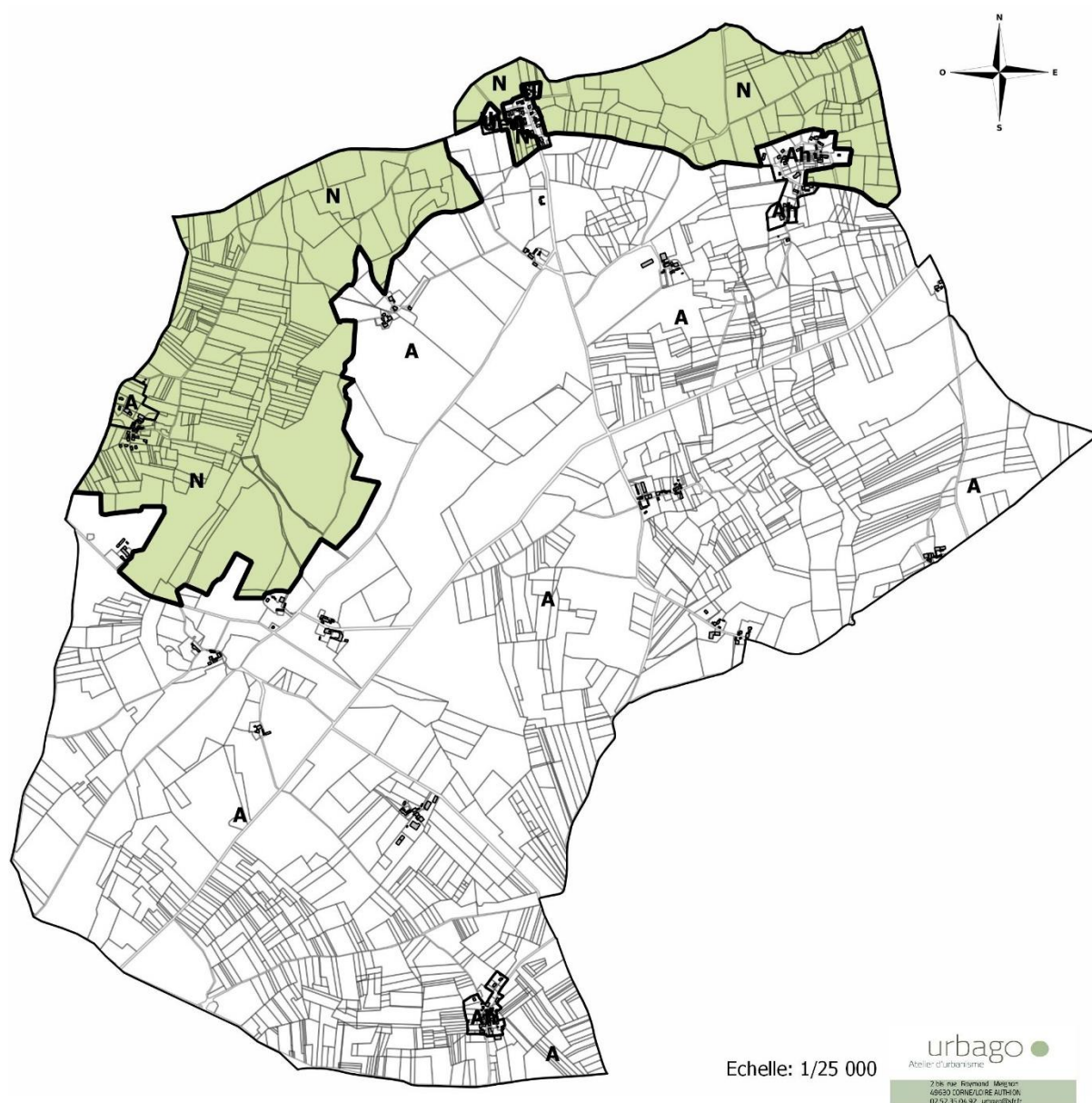
La zone A comprend un sous-secteur Ah, qui correspond aux deux hameaux principaux de la commune dans lequel la densification exceptionnelle est admise au sein des deux dents creuses identifiées. Un caractère agricole a été attribué à ces derniers en raison de leur caractère rural et de leur inscription au cœur de la zone agricole.





### 7.3.3 Les zones naturelles

Elles correspondent à des parties du territoire communal, équipées ou non, à protéger en raison de leur caractère d'espaces naturels ou de l'existence d'une exploitation forestière. Elles correspondent essentiellement à la Vallée de l'Espinasse et aux arrières du centre bourg.



Extrait des zones naturelles du plan de zonage (Sources : URBAGO – 2018)

### 7.3.4 Récapitulatif des zones

Zones	Noms des zones	Surfaces approximatives
<b>U</b>	Zone urbaine centrale ancienne à vocation mixte	34 893 m <sup>2</sup>
<b>Ue</b>	Zone d'activités économiques des Varennes	1 989 m <sup>2</sup>
<b>A</b>	Zone agricole	10 441 088 m <sup>2</sup>
<b>Ah</b>	Zone agricole des hameaux	115 624 m <sup>2</sup>
<b>N</b>	Zone naturelle	2 625 854 m <sup>2</sup>

## CHAPITRE 8 LES DISPOSITIONS MISES EN PLACE

### 8.1 LES MOTIFS DES REGLES APPLICABLES À CHAQUE ZONE

La Loi ALUR du 24 Mars 2014 a entraîné une modernisation des PLU, et notamment dans la structure réglementaire du PLU.

Ainsi le règlement de la commune de Sainte Radégonde se compose d'un chapitre des dispositions générales s'appliquant à l'ensemble des zones, puis des dispositions applicables à chaque zone selon les thématiques suivantes :

- Destination des constructions, usages des sols et nature des activités
- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères
- Equipements et réseaux.

La liste des destinations et sous destinations suivantes a été utilisée :

Destination	Sous destination	Description
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. Cette sous-destination recouvre notamment les constructions destinées au logement du matériel, des animaux et des récoltes.
	Exploitation forestière	constructions et les entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière.
Habitation	Logement	constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». La sous-destination « logement » recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs.
	Hébergement	recouvre les constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	constructions commerciales destinées à la présentation et vente de bien directe à une clientèle ainsi que les constructions artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services.
	Restauration	constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe pour une clientèle commerciale
	Commerce de gros	constructions destinées à la présentation et la vente de biens pour une clientèle professionnelle.
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services et accessoirement la présentation de biens.
	Hébergement hôtelier et touristique	constructions destinées à l'hébergement temporaire de courte ou moyenne durée proposant un service commercial.
	Cinéma	construction répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques mentionnée à l'article L. 212-1 du code du cinéma et de l'image animée accueillant une clientèle commerciale.
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	constructions destinées à assurer une mission de service public. Ces constructions peuvent être fermées au public ou ne prévoir qu'un accueil limité du public. Cette sous-destination comprend notamment les constructions de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public.
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Cette sous-destination comprend notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie.
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	équipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement ainsi que les établissements destinés à la petite enfance, les équipements d'intérêts collectifs hospitaliers, les équipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires.
	Salles d'art et de spectacles	constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.
	Equipements sportifs	équipements d'intérêts collectifs destinés à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination comprend notamment les stades, les gymnases ainsi que les piscines ouvertes au public.
	Autres équipements recevant du public	équipements collectifs destinés à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « Equipement d'intérêt collectif et services publics ». Cette sous-destination recouvre notamment les lieux de culte, les salles polyvalentes, les aires d'accueil des gens du voyage.
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	constructions destinées à l'activité extractive et manufacturière du secteur primaire, les constructions destinées à l'activité industrielle du secteur secondaire ainsi que les constructions artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Cette sous-destination recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances
	Entrepôt	constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique.
	Bureau	constructions destinées aux activités de direction et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires
	Centre de congrès et d'exposition	constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant

### 8.1.1 Destination des constructions, usages des sols et nature des activités

#### ❖ Dispositions générales applicables à l'ensemble des zones

Dans ce chapitre il est rappelé l'ensemble des prescriptions qui s'appliquent sur toutes les zones et qui doivent être préservées ou prise en compte :

- Les Espaces Boisés Classés,
- La Préservation des Eléments Remarquables du Paysage,
- La prise en compte des zones de présomption de prescription archéologiques.

#### ❖ Dispositions applicables à chaque zone

En zone U, globalement la vocation reste mixte. Néanmoins, les activités des secteurs secondaires et tertiaires (sauf les bureaux) sont interdites, au même titre que les exploitations agricoles afin de préserver la vocation essentielle qui reste l'habitat. Les autres destinations et sous destinations sont autorisées, dont certaines sous conditions.

En zone Ue, sont interdites toutes les destinations qui ne sont pas liées directement à l'activité économique telles que les constructions et extensions à destination de l'exploitation agricole et forestière, les constructions et extensions à destination d'habitation et enfin les constructions et extensions à destination d'hébergement hôtelier ou touristique. Les ICPE sont autorisées sous conditions, tout comme les constructions et installation à destination de l'artisanat, de l'industrie et des services.

En zone A, sont admises sans conditions uniquement les constructions et installations à destination des exploitations agricoles, mais aussi des locaux techniques et industriels des administrations publiques, afin de préserver la vocation agricole.

Plusieurs autorisations sous conditions sont recensées afin de limiter à la fois la consommation d'espace et le mitage des espaces agricoles et naturels, mais aussi de préserver la vocation agricole de ces espaces :

- La construction de logements : ces derniers doivent être des logements de fonction, nécessaires à l'exploitation, et doivent être situés à moins de 100 m des bâtiments d'exploitation
- L'extension de la construction existante : cette dernière se doit d'être mesurée et ne doit donc pas dépasser



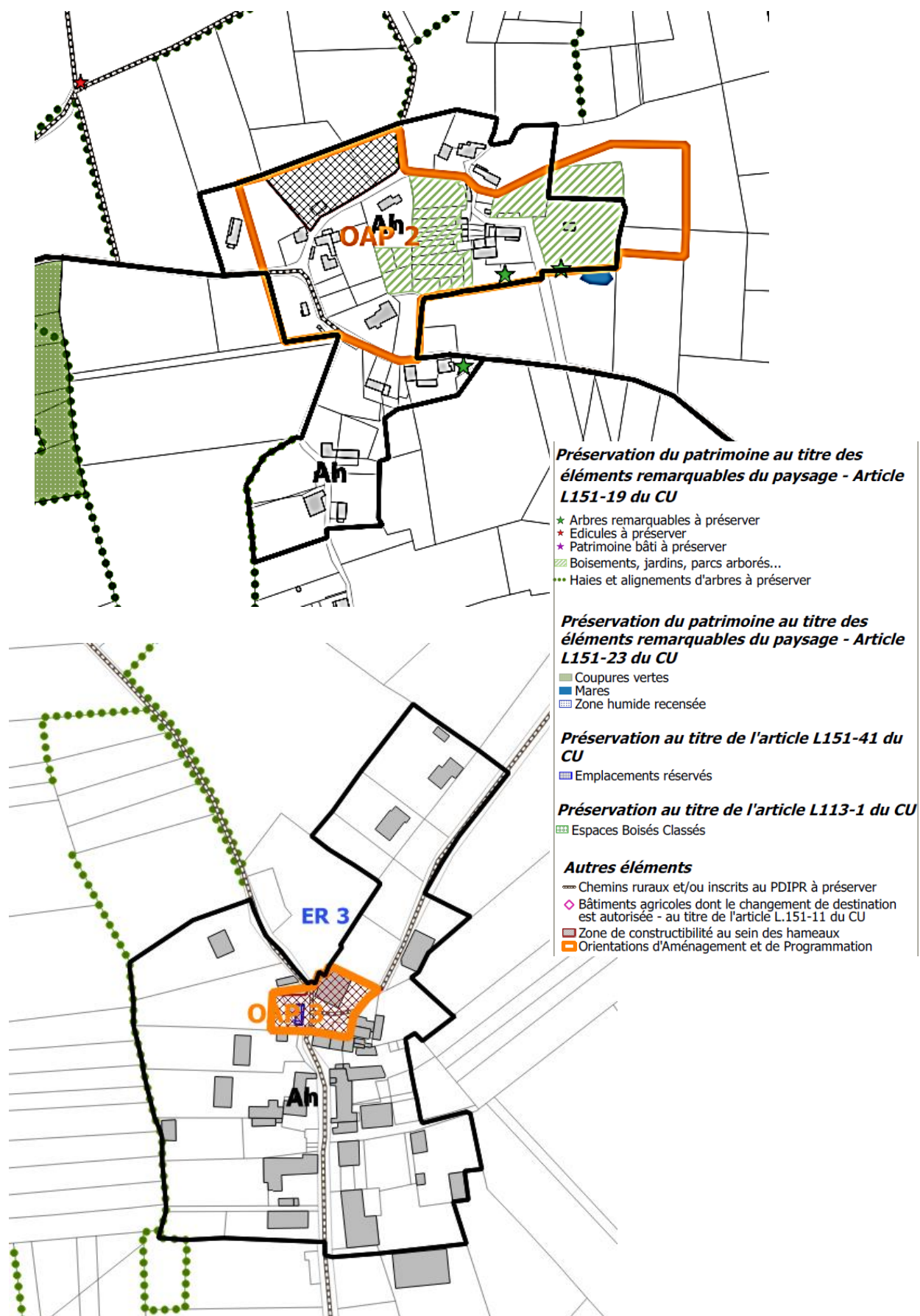
- 50% de l'emprise au sol initial à la date d'opposabilité du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une emprise au sol inférieure à 100m<sup>2</sup>
- $(50+0,3*(S-100))\%$  de l'emprise au sol initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une emprise au sol supérieure à 100m<sup>2</sup> - < S > étant l'emprise au sol initiale

*A titre d'exemple, pour une construction d'une emprise au sol de 120m<sup>2</sup>, l'extension ne pourra excéder  $50+0,3*(120-100) = 56m^2$*

- La construction d'annexe : elle ne doit pas être supérieure à 50m<sup>2</sup> d'emprise au sol et localisée à moins de 30 mètres de la construction principale,
- Les abris de jardin (dont la surface est limitée dans les dispositions générales) doivent être localisés à moins de 30 m de la construction principale
- La restructuration et le changement de destination des bâtiments agricoles recensés au plan de zonage sont soumis à plusieurs conditions : une surface de plancher initiale de 80m<sup>2</sup> minimum ne nécessitant pas une modification de la hauteur initiale du bâtiment afin d'éviter les transformations importantes des bâtiments, des bonnes conditions de desserte et d'accès, une desserte ou une capacité de desserte des bâtiments par les réseaux primaires n'entraînant pas d'extension de réseaux à la charge de la commune
- La restauration d'un bâtiment : préservation de l'architecture du bâtiment, mise en valeur de l'architecture du bâtiment
- Les travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément identifié au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme sont soumis à déclaration préalable
- Les piscines sous réserve de ne pas dépasser 80m<sup>2</sup> d'emprise au sol et de respecter une implantation à 30 m de la construction principale et sur les arrières de celle-ci
- La reconstruction à l'identique en cas de sinistre important

En zone Ah, en plus de ces conditions, sont autorisées

1/ les nouvelles constructions à destination principale d'habitation sous conditions que ces dernières soient réalisées au sein des zones de constructibilité figurantes au règlement graphiques et conformément aux OAP 2 et 3



Globalement, les mêmes interdictions et autorisations sous conditions sont observées en zone N, pour les mêmes objectifs que la zone A.

### 8.1.2 Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

#### ❖ Dispositions générales applicables à l'ensemble des zones

Plusieurs dispositions sont présentées en ce qui concerne :

- La volumétrie et l'implantation des constructions,
- La qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère,
- Le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions,
- Les espaces libres et plantations,
- Le stationnement.

Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des zones.

L'idée principale de la municipalité est que les nouvelles constructions ne doivent pas porter atteinte à l'existant. Cette idée assez ouverte laisse une grande possibilité en termes d'architecture principalement mais ferme les portes à une construction totalement incohérente avec son environnement. Néanmoins, il est précisé que des exceptions à l'ensemble des prescriptions édictées peuvent être étudiées notamment en cas de contraintes techniques et naturelles importantes. Ce point est essentiel puisqu'il permet une capacité d'adaptation des projets à l'environnement.

#### Concernant la volumétrie et implantation des constructions :

- Il est rappelé que l'implantation des constructions devra se faire en respect au règlement sanitaire,
- La simplicité de volume est imposée afin d'éviter toute forme architecturale complètement incohérente avec son environnement ou encore gênante pour le voisinage,
- Les citernes de gaz devront être enterrées lorsque cela est possible afin d'éviter leur impact visuel,
- Les abris de jardins ne devront pas dépasser 12 à 15m<sup>2</sup> d'emprise au sol,
- Les équipements liés à l'habitation ne devront pas engendrer de gêne pour le voisinage.

#### Concernant la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :

- L'amélioration des performances énergétiques d'un bâtiment en cas de réhabilitation est obligatoire,

- Les critères de préservation des bâtis protégés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme en cas de travaux ou d'extension des bâtiments devront être respectés afin de préserver leurs caractéristiques architecturales principales (orientation et organisation générale du bâti, composition des façades et ouvertures...),
- L'encastrement obligatoire des fenêtres de toit,
- L'intégration des toitures terrasses et/ou végétalisées, au même titre que les dispositifs visant l'optimisation énergétique ou la gestion des eaux pluviales,
- L'harmonisation des ouvertures sur le domaine public avec la façade,
- Interdiction d'utilisation de matériaux d'aspect de tôle ondulée ou de matériaux à nu.

Ces dispositions ont pour but de favoriser la qualité architecturale et visuelle des bâtiments.

**Concernant le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :**

- L'application de la réglementation au sein des espaces soumis aux articles L. 151-19 et 23 du Code de l'Urbanisme

**Concernant les espaces libres et plantations :**

- La préservation au mieux des plantations existantes, permettant de préserver le patrimoine vert de la commune,
- L'obligation de planter les espaces libres communs dans les opérations d'aménagement afin d'améliorer le cadre de vie, de renforcer l'insertion paysagère et enfin de permettre de conforter la nature ordinaire de la commune,
- L'obligation de végétaliser ou masquer les aires de stockage qui se situent au premier plan, afin de limiter leur impact visuel.

**Concernant le stationnement :**

- L'obligation de répondre aux besoins en termes de stationnement, et ce en cohérence avec la réalité d'occupation du bâti, et hors des voies publiques,
- L'exigence de deux places de stationnement par nouvelle construction afin d'éviter les stationnements sauvages sur trottoir, et une place minimum pour les logements sociaux

**❖ Dispositions applicables à chaque zone**

Il est à rappeler que l'ensemble des dispositions suivantes viennent se cumuler à celles présentées dans les dispositions générales, justifiant parfois la légèreté de ce chapitre au sein des zones.

#### Concernant les volumétrie et implantation des constructions :

Globalement le gabarit R+1 ou R+combles est requis sur l'ensemble du territoire, en cohérence avec l'existant, sauf quelques exceptions.

En zone U afin de répondre aux gabarits des bâtiments existants, et aux objectifs de densification, le gabarit R+1+combles est autorisé.

En zone Ue la hauteur est fixée à 6m maximum, en lien avec les activités économiques. Néanmoins des exceptions peuvent être faites en cas de besoin démontré.

En zones A et N, les constructions agricoles sont limitées à 10m sauf exception pour un besoin démontré et justifié.

Les constructions et extension de l'existant devront respecter une hauteur maximum de l'ordre de R+1 ou R+combles.

Globalement l'alignement par rapport à l'existant est à rechercher sur l'ensemble du territoire dans un objectif d'harmonisation des alignements et de qualité urbaine.

Néanmoins, en zone Ue l'implantation des annexes et stockages ne devra pas se faire au delà de 15m du bâtiment principal.

De plus en zone U les constructions devront soit être réalisées en limites séparatives soit à 2 m minimum de ces dernières.

#### Concernant l'architecture et l'aspect extérieur :

La municipalité a souhaité traiter ces points de façon homogène sur l'ensemble du territoire afin de favoriser la qualité architecturale sur toute la commune, sans être trop restrictifs. L'exception est faite au sein de la zone Ue où la réglementation est plus libre permettant de pérenniser ou développer une activité économique.



### 8.1.3 Equipement et réseaux

#### ❖ Dispositions générales applicables à l'ensemble des zones

##### Concernant la desserte par les voies publiques ou privées :

- Obligation d'accès pour toute nouvelle construction, d'aménager ce dernier, et de l'adapter à la taille et nature du projet,
- Obligation pour les voies nouvelles de permettre la circulation en sécurité des piétons et personnes à mobilité réduite, mais aussi de permettre l'accès aux ramassages des ordures ménagères et de répondre aux exigences de sécurité.

##### Concernant la desserte par les réseaux :

- Obligation de raccordement au réseau d'eau potable pour toute nouvelle construction,
- Obligation de raccordement au réseau des eaux usées lorsqu'il existe pour les nouvelles constructions et installations,
- Obligation d'équipement d'un assainissement non collectif pour toute nouvelle construction ou installation non desservie par le réseau d'assainissement collectif,
- Autorisation des dispositifs d'assainissements autonomes secs.

##### Concernant les conditions pour limiter l'imperméabilisation du sol et les débits en eaux pluviales :

- La gestion des eaux pluviales à la parcelle ou de façon groupée est imposée à toute installation nouvelle non desservie par un réseau public séparatif Enfin, la commune souhaite la mise en place d'une mesure compensatoire lorsque l'imperméabilisation dépasse 50% de la surface de l'unité foncière.

#### ❖ Dispositions applicables à chaque zone

Les éléments réglementaires principaux concernant les équipements et réseaux ont été traités dans les dispositions générales.

Ainsi, seule une disposition liée à l'OAP n° 1 est déclinée au sein de la zone U, interdisant les accès dans le carrefour avec la D2.

## 8.2 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT

L'article L 151-7 du code de l'urbanisme rappelle que les PLU :

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

- 1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
- 2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
- 3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
- 4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- 5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
- 6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles [L. 151-35](#) et [L. 151-36](#).

Ces orientations d'aménagement sont un complément au règlement du PLU dans la mesure où elles sont opposables aux demandes d'autorisations d'occuper et d'utiliser le sol en termes de compatibilité, alors même que le règlement s'impose en terme de conformité. Ainsi un projet localisé dans un site faisant l'objet d'orientations d'aménagement devra non seulement être conforme au règlement applicable dans le secteur concerné mais également compatible avec les orientations d'aménagement définies pour ledit secteur.

Elles traduisent les volontés affirmées dans le PADD. En effet, les grands principes annoncés dans le PADD concernant la densification, la mixité, la qualité architecturale, la préservation des éléments paysagers et du patrimoine, la préservation des continuités écologiques, la compacité urbaine et la limite de la consommation d'espace... se retrouvent dans les OAP.

Les orientations d'aménagement sont regroupées dans la pièce n° 3 du PLU. Elles sont au nombre de 4 et portent sur les secteurs et thématiques suivantes :

- OAP n° 1 du centre bourg
- OAP n° 2 densification exceptionnelle du hameau de Monteil

- OAP n°3 densification exceptionnelle et reconfiguration routière et urbaine du hameau de La Boutallerie
- OAP n°4 préservation du patrimoine vert et de la trame verte et bleue

### 8.2.1 Principes généraux et plan général des OAP

Les principes suivants concernent l'ensemble des OAP et se situent en préambule du document n°3 des OAP

1° Les accès: les accès sur les grands axes routiers sont à éviter, les accès à créer devront présenter toutes les conditions de sécurité. Les accès directs depuis les axes routiers sont autorisés sur certaines OAP dans la mesure où elles n'entraînent pas de risque routier supplémentaire et où la configuration du site s'y prête. De façon générale, les accès groupés seront préférés.

2° Le stationnement: il devra être réalisé sur les parcelles privées pour toutes les nouvelles constructions

3° La desserte des terrains par les voies et réseaux.

Pour les opérations d'aménagement, mais aussi les constructions ponctuelles, les conditions de desserte des terrains par les réseaux et voiries devront être analysées.

La gestion des eaux pluviales devra être étudiée pour les nouvelles constructions du centre bourg et de Monteil. La gestion à l'air libre des eaux pluviales sera préférée. Compte tenu du nombre de constructions, cette gestion pourra se faire à l'échelle de la parcelle privée.

4° La préservation des boisements et arbres d'intérêt: globalement les arbres et boisements indiqués sur les OAP seront à préserver au mieux selon leur état sanitaire et leur emplacement. En cas d'impossibilité de les conserver pour des raisons techniques, sanitaires ou fonctionnelles, ils devront être remplacés par des plantations à l'échelle de projet, d'essences locales.

5° L'implantation des constructions : les principes de création de façade sur rue et/ou de continuité visuelle rue seront recherchés dans l'ensemble des OAP. Cette configuration pourra se traduire par plusieurs dispositifs : l'implantation en façade sur rue du bâti, leur mise en scène, l'implantation en pignon < ouvert > sur rue, le registre varié des clôtures, l'implantation des annexes et garages à l'alignement ou proche de ce dernier afin de maintenir la continuité visuelle sur rue, etc.

6° La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;

Les OAP visant au renouvellement urbain, à l'extension urbaine ou à toute construction, devront veiller à l'insertion des constructions dans l'environnement qu'il soit urbain ou paysager. Les architectures devront être cohérentes avec l'existant (aspect, style, hauteur, gabarit...). Les aménagements devront se faire en tenant compte de la qualité paysagère des sites.

7° La mixité fonctionnelle et sociale ;

Les nouvelles constructions, principalement sur le secteur du centre bourg, sont à destination principale d'habitation mais les commerces et services ne sont pas interdits. La restructuration de l'ancienne école permettra en partie de répondre aux besoins en termes de mixité sociale

8° La qualité environnementale et la prévention des risques ;

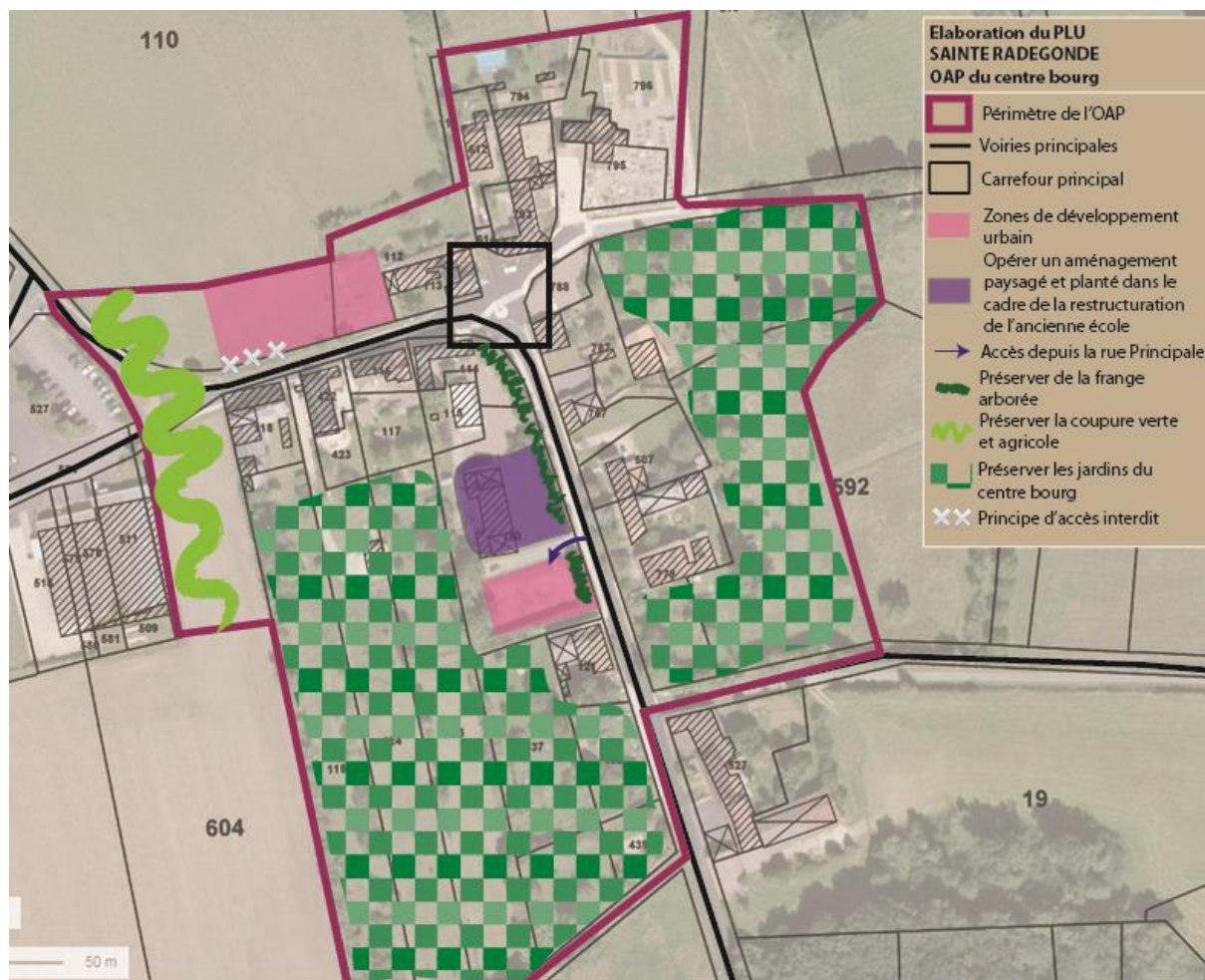
La qualité environnementale des sites devra être recherchée. Les opérations devront respecter l'environnement dans lequel elles s'insèrent et chercher sa valorisation. Les opérations devront tenir compte des risques connus – notamment liés au retrait et gonflement des sols argileux

9° Les objectifs énergétiques

Privilégier des formes bâties compactes l'orientation Nord-Sud avec espace intime au Sud, tout en portant une attention aux ombres portées

### 8.2.2 OAP sectorielle : densification du centre bourg

L'objectif de cette OAP est de permettre l'implantation de quelques nouvelles constructions à destination d'habitation ou de commerces et services dans le centre bourg. Elle concerne un foncier de l'ordre de 1 200m<sup>2</sup>.



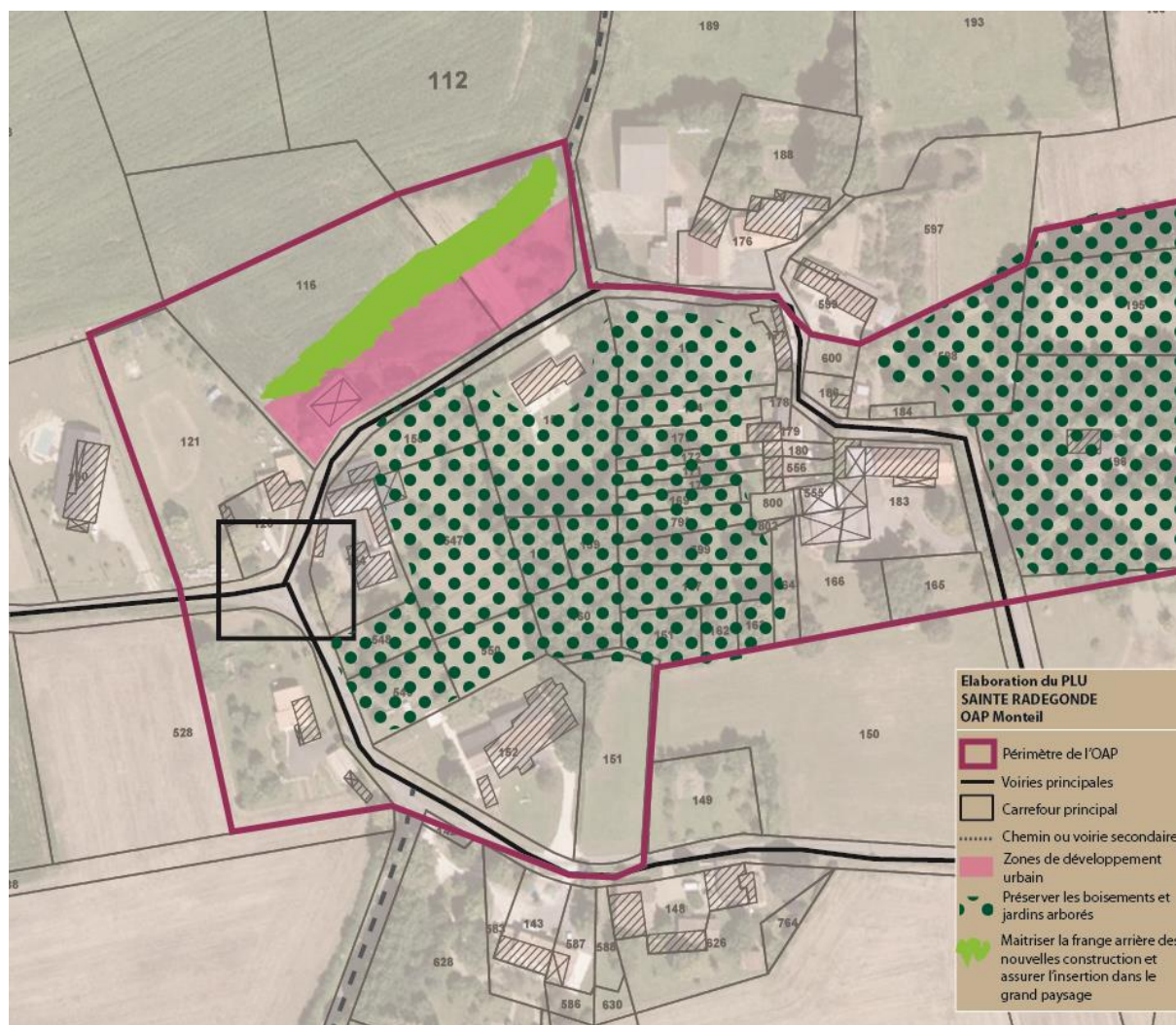
Cette OAP permet d'organiser le développement urbain et de programmer le nombre de constructions sur le centre bourg, mais aussi de définir les conditions d'accès au deux sites concernés. De plus elle instaure un cadre en termes d'intégration urbaine et de paysagement des sites. L'objectif du secteur Nord est de rendre la symétrie à la rue et de renforcer le gabarit et l'aspect rue avec des nouvelles habitations de type maison de bourg. C'est pourquoi le gabarit R+1 ou R+combles est à minima requis sur ce secteur.

Des années auparavant l'Ozon a débordé sur le Nord du centre bourg. Sur ce tronçon l'Ozon n'est concerné par aucune disposition spécifique concernant un éventuel risque d'inondation. Néanmoins, les élus ont souhaité informer et mettre en garde contre cet éventuel risque, qu'ils ont déjà pu constater, en introduisant quelques recommandations au sein de cette OAP.

### 8.2.3 OAP sectorielle : densification exceptionnelle du hameau de Monteil



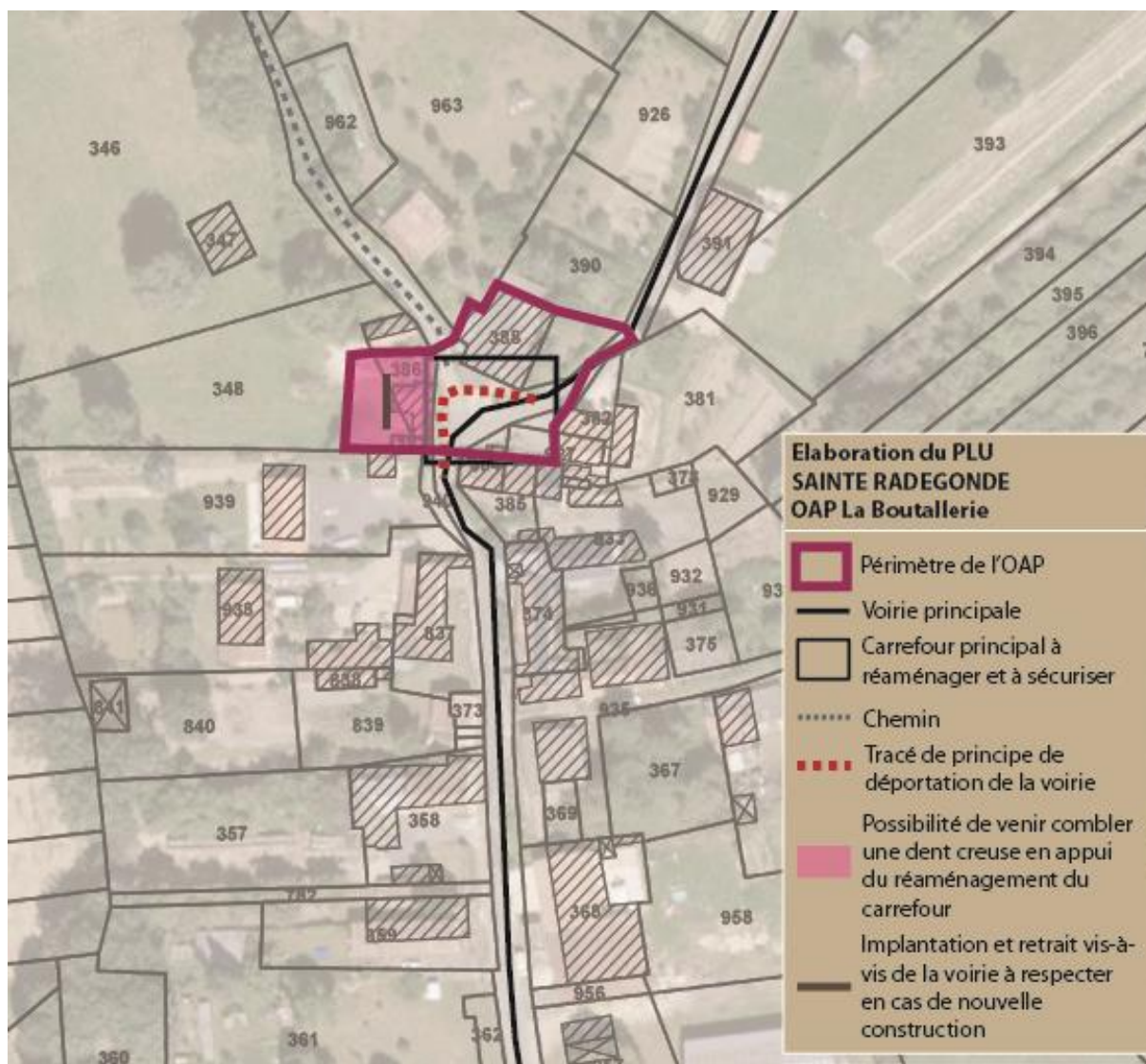
*L'OAP de Monteil répond à un objectif de densification exceptionnelle du hameau afin de permettre une optimisation foncière. Compte tenu de son exposition géographique, sur les hauteurs de Sainte Radégonde, l'insertion paysagère des nouvelles constructions est imposée*



L'objectif principal de cette OAP est d'imposer un nombre minimum de construction de l'ordre de 2 constructions à minima pour une superficie de la zone de 2000m<sup>2</sup>. Des conditions architecturales et paysagères sont imposées, telles que le respect de l'alignement de la rue, l'insertion paysagère des constructions sur les arrières de celles-ci et l'obligation de planter à minima un nouvel arbre en accompagnement de la construction.

#### 8.2.4 OAP sectorielle : densification exceptionnelle du hameau de La Boutallerie

*L'OAP de la Boutallerie concerne essentiellement le projet de réaménagement du carrefour principal du hameau en améliorant sa visibilité et ainsi en assurant sa sécurisation. En appui du projet de réaménagement routier, l'implantation d'une nouvelle construction est possible.*



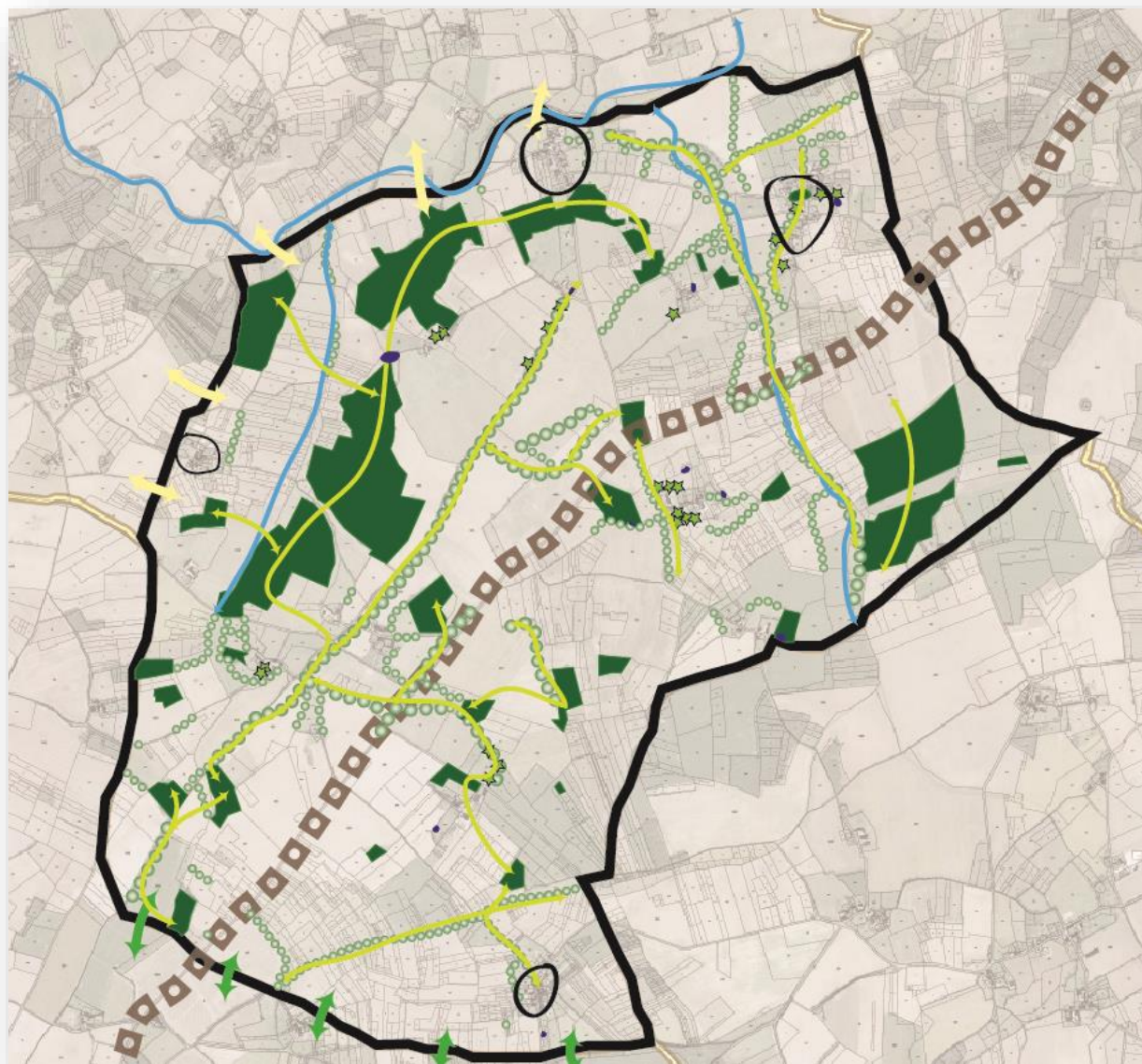
Elle permet et conditionne l'implantation d'une nouvelle construction en accompagnement de cette restructuration. Le nouvel aménagement de la voirie devra être soigné et paysagé.

**8.2.5 OAP thématique : préservation du patrimoine vert et de la Trame verte et bleue**  
*Cette OAP vise la préservation du patrimoine vert de la commune et particulièrement ses arbres et alignements d'arbres dont l'avenir interroge, mais aussi à renforcer le bon fonctionnement des continuités écologiques à l'échelle communale. Les élus ont observé une fragilité grandissante de leur patrimoine vert essentiellement (nombreux déboisements, arrachage de haies...). Il s'agit donc au travers de cette OAP à la fois de préserver l'existant mais aussi de favoriser le*

*renforcement du patrimoine vert. La disparition de ce patrimoine vert affecte fortement le fonctionnement et la connexion des espaces d'intérêt ainsi que la préservation de la faune et de la flore.*

En ce sens, cette dernière OAP fixe les modalités de préservation des éléments verts de la commune et impose notamment de nouvelles plantations et aménagements en accompagnement des nouvelles constructions ou nouveaux aménagements. De plus, elle cale les conditions de préservation des principaux éléments de la trame verte et bleue.










## ELABORATION DU PLU





### SAINTE RADEGONDE

#### OAP préservation du patrimoine vert et de la TVB

##### Préserver et renforcer le patrimoine vert

-  Préserver les alignements d'arbres/bocage permettant les continuités écologiques et favoriser leur reconstruction
-  Préserver les arbres remarquables / renforcer la connaissance et favoriser les nouvelles plantations
-  Favoriser les plantations d'arbres, d'alignements d'arbres et de haies en bordure des axes routiers principaux
-  Au sein des entités urbaines:
  - préserver les jardins privés arborés ainsi que les cœurs d'îlots verts
  - planter les espaces publics
  - rendre obligatoire la plantation à toute nouvelle construction
-  Préserver les boisements pour leur valeur paysagère, mais aussi leur rôle écologique de réservoirs de biodiversité dans le cadre de l'objectif de...

##### ... Préserver la trame Verte et Bleue

-  Assurer les connexions écologiques intercommunales / plaines ouvertes à l'Ouest et Forêts et Landes au Sud / assurer une perméabilité des franges urbaines dans ce secteur et éviter toute nouvelle construction
-  Préserver les corridors écologiques / Préserver tous éléments naturels permettant une connexion écologique et favoriser la reconstitution de la connexion écologique si nécessaire
-  Préserver les corridors écologiques des milieux humides / Préserver les cours d'eau et leurs berges et en favoriser la plantation/ préserver les zones humides identifiées ainsi que leur rôle écologique
-  Préserver les mares

Cette OAP permet de mettre l'accent sur la préservation des entités naturelles nécessaires au fonctionnement écologique du territoire, mais aussi au renforcement de ce dernier (obligation de paysagement et de plantation). Même si la commune ne recense pas de réservoirs de biodiversité inscrit au Schéma Régional de Cohérence Ecologique, elle se situe au cœur d'un ensemble de commune, qui elles présentent ce type de réservoirs. La commune joue donc un rôle de relais entre les différents réservoirs de biodiversité. Les éléments verts et bleus de la commune se présentent donc comme des « pas japonais » permettant de se déplacer plus facilement entre les différents réservoirs. Ils sont donc nécessaires aux déplacements des espèces, mais représentent aussi des lieux de refuge et de gagnage pour la faune. Ils peuvent donc à juste titre accueillir temporairement des espèces protégées. Rappelons de plus d'un intérêt paysager d'un élément vivant (boisement, haie, arbre...) sous entends bien souvent un intérêt écologique.

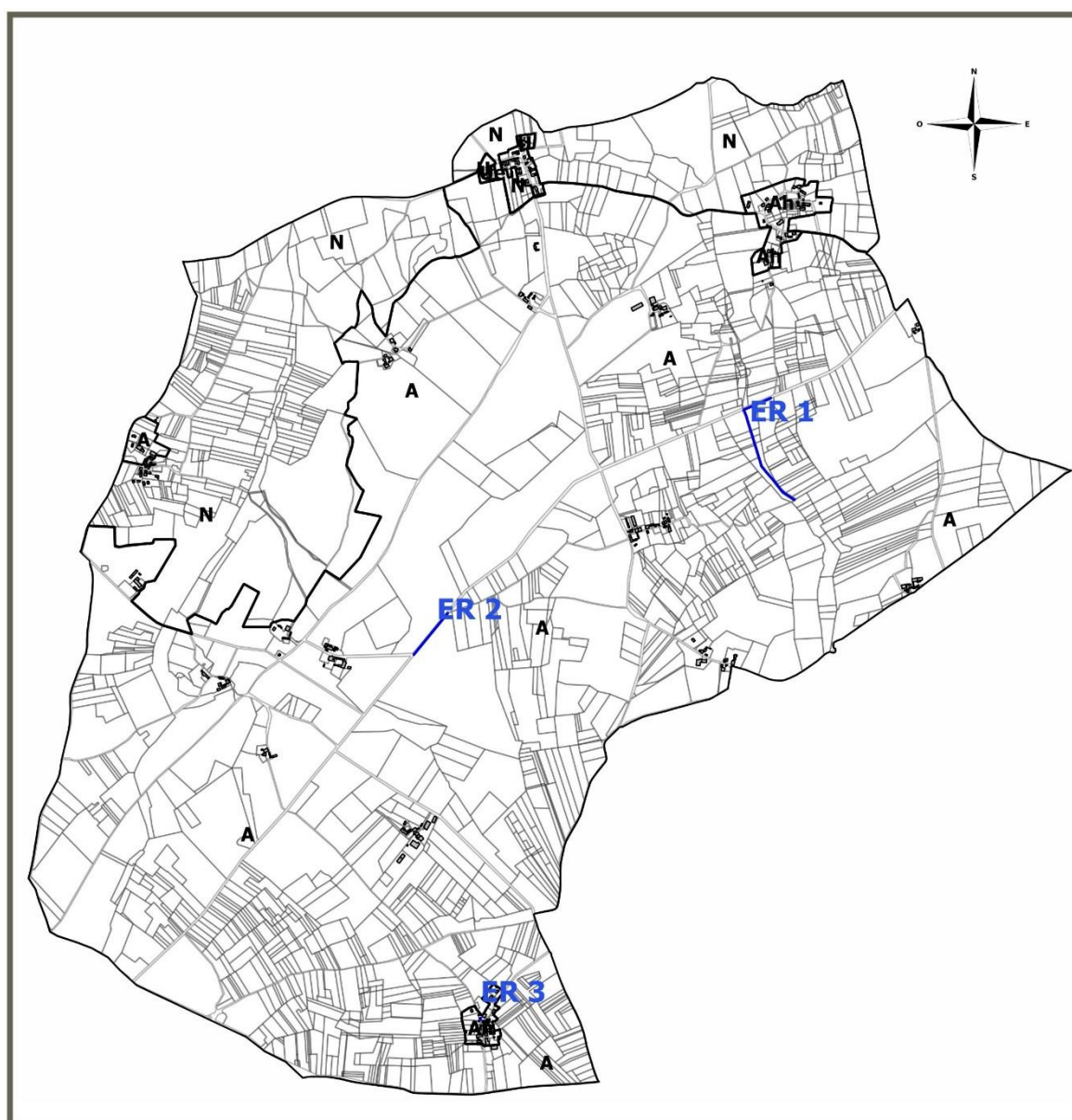
Outre les grands éléments à l'échelle du territoire, cette OAP prône aussi la préservation des espaces verts au sein des secteurs artificialisés (centre bourg, hameaux, écarts plus ou moins important), puisqu'ils représentent de nouveau un rôle de « pas japonais » pour les déplacements des espèces, mais aussi une notion de perméabilité des milieux « urbains ».

### 8.3 LES EMBLEMENTS RESERVÉS

La construction est interdite sur les terrains, bâtis ou non, faisant l'objet d'un emblement réservé au profit de collectivités publiques ou de services publics pour l'aménagement de voies ou de carrefours, d'ouvrages publics, d'installations d'intérêt général ou d'espaces verts. Ils sont repérés sur les plans conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et autres législations et réglementations en vigueur les concernant.



A SAINTE RADEGONDE, 3 emplacements réservés : les ER 1 et 2 concernant la création de chemin piéton, l'ER 3 concerne la destruction d'un bâtiment en ruine afin d'aménager et de sécuriser le carrefour routier du hameau de la Boutallerie





## Commune de SAINTE RADEGONDE PLAN LOCAL D'URBANISME

Emplacements réservés  
Article L151-41 du Code de l'Urbanisme

-  Limites de zones
-  Emplacements Réservés

ER1: création d'un chemin piéton  
ER2: création d'un chemin piéton  
ER3: aménagement du carrefour de  
La Boutallerie

Echelle: 1/25 000

**urbago** ●  
Atelier d'urbanisme  
2301 rue Raymond Vaguen  
69003 LYON CEDEX 03  
02 52 35 06 92 - urbago@stfr

Carte des emplacements réservés (Sources : URBAGO – 2018)

## 8.4 LES ÉLÉMENTS DE PAYSAGE PROTÉGÉS AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-19° et 23 DU CODE DE L'URBANISME

Au regard de l'article L.151-19 et 23 du code de l'Urbanisme, dans le PLU *« Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. »*. Mais aussi *« Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres*

*Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent »*

Cette identification peut donc concerner des secteurs mais aussi des éléments ponctuels. Elle implique un accord préalable de la commune pour une modification de l'élément identifié. En effet, l'article R.151-41, alinéa 3, du code de l'urbanisme, précise que le règlement peut *« Identifier et localiser le patrimoine bâti et paysager à protéger, à conserver, à restaurer, à mettre en valeur ou à requalifier mentionné à l'article [L. 151-19](#) pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir et définir, s'il y a lieu, les prescriptions de nature à atteindre ces objectifs. »*

Le PLU de Sainte Radégonde identifie et localise plusieurs éléments paysagers répartis sur l'ensemble du territoire communal, et regroupés en 3 catégories :

- Le patrimoine bâti,
- Le patrimoine vert
- Les édicules

La préservation de ces éléments est encadrée dans les dispositions générales du règlement écrit. L'objectif consiste à ce que les utilisations ou occupations du sol ne compromettent pas le caractère général et paysager, les grands principes architecturaux ou les principaux éléments de décors.

L'utilisation de cet outil permet notamment de préserver les éléments verts de la commune, au titre de l'article L151-23, qui participent à la fonctionnalité écologique du territoire. L'utilisation de cet outil traduit la volonté des élus de préserver leur patrimoine vert. Face au constat de la disparition d'un grand nombre

de haies sur les territoires les élus ont choisi de les préserver avec cet outil, qui apparaît moins contraignant et plus maîtrisable par la commune. En effet, avec cet outil les élus devraient avoir une visibilité sur la préservation et l'entretien de ce patrimoine, ce qui ne serait pas forcément le cas avec l'outil EBC. De plus cet outil favorise l'échange entre les élus et les propriétaires des haies, permettant ainsi d'augmenter la communication sur la nécessité de préservation de ces dernières

Ainsi, il est proposé les prescriptions suivantes, fonction du type d'élément remarquable du paysage protégé, tant bâti que végétal :

▪ **2.3.1 → Réglementation au sein des espaces soumis aux articles L.151-23 du CU. . . . éléments paysagers naturels (arbres isolés, arbres d'alignement et haies, etc.)**

- → Toute modification doit faire l'objet d'une autorisation préalable.
- → Tout aménagement, affouillement, exhaussement ou modification du site doit avoir pour objet sa valorisation, son entretien ou sa restauration.
- → Les constructions neuves sont interdites, à l'exception des équipements publics ou d'intérêt public, mais aussi des annexes, abris de jardin, piscines.
- → Les abattages sont autorisés pour des raisons sanitaires, ou faisant suite à une dégradation liée à une intempérie, ou de sécurité ou de besoin technique (réseaux, voirie, etc...); dans ce cas, un arbre de même essence doit être replanté pour retrouver la composition des masses végétales. En cas de problème sanitaire majeur lié à une maladie, une autre essence devra être plantée afin de réduire le risque de contamination des arbres sains.

¶

▪ **2.3.2 → Réglementation au sein des espaces soumis aux articles L.151-23 du CU. . . . jardins, parcs et bois**

- → Toute modification du jardin, parc ou du bois doit faire l'objet d'une autorisation préalable.
- → Tout aménagement, affouillement, exhaussement ou modification du site doit avoir pour objet sa valorisation, son entretien ou sa restauration.
- → Les constructions neuves à l'exception des équipements publics ou d'intérêt public, mais aussi des annexes, abris de jardin, piscines.
- → Les extensions, piscines et/ou annexes, si elles sont autorisées dans la zone dans laquelle se trouve l'élément remarquable doivent faire l'objet d'une bonne intégration paysagère, respecter la composition du parc, jardin ou clos et le patrimoine planté, impliquant le minimum de déboisement.
- → Les murs doivent être préservés au mieux. Les percements doivent être limités au maximum et ne sont possibles qu'en cas d'aménagement des parcelles.
- → Les abattages sont autorisés pour des raisons sanitaires, ou de sécurité ou de besoin technique (réseaux, voirie, accès, etc...); dans ce cas, un arbre de même essence doit être replanté pour retrouver la composition des masses végétales.

▪ **2.3.3 → Réglementation au sein des espaces soumis aux articles L.151-23 du CU coupures vertes.**

- → Tout aménagement, affouillement, exhaussement ou modification du site doit avoir pour objet sa valorisation, son entretien ou sa restauration.
- → Les constructions neuves sont interdites, à l'exception des équipements publics ou d'intérêt public, mais aussi des annexes, abris de jardin, piscines.
- → Tout enfrichement est interdit.
- → Les clôtures si elles sont nécessaires doivent être d'un registre végétal dominant – haie – susceptible d'être doublée d'une grillage à large maille sur poteau bois et de hauteur mesurée – 2m maximum – ou d'un fil électrique.

▪ **2.3.4 → Réglementation au sein des espaces soumis aux articles L.151-19 du CU édicules, lavoirs, puits, calvaires, etc.**

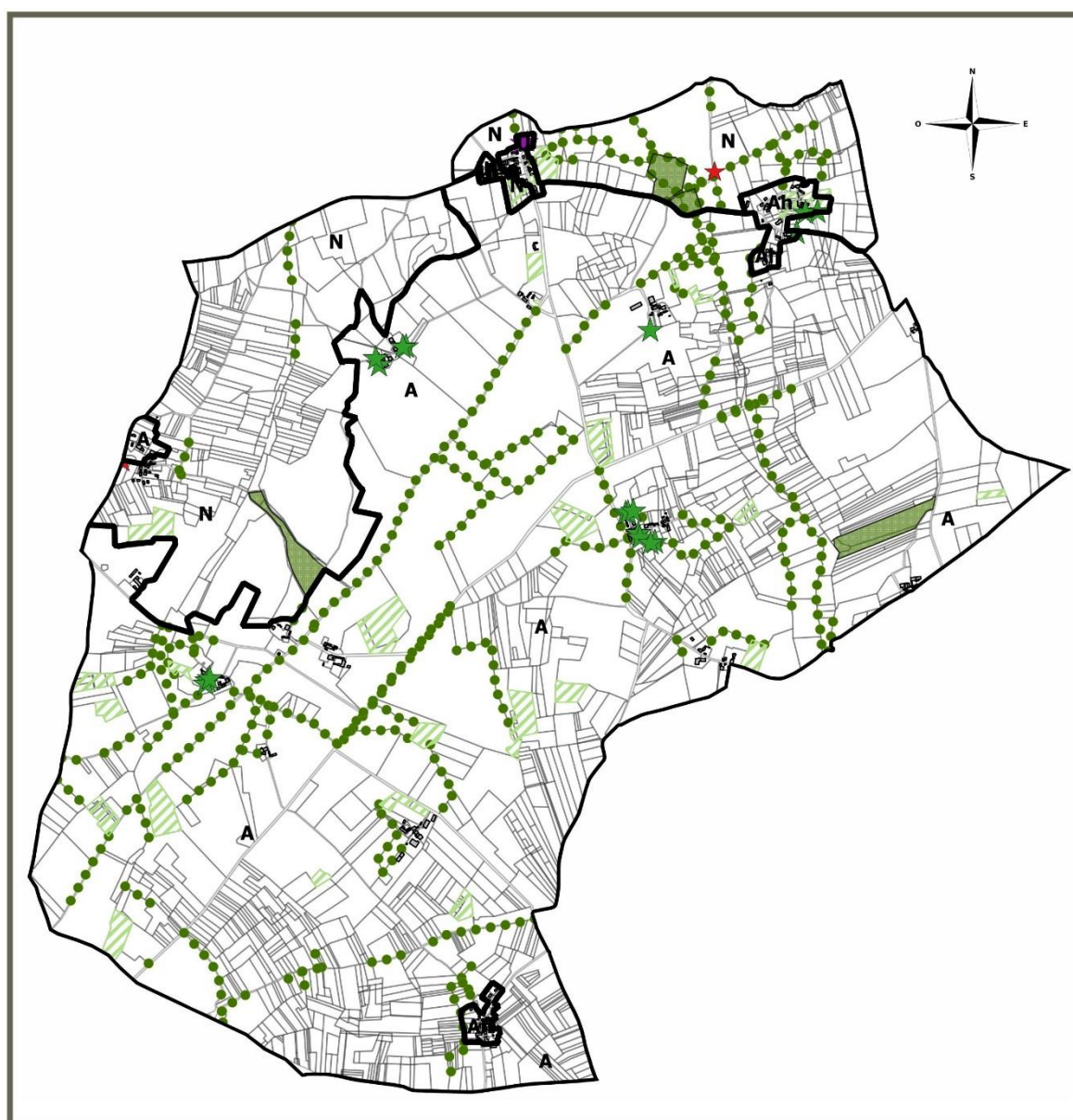
- → Toute modification d'un édicule doit faire l'objet d'une autorisation préalable.
- → Tout aménagement ou travaux effectués sur l'élément remarquable doit avoir pour objet sa valorisation, son entretien ou sa restauration dans le respect de ses caractéristiques d'origine (matériaux, volumes, ouvertures).
- → Les démolitions sont admises sous réserve de l'obtention du permis de démolir.

**2.3.5 Réglementation au sein des espaces soumis aux articles L.151-19 du CU bâtiments remarquables (châteaux, moulins, église, pigeonniers, demeures, etc.) :**

- Toute modification du bâtiment doit faire l'objet d'une autorisation préalable.
- Les modifications et extensions devront se faire dans le respect des caractéristiques architecturales du bâtiment, notamment en termes de volumétrie, d'ouvertures, de couleurs de revêtement des toitures et des façades.
- Le percement de lucarnes est admis sous réserve d'une bonne intégration à la toiture existante.
- L'ouverture de châssis de toiture est interdite sur la façade principale.
- La surélévation des toitures est interdite.

Les démolitions sont admises sous réserve de l'obtention du permis de démolir.





## Commune de SAINTE RADEGONDE PLAN LOCAL D'URBANISME

Eléments Remarquables du Paysage  
En application de l'Article L151-19 et  
23 du CU

Echelle: 1/25 000

urbago ●

Atelier d'urbanisme  
2 rue du Général Magon  
49120 CHATELAIN-LEZ-VAL  
02 52 31 04 92 - [urbago@nrc.fr](mailto:urbago@nrc.fr)

### Eléments Remarquables du Paysage au titre de l'article L.151-19 du CU

- ★ Edicules à préserver
- ★ Patrimoine bâti à préserver

### Eléments Remarquables du Paysage au titre de l'article L.151-23 du CU

- Boisements, jardins, parcs arborés...
- Coupures vertes
- Haies et alignements d'arbres à préserver
- ★ Arbres remarquables

Carte des éléments remarquables du paysage (sources : urbago- Octobre 2019)



## 8.5 LES ESPACES BOISÉS CLASSÉS

Conformément à l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme, < les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements. >

Ce classement a pour objet de garantir l'intégrité et la pérennité des éléments concernés. < Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre Ier du titre IV du livre III du code forestier.

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date. Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'étude d'impact, ne sont pas dommageables pour l'environnement. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent alinéa >, conformément à l'article L.113-2 du Code de l'Urbanisme.

Les espaces boisés classés sont délimités sur les documents graphiques par une trame particulière. Ces derniers se voient préservés en raison de leur localisation au sein de la vallée de l'Espinasse mais aussi en raison de leur rôle de réservoirs de biodiversité à l'échelle communale, au sein de secteurs agricoles importants. Ce sont des espaces qui ne disposent pas de plan de gestion forestier et dont la qualité mérite une préservation forte. Il s'agit essentiellement de masses boisées dans lesquelles peuvent se réfugier les espèces.

Ils représentent une superficie de l'ordre de 101ha sur la commune soit 7 % du territoire communal.

## 8.6 LES BATIMENTS AGRICOLES IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-11 DU CODE DE L'URBANISME

Au titre de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme, « Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut : [...] 2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. »

Les documents graphiques (pièce n°4) font apparaître, dans la zone agricole, les bâtiments agricoles qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination à ce titre. Cette disposition est reprise dans le premier chapitre des zones A et N selon les conditions suivantes :

*« La restauration et le changement de destination des bâtiments identifiés au plan de zonage en raison de leur intérêt architectural et patrimonial dès lors que sont préservées les principales caractéristiques du bâtiment et que ce changement ne compromet pas l'exploitation agricole et en application du principe de réciprocité. Le changement à destination de l'habitation ne pourra se faire que si :*

- Le bâtiment excède une emprise au sol de 80m<sup>2</sup> constitutive de surface de plancher. Si cette dernière est inférieure à 80m<sup>2</sup>, le changement de destination à usage d'habitation ne pourra s'effectuer que si la hauteur du bâtiment permet un aménagement en R+1 sans élévation*
- Les bonnes conditions de desserte et d'accès du bâtiment sont vérifiées*
- Le bâtiment est desservi ou peut être desservi par les réseaux primaires »*

## CHAPITRE 9 ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET PRÉSENTATION DES MESURES EN FAVEUR DE SA PRISE EN COMPTE ET DE SA MISE EN VALEUR

Le PLU de la commune de Sainte Radégonde n'est pas soumis à évaluation environnementale, néanmoins, le projet d'aménagement et de développement durable constitue l'élément fondateur des différentes dispositions du PLU. Il apparaît donc nécessaire d'évaluer les incidences de ces orientations et de leurs traductions réglementaires sur l'environnement.

### 9.1 UN PAS VERS LA DIMINUTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET LA COMPACTE URBAINE

Cf analyse de la consommation d'espace dans les chapitres précédents

#### 9.1.1 Une consommation d'espace aux < justes besoins >

La commune n'a pas souhaité < booster > son développement démographique et a plutôt choisi de stabiliser sa population et de la renouveler au minima afin de contrer certains phénomènes tels que le vieillissement de la population et l'exode rural qui s'est produit dans les années antérieures. En ce sens elle a axé son développement essentiellement sur la reprise du patrimoine existant, tout en permettant quelques nouvelles constructions sur une faible surface de l'ordre de 0,5ha.

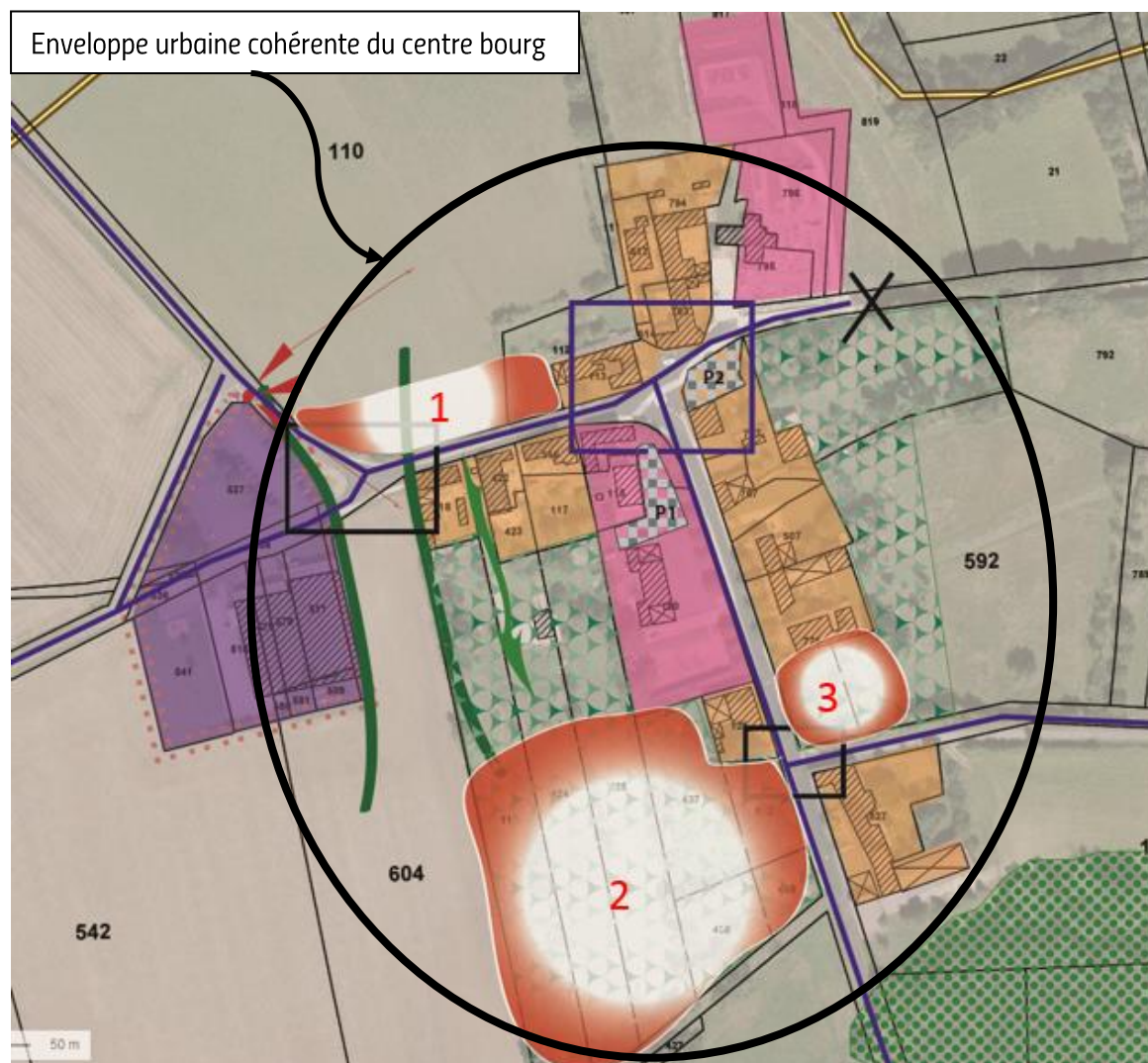
*La commune n'a pas été très consommatrice d'espaces ces dernières années. Elle n'a accueilli que quelques nouvelles constructions. Elle ne peut donc guère améliorer cette performance, néanmoins ce projet de PLU s'inscrit dans la continuité d'une très faible consommation d'espace. De plus, les terrains visés sont inscrits au cœur d'enveloppes urbaines et se présentent comme des dents creuses.*

### 9.1.2 Un développement en continuité de l'existant

Le reprise du patrimoine vacant ne répond pas à la nécessité de diversifier l'offre afin de répondre aux besoins et aux évolutions socio-démographiques. En ce sens, un développement urbain est programmé sur une surface totale de 0,5ha répartie sur 3 secteurs : le centre bourg, le hameau de Monteil et le hameau de la Boutallerie. Sur ces trois secteurs le principe est le même : combler des dents creuses identifiées et retenues.

- *La densification du centre bourg*

Plusieurs zones de développement ont été envisagées en début d'étude :



**ELABORATION DU PLU  
SAINTE RADEGONDE  
Analyse des enjeux**

- |   |  |
|---|--|
| Principaux axes routiers                        | Zone habitée du centre bourg - urbanisation ancienne |
| Carrefour principal aménagé                     | Points de vue sur le grand paysage                   |
| Entrées du centre bourg                         | Coupure agricole à préserver???                      |
| Voirie sans issue                               | Percée verte   |
| Secteur d'équipements publics                   | Boisements   |
| Secteur d'activité dont la frange est à traiter | Parcs et jardins du centre bourg                     |
| Zone d'urbanisation future???                   | Zone de stationnement                                |

Trois secteurs avaient été identifiés comme potentiellement urbanisables dans le cadre du développement de la commune.

Le secteur 1 s'inscrit en continuité de l'urbanisation existante de la rue principale, et en symétrie de cette dernière. Son urbanisation permettrait d'une part de redonner un gabarit de rue en donnant du répondant à

l'urbanisation observée en face, mais aussi de créer une nouvelle porte d'entrée urbaine et qualifiée du centre bourg.



Le secteur 2, représente une grande superficie visant à exploiter les arrières des jardins arborés du centre bourg. De plus cette urbanisation permettrait de requalifier l'entrée Sud du centre bourg.

Le secteur 3 représente un jardin arboré d'une habitation à l'angle de la rue principale et de la route de Monteil.

Les élus ont souhaité ajouter à ces trois secteurs qui s'inscrivent au cœur d'une enveloppe urbaine cohérente le terrain de pétanque situé au bord de la rue principale, puisque, n'étant pas utilisé ce dernier représente une dent creuse urbaine.

Le secteur 2 a été éliminé de fait en raison du choix de développement très modéré porté par les élus. Cette zone présente une superficie trop importante en rapport aux besoins exprimés. Elle s'inscrit comme une < extension urbaine >, et concerne des parcs arborés appartenant à des unités foncières. Elle peut représenter un potentiel de développement éventuel au-delà du PLU.

Le secteur 3 s'inscrit dans un carrefour, dont l'enquête agricole a souligné la dangerosité en raison de l'étroitesse de ce dernier et du manque de visibilité. Il a donc été éliminé afin de ne pas aggraver la dangerosité du carrefour.

Le secteur 1 ainsi que le terrain de pétanque ont donc été retenus pour la densification du centre bourg.

- *La densification exceptionnelle du hameau de Monteil*

Outre la densification du centre bourg, les élus ont souhaité permettre un développement très modéré du hameau de Monteil en raison du cadre de vie qu'il propose ainsi que de la disponibilité foncière. Plusieurs secteurs ont été étudiés :



**ELABORATION DU PLU  
SAINTE-RADEGONDE  
Enjeux du hameau de Montell**

- |  |   |
|--|---|
| Principaux axes routiers   | Alignement d'arbres à préserver   |
| Axes secondaires   | Points de vue sur le grand paysage de vallée des brandes  |
| Entrées du hameaux à reconfigurer                                | Point de vue sur le centre bourg  |
| Hameau en situation de promontoire                               | Point de vue sur le plateau agricole à l'Est  |
| Boisements à préserver   | Exploitation agricole / Quel devenir?   |
| Patrimoine végétal remarquable à préserver et à mettre en valeur | Préserver le grand paysage de la Vallée des Brandes et vues sur le bourg / limiter toute extension du hameau dans cette direction et redonner une valeur à l'entrée du hameau |
| Permettre la densification du hameau sans en étendre les limites | Limiter l'extension du hameau sur les espaces agricoles   |

Le secteur 1 représente un espace creux entre des constructions, le long de la Rue des Vieux Chênes.

Le secteur 2 est occupé par un jardin arboré appartenant à une unité foncière.

Le secteur 3 représente un grand secteur vide en limite du hameau dont l'occupation est agricole.

Il est à noter que ces trois secteurs entrent

dans une enveloppe urbaine cohérente du hameau.

Le secteur 3 a été éliminé pour les raisons suivantes :

- Ne répond pas aux besoins de développement de la commune : superficie trop importante
- Utilisation agricole en lien avec l'exploitation présente au sein du hameau

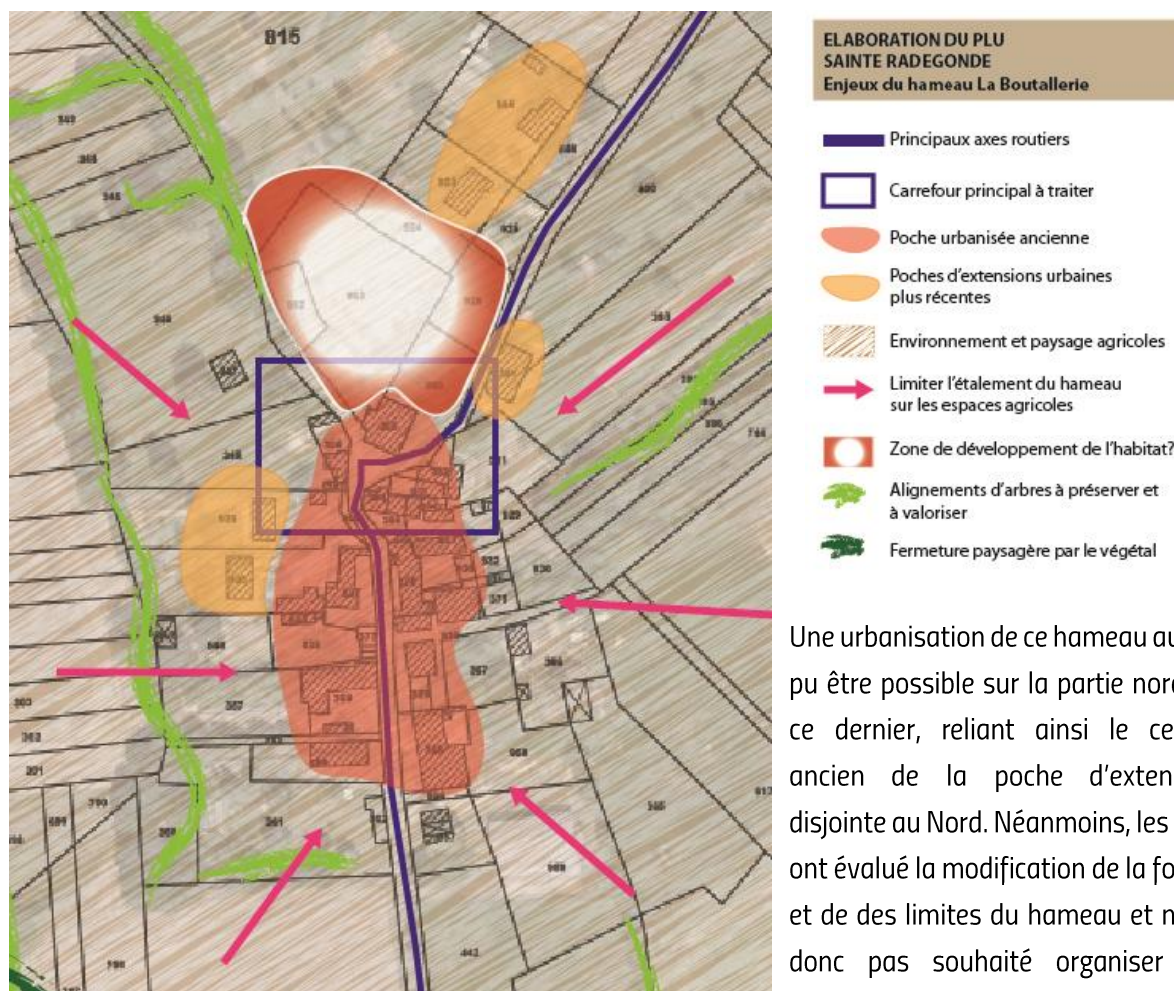
- Se présente comme une extension des limites actuelles du hameau même s'il entre dans l'enveloppe urbaine de ce dernier.

Seul le secteur 1 a été retenu en raison de sa caractérisation de dent creuse, en bordure de voie. Néanmoins, le bâtiment agricole (hangar en tôle) présent à l'Ouest de ce secteur a été intégré à la zone, qui se voit donc un peu plus généreuse que sur le schéma.

Le secteur 2 n'a pas été retenu en raison de sa qualification de jardin arboré d'une unité foncière et de l'absence de faisabilité d'aménagement de ce site.

### ▪ *La densification exceptionnelle du hameau de La Boutallerie*

La question de la densification de ce hameau s'est posée en début d'étude.



Une urbanisation de ce hameau aurait pu être possible sur la partie nord de ce dernier, reliant ainsi le centre ancien de la poche d'extension disjointe au Nord. Néanmoins, les élus ont évalué la modification de la forme et de des limites du hameau et n'ont donc pas souhaité organiser cet aménagement. Néanmoins, cette

entité souffre d'une configuration routière difficile en son cœur engendrant une dangerosité du carrefour principal. Son réaménagement est donc l'un des projets portés par ce présent PLU. Les élus ont souhaité

accompagner cette reconfiguration par un calage urbain, engendrant la production d'une parcelle constructible en bordure de voie.

### 9.1.3 Les impacts positifs de ces ambitions sur l'environnement

Le projet de la commune va dans le sens de la préservation de l'environnement sur plusieurs points :

- La faible consommation d'espaces agricoles ou naturels
- La consommation intelligente de l'espace en se concentrant sur un développement au sein même de l'enveloppe urbaine existante,
- La densification par le comblement des quelques dents creuses, évitant ainsi une extension urbaine plus importante,
- L'absence de modification des limites urbaines que ce soit pour le centre bourg ou pour les hameaux
- La prise en compte de la trame verte et bleue avec la définition et la protection de corridors écologiques urbains,
- La réduction de la consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre induite par la valorisation et la reprise du patrimoine existant et la construction de nouvelle forme d'habitat moins consommatrice d'énergie
- La prise en compte de la gestion des eaux pluviales sur les nouvelles opérations,
- La prise en compte du traitement des eaux usées par la station d'épuration du centre bourg et par l'obligation de mise en œuvre d'assainissement autonome sur les hameaux
- La préservation du secteur naturel de la Vallée de l'Espinasse et des principales masses boisées de la commune
- La préservation du patrimoine vert notamment par la mise en œuvre d'une OAP spécifique

Ainsi, la commune de Sainte Radegonde répond à son objectif de préservation de l'environnement au sens large.



## 9.2 UN PROJET RESPECTUEUX DES MILIEUX NATURELS ET DE LA BIODIVERSITE

Bien que n'ayant pas de zonage réglementaire en termes de préservation des milieux naturels et des espèces, la commune de Sainte Radégonde recense une richesse en termes de biodiversité en raison de la présence de nombreux éléments forts sur son territoire (Vallée de l'Espinasse, boisements, alignements d'arbres...). La commune a souhaité réfléchir à un projet en harmonie avec ses éléments, qui font certes sa richesse écologique, mais aussi un réel gage de qualité du cadre de vie.

### 9.2.1 Une réflexion à l'échelle territoire : la prise en compte des objectifs NATURA 2000

La commune se situe en frontière de 2 sites NATURA 2000

- la Zone de Protection Spéciale < Plateau de Bellefonds >, protection NATURA 2000

Les principales menaces pour ce site sont les suivantes :

- Abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage ;
- Captages des eaux de surface,
- Chasse,
- Comblement des fossés, digues, mares, étangs, marais ou trous,
- Elimination des haies et bosquets ou des broussailles,
- Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole),
- Modification des pratiques culturales (y compris la culture pérenne de produits forestiers non ligneux : oliviers, vergers, vignes...),
- Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques,

Le projet de la commune n'est pas en mesure de renforcer ces vulnérabilités et n'engendre donc pas d'impact sur la zone NATURA 2000. De plus le PLU propose des actions et des mesures permettant de



réduire certaines de ces menaces, telle la préservation des haies et alignements d'arbres, la préservation de la Vallée naturelle de l'Espinasse.

- la Zone Spéciale de Conservation < Basse Vallée de la Guartempe>, protection NATURA 2000

Les principales menaces pour la zone sont les suivantes :

- L'abandon, l'absence de fauche,
- L'abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage,
- Alpinisme, escalade, spéléologie,
- Changements des conditions hydrauliques induits par l'homme
- Coupe forestière
- Effondrements souterrains
- Elimination des haies et bosquets ou des broussailles
- Fermeture de grottes ou de galeries
- Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)
- Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques
- Production d'énergie éolienne
- Elimination des arbres morts ou dépérissants
- Espèces exotiques envahissantes
- Fertilisation

Le projet de la commune n'est pas en mesure de renforcer ces vulnérabilités et n'engendre donc pas d'impact sur la zone NATURA 2000. De plus le PLU propose des actions et des mesures permettant de réduire certaines de ces menaces, telle la préservation des haies et alignements d'arbres, la préservation de la Vallée naturelle de l'Espinasse.

### 9.2.2 L'inscription de la commune au sein du Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la Région Poitou Charente

La commune a traduit les orientations de Schéma de Cohérence Ecologique de la Région Poitou Charente dans son projet au travers de trois documents principaux :

- Le PADD : qui fixe des orientations pour les préservations des continuités écologiques,
- Les OAP : une OAP portant sur la préservation du patrimoine vert et de la préservation de la TVB – cette OAP permet à la fois la préservation de l'existant et de l'ensemble des éléments qui participent au fonctionnement écologique des territoires, mais aussi d'instaurer des mesures permettant de renforcer la biodiversité communale et ainsi la trame verte et bleue.
- Le plan de zonage réglementaire qui fait apparaître des zones naturelles et agricoles sur les secteurs à enjeux, mais aussi des coupures vertes – le plan de zonage est la traduction réglementaire des enjeux du PADD. En ce sens il présente plusieurs outils permettant la préservation de la trame verte et bleue : le zonage naturel en lui-même, correspondant essentiellement à la Vallée de l'Espinasse qui présente un intérêt au sein de la TVB, notamment en raison de la diversité des ses milieux, les éléments remarquables du paysages, qui permettent de préserver certains boisements, moins menacés que les EBC mais participant à la TVB sous forme de pas japonais, d'alignements d'arbres, de haies ou encore d'arbres remarquables, et les coupures vertes.

Quatre coupures vertes sont identifiées :

- L'une en limite du centre bourg : il est essentiel de préserver cette dernière afin de limiter l'étalement du centre bourg et surtout la jonction avec la < zone économique >. Il s'agit d'un couloir de déplacement aux portes du bourg pouvant notamment favoriser la biodiversité urbaine
- Une autre se situe au sein de la Vallée de l'Espinasse, au cœur d'un boisement protégé au titre des EBC. Cette dernière résulte d'un défrichement de longue date. Néanmoins ce qui constitue l'intérêt écologique de la Vallée de l'Espinasses c'est la diversité des milieux qu'elle présente. Cette coupure verte au sein de l'espace boisé, permet donc de casser la continuité boisée et l'uniformisation des milieux en lien avec l'enfrichement de la Vallée. Cette dernière permet un axe de déplacement ouvert pour les espèces, mais aussi un lieu de gagnage important aux portes d'une zone de refuge boisée. De plus les enjeux écologiques du SRCE sur ce secteur sont de favoriser les connexions écologiques avec les secteurs de plaine à l'Est. Cette coupure verte a donc bien son sens au sein de cet enjeu puisqu'elle s'apparente à un espace ouvert, nécessaire à certaines espèces de plaines ouvertes.

- Une troisième se situe au sein des boisements à l'Est du territoire. Elle résulte elle aussi d'un défrichement de longue date. Cependant de nouveau elle présente un intérêt de mixité des milieux et de couloir de déplacement et espace de gagnage au sein d'un espace ouvert.
- Une dernière se situe entre le centre bourg et le hameau de Monteil. Elle se situe dans la continuité d'une zone humide recensée et représente un milieu plutôt naturel permettant la jonction entre la partie Nord du territoire, plus fermée et plutôt de type Vallée avec les espaces agricoles plus au Sud. Elle permet un couloir de déplacement des espèces et de franchissement de la route de Monteil plus facile en raison notamment du système bocager qu'elle présente.

Les principaux réservoirs de biodiversité font l'objet des protections suivantes :

- Les masses boisées principales bénéficient d'un classement au titre des EBC,
- La Vallée de l'Espinasse bénéficie d'un classement en zone naturelle,
- De nombreux boisements, arbres, alignements d'arbres, haies, parcs boisés sont protégés au titre des Eléments Remarquables du Paysage.

### 9.3 UN PROJET SOUCIEUX DES RISQUES ET SERVITUDES

La commune est soumise à plusieurs risques et servitudes encadrés par des documents supra-communaux ou encore par des interdictions et des conditions à la construction.

#### ▪ *Retrait et gonflement des sols argileux*

Le développement de la commune se fait principalement au sein des zones soumises à un aléa fort de retrait et gonflement des sols argileux, puisque la globalité des zones urbanisées de la commune sont soumises à ce même risque. Néanmoins, des dispositions sont prises dans le règlement.

#### 9.3.1 La prise en compte des enjeux liés aux zones humides et la gestion de l'eau

#### ▪ *La préservation des zones humides*

La commune de Sainte Radégonde n'a pas fait l'objet d'un inventaire communal des zones humides. Deux prélocalisations ont été effectuées par la DREAL et par l'Etablissement Public Territorial de Bassin de la

Vienne. Le projet n'impacte pas les zones pré-localisées. La préservation des zones humides est principalement liée à la menace urbanistique des projets. L'urbanisation programmée pour les 10 ans à venir reste très discrète n'engendrant pas d'impact sur la préservation des zones humides.

Une zone humide a fait l'objet d'un recensement au titre de la Loi sur l'eau dans le cadre d'un projet. Cette dernière bénéficie d'un zonage agricole et d'une trame spécifique.

- *Assainissement*

L'assainissement collectif de la commune ne sera impacté que de trois nouvelles constructions dans le centre bourg. Le système d'auto-surveillance de la station permet de justifier la capacité de cette dernière à recevoir ces 3 nouveaux branchements.

Sur le reste du territoire l'assainissement individuel des nouvelles constructions et des changements de destination est obligatoire (cf dispositions générales du règlement écrit).

- *Eaux pluviales*

La commune ne dispose pas de zonage d'assainissement des eaux pluviales.

Le projet de développement de la commune n'est pas en mesure d'aggraver la gestion des eaux pluviales. Des dispositions sont prescrites dans les OAP et au sein du règlement du PLU.

La gestion des eaux pluviales devra être étudiée pour les nouvelles constructions du centre bourg et de Monteil. La gestion à l'air libre des eaux pluviales sera préférée. Compte tenu du nombre de constructions, cette gestion pourra se faire à l'échelle de la parcelle privée.

### **3.3 Condition pour limiter l'imperméabilisation du sol et les débits en eaux pluviales**

La gestion des eaux pluviales à la parcelle ou de façon groupée est imposée à toute installation nouvelle non desservie par un réseau public séparatif.

- *Desserte et qualité en eau potable*

La commune de Sainte Radegonde est alimentée en eau potable par le comité local d'Eaux de Vienne d'Archigny depuis le captage de La Fon de l'Etang il capte les eaux de la nappe aquifère captive du jurassique supérieur.

L'INSEE prend pour référence une consommation moyenne de 120m<sup>3</sup> par branchement par an.

L'accueil d'une vingtaine de nouveaux habitants génère une production d'environ 10 nouveaux logements. Ces nouveaux logements se feront tous dans des zones desservies par le réseau d'eau potable. En ce sens, la consommation d'eau potable liée à l'accueil de cette nouvelle population peut être estimée à environ 12 000m<sup>3</sup> par an.

Les dispositifs d'alimentation en eau potable sont en capacité à fournir la population.

De plus la qualité de l'eau produite affiche un taux de conformité de 100% et est de bonne qualité.

#### 9.4 LE SUIVI DE L'APPLICATION DU PLU

Selon l'article R151-4 du Code de l'Urbanisme, < Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article [L. 153-27](#) et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article [L. 153-29](#). > Les indicateurs mis en place sont les suivants et concernent principalement l'habitat :

Nombre de PC par an	Surface consommée par an	Typologie des constructions	Mixité urbaine
% de logements sociaux	Equilibre entre offre et demande		

Il est à noter que ces indicateurs peuvent être renforcés par d'autres indicateurs tels que :

- La préservation des continuités urbaines,
- L'évolution de la surface d'EBC,
- La réduction de la place de la voiture,
- L'émission des gaz à effet de serre,
- Le développement des énergies renouvelables,
- La qualité de l'eau et des rejets.



# ANNEXES

Liste des annexes :

- Bilan de la qualité de l'eau en 2012
- Avis de l'Autorité Environnementale suite à l'examen au cas par cas pour évaluation environnementale
- Règlement Sanitaire Départemental

## QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE en 2017

-----  
COMITE LOCAL

# ARCHIGNY

Le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation qui relève de la compétence de l'Etat est assuré **par l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine**, avec la collaboration du laboratoire agréé (IANESCO de Poitiers dans la Vienne).

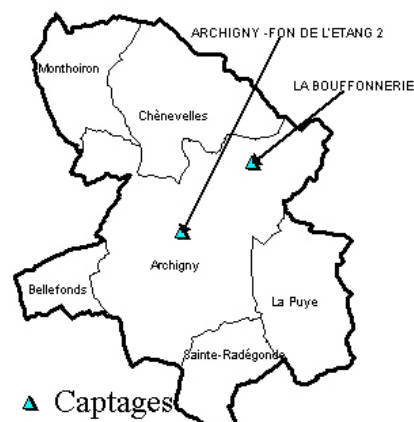
Il comprend la mise en œuvre d'un programme annuel réglementaire de prélèvements et d'analyses d'eaux.

La surveillance au quotidien de la qualité des eaux et l'exploitation des installations (captages, station de traitement, réseau) sont assurées par le Syndicat Eaux de Vienne Siveer.

### Origine des eaux :

L'eau que vous consommez provient du captage de **La Fon de l'Etang** situé sur la commune d'Archigny. Il est constitué de trois forages d'une profondeur de 140 mètres captant les eaux de la nappe aquifère captive du jurassique supérieur.

Le captage de **La Bouffonnerie**, gardé en secours n'a pas fonctionné depuis plusieurs années.



### Traitement :

L'eau qui est traitée à « la Fon de l'Etang » subit un traitement de déferrisation comprenant une aération suivie d'une filtration sur lit de sable complété d'un système de décarbonatation de l'eau par voie électrique **afin de réduire la dureté de l'eau**, et d'une *désinfection par le chlore gazeux* avant d'être distribuée à la population.

### Contrôle :

**26 prélèvements** représentant **1345 paramètres d'analyses** ont été réalisés sur les différents points de surveillance : captage, station après traitement et sur le réseau de distribution.

### Protection des ressources :

La procédure est terminée pour les captages de *Fon de l'étang F1 et F2 ainsi que la Bouffonnerie* ; elle est en cours pour le forage F3 de *La Fon de l'étang*.



Station de La Fon de l'Etang  
(Archigny)

## Qualité de l'eau distribuée :

PARAMETRES	Limites ou références de qualité	RESULTATS 2017 Réseau d'adduction		
		Minimum	Moyen	Maximum
pH	6,5 - 9	7,3	7,5	7,7
Conductivité ( $\mu$ S/cm à 25°C)	200 - 1100	422	441	496
TURBIDITE (en NFU)	2	0,00	0,02	0,36
DURETE (TH en °F)		20	20,8	21
FLUOR (en mg/l)	1,5	0,0	0,05	0,10
NITRATES (en mg/l)	50	0,0	0,0	0,0

### Bactériologie

- Les résultats des analyses microbiologiques des eaux, qui comportent la recherche de germes témoins d'une contamination fécale, ont été **d'excellente qualité**.

### Minéralisation

- Les eaux distribuées sont d'une minéralisation moyenne, bicarbonatées calciques et d'un pH très légèrement basique.

### Turbidité

- Les eaux distribuées présentent une **bonne limpidité générale** de l'eau.

### Dureté

- Les eaux distribuées renferment une **dureté moyenne** de 20,8°F après traitement par décarbonatation électrique.

### Fluor

- Le **fluor**, oligo-élément pouvant être présent naturellement dans l'eau, est bénéfique à doses modérées (entre 0,5 et 1,5 mg/l) pour la prévention des caries dentaires. **Les eaux** alimentant le syndicat **en sont quasiment dépourvues et des apports complémentaires**, par du sel fluoré, ou des comprimés après avis médical, **peuvent être conseillés**.

### Nitrates

- **Les eaux captées** dans la nappe du jurassique supérieur captif **en sont dépourvues**.

### Pesticides

- Les recherches réalisées n'ont révélé **aucune trace sur les plus de 200 substances** recherchées.

## Conseils et recommandations :

- En cas d'absence de votre domicile pendant plusieurs jours, un risque éventuel de dégradation de la qualité de l'eau lié à une stagnation prolongée de celle-ci dans les canalisations peut survenir. Il est alors recommandé de **laisser couler quelques litres d'eau avant de la prélever pour des besoins alimentaires**.
- Pour éliminer les éventuels goûts de chlore, **vous pouvez conserver l'eau au réfrigérateur** quelques heures avant de la consommer.
- **Si vos canalisations et branchements sont en plomb, il est fortement conseillé de les remplacer**. Dans l'attente, et avant de consommer l'eau, il est recommandé de la laisser couler quelques minutes au robinet et/ou de tirer une chasse d'eau, afin de réduire les quantités de plomb dissous dans l'eau.
- **Seule l'eau du réseau public peut être déclarée potable**. Les ouvrages privés (puits particuliers, récupérations d'eau de pluie) doivent être déclarés en mairie et ne doivent en aucun cas être connectés sur le réseau intérieur d'eau potable

### Pour plus d'informations...

*Veuillez consulter votre mairie, votre exploitant, ou l'Agence Régionale de Santé ,  
Ou suivre le lien suivant : Qualité de l'eau du robinet par ville.*

<http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>





Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas portant,  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,  
sur l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de  
Sainte-Radegonde (86)**

n°MRAe 2018DKNA276

dossier KPP-2018-6846

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale  
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 et suivants et R.104-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu les arrêtés du 12 mai 2016 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par le Président de la Communauté urbaine du Grand Poitiers, reçue le 4 juillet 2018, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Sainte-Radegonde ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé du 5 juillet 2018 ;

**Considérant** que la commune de Sainte-Radegonde, 168 habitants sur un territoire de 1318 hectares et régie par le règlement national d'urbanisme, souhaite se doter d'un plan local d'urbanisme (PLU) ;

**Considérant** que la commune, après une forte baisse de sa population à partir des années 50, souhaite conserver le rythme de croissance retrouvé depuis 2004, d'environ +1 % par an sur la prochaine décennie, soit un gain d'environ une vingtaine d'habitants ;

**Considérant** que les besoins nécessaires à l'accueil de cette population nouvelle sont estimés à une quinzaine de logements dont un tiers provenant de la reprise de bâtiments vacants ;

**Considérant** la volonté de réduire la consommation d'espace pour passer d'une densité de 4 logements par hectare ces quinze dernières années à un objectif de 10 logements par hectares ; et de concentrer le développement sur le centre bourg et les deux hameaux de Monteil et La Boutallerie ;

**Considérant** que le centre bourg dispose d'une station d'épuration dont la capacité à accepter de nouveaux

raccordements n'est pas précisée ; qu'il conviendra de justifier dans le rapport de présentation du PLU de la bonne prise en compte du traitement des eaux usées tant pour les secteurs en assainissement collectif que pour ceux en assainissement individuel ;

**Considérant** que deux des entités urbaines appelées à se développer, le centre bourg et le hameau de Monteil, se situent en zone d'aléa fort en ce qui concerne le phénomène de retrait et gonflement des sols argileux ; que le PLU devra donner une information suffisante en la matière et fournir des recommandations en termes de dispositions constructives dans ces secteurs ;

**Considérant** que la commune a identifié sur son territoire des éléments constitutifs de la trame verte et bleue : des corridors écologiques concernant des milieux humides, des réservoirs de biodiversité composés de boisements, des alignements d'arbres constituant des continuités écologiques, éléments qui devront faire l'objet de dispositions réglementaires afin de garantir l'absence d'incidences notables du plan ;

**Considérant** ainsi qu'il ne ressort ni des éléments fournis par le pétitionnaire, ni de l'état des connaissances actuelles, que le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Sainte-Radegonde soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

### Décide :

#### Article 1<sup>er</sup> :

En application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Sainte-Radegonde (86) **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

#### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

#### Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Bordeaux, le 29 août 2018

Le Président de la  
MRAe Nouvelle-Aquitaine



Frédéric DUPIN

#### Voies et délais de recours

##### 1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

**Le recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.**

##### 2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

**Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.**

**Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.**



***REGLEMENT  
SANITAIRE  
DEPARTEMENTAL  
DE LA VIENNE***

**Arrêté Préfectoral  
n°79-ASS/S452 du 31/12/1979 modifié**

**ARS – DD86  
Pôle Santé Environnementale  
Mise à jour : 2017**

# SOMMAIRE

2

<b>TITRE 1er : LES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE</b> .....	12
Article 1er - Domaine d'application.....	12
<b><u>SECTION 1 – REGLES GENERALES</u></b> .....	12
Art. 2. - Origine et qualité des eaux. ....	12
Art. 3. - Matériaux de construction (Abrogé par circ. no 99-217 du 12 avr. 1999) .....	12
Art. 4. - Température de l'eau .....	12
Art. 5. - Mise en œuvre des matériels .....	12
5.1. Précautions au stockage. ....	12
5.2. Précautions à la pose.....	12
5.3. Juxtaposition de matériaux .....	12
5.4. Mise à la terre .....	12
Art. 6. - Double réseau.....	12
6.1. Distinction et repérage des canalisations et réservoirs.....	12
6.2. Distinction des appareils .....	12
Art. 7. - Stockage de l'eau .....	13
7.1. Précautions générales, stagnation. ....	13
7.2. Prescriptions générales applicables aux réservoirs. ....	13
7.3. Les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique. ....	13
7.4. Les bâches de reprise .....	13
7.5. Les réservoirs sous pression.....	14
Art. 8. - Produits additionnels .....	14
8.1. Les produits antigel.....	14
8.2. Les autres produits additionnels.....	14
<b><u>SECTION 2 –OUVRAGES PUBLICS OU PARTICULIERS</u></b> .....	14
Art. 9. - Règles générales.....	14
Art. 10. - Les puits. ....	15
Art. 11. - Les sources .....	16
Art. 12. - Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie. ....	16
Art. 13. - Mise à disposition d'eaux destinées à l'alimentation humaine par des moyens temporaires .....	16
13.1. Les citernes. ....	16
13.2. Les canalisations de secours. ....	17
<b><u>SECTION 3 – OUVRAGES ET RESEAUX PARTICULIERS DE DISTRIBUTION DES IMMEUBLES ET DES LIEUX PUBLICS</u></b> .....	17
Art. 14. - Desserte des immeubles. ....	17
Art. 15. - Qualité de l'eau distribuée aux utilisateurs. ....	17
Art. 16. - Qualité technique sanitaire des installations.....	18
16.1. Règle générale.....	18
16.2. Réseaux intérieurs de caractère privé.....	18
16.3. Réservoirs de coupure et appareils de disconnexion.....	18
16.4. Manque de pression .....	18
16.5. Les dispositifs de traitement des eaux.....	19
16.6. Les dispositifs de traitement de l'air fonctionnant à l'eau potable.....	19

16.7. Les dispositifs de chauffage.....	3
16.8. Les productions d'eau chaude et les productions d'eau froide destinées à des usages alimentaires ou sanitaires. ....	19
16.9. Traitement thermique (arrêté 718/S 84 du 10 juillet 1984).....	19
16.10. Les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine. ....	20
16.11. Les dispositifs d'arrosage, de lavage ou d'ornement. ....	20
16.12. Les équipements particuliers.....	20
16.13. Les installations provisoires.....	20
Art. 17. - Les installations en sous-sols. ....	20
Art. 18. - Entretien des installations.....	20
Art. 19. - Immeubles astreints à la protection contre l'incendie utilisant un réseau d'eau potable. ....	21

#### SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES..... 21

Art. 20. - Surveillance hygiénique des eaux destinées à l'alimentation humaine.....	21
20.1. Surveillance sanitaire de la qualité des eaux.....	21
20.2. Désinfection des réseaux.....	21
20.3. Contrôle des désinfections. ....	21

### **TITRE II – LOCAUX D'HABITATION ET ASSIMILES .....** 22

#### **Chapitre 1<sup>er</sup> : Cadre de la réglementation.....** 22

Art. 21. – Définition.....	22
Art. 22. - Domaine d'application.....	22

#### **Chapitre II : Usage des locaux d'habitation.....** 22

##### SECTION 1 – ENTRETIEN ET UTILISATION DES LOCAUX..... 22

Art. 23. - Propreté des locaux communs et particuliers. ....	22
23.1. Locaux d'habitation.....	22
23.2. Circulation et locaux communs.....	23
23.3. Dépendances .....	23
Art. 24. - Assainissement de l'atmosphère des locaux. ....	23
Art. 25. - Battage des tapis, poussières et jets par les fenêtres.....	23
Art. 26. - Présence d'animaux dans les habitations, leurs dépendances, leurs abords et les locaux communs. ....	24
Art. 27. - Conditions d'occupation des locaux (14).....	24
27.1. Interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols. ....	24
27.2. Caractéristiques des pièces affectées à l'habitation. ....	24
27.3. Utilisation des caves et sous-sols comme remises de véhicules automobiles. ....	24
Art. 28. - Parcs de stationnement couverts dans les locaux d'habitation.....	24

##### SECTION II – ENTRETIEN ET UTILISATION DES EQUIPEMENTS ..... 25

Art. 29. - Évacuation des eaux pluviales et usées. ....	25
29.1. Évacuation des eaux pluviales. ....	25
29.2. Déversements délictueux. ....	25

Art. 30 (Abrogé par l'arrêté préfectoral n° 98 ASS/SE 005 du 19 mai 1998).....	25
Art. 31. - Conduits de fumée et de ventilation. - Appareils à combustion. ....	25
31.1. Généralités. ....	25
31.2. Conduits de ventilation. ....	26
31.3. Accessoires des conduits de fumée et de ventilation. ....	26
31.4. Tubage des conduits individuels. ....	26
31.5. Chemisage des conduits individuels. ....	26
31.6. Entretien, nettoyage et ramonage. ....	27
 <u>SECTION III – ENTRETIEN DES BATIMENTS ET DE LEURS ABORDS</u> .....	27
Art. 32. – Généralités. ....	27
Art. 33. - Couverture, murs, cloisons, planchers, baies, gaines de passage des canalisations.....	28
 <u>SECTION IV – PRECAUTIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION</u> .....	28
Art. 34. - Protection contre le gel.....	28
Art. 35. - Locaux inondés ou souillés par des infiltrations .....	28
Art. 36. - Réserves d'eau non destinées à l'alimentation. ....	28
Art. 37. - Entretien des plantations. ....	29
 <u>SECTION V – EXECUTION DE TRAVAUX</u> .....	29
Art. 38. - Équipement sanitaire et approvisionnement en eau. ....	29
Art. 39. – Démolition. ....	29
 <b>Chapitre III : Aménagement des locaux d'habitation</b> .....	29
 <u>SECTION I - LOCAUX</u> .....	29
Art. 40. - Règles générales d'habitabilité. ....	29
40.1. Ouvertures et ventilations. ....	30
40.2. Éclairage naturel. ....	30
40.3. Superficie des pièces.....	30
40.4. Hauteur sous plafond. ....	30
Art. 41. - Aménagement des cours et courettes des immeubles collectifs. ....	30
 <u>SECTION II – EVACUATION DES EAUX PLUVIALES ET USEES</u> .....	31
Art. 42. – Évacuation. ....	31
Art. 43. - Occlusion des orifices de vidange des postes d'eau.....	31
Art. 44. - Protection contre le reflux des eaux d'égout.....	32

### SECTION III – LOCAUX SANITAIRES..... 32

Art. 45. - Cabinets d'aisances et salles d'eau.....	32
Art. 46. - Caractéristiques des cuvettes des cabinets d'aisance.....	32
Art. 47. - Cabinets d'aisance comportant un dispositif de désagréation et d'évacuation des matières fécales.....	33

### SECTION IV – OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT..... 33

Art. 48 (Abrogé par arrêté préfectoral du 19 mai 1998).....	33
Art. 49 (Abrogé par arrêté préfectoral du 19 mai 1998).....	33
Art. 50 (Abrogé par arrêté préfectoral du 19 mai 1998).....	33

### SECTION V – INSTALLATIONS D'ELECTRICITE ET DE GAZ, DE CHAUFFAGE, DE CUISINE ET DE PRODUCTION D'EAU CHAUDE..... 34

Art. 51. - Installations d'électricité.....	34
Art. 52. - Installations de gaz.....	34
Art. 53. - Installations de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude par combustion.....	34
53.1. Règles générales (Circ. du 26 avr. 1982).....	34
53.2. Conduits d'évacuation.....	34
53.3. Raccordement de plusieurs foyers à un conduit unique.....	35
53.4. Ventilation.....	36
53.5. Installations de chauffage par air chaud.....	37
53.6. Modérateurs.....	37
53.7. Clés et registres.....	37
53.8. Interdiction visant certains dispositifs mécaniques de ventilation.....	39
53.9. Installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou à la production d'eau chaude.....	39
53 bis. Installations thermiques ne comportant pas de combustion.....	39

### SECTION VI – BRUIT DANS L'HABITATION..... 39

Art. 54. – Bruit (abrogé par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1990).....	39
--	----

## **Chapitre IV : Logements garnis et hôtels, locaux affectés à l'hébergement collectif**..... 40

### SECTION I – GENERALITES..... 40

Art. 55. - Domaine d'application.....	40
Art. 56. – Surveillance.....	40

### SECTION II – AMENAGEMENT DES LOCAUX..... 40



Art. 57. – Équipement.....	40
57.1. Équipement collectif.....	41
57.2. Équipement des pièces.....	41

Art. 58. - Locaux anciens.....	41
--------------------------------	----

### SECTION III – USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX..... 41

Art. 59. - Service de l'eau et des sanitaires.....	41
Art. 60. – Entretien.....	41
Art. 61. - Mesures prophylactiques.....	41

## **TITRE III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX BATIMENTS AUTRES QUE CEUX A USAGE D'HABITATION ET ASSIMILES** ..... 42

Art. 62. - Type de locaux visés.....	42
--------------------------------------	----

### SECTION I – AMENAGEMENT DES LOCAUX..... 42

### SECTION II – VENTILATION DES LOCAUX..... 42

Art. 63. – Généralités.....	42
63.1. Dispositions de caractère général.....	42
63.2. Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux.....	43
Art. 64. - Ventilation mécanique ou naturelle des conduits.....	43
64.1. Locaux à pollution non spécifique.....	43
64.2. Locaux à pollution spécifique.....	44
Art. 65. - Prescriptions relatives aux installations et à leur fonctionnement.....	45
Art. 66. - Ventilation par ouvrants extérieurs.....	45
66.1. Locaux à pollution non spécifique.....	45
66.2. Locaux à pollution spécifique.....	46
66.3. Surface des ouvrants.....	46

### SECTION III. – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUIPEMENT SANITAIRE..... 46

Art. 67. - Équipement sanitaire.....	46
Art. 68. - Équipement sanitaire des locaux de sports.....	47
Art. 69. - Équipement sanitaire des salles de spectacle.....	47
Art. 70. - Établissements de natation ouverts au public.....	47
Art. 71. - Bains-douches.....	47

### SECTION IV. – USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX..... 47

Art. 72. - Entretien des locaux.....	47
--------------------------------------	----

## **TITRE IV : ÉLIMINATION DES DECHETS ET MESURES DE SALUBRITE GENERALE**..... 48

<b>SECTION I – DECHETS MENAGERS</b>	48
Art. 73. - Présentation des déchets à la collecte.	48
Art. 74. - Produits non admis dans les déchets ménagers.	48
Art. 75. - Récipients de collecte des ordures ménagères.	48
75.1. Poubelles.	48
75.2. Sacs perdus en papier ou en matière plastique pour la collecte des ordures ménagères.	48
75.3. Bacs roulants pour déchets solides.	49
75.4. Autres types de récipients.	49
Art. 76. - Mise des récipients à la disposition des usagers.	49
Art. 77. - Emplacement des récipients à ordures ménagères.	49
Art. 78. - Évacuation des ordures ménagères par vide-ordures.	50
Art. 79. - Entretien des récipients, des locaux de stockage et des conduits de chute des vide-ordures.	50
Art. 80. - Présentation des déchets des ménages en vue de leur enlèvement par le service de collecte.	51
Art. 81. - Réglementation de la collecte.	51
Art. 82. - Protection sanitaire au cours de la collecte.	51
Art. 83. - Broyeurs d'ordures.	51
Art. 84. - Élimination des déchets.	52
Art. 85. - Élimination des déchets encombrants d'origine ménagère.	52
<b>SECTION II. – DECHETS DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET ASSIMILES</b>	53
Art. 86. – Généralités.	53
86.1. Déchets contaminés.	53
86.2. Autres déchets non contaminés assimilables aux déchets ménagers.	53
Art. 87. - Déchets de toutes catégories.	53
Art. 88. - Déchets contaminés.	53
Art. 89. - Aspect administratif de l'élimination des déchets hospitaliers.	53
<b>SECTION III. – MESURES DE SALUBRITE GENERALE</b>	54
Art. 90. - Déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général.	54
Art. 91. - Déchargement des matières de vidange.	54
Art. 92 Mares et abreuvoirs.	55
Art. 93 Lavoirs publics.	55
Art. 94 (Abrogé).	55
Art. 95. – Ne concerne pas le département de la Vienne.	55
Art. 96. - Protection des lieux publics contre la poussière.	55
Art. 97. - Protection contre les déjections.	55
Art. 98. - Cadavres d'animaux.	56
Art. 99. - Propreté des voies et des espaces publics.	56
99.1. Balayage des voies publiques.	56
99.2. Mesures générales de propreté et de salubrité.	56
99.3. Projection d'eaux usées sur la voie publique.	57
99.4. Transports de toute nature.	57
99.5. Marchés.	57
99.6. Animaux.	57
99.7. Abords des chantiers.	57
99.8. Neige et glaces.	58
Art. 100. - Salubrité des voies privées.	58

100.1. Dispositions générales. ....	8
100.2. Établissement, entretien et nettoyage.....	58
100.3. Enlèvement des ordures ménagères. ....	58
100.4. Évacuation des eaux et matières usées.....	58
<b>TITRE V – LE BRUIT (Abrogé par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1990).....</b>	<b>59</b>
<b>TITRE VI – MESURES VISANT LES MALADES CONTAGIEUX, LEUR ENTOURAGE ET LEUR ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>60</b>
<b><u>SECTION I. – MESURES GENERALES.....</u></b>	<b><u>60</u></b>
Art. 105. - Déclaration des maladies contagieuses. ....	60
Art. 106. - Isolement des malades.....	60
Art. 107. - Surveillance sanitaire. ....	60
Art. 108. - Sortie des malades.....	60
Art. 109. - Surveillance scolaire. ....	60
Art. 110. - Transport des malades.....	60
<b><u>SECTION II. – CONTAMINATION DU MILIEU ET DES OBJETS PAR LES CONTAGIEUX .....</u></b>	<b><u>61</u></b>
Art. 111. - Protection contre les déjections ou excréments contagieuses de personnes atteintes de maladies à déclaration obligatoire. ....	61
Art. 112. - Désinfection en cours de maladie.....	61
Art. 113. - Désinfection terminale. ....	61
Art. 114. - Organisation de la désinfection. ....	61
Art. 115. - Appareils de désinfection. ....	61
Art. 116. - Centres d'hébergement de personnes sans domicile.....	62
<b><u>SECTION III – LOCAUX PROFESSIONNELS DES COIFFEURS, MANUCURES, PEDICURES ET ESTHETICIENNES .....</u></b>	<b><u>62</u></b>
Art. 117. - Aménagements des locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes.....	62
Art. 118. - Hygiène générale.....	62
<b><u>SECTION IV – LUTTE CONTRE LES RONGEURS, LES PIGEONS VIVANT A L'ETAT SAUVAGE, LES ANIMAUX ERRANTS, LES INSECTES ET AUTRES VECTEURS. MESURES APPLICABLES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES .....</u></b>	<b><u>63</u></b>
Art. 119. – Rongeurs.....	63
Art. 120. - Jets de nourriture aux animaux. Protection contre les animaux errants, sauvages ou redevenus tels. ....	63
Art. 121. – Insectes. ....	63
Art. 122. - Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.....	63
Art. 123. - Autres vecteurs.....	64
<b><u>SECTION V. – OPERATIONS FUNERAIRES .....</u></b>	<b><u>64</u></b>
Art. 124. - Opérations funéraires . ....	64

<b>TITRE VII – HYGIENE DE L'ALIMENTATION</b> .....	65
<b><u>SECTION I. – DISPOSITIONS GENERALES</u></b> .....	65
Art. 125. - Prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation. ....	65
125.1. Magasins de vente. ....	65
125.2. Resserres. ....	66
125.3. Voitures boutiques. ....	66
Art. 126. - Vente hors des magasins : à l'extérieur du magasin, sur les marchés et autres lieux de vente. ....	66
Art. 127. - Protection des denrées. ....	66
Art. 128. – Déchets. ....	66
Art. 129. - Transport des denrées alimentaires. ....	67
129.1. Généralités. ....	67
129.2. Transports terrestres de denrées périssables. ....	67
129.3. Transport de glace alimentaire. ....	67
129.4. Transport du pain. ....	67
Art. 130. - Ateliers et laboratoires de préparation des aliments. ....	67
130.1. Entretien des locaux. ....	67
130.2. Évacuation des eaux. ....	67
130.3. Aération et ventilation. ....	68
130.4. Usage des locaux. ....	68
130.5. Protection contre les insectes. ....	68
130.6. Entretien des appareils servant à la préparation et à la conservation des aliments. ....	68
130.7. Élimination des déchets. ....	68
130.8. Conditions de conservation des denrées périssables. ....	68
130.9. Fumoirs. ....	68
130.10. Établissements de collecte et de transformation du lait. ....	68
Art. 131. - Distribution automatique d'aliments. ....	69
131.1. Emplacement. ....	69
131.2. Conditions applicables aux denrées. ....	69
131.3. Appareils distributeurs de bonbons et de friandises. ....	69
131.4. Prescriptions concernant les matériaux. ....	69
131.5. Contrôle. ....	69
Art. 132. - Hygiène du personnel. ....	69
<b><u>SECTION II. – BOISSONS</u></b> .....	70
Art. 133. - Boissons autres que le lait. ....	70
Art. 134. - Hygiène des débits de boissons. ....	70
<b><u>SECTION III. – PRODUITS LAITIERS</u></b> .....	71
Art. 135. - Magasin de vente des produits laitiers. ....	71
Art. 136. - Fabrication et vente des glaces et crèmes glacées. ....	71
<b><u>SECTION IV. – VIANDE –GIBIER – VOLAILLE - OEUFS</u></b> .....	71
Art. 137. - Boucheries, charcuteries, triperies, magasins de vente, de préparation de charcuterie, de volaille, de gibier et plats cuisinés. ....	71

Art. 138. - Dispositions particulières pour les denrées dont la vente constitue une activité partielle de l'établissement. ....	72
Art. 139. – Œufs.....	73
Art. 140. – Abattoirs. ....	73
 <u>SECTION V. – PRODUITS DE LA MER</u> .....	73
Art. 141. - Magasins et réserves de produits de la mer. ....	73
 <u>SECTION VI. – ALIMENTS D'ORIGINE VEGETALE, LEGUMES, FRUITS, CRESSONNIERES ET CHAMPIGNONS</u> .....	73
Art. 142. – Généralités.....	73
Art. 143. - Protection des cressonnières et des cultures maraîchères immergées. ....	74
143.1. Conditions d'exploitation. ....	74
143.2. Contrôle des exploitations.....	74
143.3. Contrôle des ventes des cressonnières. ....	74
Art. 144. - Fruits et légumes. ....	74
Art. 145. - Les champignons.....	75
145.1. Champignons cultivés.....	75
145.2. Champignons sauvages.....	75
Art. 146. - Construction, aménagement, réouverture et transfert de fonds des boulangeries et boulangeries-pâtisseries.....	75
Art. 147. - Installation des locaux de vente en cas de création, d'extension, de réouverture, ou de transfert de boulangeries et de dépôts de pain. ....	76
147.1. Fonds de boulangerie ou exploitation conjointe d'une boulangerie et d'un autre commerce. ....	76
147.2. Dépôts de pain. ....	76
147.3 Pâtisseries et confiseries. ....	76
Art. 148. Dispositions applicables aux produits de panification ou de pâtisserie. ....	76
 <u>SECTION VII. – DENREES CONGELEES ET SURGELEES</u> .....	77
Art. 149. - Denrées congelées et surgelées. ....	77
 <u>SECTION VIII. – ALIMENTS NON TRADITIONNELS</u> .....	77
Art. 150. - Définition des aliments non traditionnels.....	77
Art. 151. - Prescriptions applicables à la fabrication, à la détention et à la mise en vente d'aliments non traditionnels. ....	77
 <u>SECTION IX. – LA RESTAURATION COLLECTIVE</u> .....	77
Art. 152. - Hygiène des restaurants et locaux similaires. ....	77



## Titre VIII – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES D'ELEVAGE ET AUTRES ACTIVITES AGRICOLES..... 79

Art. 153. - Règles d'implantation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement (création ou extension). ....	79
153.1. Présentation du dossier. ....	79
153.2. Protection des eaux et zones de baignade. ....	80
153.3. Protection du voisinage.....	80
153.4. Règles générales d'implantation.....	80
153.5. Dispositions applicables aux cas d'extension ou de réaffectation de bâtiments d'élevage existants. ....	81
Art. 154. - Construction, aménagement et exploitation des logements d'animaux. ....	81
154.1. Construction et aménagement des logements d'animaux. ....	81
154.2. Entretien et fonctionnement. ....	81
154.3. Stabulation libre. ....	82
154.4 Exploitation.....	82
Art. 155. - Évacuation et stockage des fumiers et autres déjections solides. ....	82
155.1. Implantation de ces dépôts.....	82
155.2. Aménagement des dépôts permanents. ....	83
155.3. Dispositions applicables aux extensions de dépôts existants et à caractère permanent. ....	83
Art. 156. - Évacuation et stockage des purins, lisiers, jus d'ensilage et eaux de lavage des logements d'animaux et de leurs annexes.....	83
156.1. Dispositions générales. ....	83
Art. 157. - Silos destinés à la conservation par voie humide des aliments pour animaux.....	84
157.1. Conception et réalisation.....	84
157.2. Implantation. ....	84
157.3. Silos non aménagés.....	85
157.4. Exploitation.....	85
Art. 158. - Dépôts de matières fermentescibles destinées à la fertilisation des sols (à l'exception de ceux visés aux articles 155 et 157).....	85
Art. 159. – Épandage. ....	86
159.1. Dispositions générales. ....	86
159.2. Dispositions particulières.....	87
Art. 160. - Matières fertilisantes, supports de cultures et produits antiparasitaires.....	88
Art. 161. - Traitement des effluents d'élevage dans une station d'épuration. ....	88
Art. 162. - Celliers. – Pressoirs.....	88
Art. 163. - Émissions de fumées. ....	89

## Titre IX – DISPOSITIONS DIVERSES..... 89

Art. 164. – Dérogations.....	89
Art. 165. – Pénalités.....	89
Art. 166. - Constataction des infractions. ....	89
Art. 167. – Exécution. ....	89

## **Titre 1er : Les eaux destinées à la consommation humaine**

### **Article 1er - Domaine d'application**

Les dispositions du présent titre s'appliquent à tous les systèmes d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine.

### **SECTION 1 – REGLES GENERALES**

#### **Art. 2. - Origine et qualité des eaux.**

A l'exception de l'eau potable provenant de la distribution publique, toutes les eaux d'autre origine ou celles ne correspondant pas aux dispositions du présent titre sont considérées a priori comme non potables et ne peuvent donc être utilisées qu'à certains usages industriels, commerciaux ou agricoles non en rapport avec l'alimentation et les usages sanitaires.

#### **Art. 3. - Matériaux de construction (Abrogé par circ. no 99-217 du 12 avr. 1999)**

#### **Art. 4. - Température de l'eau**

Toutes précautions doivent être prises pour éviter les élévations importantes de la température de l'eau distribuée.

#### **Art. 5. - Mise en œuvre des matériels**

##### ***5.1. Précautions au stockage.***

Des précautions sont prises pour éviter la pollution des matériels entreposés, destinés à la distribution des eaux.

##### ***5.2. Précautions à la pose***

La plus grande attention est apportée à l'étanchéité des canalisations, des réservoirs et des appareils, de leurs joints et raccords, ainsi qu'à leur propreté parfaite au moment de leur pose et de leur mise en service. Toute précaution sera prise vis à vis d'éventuels épandages ou transport d'eaux usées à proximité.

##### ***5.3. Juxtaposition de matériaux***

La juxtaposition de matériaux de nature différente ne doit en aucun cas modifier les qualités de l'eau, ni entraîner notamment l'apparition de phénomènes de corrosion.

##### ***5.4. Mise à la terre***

L'utilisation des canalisations d'eau pour la mise à la terre d'appareil électrique est interdite.

#### **Art. 6. - Double réseau.**

##### ***6.1. Distinction et repérage des canalisations et réservoirs***

Les canalisations et réservoirs d'eau non potable doivent être entièrement distincts et différenciés des canalisations et réservoirs d'eau potable au moyen de signes distinctifs conformes aux normes (6). Toute communication entre l'eau potable et l'eau non potable est interdite.

##### ***6.2. Distinction des appareils***

Sur tout réservoir et sur tout point de puisage d'eau non potable est appliquée une plaque apparente et scellée à demeure, portant d'une manière visible la mention « Eau dangereuse à boire » et un pictogramme caractéristique.

## **Art. 7. - Stockage de l'eau**

### ***7.1. Précautions générales, stagnation.***

Les réseaux de distribution et les ouvrages de stockage doivent être conçus et exploités de manière à éviter une stagnation prolongée de l'eau d'alimentation. Les réseaux doivent être munis de dispositifs de soutirage ; ces derniers doivent être manœuvrés aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an, pour les points du réseau où la circulation de l'eau n'est pas constante.

### ***7.2. Prescriptions générales applicables aux réservoirs.***

- Les réservoirs doivent être protégés contre toute pollution d'origine extérieure et contre les élévations importantes de température.
- Ils doivent être faciles d'accès et leur installation doit permettre de vérifier en tout temps leur étanchéité.
- Il doit être installé un dispositif permettant une prise d'échantillon d'eau à l'amont et à l'aval immédiat du réservoir.
- L'ensemble des matériaux constituant les réservoirs doivent répondre aux prescriptions de l'article 3 du présent titre.
- Après chaque intervention susceptible de contaminer l'eau contenue dans les réservoirs et de toute façon, au moins une fois par an, les réservoirs sont vidés, nettoyés et désinfectés.
- Pour les réservoirs dont la capacité est supérieure à 1 mètre cube, ces opérations doivent être suivies d'un contrôle de la qualité de l'eau.
- Des dispositions sont prises pour assurer un approvisionnement en eau potable pendant la mise hors service.

### ***7.3. Les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique.***

- En plus des prescriptions indiquées ci-dessus, ces types de réservoirs doivent être fermés par un dispositif amovible à joints étanches. Les orifices de ventilation sont protégés contre l'entrée des insectes et des petits animaux par un dispositif approprié (treillage métallique inoxydable à mailles d'un millimètre au maximum).
- L'orifice d'alimentation est situé en point haut du réservoir avec une garde d'air suffisante (au moins 5 centimètres au-dessus de l'orifice du trop-plein), à l'exception des réservoirs d'équilibre.
- La section de la canalisation de trop-plein doit pouvoir absorber la fourniture d'eau à plein régime. Cette canalisation est siphonnée avec une garde d'eau suffisante.
- La canalisation de vidange doit être située au point le plus bas du fond du réservoir.
- Les orifices d'évacuation de trop-plein et de vidange sont protégés contre l'entrée des insectes et des petits animaux.
- De plus, les trop-pleins et les vidanges doivent être installés de telle sorte qu'il y ait une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre. Lorsque les trop-pleins et les vidanges se déversent dans une même canalisation avant le dispositif de rupture de charge, la section de cette canalisation doit être calculée de manière à permettre l'évacuation du débit maximal.
- L'orifice de distribution de l'eau doit être placé à 10 centimètres au moins au-dessus du point le plus haut du fond du réservoir.

### ***7.4. Les bâches de reprise***

Les bâches de reprise sont soumises aux mêmes dispositions que les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique.

### **7.5. Les réservoirs sous pression.**

En plus des prescriptions indiquées à l'alinéa 7-2, les réservoirs fonctionnant sous des pressions différentes de la pression atmosphérique sont construits pour résister aux pressions d'utilisation et sont conformes aux normes existantes.

A l'exception des réservoirs anti-béliers, les orifices d'alimentation et de distribution de l'eau doivent être situés respectivement à 10 centimètres et à 20 centimètres au moins au-dessus du point le plus haut du fond du réservoir.

Chaque élément de réservoir est pourvu d'un orifice de vidange situé au point le plus bas du fond de cet élément.

La canalisation de vidange doit être installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Des purges doivent être effectuées aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par trimestre.

Il ne doit y avoir aucune possibilité de contact entre le gaz sous pression, nécessaire au fonctionnement de l'installation, et l'eau contenue dans le réservoir. Si, pour des raisons techniques, ce contact ne peut être évité, toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution de l'eau par le gaz.

## **Art. 8. - Produits additionnels**

### **8.1. Les produits antigel**

Leur adjonction dans l'eau destinée à l'alimentation humaine est interdite.

### **8.2. Les autres produits additionnels**

L'utilisation et l'introduction de ces produits notamment : catio-résines, polyphosphates, silicates, dans les eaux des réseaux publics ou particuliers à l'intérieur des immeubles doivent être pratiquées conformément à la réglementation en vigueur (7).

L'utilisation de produits additionnels n'autorise en aucun cas l'emploi de matériaux, de canalisations ou d'appareils ne répondant pas aux dispositions de l'article 3 du présent titre.

## **SECTION 2 –OUVRAGES PUBLICS OU PARTICULIERS**

## **Art. 9. - Règles générales.**

Toutes dispositions doivent être prises pour assurer la protection et l'entretien des ouvrages de captage, de traitement, de stockage et d'élévation, ainsi que des ouvrages d'amenée et de distribution d'eau potable, contre les contaminations, notamment celles dues aux crues ou aux évacuations d'eaux usées, conformément à la réglementation et aux instructions techniques du ministre chargé de la santé. Le transport de l'eau ne doit pas occasionner de bruits excessifs, ni être à l'origine d'érosion des canalisations.

Des espaces libres sont réservés de part et d'autres des aqueducs à plan d'eau libre, notamment dans la traversée des zones d'habitation, des zones agricoles ou industrielles, ainsi qu'autour des points de captage et des réservoirs. Sauf dispositions particulières prises en accord avec l'autorité sanitaire, aucun dépôt d'immondices ou matières quelconques susceptibles de souiller les eaux d'alimentation ne doit être disposé à moins de 20 mètres de ces ouvrages d'adduction. Aucune fosse d'aisance ne doit être établie à moins de 40 mètres de la conduite du réservoir.

- (7) - Circulaire du 14/4/62 relative au traitement des eaux d'alimentation par les polyphosphates (J.O. du 2/5/62).  
 - Circulaire du 3/5/63 relative à l'emploi des catio-résines dans le traitement des eaux d'alimentation et dans la fabrication des produits alimentaires (J.O. du 11/5/63).  
 - circulaire du 5/6/64 relative au traitement des eaux d'alimentation par les silicates (J.O. du 9 juin 1964).

Les ouvrages transitant les eaux d'alimentation sont maintenus à l'abri des eaux de ruissellement. Ils sont éloignés des canalisations d'eaux usées urbaines et industrielles.

Des mesures de précaution spéciales doivent en tout état de cause garantir l'isolement des conduites en cas d'impossibilité d'éloignement. Le transport de l'eau ne doit pas occasionner de bruits excessifs ni être à l'origine d'érosion des canalisations.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 153 de ce règlement, les dépôts de fumier et de matières fermentescibles, les constructions, les puits et forages, seront soumis à autorisation sur avis du Conseil Départemental d'Hygiène lorsque ceux-ci se situeront dans la zone de protection des ouvrages de captage étudiées par le géologue et les périmètres de protection quand ils sont établis.

Toute création de forage ou ouvrage quel que soit son débit, servant à toute utilisation autre que les usages alimentaires, devra faire l'objet d'un avis préalable de l'autorité sanitaire en accord avec les services concernés.

Le Conseil Départemental d'Hygiène sera éventuellement consulté.

## **Art. 10. - Les puits.**

Tout projet d'établissement d'un puits destiné à être utilisé pour l'alimentation humaine doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au maire qui pourra la refuser sur avis de l'autorité sanitaire obligatoirement consultée, si l'usage du puits risque de présenter des dangers pour l'alimentation. L'autorité sanitaire sera réputée avoir donné son accord si elle n'a pas fait connaître son refus dans le délai de deux mois à compter de la réception par elle du dossier.

La construction d'un puits nécessite l'établissement d'un périmètre de protection acquis en pleine propriété par le pétitionnaire et d'un rayon de 35 mètre minimum.

En l'absence d'une distribution publique d'eau potable, l'usage de l'eau des puits publics ou particuliers n'est autorisé, pour l'alimentation humaine, que si elle est potable et si toutes les précautions sont prises pour la mettre à l'abri de toutes contaminations, telle que la proximité de cabinet d'aisances, dépôt de fumier ou d'immondices, ouvrage d'élimination des eaux usées, mare, lavoirs, fossé et caniveau, etc ...



A défaut d'écoulement gravitaire, l'eau doit être relevée au moyen d'un dispositif de pompage.

L'orifice des puits est protégé par une couverture surélevée, le dispositif étant suffisamment étanche pour empêcher notamment la pénétration des animaux et des corps étrangers, tels que branches et feuilles. Leur paroi doit être étanche dans la partie non captante et la margelle doit s'élever à 50 cm au minimum, au-dessus du sol, ou du niveau des plus hautes eaux connues si le terrain est inondable.

Sur une distance de trois mètres au minimum autour du puits, le sol est rendu étanche en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles ; il doit présenter une pente vers l'extérieur.

Un caniveau doit éloigner notamment les eaux s'échappant du dispositif de pompage.

L'ensemble de l'ouvrage doit être maintenu en bon état d'entretien et en état constant de propreté. Il est procédé à son nettoyage et à sa désinfection sur injonction du maire, à la demande et sous contrôle de l'autorité sanitaire. L'ouvrage dont l'usage aura été reconnu dangereux pour l'alimentation sera muni de l'inscription apparente « Eau dangereuse à boire » et d'un pictogramme caractéristique. La mise hors service ou le comblement définitif est imposé par le maire si cette mesure est reconnue nécessaire par l'autorité sanitaire.

En aucun cas, un tel ouvrage ne doit être utilisé comme puits filtrant ou dispositif d'enfouissement.

## **Art. 11. - Les sources**

Les dispositions prévues aux alinéas 1, 2 et 7 de l'article 10 sont applicables aux sources et à leurs ouvrages de captage.

## **Art. 12. - Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie.**

Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie doivent être étanches et protégées des pollutions externes. Elles comportent un dispositif d'aération muni d'un treillage métallique inoxydable à mailles de 1 mm au maximum pour empêcher les insectes et petits animaux d'y pénétrer.

Les parois intérieures doivent être en matériaux inertes vis-à-vis de l'eau de pluie. Si elles sont recouvertes d'un matériau destiné à maintenir l'étanchéité, ce matériau doit satisfaire aux dispositions de l'article 3 de la section 1 du présent titre.

Elles sont munies de dispositifs spéciaux destinés à écarter les premières eaux de lavage des toitures. Un filtre à gros éléments doit arrêter les corps étrangers, tels que terre, gravier, feuilles, détritiques et déchets de toutes sortes.

Elles doivent être soigneusement nettoyées et désinfectées une fois par an.

Sur la couverture des citernes enterrées, un revêtement de gazon est seul toléré, à l'exclusion de toute autre culture. L'usage des pesticides, de fumures organiques ou autres y est interdit. Les conditions de protection des citernes sont conformes à celles prescrites à l'article 8 ci-dessus.

L'utilisation des canalisations en plomb pour le transport et la distribution de l'eau de citerne est interdite.

L'eau des citernes doit être, a priori, considérée comme suspecte.

Elle ne peut être utilisée pour l'alimentation que lorsque sa potabilité a été établie.

## **Art. 13. - Mise à disposition d'eaux destinées à l'alimentation humaine par des moyens temporaires**

### ***13.1. Les citernes.***

Les citernes utilisées temporairement pour mettre à la disposition des usagers de l'eau destinée à l'alimentation humaine doivent être réalisées en matériau répondant à l'article 3 et ne pas avoir contenu au préalable de liquide non alimentaire.

Avant leur mise en oeuvre, il doit être procédé à un nettoyage, à une désinfection et à un rinçage de la citerne (8). L'eau utilisée pour le remplissage doit être potable et contenir une dose résiduelle de désinfectant ; toutes précautions doivent être prises afin d'éviter une éventuelle pollution de l'eau.

Avant distribution, un contrôle de la teneur résiduelle en désinfectant doit être effectué.

(8) Arrêté modifié du 10 août 1961 relatif à l'application de l'article L 25.1 du Code de la Santé Publique (J.O. du 26 août 1961, 27 mars 1962, 30 septembre 1967 et 28 juin 1973).

### ***13.2. Les canalisations de secours.***

Lorsque des canalisations de secours sont utilisées pour mettre temporairement à la disposition des usagers de l'eau destinée à l'alimentation humaine, les prescriptions générales du présent titre doivent être respectées. Une désinfection systématique des eaux ainsi distribuées doit être effectuée.

## **SECTION 3 – OUVRAGES ET RESEAUX PARTICULIERS DE DISTRIBUTION DES IMMEUBLES ET DES LIEUX PUBLICS**

### **Art. 14. - Desserte des immeubles.**

Dans toutes les agglomérations ou parties d'agglomérations possédant un réseau de distribution publique d'eau potable, toutes les voies publiques ou privées doivent, dans tous les cas où cette mesure est techniquement réalisable, comporter au moins une conduite de distribution.

Tout immeuble desservi par l'une ou l'autre de ces voies, qu'il soit directement riverain ou en enclave, doit être relié à cette conduite par un branchement.

Ce branchement est suivi d'un réseau de canalisations intérieures qui met l'eau de la distribution publique, et sans traitement complémentaire, à la disposition de tous les habitants de l'immeuble, à tous les étages et à toutes heures du jour et de la nuit.

Le branchement et le réseau de canalisations intérieures ont une section suffisante pour que la hauteur piézométrique de l'eau au point le plus élevé ou le plus éloigné de l'immeuble, soit encore d'au moins 3 mètres (correspondant à une pression d'environ 0,3 bar) à l'heure de pointe de consommation, même au moment où la pression de service dans la conduite publique atteint sa valeur minimale.

### **Art. 15. - Qualité de l'eau distribuée aux utilisateurs.**

Il est interdit aux propriétaires, hôteliers, tenanciers ou gérants des immeubles et établissements, où de l'eau chaude ou froide est mise à la disposition des usagers, de livrer aux utilisateurs une autre eau que celle de la distribution publique, exception faite pour les eaux minérales et les eaux conditionnées autorisées :

- pour tous les usages ayant un rapport direct ou même indirect avec l'alimentation, tels que le lavage des récipients destinés à contenir des boissons, du lait, des produits alimentaires ;
- pour tous les usages à but sanitaire tels que la toilette, le lavage de linge de table, de corps, de couchage.
- d'une façon générale dans tous les cas où la consommation de l'eau peut présenter un risque pour la santé humaine, notamment sur les aires de jeux pour enfants, les bacs à sable, les pelouses, les aires pour l'évolution des sportifs telles que stades ou pistes.

La même interdiction s'applique aux fabricants de boissons, de glace alimentaire, crèmes glacées ainsi qu'à toute personne utilisant de l'eau soit pour la préparation, soit pour la conservation de denrées alimentaires.

Lorsque pour un motif dont la gravité est reconnue par le préfet, l'eau délivrée aux consommateurs ou utilisée pour des usages connexes ne peut être celle d'une distribution publique, les personnes ci-dessus désignées doivent s'assurer que cette eau est potable.

Lorsqu'il existe des raisons de craindre la contamination des eaux, même si les causes de l'insalubrité ne sont pas imputables aux personnes visées aux deux premiers alinéas, celles-ci ont l'obligation de prendre les mesures prescrites par la réglementation en vigueur pour assurer la désinfection de l'eau. Ces mesures sont portées à la connaissance de l'autorité sanitaire qui contrôlera la qualité des eaux aux frais desdites personnes.

Lorsqu'il est constaté que les eaux ne sont pas saines ou qu'elles sont mal protégées, leur usage pour l'alimentation est immédiatement interdit. Leur utilisation ultérieure est subordonnée à une autorisation préfectorale.

## **Art. 16. - Qualité technique sanitaire des installations**

### ***16.1. Règle générale***

Les installations d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur de caractère privé, par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.

### ***16.2. Réseaux intérieurs de caractère privé.***

En plus de prescriptions définies à l'article 14, alinéas 3 et 4, du présent titre, ces réseaux doivent être protégés contre le retour d'eau provenant de locaux à caractère privatif tels que appartement, local commercial ou professionnel (arrêté n° 718 ASS/S 84 du 10 juillet 1984).

### ***16.3. Réservoirs de coupure et appareils de disconnexion.***

Lorsqu'il est envisagé d'utiliser l'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques particuliers pour la distribution située en amont, il est utilisé un réservoir de coupure ou un bac de disconnexion isolant totalement les deux réseaux.

L'alimentation en eau potable de cette réserve se fait soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop-plein (5 cm au moins) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Les réservoirs de coupure et les bacs de disconnexion peuvent être remplacés par des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- l'appareil doit avoir fait l'objet d'essais technologiques favorables de la part du centre scientifique et technique du bâtiment ;
- la mise en place d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur un réseau d'eau destinée à la consommation humaine doit faire l'objet de la part du propriétaire de l'installation d'une déclaration préalable à l'autorité sanitaire. Cette déclaration précise le lieu d'implantation de l'appareil, les caractéristiques du réseau situé à l'aval et la nature de ces eaux ; elle est déposée au moins deux mois avant la date prévue pour la mise en place ;
- l'appareil n'est installé qu'à la condition que ses caractéristiques soient adaptées à celles du réseau, notamment celles concernant la température et la nature des eaux, la pression et le débit maximum de retour possible dans l'appareil ;
- l'appareil doit être placé de manière qu'il soit facile d'y accéder, en dehors de toutes possibilités d'immersion ;
- l'appareil et ses éléments annexes doivent être maintenus en bon état de fonctionnement : des essais de vérification des organes d'étanchéité et de mise à décharge comportant les mesures correspondantes sont effectués périodiquement sous la responsabilité du propriétaire et au moins une fois par an ; les résultats sont notés sur une fiche technique propre à l'appareil et transmis à l'autorité sanitaire.

L'eau contenue dans les réservoirs de coupure, dans les appareils de disconnexion et dans les canalisations situées à leur aval est considérée a priori comme eau non potable. »

### ***16.4. Manque de pression***

Lorsque les conditions prévues à l'article 14, alinéa 4, du présent titre, ne peuvent être satisfaites, les propriétaires peuvent installer des surpresseurs ou des réservoirs conformes aux dispositions prévues à l'article 7 du présent titre. Les canalisations alimentant ces réservoirs n'assurent aucune distribution au passage.

Chaque installation fait obligatoirement l'objet d'un avis de l'autorité sanitaire, après consultation du service ou de l'organisme chargé de la gestion technique de la distribution publique d'eau et d'un avis du conseil départemental d'hygiène. Ce dernier avis n'est pas requis pour les surpresseurs en prise et refoulement directs.

Dans les immeubles de grande hauteur ou de grande surface, l'installation peut être fractionnée en plusieurs stations réparties à des niveaux différents, afin d'éviter de trop grandes pressions. Les appareils installés doivent, en outre, être conformes aux dispositions de sécurité prescrites pour ces catégories de constructions.

De telles installations ne doivent être à l'origine d'aucune nuisance lors de l'exploitation, en particulier : création de coups de bélier, augmentations excessives de la vitesse de l'eau, vibrations, bruits, retour de pression sur le réseau public.

#### ***16.5. Les dispositifs de traitement des eaux.***

Les éventuels dispositifs de traitement des eaux insérés dans les réseaux intérieurs de caractère privé doivent être conçus, installés et exploités conformément à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'emploi de matières introduites ou susceptibles de s'incorporer à l'eau de consommation, ainsi qu'il est indiqué à l'article 8 du présent titre.

La canalisation d'alimentation de tout poste de traitement doit comporter un dispositif de protection placé à l'amont immédiat de chaque appareil afin d'éviter tout retour des produits utilisés ou des eaux traitées. Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

#### ***16.6. Les dispositifs de traitement de l'air fonctionnant à l'eau potable.***

Lorsqu'un appareil de traitement d'air fonctionne à l'eau, à partir du réseau de distribution d'eau potable, son installation ne doit pas permettre un quelconque retour d'eau modifiée ou susceptible de l'être.

Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire des eaux et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Lorsqu'une installation comporte un circuit de recyclage ou qu'il est envisagé d'adjoindre à l'eau un produit de traitement non réglementé ou non autorisé par l'autorité sanitaire, cette installation ne doit pas être en relation directe avec le réseau d'eau potable.

#### ***16.7. Les dispositifs de chauffage.***

Les installations de chauffage ne doivent pas permettre un quelconque retour, vers le réseau d'eau potable, d'eau des circuits de chauffage ou des produits introduits dans ces circuits pour lutter contre le gel ou d'autres substances non autorisées par la réglementation.

A cet effet, l'installation ne doit pas être en relation directe avec le réseau d'eau potable.

#### ***16.8. Les productions d'eau chaude et les productions d'eau froide destinées à des usages alimentaires ou sanitaires.***

Les canalisations d'eau alimentant les appareils de production doivent être protégées contre tout retour. Ces appareils et canalisations doivent comporter tous les dispositifs de sécurité nécessaires au bon fonctionnement des installations.

L'eau produite, du fait de sa température, ne doit pas être à l'origine de détérioration des canalisations qui la véhiculent ou des appareils qui la distribuent.

Les réservoirs et les éléments en contact avec l'eau produite doivent répondre aux prescriptions des articles 3 et 7.2 à 7.4 du présent titre.

Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire des eaux et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

#### ***16.9. Traitement thermique (arrêté 718/S 84 du 10 juillet 1984).***

Dans le cas d'un traitement thermique de l'eau destinée à la consommation humaine par échange et lorsque le fluide vecteur est constitué de produits ayant reçu un avis favorable du conseil supérieur d'hygiène publique de France, pour une utilisation en simple échange, le dispositif doit satisfaire à l'une des deux conditions suivantes :

- toutes précautions doivent être prises dans la conception de l'échangeur et dans le choix des matériaux pour limiter les risques de détérioration, notamment dans le cas où l'échangeur est destiné à assurer les besoins en chauffage de plus d'une famille ;

- l'installation doit être conçue de telle façon que la pression de l'eau potable à l'intérieur de l'appareil d'échange soit en permanence supérieure à la pression régnant en tout point de l'enceinte du fluide vecteur. Toute installation utilisant les produits mentionnés au premier alinéa du présent article doit comporter un moyen de procéder à un contrôle de l'existence d'une fuite éventuelle.

Dans le cas de traitement thermique de l'eau potable par échange et lorsque le fluide vecteur est constitué de produits autres que ceux visés au premier alinéa du présent article, la perforation de l'enveloppe de ce fluide ne doit en aucun cas permettre le contact entre celui-ci et l'eau destinée à la consommation humaine. La détérioration du dispositif d'échange doit se manifester de façon visible à l'extérieur de ce dispositif.

Quel que soit le fluide vecteur utilisé, une plaque est apposée sur le dispositif de traitement thermique pour indiquer la nature des produits pouvant être admis en application du présent article et des précautions élémentaires à respecter en cas de fuite du fluide vecteur. Une instruction technique du centre scientifique et technique du bâtiment définit, en outre, les règles de conformité des échangeurs thermiques et de leurs installations au présent article.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du sixième mois suivant la publication du présent arrêté.

#### ***16.10. Les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine.***

Tous les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine raccordés au réseau potable ne doivent en aucune manière permettre la pollution de ce réseau.

Toutes les alimentations immergées ou susceptibles de l'être sont interdites.

Il y a lieu de prévoir et d'adapter tout dispositif approprié afin d'éviter le retour d'eaux usées.

#### ***16.11. Les dispositifs d'arrosage, de lavage ou d'ornement.***

Les appareils d'arrosage, de lavage, manuels ou automatiques, ou d'ornement, arasés au niveau du sol, qui sont raccordés à un réseau d'eau potable sont munis d'un dispositif évitant toute contamination de ce réseau.

Dans le cas où il est fait appel à des robinets en élévation, ceux-ci doivent être placés à une distance d'au moins 50 cm au-dessus du sol avoisinant, et être munis de dispositifs de protection évitant tout retour d'eaux polluées vers le réseau d'eau potable.

#### ***16.12. Les équipements particuliers***

Toutes les canalisations et appareils destinés à alimenter des installations industrielles, commerciales ou artisanales de toute nature et raccordées sur le réseau d'eau potable doivent répondre à l'ensemble des dispositions fixées par le présent titre.

#### ***16.13. Les installations provisoires***

Toutes les installations provisoires destinées à desservir des chantiers de toute nature (chantiers de construction ou autres) ou des alimentations temporaires telles que : expositions, marchés, cirques, théâtres, raccordées sur le réseau d'eau potable, ne doivent présenter aucun risque pour celui-ci. Elles doivent de toutes façons répondre à l'ensemble des dispositions fixées par le présent titre.

### **Art. 17. - Les installations en sous-sols.**

Toutes précautions doivent être prises pour que les canalisations d'eau potable, ainsi que les appareils qui y sont raccordés tels que : bâches, compteurs, robinets de puisage, ne soient en aucune manière immergés à l'occasion d'une mise en charge d'un égout ou d'inondations fréquentes.

Un puits de relevage doit obligatoirement être installé et comporter un dispositif d'exhaure à mise en marche automatique, lequel doit exclure toute possibilité d'introduction d'eaux polluées dans les installations d'eau potable.

### **Art. 18. - Entretien des installations.**

En plus des dispositions visées à l'article 7 (paragraphe 2, alinéa 5) du présent titre, les propriétaires, locataires et occupants doivent maintenir les installations intérieures en bon état d'entretien et de fonctionnement, et supprimer toute fuite dès qu'elle est décelée. Les canalisations, robinets d'arrêt, robinets de puisage, robinets à flotteur des réservoirs de chasse, robinets de chasse et tous autres appareils doivent être vérifiés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.



**Art. 19. - Immeubles astreints à la protection contre l'incendie utilisant un réseau d'eau potable.**

Dans le cas des immeubles où la sécurité impose une protection contre les risques d'incendie, l'ensemble des installations correspondantes, raccordées à un réseau d'eau potable, doit répondre aux dispositions du présent titre, qu'il s'agisse des canalisations des réservoirs ou appareils destinés au bon fonctionnement de ces installations.

**SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES**

**Art. 20. - Surveillance hygiénique des eaux destinées à l'alimentation humaine.**

***20.1. Surveillance sanitaire de la qualité des eaux.***

La qualité des eaux doit faire l'objet d'une surveillance sanitaire suivant la réglementation en vigueur (9) .

***20.2. Désinfection des réseaux.***

Tout réseau d'adduction collective, tout réservoir, toute canalisation neuve ou ancienne, destinés à la distribution de l'eau potable, doivent faire l'objet avant leur mise ou remise en service, et dans leur totalité, d'un rinçage méthodique et d'une désinfection effectuée dans les conditions fixées par les instructions techniques du ministère chargé de la santé (10) .

En outre, des mesures de désinfection complémentaires peuvent être prescrites en cours d'exploitation au cas où des contaminations sont observées ou à craindre.

***20.3. Contrôle des désinfections.***

L'efficacité des désinfections est contrôlée aux frais du propriétaire.

La mise en service d'un réseau collectif neuf, public ou privé, ne peut être effectuée qu'après délivrance par l'autorité sanitaire du procès-verbal de réception hygiénique du réseau.

(9) notamment le Code de la Santé – livre 1<sup>er</sup>, titre 1, chapitre III et textes d'application – Décret du 1/8/61 et arrêté du 10/08/61, arrêté du 15/03/62, circulaire du 15/03/62).

(10) circulaire du 15/03/62 relative aux instructions générales concernant les eaux d'alimentation et la glace alimentaire (J.O. du 27/03 et 15/04/62).

## **TITRE II – LOCAUX D'HABITATION ET ASSIMILES**

### **Chapitre 1<sup>er</sup> Cadre de la réglementation**

#### **Art. 21. – Définition.**

Par « habitation » il faut entendre tout local servant de jour ou de nuit au logement ainsi qu'au travail, au repos, au sommeil, à l'agrément ou aux loisirs lorsque les activités spécifiques s'exercent au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale.

#### **Art. 22. - Domaine d'application.**

Les articles suivants définissent, en application du code de la santé publique, les conditions d'occupation, d'utilisation et d'entretien des habitations, de leurs équipements, et de leurs dépendances.

L'aménagement et l'équipement des habitations nouvelles, ainsi que les additions et les surélévations de constructions existantes, sont régis par le décret no 69-596 du 14 juin 1969 modifié portant règlement de construction, et ses annexes (11).

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à :

- la construction, l'aménagement et l'équipement des bâtiments qui ne sont pas visés par le décret no 69-596 du 14 juin 1969 fixant les règles générales de construction des bâtiments d'habitation ;
- l'aménagement et l'équipement des habitations existantes même réalisés partiellement, chacune des opérations élémentaires devant être exécutée conformément aux dispositions du présent règlement.
- l'administration ne peut prescrire la mise en conformité immédiate avec plusieurs ou éventuellement l'ensemble des dispositions du présent règlement que dans le cas où la nécessité en est démontrée pour assurer notamment l'application des dispositions du code de la santé publique relatives à la salubrité des habitations et de leurs dépendances.

### **Chapitre II Usage des locaux d'habitation.**

#### **SECTION 1 – ENTRETIEN ET UTILISATION DES LOCAUX**

#### **Art. 23. - Propreté des locaux communs et particuliers.**

Les habitations et leurs dépendances doivent être tenues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans un état constant de propreté.

##### ***23.1. Locaux d'habitation.***

Dans chaque immeuble, le mode de vie des occupants des logements ne doit pas être la cause d'une dégradation des bâtiments ou de la création de conditions d'occupation contraires à la santé. Tout ce qui peut être source d'humidité et de condensation excessives doit être, en particulier, évité. Le renouvellement de l'air doit être assuré et les orifices de ventilation non obturés.

(11) articles R. 11161 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

Dans le même souci d'hygiène et de salubrité, il ne doit pas être créé d'obstacles permanents à la pénétration de l'air, de la lumière et des radiations solaires dans les logements. Les arbres situés à proximité des fenêtres doivent être élagués en tant que de besoin.

Dans les logements et leurs dépendances, tout occupant ne doit entreposer ou accumuler ni détritux, ni déjections, ni objets ou substances diverses pouvant attirer et faire proliférer insectes, vermine et rongeurs ou créer une gêne, une insalubrité, un risque d'épidémie ou d'accident.

Dans le cas où l'importance de l'insalubrité et les dangers définis ci-dessus sont susceptibles de porter une atteinte grave à la santé ou à la salubrité et à la sécurité du voisinage, il est enjoint aux occupants de faire procéder d'urgence au déblaiement, au nettoyage, à la désinfection, à la dératisation et à la désinsectisation des locaux.

En cas d'inobservation de cette disposition et après mise en demeure adressée aux occupants, il peut être procédé d'office à l'exécution des mesures nécessaires dans les conditions fixées par code de la santé publique.

### **23.2. Circulation et locaux communs.**

Dans les locaux à usage commun : vestibules, couloirs, escaliers, remises à voitures d'enfants, cabinets d'aisances, salles d'eau, locaux de gardiennage et autres analogues, les sols et les parois doivent être maintenus en bon état de propreté par tous moyens non susceptibles de nuire à la santé.

Les gaines de passage des diverses canalisations, ainsi que les emplacements renfermant les compteurs sont maintenus en constant état de propreté et d'entretien ; leur accessibilité facile doit être conservée en permanence.

Dans les cours, courettes et allées de circulation, les dépôts d'ordures et détritux de toute nature sont interdits même à titre temporaire. les gravats doivent être évacués au fur et à mesure de l'exécution des travaux dont ils proviennent, et en tout état de cause, ne doivent pas s'opposer à la libre circulation des usagers. L'éclairage des parties communes doit être en bon état de fonctionnement.

### **23.3. Dépendances**

Les jardins et leurs aménagements, ainsi que les plantations doivent être soigneusement entretenus de façon à maintenir l'hygiène et la salubrité des habitations.

L'accès des aires de jeux et bacs à sable doit être interdit aux animaux ; le sable doit être changé ou désinfecté en tant que de besoin.

## **Art. 24. - Assainissement de l'atmosphère des locaux.**

Pendant les périodes d'occupation des locaux leur atmosphère ne peut être traitée en vue de les désodoriser, désinfecter ou désinsectiser par des procédés tendant à introduire dans l'air des gaz nocifs ou toxiques, ou à émettre des radiations abiotiques.

Lorsque de tels procédés ont été employés, les locaux doivent être ventilés avant une nouvelle occupation.

Quand de l'air est distribué dans les locaux occupés, il doit être prélevé en un point présentant le maximum de garantie quant à sa pureté.

L'air vicié doit être évacué directement à l'extérieur ou par les systèmes d'évacuation d'air vicié dont sont munies les pièces de service (cuisine, salle de bains, w-c). Le rejet de l'air vicié ne doit pas constituer une gêne pour le voisinage. La ventilation des logements dans des bâtiments existants doit assurer un renouvellement efficace de l'atmosphère sans créer de courant d'air gênant.

## **Art. 25. - Battage des tapis, poussières et jets par les fenêtres.**

Il est interdit de battre ou de secouer des tapis, paillassons dans les cours et courettes ou dans les voies ouvertes ou non à la circulation en dehors des heures fixées par l'autorité municipale.

Aucun objet ou détritux pouvant nuire à l'hygiène et à la sécurité du voisinage ne doit être projeté à l'extérieur des bâtiments.

## **Art. 26. - Présence d'animaux dans les habitations, leurs dépendances, leurs abords et les locaux communs.**

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur, il est interdit d'élever et d'entretenir dans l'intérieur des habitations, leurs dépendances et leurs abords, et de laisser stationner dans les locaux communs des animaux de toutes espèces dont le nombre ou le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité des habitations ou de leur voisinage.

Il est de même interdit d'attirer systématiquement ou de façon habituelle des animaux, notamment les pigeons et les chats, quand cette pratique est une cause d'insalubrité ou de gêne pour le voisinage.

Sans préjudice des dispositions réglementaires les concernant, les installations renfermant des animaux vivants, notamment les clapiers, poulaillers et pigeonniers, doivent être maintenus constamment en bon état de propreté et d'entretien (12) . Ils sont désinfectés et désinsectisés aussi souvent qu'il est nécessaire ; les fumiers doivent être évacués en tant que de besoin pour ne pas incommoder le voisinage (13) . Le sol des poulaillers et pigeonniers sera nettoyé aussi souvent que nécessaire et les cadavres seront enlevés immédiatement.

## **Art. 27. - Conditions d'occupation des locaux (14).**

### ***27.1. Interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols.***

L'interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols, combles et pièces dépourvues d'ouverture est précisée dans l'article L. 43 du code de la santé.

### ***27.2. Caractéristiques des pièces affectées à l'habitation.***

Les pièces affectées à l'habitation doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- a) Les murs ainsi que le sol doivent assurer une protection contre l'humidité, notamment contre les remontées d'eaux telluriques ;
- b) L'éclairage naturel au centre des pièces principales doit être suffisant pour permettre, par temps clair, l'exercice des activités normales de l'habitation, sans recourir à un éclairage artificiel. A cet effet, la pièce doit être munie de baie donnant sur un espace libre.

### ***27.3. Utilisation des caves et sous-sols comme remises de véhicules automobiles.***

Les caves et sous-sols ne peuvent être utilisés comme locaux susceptibles d'abriter des moteurs dégageant, en fonctionnement, des gaz de combustion que s'ils sont spécialement aménagés à cet effet pour garantir l'hygiène et la sécurité. Ceci vise entre autres les remises de véhicules automobiles. La ventilation devra être parfaitement assurée, sans nuisance pour l'habitat et le voisinage.

## **Art. 28. - Parcs de stationnement couverts dans les locaux d'habitation.**

Les conditions d'aménagement, d'exploitation et d'entretien des parcs de stationnement couverts desservant des immeubles d'habitation et qui ne sont pas soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement doivent être conformes aux dispositions de la réglementation spécifique applicable aux parcs de stationnement couverts (15) . Leur ventilation doit, en particulier, être convenablement assurée pour éviter la stagnation de gaz nocifs.

(12) loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées.

(13) article 122 du Règlement Sanitaire Départemental.

(14) chapitre IV – titre 1<sup>er</sup> – livre 1<sup>er</sup> du Code de la Santé Publique.

(15) circulaire du 3 mars 1975 relative aux parcs de stationnement couverts (J.O. du 6 mai 1975).

## **SECTION II – ENTRETIEN ET UTILISATION DES EQUIPEMENTS**

### **Art. 29. - Évacuation des eaux pluviales et usées.**

#### ***29.1. Évacuation des eaux pluviales.***

Les ouvrages d'évacuation (gouttières, chéneaux, tuyaux de descente) doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité. Ils sont nettoyés autant qu'il est nécessaire et notamment après la chute des feuilles.

Il est interdit de jeter des débris et autres immondices de toute nature dans ces ouvrages et d'y faire aucun déversement.

#### ***29.2. Déversements délictueux.***

Il est interdit d'introduire dans les ouvrages publics, directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évaluation et de traitement, soit d'une dégradation desdits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement. L'interdiction porte notamment sur le déversement d'hydrocarbures, d'acides, de cyanures, de sulfures, de produits radioactifs et, plus généralement, de toute substance pouvant dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables.

Les effluents, par leur quantité de leur température, ne doivent pas être susceptibles de porter l'eau des égouts à une température supérieure à 30 °C.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 91, le déversement de liquides ou matières provenant de la vidange des fosses fixes ou mobiles est interdit dans les réseaux d'assainissement. Il en est de même pour les liquides ou matières extraits des fosses septiques ou appareils équivalents provenant d'opérations d'entretien de ces dernières.

Les rejets émanant de toute activité professionnelle exercée à l'intérieur des maisons d'habitation et dont la qualité est différente de celle des effluents domestiques doivent faire l'objet, en application des dispositions de l'article L. 35-8 du code de la santé publique, de mesures spéciales et traitement ; de plus, un dispositif doit permettre le prélèvement d'échantillons destinés à s'assurer des caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux usées évacuées à l'égout.

### **Art. 30 (Abrogé par l'arrêté préfectoral n° 98 ASS/SE 005 du 19 mai 1998).**

### **Art. 31. - Conduits de fumée et de ventilation. - Appareils à combustion.**

#### ***31.1. Généralités.***

Les conduits de fumée intérieurs ou extérieurs, fixes ou mobiles, utilisés pour l'évacuation des gaz de la combustion doivent être maintenus constamment en bon état d'entretien et de fonctionnement et ramonés périodiquement en vue d'assurer le bon fonctionnement des appareils et d'éviter les risques d'incendie et d'émanations de gaz nocifs dans l'immeuble, ainsi que les rejets de particules dans l'atmosphère extérieure.

A l'entrée en jouissance de chaque locataire ou occupant, le propriétaire ou son représentant doit s'assurer du bon état des conduits, appareils de chauffage ou de production d'eau chaude desservant les locaux mis à leur disposition, dans les conditions définies au paragraphe suivant.

Les appareils de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude ne peuvent être branchés dans les conduits qu'après examen de ceux-ci. L'installateur qui procède à ces examens doit remettre à l'utilisateur un certificat établissant l'étanchéité du conduit dans des conditions normales d'utilisation, sa régularité et suffisance de section, sa vacuité, sa continuité et son ramonage.



Le résultat d'un examen révélant des défauts rendant dangereuse l'utilisation du conduit doit être communiqué à l'utilisateur et au propriétaire. La remise en service du foyer est alors subordonnée à la remise en état du conduit.

Lorsqu'on veut obturer un conduit hors service cette obturation ne peut être faite qu'à sa partie inférieure. Toute remise en service doit faire l'objet d'une vérification.

Lorsque le conduit, par son état, est inutilisable, l'autorité sanitaire peut dispenser de sa réfection, sous réserve que toutes dispositions, notamment le remblaiement, soient prises pour empêcher définitivement tout branchement d'appareil, à quelque niveau que ce soit.

Les conduits de fumée ne doivent être utilisés que pour l'évacuation des gaz de combustion. Toutefois, ils peuvent éventuellement servir à la ventilation de locaux domestiques. En cas de retour d'un conduit de fumée à sa destination primitive, il doit être procédé aux vérifications prévues à l'alinéa 2 du présent article. En tout état de cause, les conduits de ventilation ne peuvent pas être utilisés comme conduits de fumée.

Les appareils de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude doivent être constamment tenus en bon état de fonctionnement. Ils sont nettoyés et vérifiés au moins une fois par an et réparés par un professionnel qualifié dès qu'une défectuosité se manifeste.

### ***31.2. Conduits de ventilation.***

Les conduits de ventilation doivent être également en bon état de fonctionnement et ramonés chaque fois qu'il est nécessaire.

Il est interdit de faire circuler l'air d'un logement dans un autre logement.

Il est interdit, en outre, de rejeter l'air vicié en provenance des cuisines, des installations sanitaires, des toilettes dans les parties communes de l'immeuble.

### ***31.3. Accessoires des conduits de fumée et de ventilation.***

Les souches et accessoires des conduits de fumée ou de ventilation, tels que aspirateurs, mitres, mitrons, doivent être vérifiés lors des ramonages et remis en état si nécessaire. Ils doivent être installés de façon à éviter les siphonnages, à être facilement nettoyables et à permettre les ramonages.

### ***31.4. Tubage des conduits individuels.***

Le tubage des conduits, c'est-à-dire l'introduction dans ceux-ci de tuyaux indépendants, ne peut se faire que dans les conditions prévues au document technique unifié 24-1. Il ne peut être effectué que par des entreprises qualifiées à cet effet par l'organisme professionnel de qualification et de classification du bâtiment. Les conduits tubés ne peuvent être raccordés qu'à des appareils alimentés en combustibles gazeux ou en fuel domestique.

Une plaque portant les indications suivantes doit être fixée visiblement à la partie inférieure du conduit :

- la date de mise en place,
- le rappel que seuls les appareils alimentés au gaz ou au fuel domestique peuvent être raccordés au conduit.

Une deuxième plaque placée au débouché supérieur du conduit doit porter de manière indélébile la mention « conduit tubé. Les conduits tubés pourront avoir une section inférieure à 250 centimètres carrés, sous réserve qu'ils restent conformes aux conditions requises par la puissance de l'appareil raccordé et permettent un ramonage efficace.

Après tubage, les conduits doivent répondre aux conditions de résistance au feu, d'étanchéité et de stabilité fixées par la réglementation en vigueur. De plus, une vérification du bon état du tubage comportant un essai d'étanchéité doit être effectuée tous les trois ans à l'initiative du propriétaire.

### ***31.5. Chemisage des conduits individuels.***

Le chemisage des conduits, c'est-à-dire la mise en place d'un enduit adéquat adhérent à l'ancienne paroi, ne peut se faire qu'avec des matériaux et suivant les procédés offrant toutes garanties. Il ne peut être effectué que par des entreprises qualifiées à cet effet par l'organisme professionnel de qualification et de classification du bâtiment.

Leur section, après cette opération, ne doit jamais être inférieure à 250 centimètres carrés. Les foyers à feu ouvert ne peuvent être raccordés sur des conduits chemisés.

Après chemisage, les conduits doivent répondre aux conditions de résistance au feu, d'étanchéité et de stabilité fixées par la réglementation en vigueur. De plus, une vérification du bon état du chemisage comportant un essai d'étanchéité doit être effectuée tous les trois ans à l'initiative du propriétaire.

### **31.6. Entretien, nettoyage et ramonage.**

Les foyers et leurs accessoires, les conduits de fumées individuels et collectifs et les tuyaux de raccordement doivent être entretenus, nettoyés et ramonés dans les conditions ci-après.

Les appareils de chauffage, de production d'eau chaude ou de cuisine individuels, ainsi que leurs tuyaux de raccordement doivent être, à l'initiative des utilisateurs, vérifiés, nettoyés et réglés au moins une fois par an et plus souvent si nécessaire en fonction des conditions et de la durée d'utilisation.

Dans le cas des appareils collectifs, ces opérations seront effectuées à l'initiative du propriétaire ou du syndic. Les conduits de fumée habituellement en fonctionnement et desservant des locaux d'habitation et des locaux professionnels annexes doivent être ramonés deux fois par an, dont une fois pendant la période d'utilisation. Ces opérations sont effectuées à l'initiative de l'utilisateur pour les conduits desservant des appareils individuels, ou du propriétaire ou du gestionnaire s'ils desservent des appareils collectifs.

Elles doivent être effectuées par une entreprise qualifiée à cet effet par l'organisme professionnel de qualification et de classification du bâtiment. Un certificat de ramonage doit être remis à l'usager précisant le ou les conduits de fumée ramonés et attestant notamment de la vacuité du conduit sur toute sa longueur.

Toutefois, lorsque les appareils raccordés sont alimentés par des combustibles gazeux, les conduits spéciaux, les conduits tubés et les conduits n'ayant jamais servi à l'évacuation des produits de la combustion de combustibles solides ou liquides pourront n'être ramonés qu'une fois par an. On entend par ramonage le nettoyage par action mécanique directe de la paroi intérieure du conduit de fumée afin d'en éliminer les suies et dépôts et d'assurer la vacuité du conduit sur toute sa longueur.

L'emploi du feu ou d'explosifs est formellement interdit pour le ramonage des conduits.

Les dispositifs permettant d'accéder à toutes les parties des conduits de fumée et de ventilation doivent être établis en tant que de besoin et maintenus en bon état d'usage pour permettre et faciliter les opérations d'entretien et de ramonage.

Après tout accident, sinistre, notamment feu de cheminée ou exécution de travaux, le propriétaire ou l'utilisateur du conduit doit faire examiner celui-ci par l'installateur ou tout autre homme de l'art qui établit un certificat, comme il est dit au cinquième alinéa de cet article.

L'autorité compétente peut interdire l'usage des conduits et appareils dans l'attente de leur remise en bon état d'utilisation lorsqu'ils sont la cause d'un danger grave ou qu'un risque est décelé.

Les locataires ou occupants de locaux doivent être prévenus suffisamment à l'avance du passage des ramoneurs. Ils sont tenus de prendre toutes dispositions utiles pour permettre le ramonage des conduits.

## **SECTION III – ENTRETIEN DES BATIMENTS ET DE LEURS ABORDS**

Indépendamment des mesures d'entretien particulières à chacune des installations définies dans les divers articles, les mesures suivantes doivent être observées en ce qui concerne les bâtiments et leurs abords.

### **Art. 32. – Généralités.**

Les propriétaires et les occupants d'un immeuble sont tenus d'assurer dans le cadre de leurs obligations respectives, un entretien satisfaisant des bâtiments et de leurs abords.

Les travaux d'entretien doivent être exécutés périodiquement et toute détérioration imprévue de nature à porter un préjudice à la santé des personnes doit faire sans délai l'objet d'une réparation au moins provisoire.

### **Art. 33. - Couverture, murs, cloisons, planchers, baies, gaines de passage des canalisations.**

Les couvertures et les terrasses, les murs et leurs enduits, les cloisons, plafonds, sols, planchers, fenêtres, vasistas, portes, emplacements des compteurs, ainsi que les gaines de passage des canalisations ou des lignes téléphoniques sont entretenus régulièrement pour ne pas donner passage à des infiltrations d'eau ou de gaz, tout en respectant les ventilations indispensables.

Les causes d'humidité doivent être recherchées et il doit y être remédié dans les moindres délais.

Les grillages et lanterneaux doivent être nettoyés et vérifiés pour remplir en permanence l'usage auquel ils sont destinés.

Les sols sont constamment maintenus en parfait état d'étanchéité.

## **SECTION IV – PRECAUTIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION**

### **Art. 34. - Protection contre le gel.**

Les propriétaires des immeubles, ou leurs représentants, ainsi que les locataires et autres occupants, notamment en cas d'absence prolongée, sont tenus de prendre, dans le cadre de leurs obligations respectives, toutes mesures nécessaires pour empêcher, en période de gel, la détérioration des installations : distribution d'eau froide ou chaude et de gaz, installations de chauffage à eau chaude ou à vapeur ainsi que les évacuations d'eaux et matières usées et assurer en permanence l'alimentation en eau potable des autres usagers.

En cas d'impossibilité de satisfaire à cette dernière prescription sans risque de dégâts pour les canalisations et appareils, l'alimentation en eau potable doit cependant être quotidiennement assurée durant le temps nécessaire à l'approvisionnement de tous les occupants de l'immeuble.

les propriétaires ou leurs représentants sont tenus de faire afficher en évidence, à l'intérieur des immeubles, les instructions nécessaires comportant le détail des manoeuvres à exécuter sur les différents circuits en cause.

### **Art. 35. - Locaux inondés ou souillés par des infiltrations**

Les locaux inondés ou souillés par quelque cause que ce soit : inondation générale, déversements accidentels, infiltrations ou non-étanchéité des équipements, notamment d'alimentation en eau ou d'évacuation des eaux pluviales ainsi que des eaux et matières usées, doivent, après enlèvement des eaux et matières répandues, être nettoyés et désinfectés, le plus rapidement possible.

La remise en usage des fosses d'aisances et des puits doit faire l'objet de toutes mesures que nécessite la destination de ces ouvrages.

Les dégradations causées par les eaux et pouvant compromettre la salubrité ou la sécurité des immeubles sont réparées à bref délai.

En cas d'urgence ou de risque imminent pour la santé publique, il peut être procédé à l'exécution d'office des mesures nécessaires dans les conditions prévues par le code de la santé publique.

### **Art. 36. - Réserves d'eau non destinées à l'alimentation.**

Les réserves d'eau non destinées à l'alimentation, les bassins d'ornement ou d'arrosage, ainsi que tous autres réceptacles, sont vidangés aussi souvent qu'il est nécessaire, en particulier pour empêcher la prolifération des insectes.

Leur nettoyage et désinfection sont effectués aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par an.

**Art. 37. - Entretien des plantations.**

Les plantations sont entretenues de manière à ne pas laisser proliférer les insectes et leurs larves au point qu'ils puissent constituer une gêne ou une cause d'insalubrité. Il doit être procédé, chaque fois qu'il est nécessaire, à une désinsectisation. Nul ne peut s'opposer aux mesures de désinsectisation collectives qui seraient entreprises par l'autorité sanitaire au cas où se manifesterait un envahissement anormal d'un quartier par les insectes et leurs larves.

**SECTION V – EXECUTION DE TRAVAUX****Art. 38. - Équipement sanitaire et approvisionnement en eau.**

Lors de travaux dans un immeuble habité, un nombre suffisant de cabinets d'aisances doit être constamment maintenu en état de fonctionnement et l'approvisionnement en eau potable des logements occupés doit être assuré en permanence.

**Art. 39. – Démolition.**

La suppression définitive d'un bâtiment doit être précédée d'une opération de dératissage. La démolition une fois commencée doit être poursuivie sans interruption jusqu'au niveau du sol. Les caves sont comblées à moins que leur accès rendu impossible tout en permettant cependant une aération suffisante.

<b>Chapitre III</b> <b>Aménagement des locaux d'habitation.</b>
--

**SECTION I - LOCAUX****Art. 40. - Règles générales d'habitabilité.**

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'un chauffage suffisant puisse être assuré.

Tout logement loué ou occupé devra être muni d'une installation intérieure d'alimentation en eau potable provenant de la distribution publique, d'une source ou d'un puits reconnu potable et d'une évacuation réglementaire des eaux usées dans un délai de deux ans après la publication du présent règlement.

Cette obligation ne vise pas les locaux faisant l'objet d'une interdiction d'habiter, d'une autorisation de démolition ou d'une opération d'utilité publique.

Lorsque des logements ou pièces isolés sont desservis par un ou plusieurs cabinets d'aisances communs, le nombre de ceux-ci est déterminé en tenant compte du nombre de personnes appelées à en faire usage, sur la base d'au moins un cabinet par 10 occupants. Tout cabinet ne doit pas être distant de plus d'un étage des locaux qu'il dessert, ni de plus de 30 mètres en distance horizontale.

Il est interdit d'affecter à usage privatif des cabinets d'aisances communs lorsque ces conditions ne sont pas remplies.

Aucune modification de logements ne doit aboutir à la création de pièces dont les dispositions de surface, de hauteur, et de ventilation et d'éclairage seraient inférieures aux dispositions suivantes :

#### **40.1. Ouvertures et ventilations.**

Les pièces principales et les chambres isolées doivent être munies d'ouvertures donnant à l'air libre et présentant une section ouvrante permettant une aération satisfaisante.

Les pièces de service (cuisine, salles d'eau et cabinets d'aisances), lorsqu'elles sont ventilées séparément, doivent comporter les aménagements suivants en fonction de leur destination :

- a) Pièce de service possédant un ouvrant donnant sur l'extérieur : ces pièces doivent être équipées d'un orifice d'évacuation d'air vicié en partie haute. En sus, les cuisines doivent posséder une amenée d'air frais en partie basse.
- b) Pièce de service ne possédant pas d'ouvrant donnant sur l'extérieur : ces pièces doivent être munies d'une amenée d'air frais, soit par gaine spécifique, soit par l'intermédiaire d'une pièce possédant une prise d'air sur l'extérieur. L'évacuation de l'air vicié doit s'effectuer en partie haute, soit par gaine verticale, soit par gaine horizontale à extraction mécanique conforme à la réglementation en vigueur (16) .

Lorsque ces pièces de service sont ventilées par un dispositif commun à l'ensemble du logement, ce dispositif doit être réalisé conformément à la réglementation en vigueur (16)

#### **40.2. Éclairage naturel.**

L'éclairage naturel au centre des pièces principales ou des chambres isolées doit être suffisant pour permettre, par temps clair, l'exercice des activités normales de l'habitation sans le secours de la lumière artificielle.

#### **40.3. Superficie des pièces.**

L'une au moins des pièces principales de logement doit avoir une surface au sens du décret no 69-596 du 14 juin 1969 supérieure à neuf mètres carrés.

Les autres pièces d'habitation ne peuvent avoir une surface inférieure à sept mètres carrés. Dans le cas d'un logement comportant une seule pièce principale ou constitué par une chambre isolée la surface de ladite pièce doit être au moins égale à neuf mètres carrés.

Pour l'évaluation de la surface de chaque pièce les parties formant dégagement ou cul-de-sac d'une largeur inférieure à deux mètres ne sont pas prises en compte.

#### **40.4. Hauteur sous plafond.**

La hauteur sous plafond ne doit pas être inférieure à 2,20 mètres.

### **Art. 41. - Aménagement des cours et courettes des immeubles collectifs.**

Dans chaque cour ou courette, il est établi une prise d'eau qui sera installée et aménagée de telle sorte qu'il n'y ait pas de retour dans les réseaux de distribution d'eaux potables.

Les pentes doivent être convenablement réglées et comporter les aménagements nécessaires en vue de l'évacuation des eaux vers un dispositif capable de retenir les matières pouvant provoquer des engorgements et de s'opposer au passage des rongeurs ; il doit être siphonné dans le cas de l'évacuation des eaux vers un égout. Les canalisations d'évacuation des eaux pluviales, des eaux ménagères et des matières usées passant sous le sol des cours, courettes et jardins doivent comporter en nombre suffisant des regards judicieusement disposés pour faciliter toute opération éventuelle de désengorgement.

L'accès aux cours et courettes doit être assuré depuis une partie commune de l'immeuble.

(16) arrêté du 22 octobre 1969 relatif à l'aération des logements.



## **SECTION II – EVACUATION DES EAUX PLUVIALES ET USEES**

### **Art. 42. – Évacuation.**

L'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées doit pouvoir être assurée en permanence, en règle générale par un réseau d'assainissement public, ces eaux ne devant pas être mélangées.

Aucun obstacle ne doit s'opposer à la circulation de l'air entre l'égout public ou le dispositif de traitement des eaux usées et l'atmosphère extérieure, au travers des canalisations et descentes d'eaux usées des immeubles notamment lorsque le raccordement nécessite l'installation d'un poste de relevage.

Afin de satisfaire à cette obligation, les descentes d'eaux usées doivent être prolongées hors combles par un évent d'une section intérieure au moins égale à celle de ladite descente.

Des événements peuvent être toutefois remplacés par des dispositifs d'entrée d'air ayant été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction (17).

L'installation de ces dispositifs peut être effectuée sous réserve qu'au moins un évent assure la ventilation :

- d'une descente d'eaux usées par bâtiment ou par maison d'habitation individuelle ;
- d'une descente d'eaux usées par groupe de vingt logements ou locaux équivalents situés dans un même bâtiment ;
- de toute descente de plus de 24 mètres de hauteur ;
- de toute descente de 15 à 24 mètres de hauteur non munie d'un dispositif d'entrée d'air intermédiaire ;
- de la descente située à l'extrémité amont du collecteur recueillant les effluents des différentes descentes.

Ces dispositifs d'entrée d'air ne peuvent être installés que dans des combles ou espaces inhabités et ventilés ou dans des pièces de service munies d'un système de ventilation permanente (w.c., salles d'eau, etc.), à l'exclusion des cuisines. Ils doivent être facilement accessibles sans démontage d'éléments de construction et s'opposer efficacement à toute diffusion dans les locaux d'émanation provenant de la descente.

En tout état de cause, ces dispositifs ne peuvent remplacer les événements nécessaires à la ventilation des installations d'assainissement autonome.

Il est interdit d'évacuer des eaux vannes dans les ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales et réciproquement. Par dérogation de l'autorité sanitaire, seule l'évacuation d'eaux ménagères peut être tolérée dans lesdits ouvrages lorsque le système d'égout public le permet.

Raccordement et relevage doivent être aménagés de façon que la stagnation des eaux soit réduite au minimum et qu'il ne puisse y avoir aucune accumulation de gaz dangereux.

Aucune nouvelle chute d'aisance ne peut être établie à l'extérieur des constructions en façade sur rue.

Dans le cas où la voie publique desservant l'immeuble n'est pas pourvue d'un ouvrage d'évacuation des eaux usées, toutes les eaux usées sont dirigées préalablement à leur éloignement sur des dispositifs d'accumulation ou de traitement répondant aux exigences formulées par des textes réglementaires spéciaux.

### **Art. 43. - Occlusion des orifices de vidange des postes d'eau.**

Tous les orifices de vidange des postes d'eaux ménagères tels qu'éviers, lavabos, baignoires doivent être pourvus d'un système d'occlusion hydraulique conforme aux normes françaises homologuées et assurant une garde d'eau permanente.

Les communications des ouvrages d'évacuation avec l'extérieur sont établies de telle sorte qu'aucun retour de liquides, de matières ou de gaz malodorants ou nocifs ne puisse se produire dans l'intérieur des habitations.

(17) arrêté du 2 décembre 1969 portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction (J.O. du 16/12/69).

#### **Art. 44. - Protection contre le reflux des eaux d'égout.**

En vue d'éviter le reflux des eaux d'égout dans les caves, sous-sols et cours lors de l'élévation exceptionnelle de leur niveau jusqu'à celui de la voie publique desservie, les canalisations d'immeubles en communication avec les égouts et notamment leurs joints sont établis de manière à résister à la pression correspondante. De même tous regards situés sur des canalisations à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Lorsque des appareils d'utilisation sont installés à un niveau tel que leur orifice d'évacuation se trouve situé au-dessous de ce niveau critique, toutes dispositions doivent être prises pour s'opposer à tout reflux d'eaux usées provenant de l'égout en cas de mise en charge de celui-ci.

### **SECTION III – LOCAUX SANITAIRES**

#### **Art. 45. - Cabinets d'aisances et salles d'eau.**

Les salles d'eau et les cabinets d'aisances sont ventilés dans les conditions fixées à l'article 40.

Les murs, plafonds et boiseries des cabinets d'aisances et salles d'eau doivent être maintenus en bon état d'entretien et de propreté.

Les sols doivent être en parfait état d'étanchéité. Les cabinets d'aisances doivent toujours disposer d'eau en permanence pour le nettoyage des cuvettes.

a) Pièce commune au cabinet d'aisances et à la salle d'eau, de bains ou de toilette.

Dans le cas où lors de la transformation de logements anciens, il est impossible d'établir un cabinet d'aisances et une salle d'eau, de bains ou de toilette indépendants et qu'ils sont réunis dans la même pièce, celle-ci doit remplir simultanément les conditions réglementaires notamment des conditions d'étanchéité fixées pour chacun de ces locaux considérés isolément par les règlements de constructions et le présent règlement sanitaire.

Notamment, il est interdit d'utiliser des appareils brûlant, même sans flamme, un combustible solide, liquide ou gazeux, dans un cabinet d'aisances ou dans tout autre local ayant à la fois les deux destinations définies ci-dessus et ne répondant pas aux conditions réglementaires.

b) Le cabinet d'aisances ne doit pas communiquer directement avec la pièce à usage de cuisine et les pièces où se prennent les repas.

Toutefois, dans les logements d'une ou deux pièces principales, le cabinet d'aisances peut communiquer directement avec les pièces où se prennent les repas à l'exclusion de la cuisine ; celui-ci doit être raccordé à l'égout ou à un système d'assainissement autre qu'une fosse fixe et muni de cuvette siphonnée et chasse d'eau.

c) Poste d'eau à proximité de cabinets d'aisances à usage commun.

Lorsqu'il existe un cabinet d'aisances à usage commun, il doit y avoir à proximité de ce cabinet un poste d'eau avec évacuation.

Dans les cas où ce poste d'eau est situé à l'intérieur du cabinet d'aisances, l'eau distribuée doit être considérée comme non potable et l'ensemble doit comporter les signes distinctifs prévus à l'article 6 du titre I. Toutes précautions doivent être prises pour éviter les retours d'eau vers le réseau d'alimentation.

#### **Art. 46. - Caractéristiques des cuvettes des cabinets d'aisance.**

La cuvette des cabinets d'aisances doit être obligatoirement munie d'un dispositif d'occlusion. De l'eau doit être disponible en permanence pour le nettoyage des cuvettes.

Lorsqu'ils sont raccordés soit à un réseau d'assainissement, soit à une fosse septique ou un appareil équivalent, les cabinets d'aisances sont pourvus d'une chasse permettant l'envoi d'un volume d'eau suffisant, toutes dispositions étant prises pour exclure le risque de pollution de la canalisation d'alimentation en eau. Les cuvettes doivent être siphonnées par une garde d'eau conforme aux normes françaises homologuées.

Les installations à la turque et les sièges des cabinets doivent être en matériaux imperméables à parois lisses et faciles à entretenir.

Le raccordement de la cuvette au tuyau de chute doit être étanche.

#### **Art. 47. - Cabinets d'aisance comportant un dispositif de désagrégation et d'évacuation des matières fécales.**

Le système de cabinets d'aisance comportant un dispositif de désagrégation des matières fécales est interdit dans tout immeuble neuf, quelle que soit son affectation.

Toutefois, en vue de faciliter l'aménagement de cabinets d'aisances dans les logements anciens qui en sont totalement démunis, faute de possibilité technique de raccordement, il peut être installé exceptionnellement et après avis de l'autorité sanitaire des cuvettes comportant un dispositif mécanique de désagrégation des matières fécales avant leur évacuation. Le conduit d'évacuation doit se raccorder directement sur une canalisation d'eaux vannes de diamètre suffisant et convenablement ventilée. Il ne doit comporter aucune partie ascendante. L'installation doit comporter une chasse d'eau et être conforme à toutes les dispositions du présent règlement sanitaire.

Toutes précautions spéciales sont prises notamment pour qu'il ne se manifeste aucun reflux d'eaux vannes ni désamorçage de joints hydrauliques dans les appareils branchés sur la même chute. Ce raccordement ne sera en aucun cas effectué sur une canalisation réservée aux eaux pluviales.

Les effluents de ces appareils sont évacués et traités dans les mêmes conditions que les eaux vannes provenant des cabinets d'aisances et, conformément aux dispositions de la section 4. Par sa conception et son fonctionnement, l'appareil ne doit entraîner aucune pollution du réseau d'amenée d'eau potable.

Des précautions particulières doivent être prises pour assurer l'isolement acoustique correct de l'appareil et empêcher la transmission de bruits vers les locaux du voisinage.

La stagnation d'une quantité d'eau dans la bache de pompage de l'appareil doit être limitée au minimum nécessaire au fonctionnement correct de la pompe.

Dans le cas où des opérations d'entretien rendent nécessaire le démontage de l'appareil, celui-ci doit être conçu pour ne causer aucun dommage, ni aucun inconvénient au point de vue sanitaire.

L'appareillage électrique doit être réalisé de façon à éliminer tout risque de contact direct ou indirect des usagers avec des conducteurs sous tension. A cet effet, l'installation sera réalisée en prenant l'une des précautions prévues à la norme française NF C 15-100, compte tenu du degré de protection électrique du matériel. On tiendra compte du fait qu'il s'agit d'un local comportant des appareils hydrauliques.

L'appareil portera de manière apparente et indélébile les prescriptions d'interdiction ci-après :

Il est interdit d'évacuer les ordures ou déchets au moyen de cet appareil. En cas de panne du dispositif de désagrégation, l'utilisation du cabinet d'aisances est interdite jusqu'à remise en parfait état de marche.

### **SECTION IV – OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT**

**Art. 48 (Abrogé par arrêté préfectoral du 19 mai 1998).**

**Art. 49 (Abrogé par arrêté préfectoral du 19 mai 1998).**

**Art. 50 (Abrogé par arrêté préfectoral du 19 mai 1998).**

## **SECTION V – INSTALLATIONS D'ELECTRICITE ET DE GAZ, DE CHAUFFAGE, DE CUISINE ET DE PRODUCTION D'EAU CHAUDE**

### **Art. 51. - Installations d'électricité.**

Les modifications conduisant au remplacement ou au renforcement des circuits d'alimentation électrique doivent être conformes aux normes NF C 14-100 et C 15-100.

### **Art. 52. - Installations de gaz.**

Toutes les installations nouvelles ou transformations d'installations de distribution de gaz doivent être conformes aux dispositions réglementaires les concernant (18) .

### **Art. 53. - Installations de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude par combustion.**

#### ***53.1. Règles générales (Circ. du 26 avr. 1982).***

L'évacuation vers l'extérieur des gaz de combustion des installations de chauffage, de cuisine et de production d'eau chaude est réalisée dans les conditions ci-après :

- les installations d'appareils utilisant des combustibles gazeux ou hydrocarbures liquéfiés et le stockage des combustibles gazeux ou hydrocarbures liquéfiés doivent être conformes aux dispositions de la réglementation en vigueur (18) ;
- les installations d'appareils utilisant des combustibles solides ou liquides doivent être raccordées à un conduit d'évacuation des gaz de combustion.

#### ***53.2. Conduits d'évacuation.***

Un appareil à combustion ne peut être raccordé qu'à un conduit d'évacuation présentant les caractéristiques de tirage et d'isolation thermique prévues par la réglementation en vigueur (18)(19) Les orifices extérieurs de ces conduits d'évacuation doivent être également conformes à la réglementation en vigueur (19).

Toute réparation, reconstruction, surélévation, modification ou adjonction de conduits d'évacuation de gaz de combustion doit être réalisée conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur (18)(19).

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les siphonnages, qu'ils concernent des conduits de fumée ou des conduits de ventilation.

Les conduits de raccordement desservant les foyers doivent être apparents sur tout leur parcours, facilement démontables et maintenus en bon état.

Sauf dans les cas et conditions prévus par la réglementation en vigueur, ils ne doivent pas pénétrer dans une pièce autre que celle où est établi le foyer qu'ils desservent. Leur parcours doit être le plus court possible. Leur section doit être au moins égale à celle de la buse de l'appareil qu'ils desservent. Leur montage doit être correct, notamment leur raccordement au conduit fixe, afin d'éviter tout risque d'obstruction.

La construction des carnaux, c'est-à-dire des conduits de fumées fixes, horizontaux ou obliques, est soumise aux règles de construction des conduits de fumée, notamment celles visant l'isolation thermique. Ils sont munis de tampons, notamment aux changements de direction, pour permettre leur ramonage.

Lorsque le raccordement d'un appareil à combustion à un conduit de fumée est obligatoire, l'appareil doit être raccordé directement sur le conduit de fumée. Il ne doit pas être branché :

- dans un poêle de construction comportant coffre ou étuve ;
- dans une cheminée comportant un appareil de récupération de chaleur faisant fond de cheminée et faisant obstacle au nettoyage normal ;
- dans unâtre de cheminée constituant un foyer ouvert, sauf aménagement permanent assurant un tirage normal et une étanchéité suffisante.

Ces dispositions ne font pas obstacle à l'installation d'un système de récupération de chaleur sur le conduit de raccordement même sous réserve de prévoir les dispositions nécessaires au maintien d'un tirage efficace et de la vacuité du conduit de fumée.

En tout état de cause, un tel dispositif ne doit pas être installé à la sortie d'un appareil dont l'allure de combustion est réglée uniquement par l'arrivée d'air.

Il est établi à la partie inférieure du conduit fixe ou, à défaut, sur le conduit mobile de raccordement un dispositif fixe ou mobile, tel que boîte à suie, pot à suie, té de branchement, destiné à éviter toute obturation accidentelle du conduit et permettant des nettoyages faciles.

Le raccordement à un conduit d'évacuation des produits de la combustion à tirage naturel ou à extraction mécanique des appareils utilisant les combustibles gazeux ou des hydrocarbures liquéfiés doit être réalisé dans les conditions prévues à cet effet par le D.T.U. no 61-1 : Installations de gaz.

Si des systèmes de combustion comportent un dispositif d'évacuation des fumées d'une conception différente des conduits visés par le présent règlement, ils ne peuvent être mis en oeuvre que si le dispositif d'évacuation des fumées a été reconnu apte à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté (22) portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction.

### **53.3. Raccordement de plusieurs foyers à un conduit unique.**

Indépendamment des possibilités de raccordement de foyers d'un conduit collecteur par l'intermédiaire de conduits individuels dans les conditions définies par l'arrêté relatif aux conduits de fumées desservant les logements (23), il est également permis de raccorder plusieurs foyers à un même conduit de fumée sous les conditions ci-après.

D'une façon générale, plusieurs foyers ne peuvent être raccordés sur un même conduit de fumées qu'à condition que ce conduit soit compatible avec les produits de la combustion du ou des combustibles et que ses caractéristiques soient telles qu'un tirage suffisant soit assuré dans toutes les conditions de fonctionnement.

**53.3.1.** Le raccordement aux conduits de fumée de plusieurs générateurs installés dans un même local à foyer unique doit respecter les règles suivantes :

- des générateurs à combustible liquide peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que les brûleurs soient du même type ;
- des générateurs à combustible gazeux peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que les brûleurs soient du même type ;
- des générateurs à combustibles liquides et des foyers à combustibles gazeux peuvent être raccordés simultanément au même conduit de fumée, à condition que les brûleurs à gaz et à mazout soient du type « à ventilateur » ;
- des générateurs à combustibles solides peuvent être raccordés sur un même conduit. Ce conduit doit être indépendant du ou des conduits desservant des foyers à combustibles liquides ou gazeux sauf cas précisés ci-après.

(22) Arrêté du 2/12/69 relatif à la création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction (J.O. du 16/12/69)

(23) Arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements.



#### Installation de puissance utile totale supérieure à 70 kW :

Des générateurs utilisant des combustibles différents peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que soient respectées, dans toutes les conditions de fonctionnement, les prescriptions de l'arrêté du 20 juin 1975 et que le conduit soit compatible avec les produits de la combustion de chaque combustible (24).

En conséquence, si la conformité à l'arrêté du 20 juin 1975 ne peut pas être réalisée, on prendra les dispositions nécessaires pour qu'en aucun cas une chaudière utilisant un combustible solide ne puisse fonctionner lorsqu'elle est raccordée à un conduit unique, simultanément avec une autre chaudière utilisant un combustible liquide ou gazeux.

#### Installations de puissance utile totale inférieure à 70 kW :

Dans le cas de deux chaudières, l'une à combustible liquide ou gazeux et l'autre à combustible solide, l'accouplement doit obligatoirement être réalisé par un équipement fourni sur catalogue par un fabricant et ayant été reconnu apte à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction (25).

Cet équipement doit comprendre :

- un conduit d'accouplement des deux buses avec une seule sortie de fumées ;
- un dispositif automatique de sécurité n'autorisant le fonctionnement du brûleur à combustible liquide ou gazeux que lorsque l'allure du foyer à combustible solide est suffisamment réduite, c'est-à-dire lorsque la température des fumées à la buse est inférieure à 100 °C ou lorsque la température du fluide caloporteur au départ est inférieure à 30 °C.

**53.3.2.** Dans le cas de chaudières « polycombustibles » deux cas peuvent se présenter :

Chaudière à deux chambres de combustion et à une seule buse de sortie de fumées : elle doit être équipée d'un dispositif automatique de sécurité comme indiqué ci-avant ; en outre, un autre dispositif automatique de sécurité doit empêcher le fonctionnement du brûleur si une des portes de chargement est ouverte.

Chaudière à deux chambres de combustion et à deux buses de sortie de fumées : elle peut être raccordée sur un seul conduit de fumée à condition que le fabricant de la chaudière fournisse le raccord d'accouplement des deux buses permettant de n'avoir qu'une seule sortie de fumées à raccorder au conduit de fumée. Dans ce cas, cette chaudière doit être équipée des deux dispositifs automatiques de sécurité indiqués ci-avant.

#### **53.4. Ventilation.**

Les dispositions du présent article ne concernent pas les appareils à combustion fonctionnant en circuit étanche.

La ventilation des locaux où sont installés des appareils utilisant le gaz ou les hydrocarbures liquéfiés doit répondre suivant le cas, aux règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage (26) ou aux règles de sécurité applicables à l'utilisation de ces combustibles (27) .

En aucun cas, les dispositifs d'amenée d'air neuf et d'évacuation d'air vicié ne doivent être condamnés.

Les appareils de production-émission ou de production, tels qu'ils sont définis dans les règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage (26) , et utilisant des combustibles solides ou liquides, doivent être installés dans des locaux répondant aux conditions de ventilation ci-après :

(24) arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (J.O. du 31/07/75).

(25) arrêté du 2 décembre 1969 portant création d'une commission chargé de formuler des avis techniques sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction (J.O. du 16/12/69).

(26) arrêté du 23/06/78 (notamment les articles 11,12 et 32 relatifs à la ventilation) relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public (J.O. du 21/07/77).

(27) arrêté du 2 août 1977 (notamment l'article 15 relatif à la ventilation) relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances (J.O. du 24/08/77).

a) Appareils d'une puissance utile totale inférieure ou égale à 70 kW :

Appareils de production-émission (poêles, cuisinières, cheminées) situés en rez-de-chaussée ou en étage : le local doit être muni d'une amenée d'air neuf d'une section libre non condamnable d'au moins 50 centimètres carrés.

Appareils de production-émission (poêles, cuisinières, cheminées) situés dans des locaux en sous-sol et appareils de production (chaudières et générateurs de chauffage central ou de production d'eau chaude) quelle que soit leur situation : le local doit être muni d'une amenée d'air neuf d'une section libre non condamnable d'au moins 50 centimètres carrés débouchant en partie basse et d'une évacuation d'air vicié d'une section libre non condamnable d'au moins 100 centimètres carrés placée en partie haute et débouchant directement à l'extérieur. Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables lorsque les appareils sont situés dans des pièces ventilées suivant les modalités fixées par l'arrêté sur l'aération des logements (29) à condition que :

- les débits d'air nécessaires au bon fonctionnement de ces appareils soient assurés ;
- lors d'une évacuation de l'air par un dispositif mécanique, la dépression créée par cette évacuation ne puisse entraîner d'inversion de tirage des conduits de fumée et foyers fonctionnant par tirage naturel, notamment lors de l'allumage de certains foyers.

b) Appareils d'une puissance utile totale supérieure à 70 kW :

Le local doit être muni d'une amenée d'air neuf et d'une évacuation d'air vicié aménagées conformément aux dispositions applicables aux chaufferies fixées par les règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage (30).

Lorsque les appareils sont situés dans des locaux habités ou occupés, l'arrivée d'air neuf doit être située aussi près que possible des foyers ; elle doit être disposée et aménagée de telle façon que le courant d'air qu'elle occasionne ne constitue pas une gêne pour les occupants.

### ***53.5. Installations de chauffage par air chaud.***

Ces installations doivent être telles que les gaz de combustion ne puissent pénétrer dans les conduits de distribution d'air chaud.

### ***53.6. Modérateurs.***

Les modérateurs de tirage par admission d'air ne doivent pas se trouver à l'intérieur des conduits. Ils doivent se fermer d'eux-mêmes en cas de diminution du tirage et être maintenus en bon état de fonctionnement. Ils doivent toujours être installés dans le local où se trouve l'appareil ; la surveillance doit en être aisée.

### ***53.7. Clés et registres.***

Les clés et registres destinés à réduire la section du conduit d'évacuation des produits de la combustion ou à l'obturer peuvent être mis en oeuvre dans les seules conditions définies par les articles ci-après.

Toutefois, l'utilisation de dispositifs situés dans le circuit d'évacuation destinés à régler ou à réguler le débit d'extraction, en cas d'extraction mécanique conjointe ou non à celle de l'air de ventilation du local où sont installés des appareils utilisant des combustibles gazeux, n'est pas visée par les dispositions du présent article.

#### ***53.7.1. Dispositif de réglage à commande manuelle.***

Pour les appareils d'un type ancien, utilisant un combustible solide et ne comportant pas de dispositif efficace de réglage du débit d'air comburant, la mise en place en aval de la buse de clés ou de registres à commande manuelle est autorisée à condition que ces dispositifs ne puissent obstruer en position de fermeture maximale plus des trois quarts de la section du conduit et que leur forme ou leur disposition ne puisse favoriser l'obstruction du conduit par la suie ou tout autre dépôt.

(29) arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements.

(30) arrêté du 23 juin 1978 (notamment les articles 11, 12 et 32 relatifs à la ventilation) relatif aux installations fixes, au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureau ou recevant du public (J.O. du 21/07/78).

**53.7.2. Dispositifs autoréglables de tirage**

Des registres autoréglables de tirage, autres que les modérateurs de tirage visés à l'article 53.5, peuvent être installés sur des seuls générateurs de chaleur utilisant des combustibles liquides et équipés de brûleurs à pulvérisation mécanique. Ils doivent satisfaire les prescriptions suivantes :

- avoir été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté (31) portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction ;
- ne pas obstruer, en position de fermeture, plus des trois quarts de la section du conduit ;
- être placés sur une partie horizontale du conduit de fumée ou, en tout état de cause, en amont du dispositif fixe ou mobile destiné à éviter toute obturation accidentelle du conduit et permettant des nettoyages faciles.

**53.7.3. Dispositifs automatiques de fermeture.**

L'installation de ces dispositifs est interdite pour des appareils utilisant un combustible solide.

L'installation de ces dispositifs en aval d'un générateur utilisant les combustibles liquides ou gazeux ne peut être effectuée que si la puissance utile de ce générateur, situé en chaufferie réglementairement ventilée, est supérieure à 70 kW.

**53.7.31. Générateurs utilisant un combustible gazeux.**

Des dispositifs de fermeture de l'orifice d'évacuation des produits de combustion peuvent être installés sur des générateurs de chaleur de puissance utile supérieure à 70 kW si les conditions suivantes sont simultanément satisfaites.

**53.7.32. Générateurs utilisant un combustible liquide**

Des dispositifs automatiques de fermeture de l'orifice d'évacuation des produits de combustion peuvent être installés sous réserve d'avoir été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté (32) portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction. Ces dispositifs doivent être, en particulier, conçus de manière à ne permettre le fonctionnement du brûleur que lorsque l'orifice d'évacuation est libre sur toute sa section. Ils doivent être installés en amont du régulateur de tirage.

Ces dispositifs ne peuvent être installés que si les générateurs sont équipés de brûleurs à pulvérisation mécanique.

- ils sont installés sur des générateurs pour lesquels ils ont été spécialement conçus ;
- ils sont conformes aux dispositions de la spécification en vigueur (33) .

**53.7.4. Conditions d'installation et d'entretien de ces dispositifs.**

La mise en place de ces dispositifs doit être effectuée par un installateur qualifié et après un contrôle de l'état du conduit de fumée ayant pour objectif de vérifier son aptitude à l'emploi.

Ces appareils doivent être entretenus et vérifiés dans les conditions définies à l'article 31-6.

L'aération du conduit de fumée doit être maintenue pendant la période durant laquelle les générateurs de chaleur ne sont pas en service.

(31) arrêté du 2 décembre 1969 portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la combustion (J.O. du 16/12/69).

(32) arrêté du 2 décembre 1969 portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la combustion (J.O. du 16/12/69).

(33) Spécifications A.T.G. (31.31) concernant les dispositifs de fermeture de l'orifice d'évacuation des produits de combustion de chaudières à gaz de puissance utile supérieure à 70 kw.

### **53.8. Interdiction visant certains dispositifs mécaniques de ventilation.**

Il est interdit d'installer des dispositifs mécaniques supplémentaires de ventilation tels que ventilateur de fenêtre, extracteur de hotte et de faire déboucher un vidoir de vide-ordures lorsque la colonne correspondante est ventilée par extraction mécanique :

- dans une pièce où se trouve un appareil à combustion raccordé à un conduit de fumée fonctionnant en tirage naturel ;
- dans un local distinct de cette pièce si ce dispositif ou vidoir de vide-ordures est susceptible de provoquer une dépression suffisante pour entraîner un refoulement des gaz de combustion.

### **53.9. Installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou à la production d'eau chaude.**

Les installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou à la production d'eau chaude doivent remplir les conditions fixées au présent article 53. En outre, les évacuations de gaz d'échappement de moteurs fixes à combustion interne ou à explosion doivent toujours être raccordées à des conduits présentant les caractéristiques requises pour les conduits de fumée, y compris pour la hauteur de leurs débouchés extérieurs. Ces conduits doivent être capables de résister à la pression de fonctionnement et, s'ils traversent des locaux occupés ou habités, être placés à l'intérieur d'une gaine présentant les mêmes caractéristiques mécaniques qu'un conduit de fumée. Cette gaine peut servir de ventilation haute du local où est installé le moteur ; dans le cas contraire, elle doit être en communication directe à sa partie basse et à sa partie haute avec l'air extérieur. Elle est indépendante de tout autre et doit également déboucher au niveau imposé pour les conduits de fumée.

### **53 bis. Installations thermiques ne comportant pas de combustion.**

Les locaux contenant des installations thermiques ne comportant pas de combustion tels que postes échangeurs de calories, installations d'accumulation d'eau chaude, etc., doivent, en tant que de besoin, être efficacement ventilés et isolés afin de n'apporter aucune élévation de température susceptible de perturber l'usage normal des locaux voisins.

Ceux contenant des installations d'une puissance utile totale supérieure à 70 kW doivent être ventilés et isolés dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur (34).

## **SECTION VI – BRUIT DANS L'HABITATION**

**Art. 54. – Bruit (abrogé par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1990).**

(34) arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude (J.O. du 21 juillet 1978).

**Chapitre IV**  
**Logements garnis et hôtels (36)**  
**Locaux affectés à l'hébergement collectif (37)**

**SECTION I – GENERALITES**

**Art. 55. - Domaine d'application.**

Les logements garnis et hôtels sont soumis aux dispositions des chapitres I, II et III du présent titre ; ils doivent, en outre, respecter les dispositions du présent chapitre IV.

Les prescriptions du présent chapitre s'appliquent à tous les locaux affectés à l'hébergement collectif sans préjudice des réglementations particulières visant certains d'entre eux (38) .

Les dispositions relatives à la ventilation de ces catégories de locaux figurent à la section 2 du titre III ci-après.

**Art. 56. – Surveillance.**

Les logeurs ou responsables de ces locaux sont tenus de faciliter les missions des représentants des services chargés de leur surveillance.

**SECTION II – AMENAGEMENT DES LOCAUX**

**Art. 57. – Équipement.**

Lorsqu'un garni ou un meublé communique avec un débit de boissons, une entrée indépendante doit être aménagée et maintenue constamment disponible. Dans les garnis et meublés, chaque unité de location doit avoir une porte indépendante.

Dans les chambres, dortoirs et locaux affectés à l'hébergement collectif occupés par cinq personnes ou plus, le volume d'air et la surface au sol ne peuvent être inférieurs à 12 mètres cubes et 5 mètres carrés par personne.

Tout dortoir est divisé en boxes individuels largement ouverts sur les dégagements pour assurer le renouvellement d'air. Le dortoir doit comporter en annexe des installations sanitaires en nombre et en qualité conformes à la réglementation concernant les logements-foyers, à savoir :

- une salle de douches à raison d'une pomme-douche pour dix personnes ou fraction de dix personnes ;
- des cabinets d'aisances à raison d'un pour dix personnes ou fraction de dix personnes ;
- un lavabo pour trois personnes au maximum ; à titre transitoire sont tolérés les lavabos collectifs comportant un nombre de robinets correspondant au nombre de lits.

(36) location en meublé : variété de location dont les caractéristiques sont de porter indivisiblement sur un local et des objets mobiliers (meubles meublants) fournis par le bailleur ou le logeur.

location en garni : location en meublé dans laquelle le bailleur ou le logeur fournit des prestations secondaires telles que location de linge, entretien et nettoyage des locaux, préparations culinaires (petits déjeuners), etc ...

(37) loi n° 73.548 du 27/06/73 relative à l'hébergement collectif – décret n° 75.50 du 20/01/75 portant application de ladite loi (J.O. du 01/02/75).

(38) Les foyers de travailleurs, de personnes âgées ou autres, sont régis par le décret n° 69.596 du 14 juin 1969 fixant les règles générales de construction des bâtiments d'habitation (J.O. du 15 juin 1969) et ses arrêtés d'application.



**57.1. Équipement collectif.**

Les cabinets d'aisances ne doivent jamais communiquer directement avec les salles de restaurant, cuisines ou réserves de comestibles.

Les urinoirs doivent être établis hors de la vue du public et satisfaire aux mêmes conditions d'hygiène que les cabinets d'aisances.

Les circulations et parties communes qui ne possèdent pas un éclairage naturel suffisant doivent être pourvues d'un éclairage électrique permanent et efficace.

**57.2. Équipement des pièces.**

Tout logement garni, toute pièce louée isolément doivent être pourvus d'un poste d'eau potable, convenablement alimenté à toute heure du jour et de la nuit, et installé au-dessus d'un dispositif réglementaire pour l'évacuation des eaux usées.

Chaque pièce et circulation communes doivent être équipées d'un dispositif d'éclairage électrique.

**Art. 58. - Locaux anciens.**

Dans les immeubles dont la construction est antérieure à la publication du présent règlement, l'exploitation des locaux à usage de garnis ou meublés, même s'ils ne sont pas conformes à toutes les prescriptions sus énoncées, pourra être tolérée à titre transitoire et précaire, mais sous réserve que les installations de chauffage et de production d'eau chaude par combustion soient conformes au présent règlement et que les conditions d'alimentation en eau potable, d'installation des cabinets d'aisances, de propreté et d'entretien des locaux et du mobilier soient satisfaisantes.

En cas de transformation ou de réparation affectant le gros-oeuvre des bâtiments ou l'économie générale desdits bâtiments à usage ou à destination de garnis ou de meublés, les nouveaux agencements et aménagements doivent être conformes aux prescriptions des présentes dispositions.

**SECTION III – USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX****Art. 59. - Service de l'eau et des sanitaires.**

L'exploitant ne peut, de sa propre initiative, suspendre le service de l'eau et l'usage des cabinets d'aisances sauf pour des raisons impératives de sécurité.

**Art. 60. – Entretien.**

Les logements et les pièces isolées, ainsi que les parties communes doivent être entretenus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur dans un état constant de propreté ; en tant que de besoin, l'autorité sanitaire pourra prescrire la réfection ou le renouvellement des peintures ou des tapisseries.

**Art. 61. - Mesures prophylactiques.**

La location des locaux meublés ayant été occupés même partiellement ou temporairement par des personnes atteintes de maladies transmissibles nécessitant légalement la désinfection terminale est interdite tant que ces locaux n'ont pas été désinfectés dans les conditions réglementaires.

La désinfection et la désinsectisation de la literie et des locaux peuvent être prescrites toutes les fois que ces opérations sont jugées nécessaires par l'autorité sanitaire.

La literie doit être maintenue en bon état d'entretien et de propreté ; la surveillance des services d'hygiène porte non seulement sur les locaux, mais également sur les objets mobiliers.

## Titre III – Dispositions applicables aux bâtiments autres que ceux à usage d'habitation et assimilés

### Art. 62. - Type de locaux visés.

Sous réserve de dispositions contraires édictées par des réglementations particulières, les prescriptions du présent règlement, traitant des habitations, sont étendues à toutes catégories d'immeubles ou d'établissements ainsi qu'à leurs dépendances quand ils reçoivent en tout ou partie les mêmes équipements que les immeubles d'habitation et sont justiciables pour raison de salubrité des mêmes règles d'établissement d'entretien ou d'usage.

### SECTION I – AMENAGEMENT DES LOCAUX

Les dispositions du titre II relatives à l'aménagement des locaux d'habitation sont applicables aux constructions neuves et transformations d'établissements visés à l'article 62 ci-dessus, à l'exception :

- de l'article 40 ;
- de l'alinéa b de l'article 45.

### SECTION II – VENTILATION DES LOCAUX

Les dispositions de cette section s'appliquent aux constructions neuves et aux constructions subissant des modifications importantes affectant le gros-oeuvre ou l'économie de l'immeuble.

Seules les prescriptions relatives à l'entretien des installations de ventilation s'appliquent aux constructions existantes, à moins que ne soit démontrée la nécessité de prendre des mesures assurant la salubrité publique.

Les débits et volumes indiqués ci-après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés.

Pour les personnes exerçant une telle activité, il convient de se reporter aux dispositions du chapitre II du titre III du livre II du code du travail (Hygiène des locaux affectés au travail).

Pour le calcul des débits ou des volumes, il sera tenu compte de l'ensemble des personnes fréquentant ces locaux.

### Art. 63. – Généralités.

#### *63.1. Dispositions de caractère général.*

La ventilation des locaux peut être soit mécanique ou naturelle par conduits, soit naturelle pour les locaux donnant sur l'extérieur, par ouverture de portes, fenêtres ou autres ouvrants.

Dans tous les cas, la ventilation doit être assurée avec de l'air pris à l'extérieur hors des sources de pollution ; cet air est désigné sous le terme « d'air neuf ».

Dans la suite de cet article, les locaux sont classés, du point de vue de la ventilation, en deux catégories :

Les locaux dits « à pollution non spécifique » : ces locaux sont ceux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des cabinets d'aisances et des locaux de toilette. Toutefois, les dispositions qui suivent ne s'appliquent pas aux locaux où cette présence est épisodique (circulations, archives, dépôts) ; on peut admettre que ces locaux sont ventilés par l'intermédiaire des locaux adjacents sur lesquels ils ouvrent.

Les locaux dits « à pollution spécifique » : cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisances et tous autres locaux où existent des émissions de produits nocifs ou gênants autres que ceux liés à la seule présence humaine (notamment certains laboratoires et locaux où fonctionnent des appareils susceptibles de dégager des polluants gazeux non rejetés directement à l'extérieur, tels le monoxyde de carbone, le dioxyde de carbone, l'ammoniac, l'ozone).



Pour les locaux où la présence humaine est épisodique (dépôts, archives, circulations, halls d'entrée...) et où l'organisation du plan ne permet pas qu'ils soient ventilés par l'intermédiaire des locaux adjacents, le débit minimal d'air neuf à introduire est de 0,1 litre par seconde et par mètre carré.

Dans les conditions habituelles d'occupation, la teneur de l'atmosphère en dioxyde de carbone ne doit dépasser 1 p. 1 000 avec tolérance de 1,3 p. 1 000 dans les locaux où il est interdit de fumer.

Si l'occupation des locaux est très variable, la ventilation modulée ou discontinue est admise sous réserve que la teneur en dioxyde de carbone ne dépasse pas les valeurs fixées précédemment.

En cas d'inoccupation des locaux, la ventilation peut être arrêtée ; elle doit cependant être mise en marche avant occupation des locaux et maintenue après celle-ci pendant un temps suffisant.

L'air neuf entrant dans ces locaux doit être pris à l'extérieur sans transiter dans d'autres locaux. Il peut être mélangé à de l'air dit recyclé mais sans que cela puisse réduire le débit minimal d'air neuf, nécessaire à la ventilation, fixé ci-dessus.

Le recyclage par groupe de locaux n'est autorisé que s'il ne concerne pas des locaux à pollution spécifique et que si l'air est filtré conformément aux dispositions ci-après relatives à la filtration.

#### **64.2. Locaux à pollution spécifique.**

Dans les locaux à pollution spécifique, le débit de la ventilation est déterminé en fonction de la nature et de la quantité de polluants émis. Pour les toilettes, les cuisines collectives et leurs dégagements, le débit minimal d'air neuf à introduire figure dans le tableau ci-après (tableau et alinéa suivant, v. Circ. du 20 janv. 1983). :

Destination des locaux	Débit minimal d'air neuf en m <sup>3</sup> /h
<u>Pièces à usage individuel</u>	
- salle de bains ou douches	15 par local
- salle de bains ou de douches commune avec cabinet d'aisance	15 par local
- cabinet d'aisance	15
<u>Pièces à usage collectif</u>	
- cabinet d'aisance isolé	30
- salle de bains ou de douches isolée	45
- salle de bains ou de douches commune avec un cabinet d'aisance	60
- baignoires, douches et cabinets d'aisance groupés	30 + 15 N°
- lavabos groupés	10 + 5 N°
- salle de lavage, séchage et repassage du linge	5 par m <sup>2</sup> de surface de local (1)
<u>Cuisines collectives</u>	
- office relais	15 / repas
- moins de 150 repas servis simultanément	25 / repas
- de 151 à 500 repas servis simultanément (2)	20 / repas
- de 501 à 1500 repas servis simultanément (3)	15 / repas
- plus de 1 500 repas servis simultanément (4)	10 / repas

N° : nombre d'équipements dans le local.

- (1) Compte tenu des contraintes techniques, les débits retenus seront de préférence arrondis au multiple supérieur de 15.
- (2) Avec un minimum de 3 750 m<sup>3</sup>/h.
- (3) Avec un minimum de 10 000 m<sup>3</sup>/h.
- (4) Avec un minimum de 22 500 m<sup>3</sup>/h.

Ces débits ne sont valables que dans le cas d'une ventilation indépendante de ces pièces de service à pollution spécifique.

Sauf exigence particulière (locaux de recherches biologiques par exemple), l'air provenant de locaux à pollution non spécifique (notamment des circulations) peut être admis dans les locaux à pollution spécifique. Lorsque la pièce de service est ventilée par l'intermédiaire d'une pièce principale ou des circulations, le débit à prendre en considération doit être égal à la plus grande des deux valeurs indiquées respectivement par le tableau ci-dessus ou celui figurant à l'article 64.1.

Les polluants émis dans les cuisines doivent être captés au voisinage de leur émission ; il en est de même des polluants nocifs ou dangereux.

En cas d'impossibilité d'installer un système de captation des ces émissions, les débits nécessaires à la ventilation des cuisines doivent être doublés.

Si la pollution spécifique est très variable, la ventilation modulée ou discontinue est admise sous réserve que l'évacuation des polluants soit convenablement réalisée.

Dans le cas où cessent les émissions donnant à la pollution un caractère spécifique, la ventilation peut être arrêtée ; elle doit cependant être mise en marche avant pollution des locaux ou maintenue après celle-ci pendant un temps suffisant afin que l'évacuation des gaz soit convenablement assurée.

## **Art. 65. - Prescriptions relatives aux installations et à leur fonctionnement.**

Lorsque l'introduction de l'air est mécanique, la filtration de l'air doit être réalisée dans les conditions suivantes. Après éventuellement une préfiltration grossière, destinée à retarder le colmatage des filtres installés en zone industrielle ou urbaine, il doit être prévu :

- a) Pour l'air neuf, un filtre d'un rendement au test gravimétrique défini par la norme NFX 44 012 d'au moins 90 p. 100.
- b) Pour l'air recyclé, un filtre d'un rendement au test gravimétrique défini par la norme NFX 44 012 d'au moins 95 p. 100.

L'encrassement des filtres doit pouvoir être contrôlé en permanence ; les filtres doivent être remplacés ou nettoyés en temps utile.

Tous les dispositifs de traitement de l'air, autres que ceux destinés à la filtration, au chauffage, au refroidissement, à l'humidification, à la déshumidification, doivent faire l'objet d'un examen par l'autorité compétente et d'un avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

Le circuit d'amenée d'air doit être nettoyé avant la mise en service surtout s'il peut y avoir présence de gravats et d'humidité.

Il est ensuite maintenu en bon état de propreté.

## **Art. 66. - Ventilation par ouvrants extérieurs.**

### ***66.1. Locaux à pollution non spécifique.***

La ventilation par ouverture des portes, fenêtres ou autres ouvrants donnant sur l'extérieur est admise dans les locaux de réunion tels que salles de réunion, de spectacles, de culte, clubs, foyers, dans les locaux de vente tels que boutiques, supermarchés, et dans les locaux de restauration tels que cafés, bars, restaurants, cantines, salles à manger à condition que le volume par occupant ne soit pas inférieur :

- à 6 mètres cubes pour les locaux avec interdiction de fumer ;
- à 8 mètres cubes pour les locaux sans interdiction de fumer.

Si la satisfaction d'autres critères en matière d'hygiène nécessite des volumes supérieurs aux valeurs indiquées ci-dessus, le volume le plus élevé doit être seul pris en considération. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux locaux d'enseignement pour lesquels existent des règles spécifiques.



### 66.2. Locaux à pollution spécifique.

La ventilation par portes, fenêtres ou autres ouvrants donnant sur l'extérieur est admise :

- dans les cabinets d'aisances si le volume de ces locaux est au moins égal à 5 mètres cubes par occupant potentiel ;
- dans les autres locaux à pollution spécifique si, d'une part, il n'est pas nécessaire de capter les polluants au voisinage de leur émission et si, d'autre part, le débit d'air extrait correspondant aux valeurs de l'article 64 est inférieur à 1 litre/seconde par mètre cube de local.

### 66.3. Surface des ouvrants.

La surface des ouvrants calculée en fonction de la surface du local ne doit pas être inférieure aux valeurs indiquées dans le tableau ci-après :

Surface du local en m <sup>2</sup>	Surface des ouvrants en m <sup>2</sup>
10	1,25
50	3,6
100	6,2
150	8,7
200	10
300	15
400	20
500	23
600	27
700	30
800	34
900	38
1 000	42

Pour des locaux dont la surface est supérieure aux valeurs indiquées dans le tableau ci-dessus, la surface des ouvrants est déterminée à l'aide de la formule suivante :

$$s = \frac{S}{8 \log_{10} S} \quad \text{où} \quad \begin{array}{l} s \text{ représente la surface des ouvrants en mètres carrés.} \\ S \text{ représente la surface du local en mètres carrés.} \end{array}$$

L'ensemble de ces dispositions ne fait pas obstacle à l'application des réglementations relatives à la sécurité et à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs.

## **SECTION III. – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUIPEMENT SANITAIRE**

### **Art. 67. - Équipement sanitaire.**

Dans les établissements ouverts ou recevant du public doivent être aménagés, en nombre suffisant et compte tenu de leur fréquentation, des lavabos, des cabinets d'aisances et urinoirs. Ils doivent être d'un accès facile ; les cabinets et urinoirs ne doivent jamais communiquer directement avec les salles de restaurants, cuisines ou resserres de comestibles.

Les locaux sanitaires doivent être bien éclairés, ventilés, maintenus en parfait état de propreté et pourvus de papier hygiénique.

Les lavabos doivent être équipés de produit de nettoyage des mains et d'un dispositif d'essuyage ou de séchage. Le sol des locaux sanitaires, leurs parois et leurs plafonds doivent être en matériaux lisses, imperméables, imputrescibles et résistants à un nettoyage fréquent.

### **Art. 68. - Équipement sanitaire des locaux de sports.**

Les installations sanitaires annexées aux locaux de sports comprennent au moins deux w-c, deux urinoirs, une salle de douches collectives (quinze pommes de douches) et deux cabines de douches individuelles pour quarante usagers simultanés. Ces chiffres peuvent être réduits au prorata du nombre des usagers admis simultanément lorsque ce nombre reste inférieur à quarante.

Les locaux eux-mêmes doivent être conformes aux prescriptions d'hygiène édictées par les règlements particuliers les concernant.

### **Art. 69. - Équipement sanitaire des salles de spectacle.**

Il est aménagé au moins un lavabo, un w-c et un urinoir par centaine ou fraction de centaine de personnes susceptibles d'être admises dans ces locaux par période de trois heures, avec un minimum de 2 w-c, 2 urinoirs et 2 lavabos. Chaque urinoir peut être remplacé par un w-c.

### **Art. 70. - Établissements de natation ouverts au public.**

Ces établissements sont soumis, tant en ce qui concerne l'hygiène que la sécurité, aux dispositions des textes spécifiques qui les régissent (41).

### **Art. 71. - Bains-douches.**

Les établissements de bains et de douches sont soumis, en ce qui concerne leur création et leur exploitation, aux mêmes demandes et autorisations que les établissements de natation.

Ils répondent notamment aux prescriptions suivantes :

- Chaque local de l'établissement de bains et de douches doit être tenu en constant état de propreté, correctement ventilé et convenablement chauffé.
- Après chaque usage, les cabines de douches sont nettoyées au jet, les baignoires sont brossées, désinfectées et rincées. Leur sol est antidérapant et nettoyé régulièrement.
- Un nombre suffisant de cabinets d'aisances, d'urinoirs et lavabos doit être installé.
- Les établissements où il est fait usage de l'eau ou de la vapeur d'eau dans des conditions particulières (sauna, hammam) sont aménagés de manière que leur installation et leur exploitation s'effectuent dans de bonnes conditions d'hygiène pour les usagers et le voisinage et que les bâtiments soient protégés contre l'humidité ou la dégradation.

## **SECTION IV. – USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX**

Les dispositions du titre II relatives à l'usage et à l'entretien des locaux d'habitation sont applicables aux établissements visés à l'article 62 ci-dessus, à l'exception :

- des alinéas 3 et 4 de l'article 24 ;
- des paragraphes 27.1 et 27.2 de l'article 27 ;
- du deuxième alinéa du paragraphe 31.2 (Conduits de ventilation) de l'article 31.

### **Art. 72. - Entretien des locaux.**

Le sol des locaux, les murs ainsi que les sièges de w-c doivent être maintenus en constant état de propreté. Toutes mesures sont prises pour assurer la destruction des insectes. Le balayage à sec est interdit.

(41) Décret n° 81.324 du 7 avril 1981 modifié par le décret n° 91.980 du 20 septembre 1991 fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et aux baignades aménagées. Arrêté du 29 novembre pris pour son application.

## **Titre IV : Élimination des déchets et mesures de salubrité générale**

### **SECTION I – DECHETS MENAGERS**

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux déchets des ménages et aux déchets provenant des collectivités autres que les établissements hospitaliers, tels que restaurants d'entreprises ou d'établissements scolaires.

#### **Art. 73. - Présentation des déchets à la collecte.**

Les personnes desservies par un service de collecte sont tenues de présenter leurs déchets dans les conditions définies par arrêté municipal (42) .

Les personnes non desservies par un tel service doivent déposer leurs déchets en un lieu de réception fixé par arrêté municipal et selon les modalités prévues par cet arrêté.

#### **Art. 74. - Produits non admis dans les déchets ménagers.**

Les déchets ménagers présentés au service de collecte ne doivent contenir aucun produit ou objet susceptible d'exploser, d'enflammer les détritiques ou d'altérer les récipients, de blesser les préposés chargés de l'enlèvement des déchets, de constituer des dangers ou une impossibilité pratique pour leur collecte ou leur traitement. Les détritiques à arêtes coupantes doivent être préalablement enveloppés.

Il est interdit de mélanger aux ordures ménagères, les déchets anatomiques ou infectieux des établissements hospitaliers ou assimilés ainsi que les déchets et issues d'abattage professionnel.

#### **Art. 75. - Récipients de collecte des ordures ménagères.**

Les caractéristiques des récipients destinés à contenir les ordures ménagères doivent répondre aux conditions fixées par l'autorité municipale ou, le cas échéant, par la collectivité publique assurant la gestion du service de collecte pour plusieurs communes.

Selon les modes de collecte adoptés, les récipients utilisés doivent satisfaire en particulier aux prescriptions ci-dessous.

##### ***75.1. Poubelles.***

Ces récipients doivent être étanches, insonores, munis d'un couvercle s'opposant à l'accès des mouches, rongeurs et autres animaux, et constitués en matériaux difficilement inflammables ; leur assise doit leur assurer une bonne stabilité.

##### ***75.2. Sacs perdus en papier ou en matière plastique pour la collecte des ordures ménagères.***

Les sacs perdus utilisés pour la présentation des ordures ménagères à la collecte doivent être conformes aux normes en vigueur et aux modèles définis par l'autorité municipale.

Lors de leur utilisation, ces sacs doivent être disposés de façon à faciliter l'introduction des ordures.

Les récipients ainsi constitués, sauf s'ils sont placés sous un conduit de chute de vide-ordures, doivent être maintenus couverts en dehors des opérations de remplissage.

Les sacs présentés en vue de leur collecte doivent être fermés pour que tout risque d'épandage des ordures soit écarté même en cas de renversement du sac. A cet effet, une hauteur suffisante à partir du bord supérieur du sac doit être conservée libre de tout chargement.

A tous les stades de leur utilisation dans les immeubles, les sacs doivent être protégés des intempéries.

(42) Loi du 15 juillet 1975 modifiée par la loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et les textes pris pour son application.

### **75.3. Bacs roulants pour déchets solides.**

Les bacs roulants ne doivent présenter aucun danger pour les usagers, ils doivent en particulier être immobilisés par un dispositif approprié.

Dans le cas où ces bacs sont utilisés à l'intérieur des immeubles, leurs conditions de manutention doivent être aisées depuis le point de chute ou de remplissage des ordures ménagères jusqu'à leur sortie de l'immeuble et n'occasionner aucune gêne pour le voisinage.

### **75.4. Autres types de récipients.**

D'autres types de récipients peuvent éventuellement être autorisés par l'autorité municipale, après avis de l'autorité sanitaire, en tenant compte des moyens de collecte et de traitement existants. Les dimensions et le poids de ces récipients une fois remplis doivent être tels qu'ils ne constituent pas une entrave à leur collecte.

## **Art. 76. - Mise des récipients à la disposition des usagers.**

Dans les immeubles collectifs, les usagers doivent déverser leurs ordures ménagères dans les récipients prévus à cet effet.

De tels récipients doivent être mis chaque jour à leur disposition même si la collecte n'est pas quotidienne. Ces récipients doivent être installés en quantité suffisante de manière à éviter leur surcharge et tout éparpillement des ordures ménagères.

Afin d'éviter aux occupants de trop longs parcours, les récipients peuvent être situés, le cas échéant, à plusieurs endroits de l'immeuble.

La mise à disposition des récipients ainsi que leur transport vers le lieu d'enlèvement par le service de collecte ne doivent se faire qu'en passant par des parties communes de l'immeuble, à l'exclusion de toute partie privative ou loge de concierge.

## **Art. 77. - Emplacement des récipients à ordures ménagères.**

Dans les immeubles collectifs, les récipients mis à la disposition des occupants pour recevoir leurs ordures ménagères doivent être placés à l'intérieur de locaux spéciaux, clos, ventilés. Le sol et les parois de ces locaux doivent être constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ; toutes dispositions doivent être prises pour empêcher l'intrusion des rongeurs ou insectes. Les portes de ces locaux doivent fermer hermétiquement. Un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être établis dans chacun de ces locaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur, ni émanation gênante ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Ces locaux ne doivent pas avoir de communications directes avec les locaux affectés à l'habitation, au travail ou au remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Si, dans certains bâtiments anciens, la disposition des lieux ne permet pas la création de tels locaux, les mesures suivantes doivent être adoptées selon les volumes disponibles :

- soit l'établissement de locaux pour le seul remisage des récipients vides, en dehors des heures de mise à disposition des usagers, et présentant les mêmes caractéristiques que les locaux visés à l'alinéa I ci-dessus ;
- soit le remisage des récipients vides correctement nettoyés aux emplacements où ils gênent le moins les occupants de l'immeuble. En tout état de cause, ils ne doivent pas être placés dans les lieux d'accès aux cages d'escaliers.

Dans ces deux cas, un point d'eau et une évacuation des eaux usées doivent être aménagés pour permettre l'entretien des récipients.

Pour tous les groupes d'habitation comprenant plus de cinquante logements ou locaux équivalents et pour tous les immeubles collectifs, les promoteurs et architectes doivent, lors de l'établissement des projets de construction ou de transformation, consulter les services municipaux intéressés afin de prévoir, dès la conception, toutes dispositions nécessaires en vue d'un enlèvement facile des ordures ménagères en fonction des possibilités du service de collecte.

Dans les immeubles collectifs importants, les locaux de remisage des récipients à ordures ou de réception des vide-ordures, quand ces derniers équipements sont prévus, doivent, sans préjudice des réglementations spécifiques, être conçus, quant à leurs dimensions, leurs dispositions et leurs accès à partir de la voie publique, de façon à permettre l'utilisation de récipients de grande capacité ou tous autres moyens adaptés aux productions importantes d'ordures susceptibles d'être imposés par les services de collecte des ordures ménagères en considération même de cette production.

## **Art. 78. - Évacuation des ordures ménagères par vide-ordures.**

L'établissement de vide-ordures dans un immeuble existant doit être effectué conformément aux dispositions de la réglementation relative à l'établissement de ces ouvrages dans les immeubles d'habitation (43) .

L'évacuation des ordures ménagères par un conduit de chute aboutissant à un local spécialement aménagé ne peut se faire que par voie sèche, sauf dérogation qui fixera les conditions requises pour qu'il n'en résulte pas de difficultés pour la collecte, l'évacuation et le traitement des ordures et des eaux usées.

Il est interdit de jeter dans les conduits de chute des vide-ordures réalisés par voie sèche :

- des résidus ménagers liquides,
- tout objet susceptible d'obstruer ou de détériorer les conduits, d'enflammer les détritiques, d'intoxiquer ou de blesser les préposés chargés de l'enlèvement des ordures ménagères.

La présentation des déchets introduits dans les vide-ordures doit être telle qu'elle n'entraîne pas leur dissémination. A cette fin, les ordures et notamment les déchets fermentescibles doivent être convenablement enveloppés.

Un dispositif spécial de raccordement de l'extrémité inférieure du conduit de chute au récipient d'ordures ménagères doit être installé de manière à écarter tout risque de dispersion des ordures sur le sol.

Le récipient placé sous le conduit de chute doit être remplacé selon une fréquence telle qu'il n'en résulte pas de débordement ou de difficulté pour la fermeture dudit récipient.

Dans le cas où les vidoirs sont installés dans les parties communes, ils doivent, ainsi que leurs abords, être maintenus en constant état de propreté.

Si le conduit de chute vient à être obstrué, toutes mesures doivent être prises, sans délai, en vue de remédier à cette situation.

Toutes précautions, tant en ce qui concerne la construction que l'utilisation, doivent être prises pour que les vide-ordures n'occasionnent aucune nuisance sonore pour les habitants de l'immeuble, ni danger pour le personnel.

## **Art. 79. - Entretien des récipients, des locaux de stockage et des conduits de chute des vide-ordures.**

Les récipients à ordures ménagères, leurs emplacements ainsi que les locaux où ils sont remisés doivent être maintenus en constant état de propreté, désinfectés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Le nettoyage des récipients est effectué après chaque vidage ; ce nettoyage ne doit pas être effectué sur la voie publique.

Les conduits de chute des vide-ordures sont ramonés et nettoyés périodiquement et au moins deux fois par an. Il sont maintenus en permanence en bon état d'utilisation et de propreté. Des mesures de désinfection et de désinsectisation peuvent être prescrites par l'autorité sanitaire en cas de nécessité.

Les produits utilisés pour les opérations d'entretien doivent être homologués conformément à la réglementation en vigueur (44) .

Ces opérations d'entretien ne doivent occasionner aucune gêne au voisinage ou atteinte à la santé des occupants des immeubles.

(43) Arrêté du 14 juin 1969 fixant les règles relatives à l'établissement des vide-ordures dans les immeubles d'habitation (J. O. du 24 juin 1969)

(44) loi n° 72.1139 du 22/12/72 étendant le champ d'application de la loi validée et modifiée du 2/11/43 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole et assimilés (J.O. du 23/12/72).



## **Art. 80. - Présentation des déchets des ménages en vue de leur enlèvement par le service de collecte.**

La mise sur la voie publique des récipients d'ordures ménagères en vue de leur enlèvement par le service de collecte ne doit s'effectuer qu'aux heures indiquées et selon les modalités fixées par l'autorité municipale. Cette opération ne doit occasionner ni gêne ni insalubrité pour les usagers de la voie publique.

Dans le cas d'une collecte sélective, les matériaux séparés par les habitants doivent être présentés au service de collecte selon les modalités fixées par l'autorité municipale.

## **Art. 81. - Réglementation de la collecte.**

Les modalités réglant les conditions de la collecte des ordures ménagères et celles de la collecte sélective des matériaux de récupération, notamment la fréquence, l'horaire, les récipients utilisés, sont définis par arrêtés municipaux pris en application du présent règlement et sous la surveillance de l'autorité sanitaire.

La fréquence de la collecte des déchets fermentescibles doit être, au moins, hebdomadaire.

## **Art. 82. - Protection sanitaire au cours de la collecte.**

Les manipulations doivent se faire de manière à éviter la dispersion des ordures ménagères, la souillure des lieux et toute nuisance pour l'environnement immédiat.

Le chiffonnage est interdit à toutes les phases de la collecte, notamment dans les récipients à ordures.

Lorsque des récipients de grande capacité sont mis par la municipalité, à la disposition des habitants en certains points, leur implantation, leur aménagement et leur exploitation doivent être réalisés de façon telle qu'il n'en résulte aucune gêne ou insalubrité pour le voisinage et que leur utilisation puisse se faire commodément et sans danger. Ces récipients doivent être munis de couvercles ou de trappes, fixés au récipient, facilement manoeuvrables et maintenus fermés en dehors du temps nécessaire au vidage des récipients à ordures des habitants.

Des récipients de grande capacité sans dispositif de couverture sont admis s'ils sont destinés à ne recevoir que les matériaux non fermentescibles séparés par les habitants.

## **Art. 83. - Broyeurs d'ordures.**

L'évacuation de déchets alimentaires dans les ouvrages d'assainissement après broyage dans une installation individuelle, collective ou industrielle est interdite.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'une installation de nature exclusivement ménagère, elle peut être autorisée dans les conditions suivantes :

- ce dispositif est installé dans un logement dont l'assainissement individuel met en service une fosse septique toutes eaux répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et de l'arrêté préfectoral du 19 mai 1998. Dans ce cas, une déclaration d'installation devra être adressée à la DDASS.
- ce dispositif équipe un logement raccordé à une station d'épuration par l'intermédiaire d'un réseau d'assainissement collectif. Dans ce cas, l'autorisation sera accordée par la mairie après avis favorable du DDASS et après accord du service chargé de l'exploitation des ouvrages d'assainissement.
- pour les collectivités privées desservies par leurs propres ouvrages d'assainissement, l'accord préalable d'installation devra être sollicité auprès de la DDASS.

Aux fins de contrôle, le vendeur de l'appareil devra adresser un certificat de vente à la DDASS sur lequel sera mentionné le nom du propriétaire et l'adresse du lieu d'installation.

Cette autorisation ne pourra être accordée que si les caractéristiques des ouvrages d'assainissement concernés sont calculés pour assurer l'évacuation et le traitement des déchets en cause.

L'installation d'un tel système ne dispense pas de la mise en place à l'intérieur des immeubles d'autres systèmes de collecte destinés à évacuer les déchets et emballages qui ne peuvent être introduits dans le broyeur.

Ces appareils sont soumis, en ce qui concerne leur alimentation en eau potable et l'évacuation des eaux usées, aux dispositions du présent règlement.

Le fonctionnement de cet appareil ne doit provoquer aucune nuisance sonore constituant une gêne pour les habitants de l'immeuble.

L'installation électrique actionnant le mécanisme broyeur doit être conforme aux normes en vigueur.

#### **Art. 84. - Élimination des déchets.**

Tout dépôt sauvage d'ordures ou de détritiques de quelque nature que ce soit ainsi que toute décharge brute d'ordures ménagères sont interdits.

Après mise en demeure, les dépôts existants sont supprimés selon la procédure prévue par le code de la santé publique.

Le brûlage à l'air libre des ordures ménagères est également interdit.

Le traitement des ordures ménagères collectées doit être réalisé selon les dispositions prévues par les textes en vigueur (45).

La destruction des ordures ménagères et autres déchets à l'aide d'incinérateur individuel ou d'immeuble est interdite.

Des dérogations à la règle pourront cependant être accordées par le préfet sur proposition de l'autorité sanitaire et après avis du conseil départemental d'hygiène.

Ces dérogations ne peuvent être accordées que dans le cas où il n'est pas possible d'utiliser d'autre moyen autorisé pour éliminer les déchets produits par le pétitionnaire. Ce type d'élimination ne doit entraîner aucune gêne ou insalubrité pour le voisinage.

Les incinérateurs utilisés doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne les caractéristiques de leurs rejets.

#### **Art. 85. - Élimination des déchets encombrants d'origine ménagère.**

L'abandon sur la voie publique ou en tout autre lieu des déchets encombrants est interdit.

Dans les immeubles collectifs, si la disposition des lieux le permet, un local de stockage des déchets encombrants en vue de leur enlèvement doit être aménagé.

Le stockage de ces objets ne doit en aucun cas occasionner une gêne pour les occupants des immeubles.

La présentation sur la voie publique des déchets encombrants d'origine ménagère en vue de leur enlèvement par le service de collecte doit s'effectuer conformément aux indications fournies par l'autorité municipale.

S'il n'existe pas de service spécial de collecte, les particuliers doivent déposer leurs déchets encombrants en un lieu désigné par l'autorité municipale qui en assure l'élimination.

(45) notamment la circulaire interministérielle du 22/02/73 relative à l'évacuation et au traitement des résidus urbains (J. O. du 20 mars 1973),  
circulaire du 6 juin 1972 relative aux usines d'incinération de résidus urbains (J.O. du 27 juin 1972) et  
circulaire du 9 mars 1973 relative aux décharges contrôlées de résidus urbains (J. O. du 7 avril 1973).

## **SECTION II. – DECHETS DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET ASSIMILES**

### **Art. 86. – Généralités.**

Outre l'élimination des produits ou objets dangereux définis à l'article 74 du présent titre « Déchets ménagers », les déchets en provenance des établissements hospitaliers doivent obligatoirement faire l'objet d'un tri en au moins deux catégories principales.

#### **86.1. Déchets contaminés.**

( Code de la santé publique., art. R. 44-1 à R. 44-5, créés par D. n° 97-1048 du 6 nov. 1997).

#### **86.2. Autres déchets non contaminés assimilables aux déchets ménagers.**

Tout objet non contaminé susceptible d'occasionner des blessures doit être préalablement muni d'une enveloppe protectrice ou broyé ; il pourra cependant être demandé à l'établissement un tri plus complet en d'autres catégories en cas de collecte sélective extérieure.

L'établissement hospitalier doit procéder à l'élimination de tout ou partie de chacune de ces catégories de déchets suivant les conditions prescrites aux articles ci-après ; cette élimination peut s'effectuer soit par les moyens propres à l'établissement, soit par l'intermédiaire de la collectivité publique assurant la gestion du service de collecte.

Lorsque l'établissement dispose de la propre unité d'incinération, celle-ci doit répondre à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne les caractéristiques de ses rejets.

### **Art. 87. - Déchets de toutes catégories.**

Sont applicables aux déchets de toutes catégories en tant qu'obligations minimales les prescriptions des articles 74, 75, 77, 78, 79, 82 (dans lequel le mot « habitants » est remplacé par le mot « établissement ») et 85 du titre IV.

Ces obligations s'appliquent sans préjudice des prescriptions qui pourraient découler des normes hospitalières édictées par décrets pris en application des articles 20 et 33 de la loi no 70-1318 du 31 décembre 1970 relative à la réforme hospitalière.

Si l'élimination de ces déchets est assurée par l'établissement, les mots « autorité municipale » sont remplacés dans ces articles par « autorité sanitaire », les mots « immeubles collectifs » par «immeubles de l'établissement».

Tout dépôt sauvage ou décharge brute d'ordures ménagères ou de détritux de quelque nature que ce soit provenant d'un établissement hospitalier est interdit. Le brûlage à l'air libre de ces déchets est également interdit.

Le traitement de ces déchets doit être réalisé selon les dispositions prévues par les textes en vigueur (46).

### **Art. 88. - Déchets contaminés.**

(Code de la Santé Publique., art. R. 44-1 à R. 44-5, créés par D. n° 97-1048 du 6 nov. 1997).

Arrêté d'application du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets de soins à risque infectieux.

### **Art. 89. - Aspect administratif de l'élimination des déchets hospitaliers.**

(Code de la Santé Publique., art. R. 44-1 à R. 44-5, créés par D. n° 97-1048 du 6 nov. 1997).

Arrêté d'application du 7 septembre 1999 relatif aux modalités de contrôle des filières d'élimination des déchets de soins à risque infectieux.

(46) notamment la circulaire interministérielle du 22/02/73 relative à l'évacuation et au traitement des résidus urbains (J. O. du 20 mars 1973).

circulaire du 6 juin 1972 relative aux usines d'incinération de résidus urbains (J.O. du 27 juin 1972) et circulaire du 9 mars 1973 relative aux décharges contrôlées de résidus urbains (J. O. du 7 avril 1973).

### **SECTION III. – MESURES DE SALUBRITE GENERALE**

#### **Art. 90. - Déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général.**

Il est interdit de déverser dans la mer, les cours d'eau, lacs, étangs, canaux, sur leurs rives et dans les nappes alluviales, toutes matières usées, tous résidus fermentescibles d'origine végétale ou animale, toutes substances solides ou liquides toxiques ou inflammables, susceptibles de constituer un danger ou une cause d'insalubrité, de communiquer à l'eau un mauvais goût ou une mauvaise odeur, de provoquer un incendie ou une explosion.

Pour les voies et plans d'eau désignés ci-dessus, cette interdiction vise notamment :

- a) Le lavage des véhicules automobiles et de tous engins à moteur ;
- b) La vidange des huiles de moteur de tous engins mécaniques ;
- c) La vidange et le nettoyage des équipements sanitaires des caravanes ;
- d) Le rinçage des citernes et des appareils ou engins ayant contenu des produits polluants ou toxiques.

Ces opérations doivent être effectuées de façon que les produits de vidange, de lavage, de nettoyage ne puissent être déversés, ni entraînés dans les voies, plans d'eau ou nappes, par ruissellement ou par infiltration. Cette interdiction ne s'applique pas au déversement d'eaux usées de vidange et autres déchets qui ont fait l'objet d'un traitement approprié conforme à la réglementation en vigueur et approuvé par l'autorité sanitaire.

#### **Art. 91. - Déchargement des matières de vidange.**

Les déchargements et déversements des matières de vidange, en quelque lieu que ce soit, sont interdits, sauf s'ils sont effectués :

- temporairement dans des citernes étanches et couvertes ;
- dans des usines de traitement dont le fonctionnement aura été préalablement autorisé par l'autorité préfectorale, conformément à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- dans des stations d'épuration aménagées pour leur permettre d'admettre ces matières de vidanges sans inconvénient pour leur fonctionnement, soit directement, soit dans certains cas par l'intermédiaire du réseau afférent s'il est apte à les recevoir (47).

Le traitement biologique des matières de vidange par dépotage en station d'épuration ou dans un collecteur d'eaux usées ne peut se faire qu'après autorisation délivrée, après avis de l'autorité sanitaire, par le service gestionnaire des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.

Le dépotage en station d'épuration doit répondre aux conditions techniques suivantes :

- La station ne doit pas être surchargée et doit être en bon état de fonctionnement ; elle doit être équipée d'un dispositif de dépotage ;
- La charge en DBO5 imputable aux matières de vidange doit être inférieure à 20 p. 100 de la charge totale en DBO5 admissible sur la station ;
- Le rapport des débits des matières de vidange et de l'effluent global admis sur la station doit rester inférieur à 3 p. 100.
- Le dépotage dans un collecteur est interdit sauf dérogation de l'autorité sanitaire ;
- Par mise en décharge dans des « déposables » spécialement aménagées dont l'ouverture aura été préalablement autorisée par l'autorité préfectorale, conformément à la loi du 19 juillet 1976 après une enquête de commodo et incommodo(48).

(47) Circulaire du 23 février 1978 relative à l'élaboration de schémas départementaux d'élimination des matières de vidange (J. O. du 01/03/78)

(48) Circulaire n° 2216 du 14 février 1973 relative à la création et à l'utilisation de décharges de matières de vidange des fosses d'aisances dites "déposables" (non parue au J. O.).

## **Art. 92 Mares et abreuvoirs.**

La création des mares ne peut se faire qu'avec autorisation du maire. Leur implantation doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres :

- des sources et forages ;
- des puits ;
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre ;
- des installations de stockage souterraines ou semi-enterrées des eaux destinées à l'alimentation humaine ou animale, ou à l'arrosage des cultures maraîchères ;
- à moins de 50 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs ou des établissements recevant du public, à l'exception des installations de camping à la ferme.

Les mares et fossés à eau stagnante sont curés aussi souvent qu'il est nécessaire. L'épandage des vases doit répondre aux prescriptions de l'article 159.2.5. Il est interdit de les déverser dans les cours d'eau. En aucun cas, le déversement des eaux usées de quelque nature que ce soit ne peut être toléré dans ces ouvrages.

Toute mare ou fossé reconnus nuisibles à la santé publique doivent être comblés par le propriétaire à la demande de l'autorité sanitaire, l'évacuation des eaux étant normalement assurée.

## **Art. 93 Lavoirs publics.**

Les lavoirs doivent être largement aérés, les revêtements de leurs parois sont lisses et imperméables. Le sol est muni de rigoles d'écoulement étanches. Les bassins des lavoirs doivent être étanches, tenus avec la plus grande propreté, vidés, nettoyés et désinfectés, au moins une fois par an.

Au cas où l'eau d'alimentation du lavoir n'est pas potable, une plaque apparente et scellée à demeure, portant d'une manière visible la mention Eau dangereuse à boire et un pictogramme caractéristique (49), sera appliquée sur le dispositif d'alimentation en eau du lavoir.

## **Art. 94 (Abrogé).**

## **Art. 95. – Ne concerne pas le département de la Vienne.**

## **Art. 96. - Protection des lieux publics contre la poussière.**

Le nettoyage du sol des rues et des trottoirs doit être fait avec toutes les précautions nécessaires pour éviter la pollution de l'air par les poussières.

Il est interdit de jeter sur les voies publiques ou privées les poussières collectées dans les immeubles.

Le cardage des matelas est interdit sur la voie publique et dans les courettes.

Le nettoyage des murs, le raclage des poussières et, d'une façon générale, toutes les opérations d'entretien des habitations et autres immeubles ainsi que les travaux de plein air s'effectuent de manière à ne pas disperser de poussière dans l'air, ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage.

Cette prescription s'applique en particulier aux travaux de voirie et de démolition des constructions.

## **Art. 97. - Protection contre les déjections.**

L'autorité municipale définit, par voie d'arrêté, les règles générales d'hygiène à observer dans les lieux publics et les moyens de transport publics en vue de prévenir les risques imputables aux déjections de quelque nature qu'elles soient.

(49) un verre surmonté d'un robinet, le tout étant barré très nettement.

Les véhicules des services de transport en commun, s'ils effectuent un service journalier, sont nettoyés au moins une fois par jour. Des mesures de désinfection peuvent être prescrites par l'autorité sanitaire en cas de nécessité.

L'entretien des cabinets d'aisances et des urinoirs publics est assuré, conformément à la réglementation en vigueur, par les propriétaires ou concessionnaires autorisés.

L'accès des aires de jeux et bacs à sable est interdit aux animaux et le sable doit être changé ou désinfecté en tant que de besoin.

## **Art. 98. - Cadavres d'animaux.**

Il est interdit de déposer les cadavres d'animaux sur la voie publique ou dans les ordures ménagères ainsi que de les jeter dans les mares, rivières, abreuvoirs, gouffres et bétouilles, ou de les enfouir d'une façon générale à moins de 35 mètres des habitations, des puits, des sources et dans les périmètres de protection des sources et des ouvrages de captage et d'adduction des eaux d'alimentation prévus dans la réglementation des eaux potables.

Leur destruction est assurée conformément aux prescriptions de l'article L.226 du code rural et compte tenu des dispositions prises en vertu de la loi du 10 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

## **Art. 99. - Propreté des voies et des espaces publics.**

Les voies et espaces publics doivent être tenus propres. Les usagers de la voie publique et les occupants des propriétés riveraines sont tenus d'éviter toute cause de souillure desdites voies. En sus des conditions figurant par ailleurs dans le présent règlement, ils doivent respecter les prescriptions ci-après.

### ***99.1. Balayage des voies publiques.***

Dans les voies livrées à la circulation publique où le service du balayage n'est pas assuré par la municipalité, les propriétaires riverains sont tenus, aux jours et heures fixés par le maire, de balayer ou faire balayer, après arrosage chacun au droit de sa façade, sur une largeur égale à celle du trottoir.

### ***99.2. Mesures générales de propreté et de salubrité.***

Il est interdit d'effectuer des dépôts de quelque nature que ce soit, sauf autorisation spéciale, sur toute partie de la voie publique, d'y pousser ou projeter les ordures ou résidus de toutes natures.

Il est également interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter, sur tout ou partie de la voie publique ainsi que dans les édifices ou édicules d'utilité publique ou sur les bancs des rues et des promenades, tous papiers, imprimés ou non, journaux, prospectus, cartonnages, boîtes, enveloppes, emballages divers et généralement tous objets ou matières susceptibles de salir ou d'obstruer tout ou partie de la voie publique.

Il est interdit d'y jeter, déposer ou abandonner des pelures, épluchures et résidus de fruits et de légumes, et, d'une façon générale, tous débris ou détritus d'origine animale ou végétale susceptibles de souiller la voie publique ou de provoquer des chutes.

Cette interdiction s'étend aux graines, miettes de pain ou de nourriture quelconque tant sur la voie publique que sur les fenêtres, balcons et parties extérieures des immeubles riverains et vise également d'une manière particulière les produits ou objets dangereux ou toxiques pouvant être ramassés par les enfants ainsi que tous récipients contenant ou ayant contenu des produits inflammables sans avoir été soigneusement dégazés.

Les façades des immeubles et les clôtures des terrains riverains doivent être tenus propres. Les graffitis sont interdits. L'affichage, lorsqu'il n'est pas interdit, doit être exécuté et maintenu dans des conditions satisfaisantes de propreté.

Les objets et plantes ainsi que le linge disposés sur les balcons et les fenêtres ne doivent pas créer d'insalubrité ou constituer un danger ou une gêne pour les passants et les occupants des immeubles riverains.



Il est interdit d'apposer des inscriptions ou des affiches, papillons, prospectus... autres que ceux réglementaires et nécessaires à la circulation sur les revêtements de la voie publique et sur tous les ouvrages qui en dépendent, sauf dans certaines conditions, prévues par la réglementation en vigueur (51) .

Les récipients placés à la disposition du public et destinés à recevoir les déchets doivent être vidés pour éviter tout débordement et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

### ***99.3. Projection d'eaux usées sur la voie publique.***

Toute projection d'eaux usées, ménagères ou autres est interdite sur les voies publiques, notamment au pied des arbres. Il est fait exception toutefois, sous réserve du respect des horaires fixés par l'autorité municipale, pour les eaux provenant du lavage des façades des maisons et des devantures des boutiques, la gêne pour les usagers de la voie publique devant être réduite au minimum.

### ***99.4. Transports de toute nature.***

Indépendamment des mesures particulières visant le transport de certains déchets et des matières usées, les transports de toute nature doivent avoir lieu dans des conditions telles que la voie publique n'en puisse être salie, ni les passants et les occupants des immeubles riverains incommodés. Les chargements et les déchargements doivent être effectués en conséquence.

### ***99.5. Marchés.***

Indépendamment des prescriptions particulières figurant au titre du présent règlement, les marchés découverts qui se tiennent sur la voie publique doivent satisfaire aux dispositions suivantes.

Ils doivent toujours être tenus avec la plus grande propreté. Les commerçants exerçant leur activité sur ces marchés doivent rassembler leurs déchets au fur et à mesure de leur production et les déposer dans des récipients clos prévus à cet effet ou dans des sacs en papier si ce moyen est autorisé, de façon à éviter l'éparpillement des déchets et l'envol des éléments légers pendant la tenue du marché. Dès la fin de la tenue du marché, les déchets sont rassemblés pour être évacués aussitôt. Leurs emplacements sont nettoyés par balayage, lavage et emploi, en tant que de besoin, d'une solution désinfectante.

Il est interdit aux marchands ambulants de projeter sur la voie publique tous détritres, déchets et emballages. Ils sont tenus de conserver leurs emplacements en bon état de propreté.

### ***99.6. Animaux.***

Il est interdit de laisser vaquer les animaux domestiques dans les rues, sur les places et autres points de la voie publique ainsi que dans les halles et marchés.

Il est interdit d'abandonner des animaux sur la voie publique ainsi que dans les parcs ou jardins.  
Les chiens ne peuvent circuler sur la voie publique en zone urbaine que lorsqu'ils sont tenus en laisse.

Il est formellement interdit de laisser pénétrer ou séjourner sur les terrains de sport et d'éducation physique tous animaux domestiques ou de basse-cour quels qu'ils soient ainsi que tous animaux de cirque ou de ménagerie.

Lorsque des attelages devront exceptionnellement accéder sur ces terrains pour effectuer des travaux d'entretien, les excréments des bêtes de trait devront être soigneusement enlevés dès le départ de ces animaux.

### ***99.7. Abords des chantiers.***

Les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux. Ils doivent assurer aux ruisseaux et aux caniveaux leur libre écoulement.

Ils doivent également assurer, autant que possible, un passage protégé pour les piétons.

(51) Décret n° 76.148 du 11/02/76 relatif à la publicité et aux enseignes visibles des voies ouvertes à la circulation publique (J. O. du 14/02/76).

Arrêté du 14 octobre 1977 fixant les conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire (J.O. du 6/11/77).

Les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces.

### **99.8. Neige et glaces.**

Des arrêtés municipaux fixent les obligations spéciales des riverains des voies publiques en temps de neige et de verglas.

## **Art. 100. - Salubrité des voies privées.**

### **100.1. Dispositions générales (52).**

Les obligations des propriétaires et occupants des immeubles riverains des voies publiques, définies dans le présent règlement sanitaire, s'appliquent aux propriétaires et occupants des immeubles bordant les voies privées ou y ayant accès, qu'elles soient ouvertes ou non à la circulation publique. Il en est de même pour les obligations de leurs usagers respectifs.

### **100.2. Établissement, entretien et nettoyage.**

Le sol des voies privées, qu'il soit muni ou non d'un revêtement, doit être établi de manière à assurer l'écoulement des eaux, un entretien facile et une circulation non dangereuse. Il doit en outre être tenu constamment en bon état d'entretien et de propreté.

Éventuellement, les propriétaires peuvent contracter accord avec l'autorité municipale pour faire assumer à leurs frais l'obligation d'entretien ci-dessus.

En cas de neige et de gel, les propriétaires riverains des voies privées non ouvertes à la circulation publique ou leurs préposés sont tenus dans le moindre délai de débayer la neige et le verglas jusqu'au milieu de la chaussée devant leur immeuble.

Les neiges et les glaces ne doivent pas être poussées à l'égout, ni vers les voies publiques. Les tampons de regard et les bouches d'égout, ainsi que les bouches de lavage, doivent demeurer libres.

### **100.3. Enlèvement des ordures ménagères.**

Les modalités définies par l'autorité municipale, les cahiers des charges réglant les conditions d'enlèvement des ordures ménagères et éventuellement tout accord particulier passé entre les propriétaires des voies privées et l'autorité municipale, fixent pour ces voies le moment et les emplacements de dépôt des récipients de modèles admis, en vue du passage du service d'enlèvement des ordures ménagères.

### **100.4. Évacuation des eaux et matières usées.**

Lorsque la voie comporte un réseau d'évacuation d'eaux et de matières usées, celui-ci doit être souterrain. Les branchements des évacuations des immeubles sur le ou les conduits d'évacuation collectifs ne doivent se faire que sous la voie privée.

Le raccordement des immeubles est obligatoire dès lors que la voie publique desservant la voie privée est dotée d'un réseau collectif dans les conditions définies par les instructions en vigueur.

(52) En outre, ordonnance n° 58.928 du 7/10/58 modifiant la loi du 22/07/12 relative à l'assainissement des voies privées et la loi du 15 mai 1930 relative à l'assainissement d'office et au classement d'office des voies privées de Paris (J. O. du 11/10/58).

**TITRE V – LE BRUIT**

**abrogé par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1990 relatif aux bruits de voisinage,  
remplacé par celui du 19 juin 2007.**

(voir les articles R 1334-30 à 37 et R 1337-6 à 10 du Code de la Santé Publique)

## **TITRE VI – MESURES VISANT LES MALADES CONTAGIEUX, LEUR ENTOURAGE ET LEUR ENVIRONNEMENT**

### **SECTION I. – MESURES GENERALES**

#### **Art. 105. - Déclaration des maladies contagieuses.**

Les directeurs d'établissements d'enseignement, de prévention, de soins, de cure, de convalescence et de réadaptation figurent parmi les personnes astreintes à la déclaration prévue par l'article 12 du code de la santé publique.

#### **Art. 106. - Isolement des malades.**

En application de l'article L. 17 du code de la santé publique, l'isolement du malade en milieu hospitalier est réalisé dans tous les cas de variole, choléra et peste, et effectué sur prescription de l'autorité sanitaire dans les cas de typhus exanthématique, fièvre jaune, fièvre récurrente à poux et fièvres hémorragiques d'origine virale. Pour les autres maladies transmissibles qui donnent lieu à isolement, celui-ci peut être fait à l'hôpital ou à domicile.

En tout état de cause, l'isolement est maintenu tant qu'existe pour l'entourage ou le public un danger de contagion.

#### **Art. 107. - Surveillance sanitaire.**

Toute personne qui s'est trouvée ou se trouve exposée à la contamination d'une des maladies visées par la réglementation sanitaire internationale, notamment variole, choléra, peste, fièvre jaune, peut être astreinte à une surveillance sanitaire d'une durée égale à la période d'incubation maximale fixée par ladite réglementation. Quand l'exposition à la contagion a lieu en milieu hospitalier, la personne suspecte y est, autant que possible, maintenue en observation ou en isolement pendant la même durée, si les circonstances épidémiologiques l'exigent.

#### **Art. 108. - Sortie des malades.**

Tout convalescent de maladie contagieuse ne doit effectuer sa sortie de l'hôpital qu'après avoir satisfait aux mesures d'hygiène prescrites par l'autorité sanitaire.

Dans le cas où un malade atteint d'une des maladies ayant nécessité son isolement en milieu hospitalier visées aux articles 106 et 107 ci-dessus quitte un établissement hospitalier avant que tout danger de contamination ait disparu, avis et motifs en seront donnés, sans délai, à l'autorité sanitaire (dans les mêmes conditions qu'une déclaration de maladie) en précisant le lieu où le malade a déclaré se rendre. L'autorité sanitaire prendra alors toutes mesures utiles pour la protection de la santé publique.

#### **Art. 109. - Surveillance scolaire.**

Les enfants d'âge scolaire ne peuvent être réadmis à l'école publique ou privée que s'ils remplissent les conditions prescrites par la réglementation de l'éviction scolaire en ce qui concerne notamment la prophylaxie en cas de maladies contagieuses dans les établissements d'enseignement et d'études.

#### **Art. 110. - Transport des malades.**

Le transport des personnes atteintes de maladies visées à l'article 107 ci-dessus est effectué dans une voiture spéciale qui doit être désinfectée, et, s'il y a lieu, désinsectisée après le voyage et avant toute réutilisation du véhicule. La désinfection peut être effectuée soit par un service public, soit par une entreprise privée, sous réserve du contrôle réglementaire de l'opération par l'autorité sanitaire, laquelle en délivre certificat.

## **SECTION II. – CONTAMINATION DU MILIEU ET DES OBJETS PAR LES CONTAGIEUX**

### **Art. 111. - Protection contre les déjections ou excréments contagieuses de personnes atteintes de maladies à déclaration obligatoire.**

Les déjections ou excréments contagieuses ne peuvent être jetées sans avoir fait l'objet d'un traitement de désinfection dans des conditions conformes aux textes réglementaires. Il est interdit, en particulier, de les répandre sur le sol, les tas de fumier ou d'ordures et de les rejeter dans les égouts ou les cours d'eau, sans qu'ils aient subi un traitement exécuté conformément à la réglementation en vigueur (59).

### **Art. 112. - Désinfection en cours de maladie.**

Pendant toute la durée d'une maladie visée à l'article 106 ci-dessus (1er alinéa), les objets à usage du malade et des personnes qui l'assistent, de même que tous les objets susceptibles d'avoir été contaminés ou souillés, doivent être désinfectés.

Dans ce but, ces objets sont rassemblés dans des conditions telles qu'ils ne puissent être une source de contamination.

Il est interdit de donner, de jeter ou de vendre sans désinfection préalable, tout tapis ou tenture, objet de literie, linge ou vêtement ayant servi à ces malades ou provenant de locaux occupés par eux ; les objets de peu de valeur sont de préférence incinérés.

Pendant toute la durée de la maladie, le nettoyage des locaux et des objets susceptibles d'avoir été contaminés se fait à l'aide d'hypochlorite ou des produits et procédés agréés à cet effet.

Il est interdit de remettre, sans désinfection préalable, aux blanchisseries, lavoirs publics ou privés, matelasseries ou autres établissements industriels, tous objets ou effets susceptibles d'avoir été contaminés. Cette opération peut être effectuée soit dans les services municipaux ou départementaux de désinfection, soit dans les machines à laver des particuliers.

### **Art. 113. - Désinfection terminale.**

Dans le cas où la désinfection terminale est obligatoire, les locaux occupés par le malade, son linge, sa literie et les objets dont il s'est servi, doivent être désinfectés sans délai par des produits, procédés agréés à cet effet.

L'exécution de cette prescription doit être constatée par un certificat délivré aux intéressés par l'autorité sanitaire. Ce certificat désignera les locaux désinfectés, sans mentionner le nom du malade ni la nature de la maladie.

### **Art. 114. - Organisation de la désinfection.**

Les opérations de désinfection obligatoire sont pratiquées dans les conditions prescrites par les articles 14, 15 et 16 du code de la santé publique soit par les services publics, soit par des organismes privés, contrôlés par l'autorité sanitaire qui délivre le certificat de désinfection.

### **Art. 115. - Appareils de désinfection.**

Les appareils de désinfection utilisés dans toute commune au titre de la désinfection obligatoire sont soumis à une surveillance régulièrement exercée par l'autorité sanitaire.

(59) Décret n° 67.743 du 30/08/67 portant règlement d'administration publique relatif aux conditions que doivent remplir les procédés, produits et appareils destinés à la désinfection obligatoire (J. O. du 02/09/67)  
Arrêté du 30/08/67 (J.O. du 02/09/67) et arrêté du 19/08/74 (J. O. du 09/10/74).

## **Art. 116. - Centres d'hébergement de personnes sans domicile.**

Les établissements publics ou privés recueillant à titre temporaire ou permanent des personnes sans domicile (60) doivent disposer de douches, de lavabos, de cabinets d'aisances et de chambres d'isolement en nombre suffisant. Le nettoyage des locaux et du matériel mis à la disposition des usagers est pratiqué chaque jour. Dès leur arrivée, les usagers pourront faire l'objet des diverses mesures d'hygiène et, éventuellement, de prophylaxie qui se révéleraient utiles. Le cas échéant, la désinsectisation des individus doit être effectuée. La désinfection ou la désinsectisation des locaux occupés par les personnes susvisées ainsi que de leurs vêtements est confiée aux services spécialisés.

### **SECTION III – LOCAUX PROFESSIONNELS DES COIFFEURS, MANUCURES, PEDICURES ET ESTHETICIENNES**

## **Art. 117. - Aménagements des locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes.**

Tous les locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes doivent être convenablement aérés et éclairés et, d'une façon générale, répondre aux prescriptions d'hygiène concernant les locaux de travail (61).

Le dispositif de renouvellement ou éventuellement de conditionnement d'air doit être capable d'assurer d'une façon permanente l'évacuation des buées et des odeurs.

Les locaux sont interdits à l'habitation et au commerce des denrées alimentaires.

Les meubles à usage professionnel ne peuvent être utilisés dans un autre but et doivent être nettoyés fréquemment.

Les déchets de coton, balayures et autres doivent être aussitôt recueillis dans un récipient muni d'un couvercle.

## **Art. 118. - Hygiène générale.**

Les objets employés par les coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes sont entretenus de manière à n'être en aucun cas une cause de transmission d'affections contagieuses et l'opérateur doit pour chaque client désinfecter ses instruments.

Sans préjudice des mesures habituelles d'hygiène vestimentaire et corporelle (avant chaque service, nettoyage des mains et ongles par savonnage et mouillage à l'aide d'un liquide antiseptique), les coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes doivent, lorsqu'un client présente des lésions de la peau ou du cuir chevelu, s'abstenir d'utiliser des instruments destinés à l'usage de la clientèle courante et employer obligatoirement un matériel spécial pour lequel des mesures de désinfection particulièrement rigoureuses sont adoptées.

L'exploitant doit mettre des gants spéciaux à la disposition des employés exécutant des coiffures permanentes, traitements spéciaux ou appliquant des teintures.

Les serviettes sont renouvelées pour chaque client.

Les produits hémostatiques doivent être conservés dans un récipient fermé et être appliqués au moyen de coton stérile renouvelé à chaque usage.

L'usage de produits et solvants volatils inflammables ou toxiques reste soumis à la réglementation en vigueur.

Les produits cosmétiques et les produits d'hygiène corporelle sont soumis aux dispositions de la loi du 10 juillet 1975 (62) .

Les exploitants sont tenus de fournir à leur personnel les moyens nécessaires pour que ces différentes mesures soient respectées.

(60) loi n° 75.535 du 30 juin 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales (J. O. du 01/07/75)

Décret n° 76.526 du 15 juin 1976 (J. O. du 18/06/76) et circulaire du 15/06/76 (J. O. du 30/07/76) relatifs à l'application des articles 185 et 185-3 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale étendant l'aide sociale à de nouvelles catégories de bénéficiaires et relatifs aux centres d'hébergement et de réadaptation.

(61) Code du Travail "Hygiène et sécurité des travailleurs".

(62) Loi n° 75.604 du 10 juillet 1975 (J.O. du 11/07/75).



**SECTION IV – LUTTE CONTRE LES RONGEURS, LES PIGEONS VIVANT A L'ETAT SAUVAGE, LES ANIMAUX ERRANTS, LES INSECTES ET AUTRES VECTEURS.**  
**MESURES APPLICABLES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES**

**Art. 119. – Rongeurs.**

Les propriétaires d'immeubles ou établissements privés, les directeurs d'établissements publics doivent prendre toutes mesures pour éviter l'introduction des rongeurs et tenir constamment en bon état d'entretien les dispositifs de protection ainsi mis en place.

Ils doivent, conjointement avec les locataires ou occupants, vérifier périodiquement si les caves, cours, égouts particuliers, entrepôts, locaux commerciaux, locaux à poubelles, logements des animaux domestiques, etc., ne sont pas envahis par ces nuisibles et faire évacuer tous dépôts de détritus et déchets susceptibles de les attirer.

Lorsque la présence de rongeurs est constatée, les personnes visées aux alinéas ci-dessus sont tenues de prendre sans délai les mesures prescrites par l'autorité sanitaire en vue d'en assurer la destruction et l'éloignement. La même obligation s'impose lors de la démolition des immeubles ainsi que sur des chantiers de construction.

**Art. 120. - Jets de nourriture aux animaux. Protection contre les animaux errants, sauvages ou redevenus tels.**

Il est interdit de jeter ou déposer des graines ou nourriture en tous lieux publics pour y attirer les animaux errants, sauvages ou redevenus tels, notamment les chats ou les pigeons ; la même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour le voisinage ou d'attirer les rongeurs.

Toutes mesures doivent être prises si la pullulation de ces animaux est susceptible de causer une nuisance ou un risque de contamination de l'homme par une maladie transmissible.

**Art. 121. – Insectes.**

Les bassins d'ornement et d'arrosage, vases, auges pour animaux et récipients divers doivent être vidés complètement et nettoyés une fois par semaine au moins. Les bassins de relais des eaux autres que les eaux potables doivent être recouverts. Les citernes inutilisées doivent être supprimées ; il en est de même pour les réservoirs, abreuvoirs abandonnés. Les citernes doivent être séparées du tuyau de chute par un siphon ; le tuyau d'aération doit être muni d'une toile métallique inoxydable. Le tuyau d'aération des fosses d'aisances doit être protégé par un équipement identique.

Les pièces d'eau, telles que mares, fosses à eau, voisines des habitations sont l'objet de mesures larvicides régulières, telles que désherbage, destruction par poissons, épandage de produits larvicides agréés.

Les fosses d'aisance, les fosses septiques et appareils analogues sont soumis à un traitement larvicide ; les produits sont utilisés à des concentrations telles que les phénomènes bactériens ne sont pas gênés. Les appareils doivent être munis des dispositifs protecteurs spéciaux prévus par la réglementation particulière des fosses septiques et appareils analogues.

**Art. 122. - Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.**

Les propriétaires de ces animaux sont tenus d'empêcher qu'ils ne soient à l'origine de transmission de germes pathogènes ou de nuisances pour l'homme.

**Art. 123. - Autres vecteurs.**

Quant au cours de l'enquête épidémiologique menée à l'occasion d'une maladie contagieuse, il est identifié un germe infectieux ayant pour réservoir un animal ou le milieu environnant, tel que sol, air, eau... les autorités sanitaires prennent les mesures propres pour isoler le vecteur en cause et le traiter afin de détruire le germe responsable.

Des mesures peuvent être également prises pour connaître l'ampleur de la contamination, en particulier par l'examen systématique des sujets en contact : hommes ou animaux.

**SECTION V. – OPERATIONS FUNERAIRES****Art. 124. - Opérations funéraires.**

Les opérations de mise en bière, d'inhumation, de transport ou d'exhumation sont assurées conformément à la réglementation en vigueur.

Les morgues et salles d'autopsie doivent être tenues dans un état de propreté très strict. Elles doivent toujours disposer de lavabos à eau courante, de w-c particuliers et de possibilité de désinfection nécessaire afin de supprimer tout risque de contamination pour les personnes y ayant accès.

Les emplacements destinés aux dépôts des corps doivent être maintenus à une température inférieure à 5 °C.

Les dispositifs de ventilation des morgues et salles d'autopsie doivent assurer un renouvellement suffisant de l'air de ces locaux.

(Voir décret n° 99.662 du 28 juillet 1999 relatif aux prescriptions applicables aux chambres funéraires et arrêté du 7 mai 2001 relatif aux prescriptions applicables aux chambres mortuaires des établissements de santé).

## **TITRE VII – HYGIENE DE L'ALIMENTATION (64)**

### **SECTION I. – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Art. 125. - Prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation.**

##### ***125.1. Magasins de vente.***

Ces locaux doivent être aérés, ventilés et correctement éclairés. Ils doivent pouvoir être fermés sur la voie publique par un ou plusieurs dispositifs appropriés de manière à protéger les denrées du soleil et des pollutions de toute nature. L'utilisation des sous-sols, ainsi que des pièces sans fenêtres, est interdite, sauf dérogation autorisée.

Les murs et les plafonds doivent être maintenus en parfait état de propreté. Ils doivent être blanchis au moins une fois par an s'ils sont passés à la chaux, ou lavés régulièrement.

Le sol doit être en matériaux durs (carrelage, ciment), lisses ou recouverts d'un revêtement imperméable. Il est lavé au moins une fois par jour. L'écoulement des eaux de lavage doit être assuré. Le balayage à sec est interdit.

Les magasins ne doivent en aucun cas servir à l'habitation ni abriter aucune activité industrielle ou artisanale autre que celles visées au présent titre.

Il est interdit de fumer dans ces locaux et cette interdiction de fumer fait l'objet d'une signalisation apparente.

Les comptoirs de vente, étals, tables et tout matériel analogue, en contact avec les denrées alimentaires, sont revêtus d'un matériau imperméable et lisse, maintenu en état permanent de propreté et conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur.

Toutes précautions sont prises pour que les denrées non présentées sous emballage d'origine, soient à l'abri des pollutions. Les denrées altérables à la chaleur, emballées ou non, doivent être conservées dans une enceinte réfrigérée ; les autres étant protégées par des cloisons transparentes ou de fins treillis.

Il est interdit de déposer sur le sol des denrées alimentaires non emballées, même pendant les opérations d'approvisionnement.

L'accès des animaux, notamment des chiens, est interdit, à l'exception des chiens guides de personnes malvoyantes. Cette interdiction doit être affichée à l'entrée de chaque magasin.

Les exploitants sont tenus de veiller à la protection contre les insectes et les rongeurs. Ils doivent faire procéder aux opérations de désinsectisation et de dératisation nécessaires, notamment celles qui seront prescrites par l'autorité locale, toutes précautions étant prises pour que les denrées ne soient pas atteintes, en particulier par les pulvérisations ou émanations des produits employés.

Lorsque, dans les magasins d'alimentation, il est vendu d'autres marchandises (produits d'entretien ou de droguerie, par exemple), ces dernières doivent être stockées et débitées dans une partie du local, nettement distincte, pour éviter toute confusion ou toute contamination.

Si un débit de boisson à consommer sur place est installé dans le même local, il doit être nettement séparé du lieu de débit de denrées alimentaires.

**125.2. Resserres.**

Ces locaux sont soumis aux mêmes règles que les magasins de vente en ce qui concerne l'aménagement et l'entretien. Ils ne doivent pas servir à d'autres usages, notamment de garage. Ceux qui sont situés en sous-sol doivent être tout particulièrement aérés et ventilés.

Les denrées ne sont jamais entreposées à même le sol, mais placées sur des étagères, rayons ou dans des casiers ou paniers ; celles qui sont altérables sont conservées dans une enceinte réfrigérée appropriée. Les produits altérés et ceux dont la date limite de vente est périmée doivent être aussitôt éliminés.

Les mesures nécessaires doivent être prises pour supprimer insectes et rongeurs, sans qu'il puisse en résulter une contamination des denrées.

**125.3. Voitures boutiques.**

Sans préjudice de réglementations particulières les concernant (67) , les voitures boutiques affectées à la vente ambulante de denrées alimentaires sont soumises aux mêmes règles d'entretien et d'aménagement que les magasins de vente, à l'exception de certaines règles, relatives à la construction qui ne peuvent être appliquées à des véhicules.

**Art. 126. - Vente hors des magasins : à l'extérieur du magasin, sur les marchés et autres lieux de vente.**

Les denrées alimentaires vendues à l'extérieur des magasins sont soumises aux conditions générales ou particulières les concernant et font l'objet d'une protection rigoureuse contre les pollutions de toute nature.

Les comptoirs de vente et les étalages doivent posséder une bordure de protection dont le niveau supérieur sera situé à un mètre de hauteur à partir du sol et être nettoyés chaque jour. Ils doivent être à l'abri du soleil et des intempéries et des pollutions de toute origine. Les étals doivent être en matériaux lavables et maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

**Art. 127. - Protection des denrées.**

A l'exception des denrées naturellement protégées ou conditionnées, les vendeurs ne doivent pas permettre à la clientèle de manipuler les denrées alimentaires.

Elles doivent être délivrées aux consommateurs soit préemballées ou conditionnées, soit protégées d'une enveloppe en matière isolante ou en papier. Ces matériaux et papiers doivent présenter toute qualité hygiénique et être conformes aux dispositions de la réglementation en vigueur (68)

Le papier imprimé et le papier journal peuvent toutefois être utilisés au contact de fruits en coque (tels que les noix), des racines, tubercules, bulbes non épluchés ni lavés pour lesquels l'acheteur procède normalement à un nettoyage avant consommation.

En ce qui concerne les fruits et légumes qui ne sont pas naturellement protégés, la commercialisation en libre choix peut être admise si le responsable de la vente veille à éviter toute manipulation excessive des marchandises de la part de la clientèle.

**Art. 128. – Déchets.**

Il est interdit de jeter sur le sol des déchets produits en cours de vente. Les déchets de toute sorte provenant des viandes, du vidage des poissons, volailles et gibiers sont immédiatement placés dans des récipients étanches munis d'un couvercle, qui doivent être vidés et nettoyés au moins une fois par jour.

Toutes les denrées avariées, conditionnées ou non, doivent être retirées de la vente et éliminées selon un procédé autorisé.

La collecte et le transport des récipients ne sont entrepris qu'après la fermeture des magasins et des marchés.

(67) Arrêté du 01/02/74 réglementant les conditions d'hygiène relatives au transport de denrées périssables (J. O. du 20/03/74).

(68) Décret n° 73.138 du 12/02/73 (J. O. du 15/02/73).

## **Art. 129. - Transport des denrées alimentaires.**

### ***129.1. Généralités.***

Les moyens de transport utilisés pour les denrées alimentaires ne doivent pas constituer du fait de leur aménagement, de leur état d'entretien ou de leur chargement, un risque de contamination, d'altérations ou de souillures pour ces denrées.

Ils sont dotés des équipements nécessaires à la bonne conservation des denrées.

Ils ne doivent pas être utilisés pour le transport d'animaux vivants ou de marchandises susceptibles d'altérer ou de contaminer lesdites denrées.

Les citernes transportant des liquides alimentaires doivent être affectées exclusivement à cet usage. Elles doivent porter sur chacun de leurs côtés, en caractères indélébiles d'au moins 30 mm de hauteur et de façon inamovible, la mention liquides alimentaires.

### ***129.2. Transports terrestres de denrées périssables.***

Les conditions de transport terrestre des denrées périssables, qu'elles soient à l'état frais, congelé ou surgelé, sont précisées par la réglementation spécifique en vigueur (69). Il s'agit notamment du transport :

- des viandes et abats, c'est-à-dire de toutes les parties d'animaux de boucherie, de volailles, de lapins et de gibier,
- de poissons, mollusques et crustacés, vivants ou non ;
- du lait et des oeufs ;
- des glaces et crèmes glacées ;
- des produits transformés d'origine animale (produits laitiers, ovo-produits, produits de charcuterie) ;
- des denrées d'origine végétale surgelées.

### ***129.3. Transport de glace alimentaire.***

Ce transport est effectué selon les dispositions de la réglementation en vigueur (70) .

### ***129.4. Transport du pain.***

Le pain doit être transporté contenu dans un matériau du type emballage perdu ou dans des récipients facilement nettoyables, maintenus constamment en bon état de propreté et conformes aux dispositions de la réglementation en vigueur (71) .

## **Art. 130. - Ateliers et laboratoires de préparation des aliments.**

Sans préjudice des dispositions spéciales visées à l'article 125 ci-dessus relatif aux prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation, les règles suivantes sont applicables aux ateliers et laboratoires de préparation des aliments.

### ***130.1. Entretien des locaux.***

Le sol, les murs et cloisons, jusqu'à une hauteur d'au moins deux mètres, sont revêtus de matériaux durs résistant aux chocs, imperméables, imputrescibles et permettant un lavage efficace. Si des éléments juxtaposés sont utilisés, ils doivent être strictement jointifs. Les murs et les cloisons dans le reste de leur étendue ainsi que les plafonds doivent être recouverts, à défaut desdits matériaux, de peinture lisse et lavable.

Les angles sont arrondis tout au moins au raccordement avec le sol.

### ***130.2. Évacuation des eaux.***

L'écoulement des eaux de lavage des locaux et du matériel doit être assuré. Notamment, le sol doit être lavé au moins une fois par jour. Le balayage à sec est interdit.

(69) et (70) Arrêté modifié du 10 août 1961 relatif à l'application de l'article L 25.1 du Code de la Santé Publique (eaux potables) (J.O. du 26 août 1961).

(71) Décret n° 73.138 du 12 février 1973 (J.O. du 15 Février 1973).

### ***130.3. Aération et ventilation.***

L'aération et la ventilation doivent être assurées en permanence et permettre l'évacuation rapide des buées et vapeurs de cuisson. Si ces locaux sont situés en sous-sol, la ventilation doit être mécanique et l'air introduit dans le local doit faire l'objet d'une filtration préalable dans les conditions définies à l'article 64.

Les fourneaux et chaudières dégageant des émanations et des buées doivent être pourvus de hottes débordantes assurant un captage total ; ces hottes sont desservies par un conduit de ventilation unique de section suffisante, indépendant des conduits de fumée desservant les foyers des appareils.

Toutes dispositions sont prises pour que ce conduit assure un tirage satisfaisant sans être une cause d'insalubrité ou de gêne pour le voisinage.

Toutefois, dans le cas d'appareils chauffés au gaz, les produits de combustion et les buées peuvent être évacués par un conduit commun de section suffisante, construit selon les règles de l'art. Des précautions doivent être prises pour éviter les refoulements : en particulier, le conduit aura une hauteur suffisante et sera surmonté d'un aspirateur statique assurant la constance du tirage.

### ***130.4. Usage des locaux.***

Ces locaux ne doivent en aucun cas servir à l'habitation. Les locaux affectés à la préparation même des aliments ne doivent être approvisionnés qu'en eau potable.

### ***130.5. Protection contre les insectes.***

Les propriétaires ou gérants doivent prendre toutes mesures pour éviter la pénétration des mouches et autres insectes, oiseaux, rongeurs et autres animaux, et faire procéder si nécessaire aux opérations de désinsectisation et de dératisation, en évitant toutes contaminations des denrées alimentaires.

### ***130.6. Entretien des appareils servant à la préparation et à la conservation des aliments.***

Tous les ustensiles servant à la préparation ou au conditionnement des aliments, tels que moules, marmites, plats et casseroles, planches, couteaux et hachoirs, fourchettes et cuillères, passoirs et étamines, doivent être maintenus constamment en bon état de propreté. Ils seront nettoyés au fur et à mesure de leur emploi par un lavage manuel ou mécanique, à l'eau chaude additionnée de produits autorisés, suivi d'un rinçage à l'eau tel qu'il ne puisse entraîner aucune contamination et éliminant tout résidu alimentaire (72) .

Le matériel en cuivre et en fer doit faire l'objet d'un soin particulier.

Les tables à découper et à préparer doivent être en matériaux durs conformes à la réglementation. Elles sont tenues constamment propres et nettoyées au moins une fois par jour à l'aide d'eau chaude additionnée de produits autorisés suivie d'un rinçage à l'eau tel qu'il ne puisse entraîner aucune contamination.

### ***130.7. Élimination des déchets.***

Les déchets, rebuts et détritiques de toutes sortes sont immédiatement déposés dans un récipient, muni d'un couvercle rabattable, vidé, nettoyé et désinfecté au moins une fois par jour. En dehors des heures de service, il doit être placé dans un local, réservé à cet usage, situé hors des cuisines.

### ***130.8. Conditions de conservation des denrées périssables.***

La conservation éventuelle des denrées périssables utilisées dans ces ateliers et laboratoires, doit se faire en chambre froide, réglée à la température appropriée.

### ***130.9. Fumoirs.***

La conception et le fonctionnement de fumoirs doivent être tels qu'ils ne provoquent aucune gêne pour l'environnement.

### ***130.10. Établissements de collecte et de transformation du lait.***

Les établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers sont soumis à la réglementation en vigueur(73).

(72) Arrêté du 15 mai 1974 fixant les conditions d'hygiène relatives aux établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers (J.O. du 02/07/74).

(73) Arrêté du 15 mai 1974 fixant les conditions d'hygiène relatives aux établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers (J.O. du 2 juillet 1974).



Une attention particulière doit être apportée aux modalités d'entreposage du matériel de conditionnement (capsules, récipients) qui doit être effectué à l'abri de l'humidité et dans des conditions d'hygiène correctes.

## **Art. 131. - Distribution automatique d'aliments.**

### ***131.1. Emplacement.***

Les appareils distributeurs automatiques d'aliments doivent être situés sur des emplacements éloignés de toutes sources de contamination.

### ***131.2. Conditions applicables aux denrées.***

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur, les denrées placées dans les appareils distributeurs automatiques doivent être maintenues à une température convenant à leur conservation et placées à l'abri de toute souillure provenant notamment des pièces de monnaie et des billets de banque. Elles sont renouvelées en temps utile de manière à demeurer constamment saines, en bon état de conservation.

### ***131.3. Appareils distributeurs de bonbons et de friandises.***

Les appareils distributeurs de bonbons et de friandises ne doivent débiter que des denrées incluses dans des emballages individuels.

### ***131.4. Prescriptions concernant les matériaux.***

Les parties des appareils distributeurs de boissons destinées à être en contact avec les liquides doivent être constituées de matériaux autorisés pour les récipients en contact avec les denrées alimentaires.

La tuyauterie de distribution ne doit comporter que des éléments courts, sans coudes accentués, à l'intérieur lisse et d'un démontage facile pour permettre le nettoyage qui est effectué à chaque recharge de l'appareil et plus souvent si nécessaire à l'aide de produits autorisés. Le rinçage de la tuyauterie doit être ensuite effectué avec de l'eau potable.

Lorsque l'appareil est destiné à distribuer des boissons glacées, l'ensemble de l'installation de distribution doit être inclus dans un équipement frigorifique maintenant en permanence la température entre 0 °C et + 2 °C.

Si l'appareil distribue des concentrés de jus de fruits non fermentescibles destinés à être dilués, les récipients contenant ces produits peuvent ne pas être inclus dans l'élément frigorifique. Il en est de même éventuellement du réservoir contenant le gaz carbonique.

Les appareils sont munis d'un stock de gobelets individuels placés dans un compartiment à l'abri des pollutions; un dispositif doit permettre au consommateur de se servir sans risquer de souiller les gobelets en réserve. Un récipient, tenu en parfait état de propreté, recueille les gobelets après usage ; ceux-ci sont enlevés au moins une fois par jour.

### ***131.5. Contrôle.***

En vue de permettre le contrôle de l'état d'entretien de l'appareil par les agents sanitaires autorisés, le nom du responsable ou les indications permettant de le joindre sont apposés sur une plaque extérieure.

## **Art. 132. - Hygiène du personnel.**

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur (74) , les personnes appelées en raison de leur emploi à manipuler les denrées alimentaires, tant au cours de leur collecte, préparation, traitement, transformation, conditionnement, emballage, transport, entreposage, que pendant leur exposition, mise en vente et distribution sont astreintes à la plus grande propreté corporelle et vestimentaire ; ces prescriptions sont placées sous la responsabilité de l'employeur.

Dans les ateliers de préparation des aliments, il est interdit de fumer (75).

(74) Code du Travail : décret n° 71.636 du 21 juillet 1971 (J.O. du 01/08/71) et arrêté d'application – Arrêté du 10 mars 1977 relatif à l'état de santé et d'hygiène du personnel appelé à manipuler les denrées animales ou d'origine animale (J.O. du 31 mars 1977).

(75) Décret n° 77.1042 du 12 septembre 1977 relatif aux interdictions de fumer dans certains lieux affectés à un usage collectif où cette pratique peut avoir des conséquences dangereuses pour la santé (J.O. du 17/09/77).

La manipulation des denrées alimentaires est interdite aux personnes susceptibles de les contaminer, notamment celles qui sont atteintes d'infection cutanéomuqueuses, respiratoires ou intestinales.

Tout sujet atteint d'une telle affection constatée par examen clinique et bactériologique doit être écarté jusqu'à guérison complète confirmée par attestation médicale.

Le personnel doit utiliser les installations sanitaires mises à sa disposition. Ces installations comportent :

- des vestiaires qui doivent être prévus en nombre suffisant ;
- des cabinets d'aisances ne communiquant pas avec les locaux visés au présent titre. Une affiche recommandera aux utilisateurs le lavage des mains en sortant des lieux d'aisances ;
- des lavabos placés à côté des cabinets d'aisances et à proximité des lieux de travail. Ces lavabos sont pourvus d'eau courante ainsi que des produits nécessaires au nettoyage et à la désinfection des mains.
- Pour le séchage des mains, des serviettes à usage unique ou des appareils automatiques à air chaud sont mis à la disposition des usagers.

## **SECTION II. – BOISSONS**

### **Art. 133. - Boissons autres que le lait.**

Les établissements de fabrication, de conditionnement et de vente des denrées alimentaires liquides tels que fabriques de sodas et limonades, d'eaux gazeuses, de sirops, brasseries, cidreries et les établissements où l'on procède à la mise en fûts ou en bouteilles des vins et spiritueux sont assujettis aux dispositions suivantes :

- les locaux doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 130 relatif aux ateliers de préparation des aliments ;
- seule une eau reconnue potable distribuée en tous points par des canalisations distinctes peut être utilisée pour la fabrication des limonades et sodas, des eaux gazeuses, ainsi qu'en brasserie et cidrerie ;
- les machines et appareils de toute sorte utilisés pour la fabrication et le conditionnement de ces denrées liquides doivent être conçus pour permettre, si nécessaire, un démontage facile de leurs différents éléments en vue de leur entretien. Ils sont nettoyés à l'eau potable additionnée de produits autorisés, rincés et égouttés, après arrêt de l'installation et avant nouvel usage. Les récipients divers destinés au stockage de ces denrées sont nettoyés de la même façon.
- Les matériaux de conditionnement et de bouchage en contact avec la boisson doivent répondre aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux matériaux destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires. Ils doivent être dans un état de propreté excluant toute contamination. En outre, les dispositifs de bouchage doivent être neufs et, s'ils sont séparés de la boisson par un matériau poreux, tel que le liège, ils doivent être considérés comme étant en contact avec la boisson.
- la fabrication de la glace avec des eaux d'alimentation est réglementée par les textes en vigueur (76).

### **Art. 134. - Hygiène des débits de boissons.**

Les cafés, brasseries, bars et buvettes, les salons de thé, les débits de boissons, quel que soit leur emplacement, sont soumis aux dispositions de l'article 125 ci-dessus en ce qui concerne l'hygiène générale des lieux où le public est admis, et de l'article 152 pour ce qui concerne le nettoyage de la vaisselle et de la verrerie.

Par ailleurs, la vente ambulante des boissons doit être réalisée de telle sorte qu'elle n'entraîne aucune souillure ou altération des produits.

Les chalumeaux pour boisson distribués ou mis à la disposition des consommateurs dans les lieux publics et les collectivités doivent être présentés en emballages individuels.

(76) Décret n° 61.859 du 01/08/61 (J. O. du 5 août 1961). Arrêté du 10/08/61 relatif à l'application de l'article L 25.1 du Code de la Santé Publique (eaux potables) (J. O. du 26/08/61).  
Circulaire du 15 mars 1962 relative aux instructions générales concernant les eaux d'alimentation et la glace alimentaire (J.O. du 27/03/62 et rectificatif J.O. du 13/04/62).

### **SECTION III. – PRODUITS LAITIERS**

#### **Art. 135. - Magasin de vente des produits laitiers.**

Outre les dispositions des articles ci-dessus relatifs aux magasins de vente des denrées alimentaires, les magasins de vente de produits laitiers sont soumis à la réglementation en vigueur, notamment, en ce qui concerne le nettoyage des appareils et des récipients employés (77).

Le matériel utilisé pour le débit du lait doit être d'un entretien facile. En particulier, les parois des récipients doivent avoir des angles arrondis et ne présenter ni creux, ni saillie.

Les laits et produits laitiers dits frais vendus tant sous emballage d'origine qu'au détail doivent être maintenus à l'abri de toute altération et exposés pour la vente en quantité aussi réduite que possible, et aux températures convenables selon les procédés considérés.

Les crèmes préparées et notamment les crèmes foisonnées ne peuvent être vendues en vrac. Elles doivent être protégées contre toute contamination.

#### **Art. 136. - Fabrication et vente des glaces et crèmes glacées.**

Ces denrées doivent répondre aux dispositions réglementaires (78) , notamment en ce qui concerne :

- le matériel servant à la fabrication ;
- la température des produits mis en vente ;
- leur manipulation.

Ces prescriptions s'appliquent aussi bien à la vente ambulante qu'à celle pratiquée en magasin.

Au cas où ces préparations constitueraient un danger pour la santé publique, leur écoulement pour la consommation doit être immédiatement suspendu.

### **SECTION IV. – VIANDE – GIBIER – VOLAILLE - OEUFS**

#### **Art. 137. - Boucheries, charcuteries, triperies, magasins de vente, de préparation de charcuterie, de volaille, de gibier et plats cuisinés.**

Outre les prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation, ces établissements doivent respecter les obligations suivantes :

Les murs et cloisons jusqu'à une hauteur d'au moins deux mètres sont revêtus de matériaux durs, résistants aux chocs, imputrescibles et à surface libre. Si des éléments juxtaposés sont utilisés, ils doivent être facilement jointifs. Le reste des murs et le plafond doivent être enduits de peinture lavable. Les angles sont arrondis, tout au moins aux raccordements avec le sol.

Le sol est en carrelage ou en ciment lisse et lavé au moins une fois par jour. L'écoulement des eaux de lavage doit être assuré.

(77) Décret n° 71.636 du 21/07/71 (J.O. du 01/08/71) - Décret n° 73.138 du 12/02/73 (J. O. du 15/02/73) -

Arrêté du 15/05/74 fixant les conditions d'hygiène relatives aux établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers (J. O. du 02/07/74).

(78) Décret modifié du 15/04/12 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 01/08/1905 en ce qui concerne les denrées alimentaires.

Décret n° 49.438 du 29/03/49 portant règlement d'adm. publique pour l'application de la loi du 01/08/1905 pour le commerce des glaces et des crèmes glacées (J.O. du 30 mars 1949).

Arrêté du 13/09/67 relatif à la qualité hygiénique et au contrôle bactériologique des glaces et crèmes glacées (J.O. du 17/10/67).

Arrêté du 13/09/67 fixant les prescriptions d'hygiène applicables aux locaux de fabrication d'entreposage et de vente ainsi qu'au matériel et aux conditions de manipulation pour les glaces et crèmes glacées (J.O. du 17/10/67).

Lorsque les conditions du commerce exploité le justifient, il peut être exigé que l'orifice d'évacuation des eaux de lavage soit muni d'un panier grillagé ou d'un bac de décantation capable d'arrêter les corps solides susceptibles d'en gêner le fonctionnement puis d'un siphon avant raccordement à la canalisation publique.

Les tringles et crochets où sont suspendues les viandes sont à une distance telle des murs et cloisons qu'il n'y ait jamais contact entre la denrée et la paroi. Ces tringles et crochets doivent être en matériau inaltérable et maintenus parfaitement propres.

Toute boucherie, charcuterie ou triperie doit être équipée d'une resserre froide située dans le local même ou dans un local attenant et capable de recevoir, sans surcharge, la totalité des denrées détenues par l'exploitant.

D'une manière générale, et quel que soit le lieu d'exposition des viandes à l'intérieur ou à l'extérieur du magasin, celles-ci ne doivent être exposées en dehors de la resserre froide que le temps nécessaire aux opérations de préparation et de débit ; les pièces découpées et préparées sont placées sur des plats ou étagères dans une vitrine réfrigérée. Les opérations de préparation et de débit ne doivent se faire qu'à l'intérieur du magasin.

Les abats sont placés dans des récipients en matériau imperméable, conformes à la réglementation en vigueur, faciles à nettoyer et à désinfecter et réservés à ce seul usage (79).

Si dans les magasins et resserres visés au présent article, il est fait usage d'une machine à débiter en tranches, les tranches de jambon, de saucisson ou de viande cuite ne doivent pas être saisies avec les mains. Elles sont soit reçues directement sur un papier conforme aux prescriptions réglementaires, soit saisies à l'aide de spatules, fourchettes ou pinces réservées à cet usage.

La viande hachée par le boucher est préparée conformément à la réglementation en vigueur (80) .

L'attendrissage mécanique de la viande ne peut avoir lieu qu'à la demande et à la vue du client, avec toutes les précautions d'hygiène concernant l'outillage et le mode opératoire. La consommation d'une viande attendrie devra être faite dans les moindres délais.

L'attendrissage de la viande est interdit dans les collectivités, notamment dans les établissements scolaires et universitaires(81).

Par exception aux dispositions des articles 126 et 130, les tables peuvent être en bois debout et réservées strictement aux opérations de découpe.

Les magasins de triperie doivent être équipés d'un ou plusieurs bacs de lavage et de trempage de capacité en rapport avec l'importance du commerce exercé.

Une resserre fixe ou mobile, publique ou privée, répondant aux prescriptions ci-dessus énumérées pour chacun des commerces visés, est obligatoire pour les commerçants ambulants et pour ceux qui exercent leur activité sur les marchés.

### **Art. 138. - Dispositions particulières pour les denrées dont la vente constitue une activité partielle de l'établissement.**

1° - Les denrées non conditionnées doivent être exposées à la vente dans un meuble réfrigéré. Leur préparation doit s'effectuer dans les conditions conformes aux articles précédents. Les comptoirs et emplacements voisins ne doivent pas être la cause de leur modification ou de leur altération, en particulier par les odeurs, poussières, souillures, parcelles organiques ou minérales.

2° - Les denrées conditionnées doivent être exposées dans un meuble réfrigéré, situé de façon telle que l'enveloppe de protection de la denrée ne soit altérée en aucune façon.

(79) Arrêté du 01/02/74 réglementant les conditions d'hygiène relatives au transport de denrées périssables (J.O. du 20/03/74).

(80) Arrêté du 15/05/74 concernant les viandes hachées destinées à la consommation humaine (J.O. du 26/06/74).

(81) Circulaire du 06/03/68 relative aux mesures de prophylaxie à prendre en matière alimentaire dans les établissements publics scolaires et universitaires (J.O. du 5 mai 1968).

**Art. 139. – Œufs.**

Les oeufs ne doivent en aucun cas être entreposés au contact de matières susceptibles de les altérer. En particulier, l'emploi de paille est interdit. Les plateaux alvéolaires destinés à leur transport sont désinfectés en cas de réutilisation. Les oeufs vendus en coquille doivent être naturellement propres.

Les dispositions relatives à l'entreposage et à la commercialisation des oeufs sont précisées par la réglementation en vigueur (82).

**Art. 140. – Abattoirs.**

Les conditions d'inspection sanitaire et qualitative des abattoirs sont définies par les textes en vigueur (83) .

**SECTION V. – PRODUITS DE LA MER****Art. 141. - Magasins et réserves de produits de la mer.**

Sans préjudice de l'application des articles ci-dessus, les conditions d'exploitation de produits de la mer et d'eau douce sont définies par les règlements particuliers relatifs à ces denrées (84) .

La vente des coquillages pendant l'été n'est autorisée que si les installations permettent leur conservation en bon état. Sont notamment interdits :

- l'arrosage des huîtres et des coquillages et le trempage en eau de mer ;
- le rafraîchissement avec de la glace non alimentaire ou au moyen de feuillages, d'herbes ou de tissus imbibés d'eau non potable ;
- la vente de lots non munis de l'étiquette de salubrité apparente ;
- l'ouverture des huîtres et coquillages en dehors de ceux destinés à une consommation immédiate.

**SECTION VI. – ALIMENTS D'ORIGINE VEGETALE, LEGUMES,  
FRUITS, CRESSONNIERES ET CHAMPIGNONS****Art. 142. – Généralités.**

- a) Le déversement ou le dépôt de déchets, vidanges, ordures ménagères, gadoues, boues de station d'épuration non pasteurisées, matières fécales sont interdits sur tous les terrains où sont cultivés des fruits et légumes susceptibles d'être consommés crus et dont la partie comestible peut se trouver au contact de ces déchets. Les engrais organiques, fumiers et composts ne doivent être épandus qu'un mois au plus tard avant la récolte.
- b) La réglementation sur les pesticides s'applique à l'ensemble des aliments végétaux(85) .

(82) Décret du 17/09/69 (J. O. du 19/09/69) modifié par le décret du 11/08/76 relatif au commerce des œufs (J.O. du 19/08/76)

(83) Décret n° 71.636 du 21/07/71 (J.O. du 01/08/71) – Arrêté du 20/11/61 relatif aux abattoirs privés de type industriel ou d'expédition (12/12/61) – Arrêté du 28/03/67 fixant les prescriptions techniques relatives à la construction des abattoirs publics (J.O. du 11/04/67). Arrêté du 25/08/72 fixant les normes auxquelles doivent satisfaire les abattoirs agréés pour l'exportation des viandes et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire dans ces établissements (J.O. du 9/9/72).

(84) Décret du 20/08/39 relatif à la salubrité des huîtres, moules et autres coquillages. Décret n° 71.636 du 21/07/71 (J.O. du 01/08/81). Arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 octobre 1973 fixant les règles d'hygiène relatives aux produits de la mer et d'eau douce (J.O. du 25/11/73). Décret n° 66.239 du 18/04/66 portant règlement d'administration publique pour les abattoirs de volailles en application de la loi n° 65.543 du 8 juillet 1965 relative aux conditions nécessaires à la modernisation du marché de la viande. Loi n° 76.663 du 19/07/76 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

(85) Arrêté du 20/07/56. Arrêté du 05/07/73 relatif aux teneurs en résidus de pesticides dans et sur les fruits et légumes (J.O. du 04/10/73).

## **Art. 143. - Protection des cressonnières et des cultures maraîchères immergées.**

### ***143.1. Conditions d'exploitation.***

Toute cressonnière ou culture maraîchère immergée doit faire l'objet d'une déclaration au maire, qui en informe aussitôt le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Elle ne peut être exploitée que si elle remplit les conditions de salubrité déterminées ci-dessous.

A cet effet, les exploitants sont tenus de se soumettre à une enquête de l'autorité sanitaire qui établit si les cultures sont reconnues salubres. L'analyse de l'eau, à la charge de l'exploitant, est pratiquée par le laboratoire départemental agréé pour le contrôle sanitaire des eaux.

La reconnaissance de la salubrité est fondée sur les constatations suivantes :

1° - Eaux indemnes d'infestation parasitologique et utilisées dans le voisinage immédiat des puits ou des sources dont elles proviennent, à condition que ces dernières ne soient pas alimentées par des eaux courantes de surface ; ces eaux doivent être d'une qualité bactériologique satisfaisante et, notamment, ne pas contenir plus de dix coliformes fécaux ni plus de dix streptocoques fécaux pour 100 ml. Les analyses bactériologiques et parasitologiques sont effectuées une fois par mois pendant les trois mois qui précèdent la première ouverture. De plus, les eaux doivent faire l'objet d'au moins une analyse chimique destinée à mettre en évidence les substances toxiques ou les constituants organiques révélateurs d'une contamination.

2° - Protection suffisante des cultures limitrophes contre les incursions d'animaux sauvages ou domestiques, notamment le mouton.

3° - Établissement d'un périmètre de protection des cultures et des points d'eau qui les alimentent, contre les eaux de ruissellement provenant de pâturages, parcs à bestiaux, étables, mares, fosses à purin ou toutes installations pouvant être contaminantes. L'utilisation d'engrais non chimique est interdite.

### ***143.2. Contrôle des exploitations.***

A la suite de l'enquête ou des contrôles effectués, l'autorité sanitaire délivre un certificat de salubrité exigible pour la poursuite de l'exploitation. Une copie est transmise au maire du lieu d'exploitation.

Si une exploitation n'est ouverte que quelques mois par an, une analyse bactériologique et parasitologique sera faite dans le mois précédant l'ouverture.

L'administration départementale et l'administration communale tiennent à jour et à la disposition du public la liste des cultures ainsi agréées.

Le certificat de salubrité pourra être retiré lorsqu'un contrôle aura révélé un défaut d'exploitation.

Les eaux, pénétrant dans les cressonnières exploitées, sont régulièrement contrôlées au cours de la saison, à raison d'analyses bactériologiques trimestrielles à la charge de l'exploitant. La qualité des eaux devra rester constante et elles devront présenter les mêmes critères que ceux fixés précédemment.

### ***143.3. Contrôle des ventes des cressonnières.***

Tout colis dans lequel sont placés en vue de la vente des produits récoltés dans des cultures immergées doit porter, en caractères bien apparents et indélébiles, les nom et adresse du producteur, le lieu de son exploitation, le lieu et la date de délivrance du certificat de salubrité. Ces mêmes indications doivent également apparaître sur le lien des marchandises conditionnées en bottes. Les produits importés doivent avoir été récoltés dans les mêmes conditions de salubrité et être vendus sous étiquette portant des mentions similaires à celles précitées.

## **Art. 144. - Fruits et légumes.**

Les fruits frais et les légumes frais sont exposés à la vente soit dans leur emballage d'origine, soit en vrac. Toutes précautions sont prises afin que les fruits frais et les légumes non préemballés soient protégés des pollutions de toute nature.

(86) Arrêté du 5 juillet 1973 relatif aux teneurs et résidus de pesticides dans et sur les fruits et légumes (J.O. du 4/10/73)

(87) Arrêté du 23/10/67 relatif à la construction et à l'aménagement des boulangeries (J.O. du 5/11/67) (abrogé janvier 1999).



Tout colis ou, dans le cas de vente en vrac, tout lot de fruits ou de légumes doit être exempt de corps étrangers, tels que branchages, débris végétaux, sous réserve des usages particuliers à la présentation traditionnelle de certains produits.

Les fruits et légumes doivent être conformes aux prescriptions en vigueur en matière de résidus de pesticides (86). Ils doivent, en outre, ne présenter ni odeur, ni goût anormaux. Les fruits doivent être exempts de terre, de même que les légumes lavés. Les légumes non lavés doivent être débarrassés de toutes impuretés grossières.

Les fruits et légumes doivent avoir atteint un degré de développement et de maturité conforme aux usages loyaux et constants du commerce et les produits altérés doivent être éliminés de la vente.

Si le lavage de fruits ou de légumes s'avère nécessaire, de l'eau potable sera seule utilisée, et l'opération sera suivie d'un égouttage approprié.

Les légumes secs et les légumes déshydratés, autres que ceux vendus sous préemballage, sont conservés dans des compartiments fermés.

## **Art. 145. - Les champignons.**

### ***145.1. Champignons cultivés.***

1° - Les champignons ne peuvent faire l'objet de culture que s'ils appartiennent à une espèce comestible.

2° - Chaque emballage ou chaque lot présenté en vrac ne doit contenir que des champignons de même espèce. Ceux-ci doivent être de bon état sanitaire et toujours constitué de toutes leurs parties.

3° - Chaque emballage doit porter, soit par inscription directe, soit au moyen d'une étiquette solidement fixée :

- les nom et adresse de l'emballleur ou son identification symbolique délivrée par le service de la répression des fraudes ;
- les nom et adresse du producteur dans le cas où ils ne se confondent pas avec ceux de l'emballleur ;
- le nom de l'espèce et lorsque celle-ci n'est pas notoirement connue, son nom botanique.

4° - Au stade de la vente au détail, le nom de l'espèce doit être porté par affichage à la connaissance du consommateur. Sur demande des services de contrôle, le détaillant doit être en mesure de faire connaître la provenance de la marchandise.

### ***145.2. Champignons sauvages.***

Les champignons sauvages (ou sylvestres), c'est-à-dire ceux qui ne proviennent pas d'une culture, ne pourront être commercialisés que s'ils sont accompagnés d'un certificat de comestibilité délivré par les agents habilités à cet effet. Toutefois, pourront être commercialisées, sous la responsabilité des vendeurs, certaines espèces notoirement connues et nommément désignées par l'autorité sanitaire ; celles-ci doivent être en bon état sanitaire et constituées de toutes leurs parties.

## **Art. 146. - Construction, aménagement, réouverture et transfert de fonds des boulangeries et boulangeries-pâtisseries**

1° - Les règles auxquelles sont soumis la construction et l'aménagement des boulangeries et des boulangeries-pâtisseries sont déterminées par la réglementation en vigueur(87).

2° - Les projets de construction et d'aménagement sont soumis à l'autorité sanitaire.

3° - Dans le cas où le combustible de chauffage est le mazout, le foyer ne doit comporter aucune communication directe avec le four, les brûleurs doivent être réglés de manière à éviter toute émission de suies.

4° - Le nettoyage des fours et des surfaces, sur lesquelles sont déposés les pains, doit être effectué périodiquement à l'aide d'un produit autorisé.

(86) Arrêté du 5 juillet 1973 relatif aux teneurs et résidus de pesticides dans et sur les fruits et légumes (J.O. du 4/10/73)

(87) Arrêté du 23/10/67 relatif à la construction et à l'aménagement des boulangeries (J.O. du 5/11/67) (abrogé janvier 1999).

**Art. 147. - Installation des locaux de vente en cas de création, d'extension, de réouverture, ou de transfert de boulangeries et de dépôts de pain.**

1° - La création, l'extension, la réouverture, le transfert d'un magasin de boulangerie, d'un dépôt de pain et l'adjonction d'un rayon de vente de pain à un fonds de commerce existant sont déclarés à l'autorité sanitaire.

2° - Outre leur conformité aux règles générales définies ci-dessus pour les magasins de vente de denrées alimentaires, ces locaux doivent comporter les installations particulières suivantes.

***147.1. Fonds de boulangerie ou exploitation conjointe d'une boulangerie et d'un autre commerce.***

Le magasin de vente doit avoir une superficie minimale de 16 mètres carrés ;

Le pain doit être placé sur les grilles ou étagères à une hauteur minimale d'environ 70 centimètres au-dessus du sol et de manière qu'il ne puisse entrer en contact avec d'autres produits ;

Un comptoir avec balance et appareil à couper est réservé au débit de pain. Une affiche interdit la manipulation du pain par la clientèle ;

Une panneterie d'une superficie minimale de 8 mètres carrés, close et en communication directe avec le magasin de vente, munie de casiers, étagères ou paniers afin que les pains tenus en réserve soient à l'abri de toute pollution.

Les locaux de vente doivent être disposés de manière que l'air y soit constamment renouvelé. Dans le cas où ils ne présentent pas d'ouverture du côté opposé à la façade, ils doivent comporter un conduit de ventilation réglementaire s'ouvrant dans la partie du plafond la plus éloignée de l'accès extérieur et s'élevant jusqu'au-dessus de la partie la plus élevée de la construction ou toute autre installation assurant une ventilation efficace.

***147.2. Dépôts de pain.***

Ces locaux doivent disposer d'un emplacement réservé à la vente du pain, distinct des autres activités. Le pain peut être entreposé dans une armoire fermée. Dans le cas où un dépôt de pain est annexé à un débit de boissons à consommer sur place ou à un magasin débitant ou entreposant des produits toxiques ou odorants, il sera installé dans un emplacement nettement séparé et desservi par un accès indépendant sur la voie publique. Des dérogations peuvent être admises en ce qui concerne la vente de pain préemballé, notamment dans les magasins à libre service.

***147.3 Pâtisseries et confiseries.***

Les pâtisseries doivent assurer la propreté bactériologique des gâteaux en évitant notamment toute source de contamination.

Les gâteaux sont placés sous protection de cloisons transparentes et maintenus à l'abri du soleil. Ceux qui sont à base de crème, facilement altérable, ne doivent être exposés qu'en nombre aussi réduit que possible, la majorité étant entreposée dans une enceinte réfrigérée ; ils seront écoulés dans un délai très bref.

Au cas où les gâteaux ou des préparations constituent un danger pour la santé publique, leur mise en vente pour la consommation doit être immédiatement suspendue. Ces gâteaux ne doivent être manipulés que par des vendeurs et à l'aide de pelles ou de pinces.

**Art. 148. Dispositions applicables aux produits de panification ou de pâtisserie.**

Les produits de panification ou de pâtisserie présentés préemballés sont soumis aux dispositions de la réglementation en vigueur<sup>(88)</sup>, notamment en ce qui concerne la date limite de vente ou la date de péremption.

(88) Décret n° 72.937 du 12/10/72 portant application de la loi du 01/08/1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne les conditions de vente des denrées, produits et boissons destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux, ainsi que les règles d'étiquetage et de présentation de celles de ces marchandises qui sont préemballées en vue de la vente au détail (J.O. du 14/10/72).

## **SECTION VII. – DENREES CONGELEES ET SURGELEES**

### **Art. 149. - Denrées congelées et surgelées.**

Sans préjudice des dispositions spéciales prévues au présent titre pour les différents types de denrées, les denrées congelées et surgelées doivent répondre aux dispositions réglementaires, notamment celles relatives(89) :

- à l'emballage et au transport ;
- au maintien d'une température minimum depuis leur fabrication jusqu'à leur mise en vente ;
- aux conditions dans lesquelles la recongélation est autorisée.

## **SECTION VIII. – ALIMENTS NON TRADITIONNELS**

### **Art. 150. - Définition des aliments non traditionnels.**

On appelle aliments non traditionnels, les aliments et substances alimentaires provenant :

- soit d'une matière première considérée comme alimentaire mais profondément transformée en vue d'en extraire une ou plusieurs substances nutritives ;
- soit de produits non habituellement obtenus en agriculture, en élevage ou industriellement pour l'alimentation de l'homme.

C'est ainsi que sont considérés, par exemple, comme aliments non traditionnels :

- des farines d'origine animale ou végétale riches en protéines ;
- les levures cultivées sur alcanes ou autres substrats non alimentaires ;
- les isolats de protéines préparées à partir de diverses farines animales ou végétales, de feuilles, d'herbes ou de levures grâce auxquelles sont élaborées les protéines texturées et les AIV (aliments imitant la viande).

### **Art. 151. - Prescriptions applicables à la fabrication, à la détention et à la mise en vente d'aliments non traditionnels.**

La fabrication, la détention et la mise en vente d'aliments non traditionnels destinés à l'alimentation de l'homme, sont soumises à l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, de l'académie nationale de médecine et éventuellement d'autres commissions spécialisées, en application du code de la santé et de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes et ses décrets d'application.

## **SECTION IX. – LA RESTAURATION COLLECTIVE**

### **Art. 152. - Hygiène des restaurants et locaux similaires.**

Toute ouverture de restaurant doit faire l'objet d'une déclaration à l'autorité sanitaire qui vérifiera que les dispositions suivantes relatives à l'hygiène et à la salubrité de ces locaux sont respectées.

Ces dispositions s'appliquent aux salles à manger et annexes des restaurants, buffets et brasseries servant des repas, ainsi qu'aux établissements de restauration collective visés par la réglementation en vigueur (90) :

1. Les murs, parois et sols doivent être maintenus en bon état de propreté. Leur revêtement doit être lavable ou facile à nettoyer ;

(89) Circulaire du 15 juillet 1953 fixant les dénominations de vente des produits alimentaires traités par le froid. Décret n° 64.949 du 9/09/64 relatif aux produits surgelés (J.O. du 13/09/64).

Arrêté du 26 juin 1974 réglementant les conditions hygiéniques de congélation, de conservation et de décongélant des denrées animales et d'origine animale (J.O. du 31/07/74).

(90) Décret n° 71.636 du 21/07/71 (J.O. du 01/08/71).

2. Le lavage du sol et son nettoyage doivent être opérés après chaque service. Le balayage à sec et l'usage de la sciure sont interdits ;

3. Les locaux doivent être bien aérés et ventilés. Les arrivées d'eau non potable y sont interdites ;

4. Des cabinets d'aisances en nombre suffisant sont mis à la disposition de la clientèle. Ils ne doivent jamais communiquer directement avec la salle où sont servis les repas ni denrées alimentaires ; ils doivent répondre aux prescriptions de l'article 46 du présent règlement.

Des lavabos équipés de produits de nettoyage sont annexés en nombre suffisant aux cabinets d'aisances.

Pour le séchage des mains, des serviettes à usage unique ou des appareils automatiques à air chaud sont mis à la disposition des usagers ;

5. Les tables doivent être recouvertes d'un matériau lavable et nettoyées après le départ de chaque client. Après chaque service, elles sont lavées à l'eau chaude additionnée d'un détersif autorisé, rincées et séchées.

Les nappes imperméables sont entretenues de la même manière. Les nappes en tissu sont changées au minimum à chaque service et recouvertes de napperons de papier renouvelables à chaque client ;

6. Les carafes d'eau doivent être vidées et entretenues en parfait état de propreté, dans l'intervalle des repas, lavées après chaque service. La vaisselle ébréchée est retirée du service. La vaisselle est nettoyée dans un emplacement distinct de celui qui sert à la préparation des aliments, afin d'éviter leur souillure.

La vaisselle, y compris les carafes, doit être lavée à l'eau chaude additionnée d'un produit autorisé, rincée à l'eau potable courante et séchée à l'abri de toute contamination. Elle est ensuite entreposée dans des placards ou armoires fermés ou, à défaut, sur des tables et, dans ce cas, recouverte d'un linge propre.

Les pièces d'argenterie ou de métal inoxydable ainsi que les couverts sont rangés dans des tiroirs ou corbeilles après avoir été lavés et rincés. Le polissage éventuel de ces couverts doit toujours être suivi d'un lavage, d'un rinçage et séchage à l'abri de toute contamination.

7. Les plats chauds doivent être apportés dès leur préparation, directement de la cuisine au consommateur et ne pas être déposés en attente dans la salle à manger.

Les plats froids, préparés le jour même de leur consommation, doivent être entreposés dans une enceinte réfrigérée, dans l'attente du service.

8. Dans les établissements dits « libre service », les différents plats doivent être exposés en nombre aussi réduit que possible et apportés au fur et à mesure du débit. Toutes précautions sont prises pour les maintenir à l'abri des souillures.

La température à coeur des plats cuisinés destinés à être consommés chauds doit être constamment égale ou supérieure à 65 °, depuis la fin de la cuisson jusqu'au moment de la remise au consommateur (91). Les plats cuisinés chauds non consommés le jour de leur préparation ne peuvent être réutilisés conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur (91).

(91) Arrêté du 26/06/74 (J.O. des 15 et 16 juillet 1974) réglementant les conditions d'hygiène relatives à la préparation, la conservation, la distribution et la vente des plats cuisinés à l'avance.

## Titre VIII – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES D'ELEVAGE ET AUTRES ACTIVITES AGRICOLES

(Arrêté préfectoral du 21 mars 1985)

### **Art. 153. - Règles d'implantation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement (création ou extension).**

#### ***153.1. Présentation du dossier.***

Toute création, extension ou réaffectation d'un bâtiment d'élevage ou d'engraissement, à l'exception des bâtiments d'élevage de lapins et volailles comprenant moins de cinquante animaux de plus de trente jours et des bâtiments consacrés à un élevage de type familial, doit faire l'objet, de la part du maître d'ouvrage, de l'établissement d'un dossier de déclaration préalable comportant les informations suivantes :

- a) Un plan de masse à l'échelle du cadastre sur lequel doivent figurer notamment :
  - le ou les points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation humaine ou animale ou à l'arrosage des cultures maraîchères situés dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;
  - l'emplacement des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public dans un rayon de 100 mètres.
- b) Un plan détaillé de l'installation d'élevage (échelle 1/100) précisant notamment l'emplacement des stockages de déjections et des installations de traitement.
- c) Une note explicative précisant la capacité maximale instantanée de l'établissement d'élevage, les volumes de stockage des déjections, les moyens utilisés pour réduire les odeurs et, éventuellement, le lieu de rejet de l'effluent traité dans le milieu naturel.
- d) Le cas échéant, le plan d'épandage des eaux résiduaires et des déjections.

Ce dossier de déclaration est adressé au maire de la commune, en quatre exemplaires, en même temps que le dossier de demande de permis de construire.

Dans la semaine qui suit le dépôt du dossier de déclaration, le maire en transmet :

- un exemplaire au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, qui en accuse immédiatement réception au maire ;
- un exemplaire au directeur départemental de l'agriculture, pour information, et :
  - lorsque la commune est compétente pour délivrer le permis de construire, un exemplaire au service chargé de l'instruction des demandes ;
  - lorsque la commune a délégué sa compétence pour délivrer le permis de construire à un établissement public de coopération intercommunale, un exemplaire au président de cet établissement public ;
  - lorsque le permis de construire est délivré au nom de l'État, un exemplaire au directeur départemental de l'équipement.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article R. 421-15 du code de l'urbanisme, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception du dossier de déclaration pour faire connaître son avis motivé à l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis de construire ou au service chargé de l'instruction de cette demande ; passé ce délai, il est réputé avoir émis un avis favorable. Copie de cet avis sera envoyée par la DDASS aux Directions Départementales de l'Agriculture et de l'Équipement, pour information.

Dans le cas où la création d'un élevage soumis au règlement sanitaire départemental n'a pas à justifier d'un permis de construire, le dossier est constitué et transmis dans les conditions prévues aux précédents alinéas, à l'exception du dossier de permis de construire. Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception du dossier de déclaration pour faire connaître son avis motivé au maire de la commune, qui statue, en cas d'avis défavorable, au nom de l'État et notifie sans délai sa décision au déclarant.

Dans le cas particulier des porcheries relevant du Règlement Sanitaire Départemental, le dossier sera établi en liaison avec la Direction Départementale de l'Agriculture et, plus spécialement avec le fonctionnaire chargé de la coordination. En outre, le dossier comportera une fiche de renseignements élaborée selon le modèle de l'annexe 3 de la circulaire interministérielle du 21 mars 1978.

### ***153.2. Protection des eaux et zones de baignade.***

Les bâtiments renfermant des animaux à demeure ou en transit ne doivent pas être à l'origine d'une pollution des ressources en eau.

Leur implantation devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captage ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite

➔ à moins de 35 mètres :

- des puits et forages ;
- des sources ;
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre ;
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères ;
- des rivages ;
- des berges des cours d'eau.

Cette prescription pourra être modulée en fonction des caractéristiques topographiques, pédologiques et hydrogéologiques locales.

➔ à moins de 200 mètres des zones de baignade et des zones aquicoles.

En outre, les conditions spécifiques de protection des zones d'aquiculture pourront être définies par l'autorité sanitaire, après avis du conseil départemental d'hygiène.

Lorsqu'il existe un point d'eau à proximité, l'ensemble de l'installation devra être conçu de manière à éviter tout écoulement vers celui-ci.

### ***153.3. Protection du voisinage.***

La conception et le fonctionnement des établissements d'élevage ne doivent pas constituer une nuisance excessive et présentant un caractère permanent pour le voisinage.

Les gérants et propriétaires, les usagers et occupants habituels ou occasionnels des immeubles, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public, ne peuvent se prévaloir des éventuels inconvénients (bruits, odeurs) occasionnés au voisinage des établissements d'élevage, dès lors que ceux-ci sont implantés, aménagés et exploités conformément au présent règlement ainsi qu'à toutes les réglementations en vigueur s'y rapportant.

### ***153.4. Règles générales d'implantation.***

Sans préjudice de l'application des documents d'urbanisme existant dans la commune ou de cahiers des charges de lotissement, l'implantation des bâtiments renfermant des animaux doit respecter les règles suivantes :

- les élevages porcins à lisier ne peuvent être implantés à moins de 100 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public ;
- les autres élevages, à l'exception des élevages de type familial et de ceux de volailles et de lapins, ne peuvent être implantés à moins de 50 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public à l'exception des installations de camping à la ferme ;



- les élevages de volailles et de lapins ne peuvent être implantés à une distance inférieure à 25 mètres pour les élevages renfermant plus de 10 animaux de plus de trente jours et, à 50 mètres pour les élevages renfermant plus de 50 animaux de plus de trente jours, des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs ou de tout établissement recevant du public, à l'exception des installations de camping à la ferme.

- les stabulations libres et leurs annexes doivent être implantées à une distance d'au moins 50 mètres des maisons d'habitation déjà existantes occupées par des tiers, et d'au moins 10 mètres de l'alignement des voies de communication.

- les élevages familiaux de moins de 10 animaux autres que lapins et volailles doivent être implantés à 25 mètres minimum des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers.

- ces directives s'appliquent aux habitations occupées par des tiers dépendant d'une autre exploitation agricole pour autant que celles-ci n'aient pas un établissement semblable ou un tas de fumier à moins de 50 mètres de leur maison.

A l'exception des établissements d'élevage, de volailles ou de lapins renfermant moins de 50 animaux, l'implantation des bâtiments d'élevage ou d'engraissement, dans la partie agglomérée des communes urbaines est interdite.

#### ***153.5. Dispositions applicables aux cas d'extension ou de réaffectation de bâtiments d'élevage existants.***

Dans le cas d'une extension mesurée d'un bâtiment d'élevage existant ou d'une réaffectation d'un bâtiment d'élevage existant au même type d'élevage ou non, il peut être admis des distances d'éloignement inférieures aux prescriptions générales des articles 153.2 et 153.4, sous réserve du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation prévues à l'article 154.

Afin de garantir la salubrité et la santé publiques et de protéger la ressource en eau, des aménagements spécifiques supplémentaires peuvent être exigés par l'autorité sanitaire après avis du conseil départemental d'hygiène.

Ces dérogations seront accordées à titre exceptionnel, et en tout état de cause, les distances d'implantation des bâtiments d'élevage ne pourront être inférieures à la moitié de celles définies aux articles 153.2 et 153.4.

Le taux d'extension maximum au delà duquel il s'agit d'une création et non d'une extension mesurée est de 100 %.

### **Art. 154. - Construction, aménagement et exploitation des logements d'animaux.**

#### ***154.1. Construction et aménagement des logements d'animaux.***

Tous les locaux destinés au logement, même temporaire, des animaux, sont efficacement ventilés.

Les communications directes entre les locaux réservés au logement des animaux et les pièces destinées à l'habitation les avoisinant ou les surmontant, sont interdites.

Jusqu'à une hauteur de 0,60 à 1,50 mètre selon les espèces animales logées, les murs et les parois doivent pouvoir être nettoyés et désinfectés de manière efficace et les matériaux des murs doivent pouvoir résister à un jet d'eau sous pression.

En dehors des élevages sur litières accumulées les sols doivent être imperméables, maintenus en bon état et avoir une pente suffisante pour assurer l'écoulement des liquides vers un système d'évacuation étanche. Le raccordement de celui-ci, à une fosse étanche ou à un dispositif d'évaluation offrant toute garantie sur le plan sanitaire, est obligatoire.

#### ***154.2. Entretien et fonctionnement.***

Toutes les parties des établissements et des installations sont maintenues en bon état de propreté et d'entretien.

Des précautions sont prises pour assurer l'hygiène générale des locaux et en particulier éviter la pullulation des mouches et autres insectes, ainsi que celle des rongeurs. A cet effet, les installations feront l'objet de traitements effectués, en tant que de besoin, avec des produits homologués (93) .

Les bâtiments sont approvisionnés en quantité suffisante d'eau de bonne qualité pour l'abreuvement des animaux et d'eau de lavage pour l'entretien des établissements et des installations. Les installations et appareils de distribution destinés à l'abreuvement des animaux ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, d'entraîner, à l'occasion des phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau d'eau potable.

L'eau servant au lavage des appareils, récipients et autres objets utilisés pour la traite et la conservation du lait, doit être potable(94).

Il est interdit de nourrir les animaux avec des matières animales en putréfaction.

### **154.3. Stabulation libre.**

Les prescriptions de cet article sont applicables aux stabulations libres de bovins, équidés, asins, ovins, porcins, caprins et canins.

Les courettes ou aires d'exercice, mises à la disposition des animaux, sont stabilisées ou imperméabilisées.

Elles sont nettoyées et traitées aussi souvent que nécessaire, dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 154.2.

Les déjections et les éventuelles eaux de lavage des locaux ne s'écoulent pas sur les aires d'exercice. Les eaux pluviales reçues en direct sur les aires d'exercice extérieures pourront ne pas être collectées vers l'ouvrage de stockage si le réseau d'évacuation est muni d'un regard séparateur permettant leur détournement, en période de fortes pluies. Les déjections solides et les débris de toutes sortes sont enlevés et stockés dans les mêmes conditions que les fumiers ou les lisiers.

Les stabulations libres comportant une aire de repos sur litière accumulée doivent être approvisionnées en litière aussi souvent qu'il est nécessaire en fonction de la technique d'élevage afin de limiter les risques d'infiltration.

S'il n'est pas fait usage de litière, le sol de l'aire de repos sera rendu imperméable. Cette disposition ne s'applique pas aux logettes pour bovins et aux élevages sur caillebotis.

### **154.4 Exploitation.**

Si un bâtiment d'élevage d'animaux constitue une source d'insalubrité, il doit être immédiatement remis en état. Son exploitation peut être suspendue jusqu'à sa remise en état.

## **Art. 155. - Évacuation et stockage des fumiers et autres déjections solides.**

Les litières provenant des logements d'animaux sont évacuées aussi souvent qu'il est nécessaire.

Les dépôts permanents ou temporaires de ces matières ne doivent pas entraîner une pollution des ressources en eau.

### **155.1. Implantation de ces dépôts.**

Sans préjudice des dispositions relatives à la police des eaux (95) leur implantation devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres :

- des puits et forages ;
- des sources ;
- des aqueducs transitant gravitairement de l'eau potable en écoulement libre ;
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux qu'elles soient destinées à l'alimentation en eau potable ou l'arrosage des cultures maraîchères ;
- des rivages ;
- des berges des cours d'eau.

(94) Arrêté du 15/05/74 fixant les conditions d'hygiène relatives aux établissements de collecte et de transformation du lait et des produits laitiers (J.O. du 02/07/74).

(95) Décret n° 73.218 du 23/02/73 / Arrêté du 13/05/75 / Arrêté du 20/11/79

Des conditions spécifiques de protection des zones d'aquiculture pourront être définies par l'autorité sanitaire après avis du conseil départemental d'hygiène.

L'ensemble de l'installation devra être conçue de manière à éviter tout écoulement, même accidentel, vers les points d'eau et les fossés des routes.

Ces dépôts doivent être également établis à une distance d'au moins 50 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs ou de tout établissement recevant du public. Tout dépôt sur ou à proximité immédiate des voies de communication est interdit.

#### ***155.2. Aménagement des dépôts permanents.***

Les fumiers sont déposés sur une aire étanche, munie au moins d'un point bas, où sont collectés des liquides d'égouttage et les eaux pluviales qui doivent être dirigées, à l'aide de canalisations étanches et régulièrement entretenues, vers des installations de stockage étanches ou de traitement des effluents de l'élevage.

La superficie de l'aire de stockage sera fonction de la plus longue période pouvant séparer deux évacuations successives des déjections solides.

Des mesures appropriées sont prises pour empêcher la pullulation des insectes.

S'il est reconnu nuisible à la santé publique, le dépôt, quelle qu'en soit l'importance, sera remis en état, reconstruit ou supprimé.

#### ***155.3. Dispositions applicables aux extensions de dépôts existants et à caractère permanent.***

Dans le cas d'une extension mesurée d'un dépôt existant et à caractère permanent ou de la création d'un tel dépôt, opérée conjointement à une extension d'un élevage existant, il peut être admis des distances d'éloignement inférieures aux prescriptions générales fixées à l'article 155-1, sous réserve du respect des règles d'aménagement et d'exploitation prévues à l'article 155-2.

Afin de garantir la salubrité et la santé publiques et de protéger la ressource en eau, des aménagements spécifiques supplémentaires peuvent être exigés par l'autorité sanitaire après avis du conseil départemental d'hygiène.

Ces dérogations seront accordées à titre exceptionnel, et en tout état de cause, les distances d'implantation de ces dépôts ne pourront être inférieures à la moitié de celles définies à l'article 155.1.

Le taux d'extension maximum au delà duquel il s'agit d'une création et non d'une extension mesurée est de 100 %.

### **Art. 156. - Évacuation et stockage des purins, lisiers, jus d'ensilage et eaux de lavage des logements d'animaux et de leurs annexes.**

#### ***156.1. Dispositions générales.***

Les urines et déjections recueillies sous forme de lisiers, les jus d'ensilage et eaux de lavage sont évacués vers des ouvrages de stockage ou de traitement, implantés suivant les conditions prévues à l'article 155.1 concernant les dépôts de fumier.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement des purins, lisiers, jus d'ensilage et des eaux de lavage vers les ouvrages de stockage ou de traitement doit s'effectuer séparément de celui des eaux pluviales et de ruissellement et être assuré par l'intermédiaire de caniveaux ou de canalisations régulièrement entretenus et étanches. Les eaux de lavage peuvent être évacuées vers le réseau d'assainissement communal sous réserve de l'autorisation de la collectivité propriétaire des ouvrages d'assainissement sur avis de l'autorité sanitaire.

Les ouvrages de stockage sont étanches. Leur capacité sera fonction de la plus longue période pouvant séparer deux vidanges successives.

Si l'ouvrage est couvert par une dalle, elle doit comporter un regard qui sera obturé dans l'intervalle des vidanges et un dispositif de ventilation. Dans le cas d'une fosse ouverte à l'air libre, elle doit être équipée d'un dispositif protecteur destiné à prévenir tout risque d'accident.

Les ouvrages de stockage sont vidangés dans des conditions réduisant au minimum la gêne pour le voisinage. Tout écoulement du contenu de ces ouvrages dans les ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales sur la voie publique, dans les cours d'eau ainsi que dans tout autre point d'eau (source, mare, lagune, carrière...), abandonné ou non, est interdit.

Si un ouvrage de stockage constitue une source d'insalubrité, il doit être immédiatement remis en état, reconstruit ou supprimé et ce, quelle qu'en soit son importance.

## **Art. 157. - Silos destinés à la conservation par voie humide des aliments pour animaux.**

Les prescriptions de cet article s'appliquent aux stockages de fourrages et autres aliments à l'exclusion de la conservation par voie sèche des foin et des luzernes et du stockage des aliments présentés sous forme de farines ou de granulés.

### ***157.1. Conception et réalisation.***

Les silos doivent être réalisés de manière à ce que le produit stocké ne soit pas en contact avec l'eau d'origine pluviale ou tellurique ou l'air. Radiers et parois (lorsque celles-ci existent) doivent être étanches, de façon à éviter toute pollution des eaux. Les sols doivent comporter une pente suffisante (au minimum de 2 p. 100) afin d'éviter la stagnation des jus sous l'ensilage, et permettre leur évacuation rapide jusqu'à un lieu de stockage étanche répondant aux conditions précisées à l'article 156.

Les jus d'ensilage sont évacués, stockés et traités dans les conditions définies aux articles 156 et 159.

Pour les ensilages non générateurs de jus (maïs, pulpes surpressées, herbes préfanées...), la réalisation d'un équipement de stockage des jus ne sera pas exigée.

### ***157.2. Implantation.***

L'implantation des silos, tels que définis au 157.1, doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres :

- Des puits et forages ;
- Des sources ;
- Des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre ;
- De toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères ;
- Des rivages ;
- Des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques de protection des zones d'aquiculture pourront être définies par l'autorité sanitaire après avis du conseil départemental d'hygiène.

Ces silos ne peuvent être implantés à moins :

- de 50 mètres des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs ou de tout établissement recevant du public ;
- de 10 mètres des routes.

**157.3. Silos non aménagés.**

L'implantation dans les conditions prévues à l'article 157.2 de silos non aménagés au sens de l'article 157.1 est admise si les conditions topographiques et géologiques le permettent, notamment en ce qui concerne la protection de la ressource en eau.

Afin de garantir la salubrité et la santé publiques et de protéger la ressource en eau, ces silos devront être implantés :

- à plus de 100 mètres des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs des établissements recevant du public,
- à plus de 100 mètres des divers points d'eau énumérés au paragraphe 157.2.

**157.4. Exploitation.**

Toute la surface libre de la masse d'ensilage doit, à l'exception du front d'attaque, être couverte en permanence par une bâche ou tout autre dispositif étanche à l'eau et à l'air, qui doit être maintenu en bon état et changé si besoin est.

Les parties d'ensilage refusées par les animaux (cas du libre service) ou jugées impropres à la consommation doivent être évacuées et stockées sur des fumières avant épandage, dans les conditions fixées à l'article 159 (alinéa 159.1).

S'il est reconnu nuisible à la santé publique, le silo, quelle qu'en soit l'importance, sera remis en état, reconstruit ou supprimé.

**Art. 158. - Dépôts de matières fermentescibles destinées à la fertilisation des sols (à l'exception de ceux visés aux articles 155 et 157).**

Sans préjudice des dispositions relatives à la police des eaux (96) , les dépôts de matières fermentescibles ne doivent pas être à l'origine de nuisance ou de pollution des eaux.

Les dépôts d'ordures ménagères non triées, constitués en vue de leur élimination, sont soumis à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées.

Tous les autres dépôts (ordures ménagères ayant subi un traitement ou un tri en vue d'une utilisation agronomique, résidus verts, etc.), qu'ils soient définitifs ou temporaires, doivent répondre aux prescriptions suivantes lorsque leur volume dépasse 5 mètres cubes.

Au-delà d'un volume de 50 mètres cubes, ces dépôts doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la mairie.

Dans tous les cas, leur implantation doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres :

- Des puits et forages ;
- Des sources ;
- Des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre ;
- De toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères ;
- Des rivages ;
- Des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques de protection des zones aquicoles peuvent être définies par l'autorité sanitaire après avis du conseil départemental d'hygiène.

Cette implantation est également interdite :

- A moins de 200 mètres de tout immeuble habité ou occupé habituellement par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public, à moins qu'il ne s'agisse d'ateliers de compostage spécialement aménagés et régulièrement autorisés ;
- A moins de 10 mètres des voies de communication.

Leur établissement, dans une carrière ou toute autre excavation, est interdit.

Après toute opération de déchargement de nouvelles matières, les dépôts doivent être recouverts dans la journée ou au plus tard le lendemain par une couche de terre meuble ou par toute autre matière inerte, d'au moins 10 cm d'épaisseur.

De tels dépôts ne peuvent avoir un volume supérieur à 2 000 mètres cubes et leur hauteur ne doit pas dépasser 2 mètres.

Les dépôts constitués en vue d'une utilisation agricole doivent être exploités dans un délai maximum d'un an.

Les dépôts constitués par un compost dont les caractéristiques sont conformes à la norme en vigueur (97) ne sont pas soumis aux prescriptions de distances vis-à-vis des tiers, de recouvrement par un matériau inerte et d'interdiction d'établissement dans une carrière.

## **Art. 159. – Épandage.**

Sans préjudice des réglementations en vigueur (98) , les dispositions du présent article s'appliquent aux substances organiques susceptibles de constituer un danger direct pour la santé publique, tels que : lisiers, purins, fumiers, déchets solides d'animaux, et plus généralement aux eaux résiduaires des établissements renfermant des animaux, boues de stations d'épuration, matières de vidange, jus d'ensilage et résidus verts ainsi qu'aux eaux résiduaires d'origine domestique.

### ***159.1. Dispositions générales.***

L'épandage de telles matières devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Il est, en outre, interdit à moins de 35 mètres :

- Des puits et forages ;
- Des sources ;
- Des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre ;
- De toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères ;
- Des rivages ;
- Des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques visant à la protection des zones aquicoles pourront être fixées par l'autorité sanitaire après avis du conseil départemental d'hygiène.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les eaux de ruissellement ne puissent, en raison de la pente du terrain notamment, atteindre les endroits ou les milieux protégés et ne soient cause d'inconvénients pour la santé publique ou d'inconvénients pour le voisinage.

(97) Norme U 44051 de l'AFNOR sur les amendements organiques, dénominations et spécifications.

(98) Norme U 44041 de l'AFNOR sur l'utilisation en agriculture des boues de station d'épuration.

Instruction technique du 12/08/76 relative aux porcheries (J.O. NC du 09/12/76) – Circulaire du 10/06/76 relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire des milieux récepteurs (J.O. NC du 21/08/76) - Mesures de police sanitaire (articles 219 et suivants du Code Rural – Décret 73.218 du 23/02/73 – Arrêté du 13/05/75 – Arrêté du 20/11/79 – Circulaire du 04/11/80.



L'épandage est notamment interdit :

- sur les zones et pendant les périodes définies par arrêtés municipaux ;
- en période de gel (sauf pour les déchets solides) ;
- en période de fortes pluies ;
- en dehors des terres régulièrement exploitées ou destinées à une remise en exploitation ou faisant l'objet d'opération de reconstitution de sols.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée afin d'éviter que la stagnation prolongée sur le sol, le ruissellement en dehors du champ d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes souterraines puissent se produire.

Ainsi, la nature, les caractéristiques et les quantités des produits épandus devront rester compatibles avec une protection sanitaire et agronomique du milieu.

### **159.2. Dispositions particulières.**

#### **159.2.1. Lisiers, purins, eaux résiduaires de lavage des locaux abritant le bétail.**

L'épandage est interdit à moins de 200 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public. Si les lisiers, purins et eaux résiduaires sont désodorisés ou enfouis dans les meilleurs délais, par une façon culturale superficielle, cette distance peut être diminuée sans toutefois être inférieure à 50 mètres.

L'épandage du lisier non désodorisé est interdit aux heures chaudes de la journée, et ce du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> septembre.

#### Établissement d'un plan d'épandage.

Lorsqu'un plan d'épandage, indiquant précisément les parcelles retenues pour recevoir les effluents, est établi et a reçu l'approbation de l'autorité sanitaire, les dispositions prévues par celui-ci (qualités et quantités d'effluents, modalités et périodicité de l'épandage, délai de remise à l'herbe des animaux) et définies en fonction des caractéristiques locales sont seules applicables.

L'approbation du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sera considérée comme acquise dès lors qu'aucune observation n'aura été adressée au pétitionnaire dans un délai d'un mois après réception du dossier.

#### Absence de plan d'épandage.

En l'absence de plan d'épandage, les dispositions suivantes sont applicables.

L'épandage est interdit :

- sur les terrains affectés ou qui seront affectés dans un délai d'un an à des cultures maraîchères ;
- à moins de 200 mètres des cours d'eau si la pente du terrain est supérieure à 7 %.

Sur les pâturages, ne peuvent être épandus que des lisiers ayant subi soit un stockage répondant aux prescriptions de l'article 156 d'une durée minimale de trente jours en saison chaude et de soixante jours en saison froide, soit un traitement approprié (digestion, traitement par aération d'une durée minimale de trois semaines). La remise à l'herbe des animaux se fera au plus tôt trente jours après l'épandage.

L'épandage par aéro-aspiration est interdit en l'absence de plan d'épandage approuvé par l'autorité sanitaire.

#### **159.2.2. Fumiers de toute catégorie animale et déjections solides :**

Sur les terres labourables, l'épandage des fumiers et déjections solides mentionnés dans ce titre doit être suivi d'un labour intervenant le plus tôt possible. Si l'épandage est effectué à moins de 100 mètres d'immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, de zones de loisirs et d'établissements recevant du public, il sera suivi d'un labour intervenant au plus tard le lendemain, sauf impossibilité dûment motivée.

**159.2.3. Eaux usées et boues de station d'épuration** (voir D. n° 97-1133 du 8 déc. 1997 et Arr. du 8 janv. 1998)

**159.2.4. Matières de vidange issues des dispositifs d'assainissement autonome** (voir D. n° 97-1133 du 8 déc. 1997 et Arr. du 8 janv. 1998)

**159.2.5. Résidus verts, jus d'ensilage.**

Lorsqu'elles ne sont pas constituées en dépôt conformément aux prescriptions de l'article 158, les matières fermentescibles telles que les ordures ménagères ayant subi un tri, marcs de fruits, drêches, pulpes et résidus verts utilisés pour la culture font l'objet d'un épandage suivi d'un enfouissement intervenant le plus tôt possible.

L'épandage des jus d'ensilage est interdit à moins de 200 mètres des cours d'eau si la pente du terrain est supérieure à 7 %.

**159.2.6. Boues de curage des plans d'eau, fossés et cours d'eau.**

Sans préjudice des dispositions générales prévues à l'article 159.1, l'épandage des boues de curage des plans d'eau, fossés et cours d'eau est interdit à moins de 50 mètres des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public et à proximité des voies de communication.

Leur épandage n'est possible que si leur composition n'est pas incompatible avec la protection des sols et des eaux, notamment en ce qui concerne les métaux lourds et autres éléments toxiques qu'elles peuvent contenir.

Cette compatibilité est appréciée par référence à la norme AFNOR relative aux boues d'épuration des eaux usées urbaines, tant en ce qui concerne la concentration en métaux lourds du produit épandu que celle du sol destiné à le recevoir.

En cas d'incompatibilité, l'opération de curage devra faire l'objet d'une déclaration au commissaire de la République qui arrêtera, après avis des services compétents, les conditions d'élimination des boues de curage.

## **Art. 160. - Matières fertilisantes, supports de cultures et produits antiparasitaires.**

Les produits antiparasitaires à usage agricole, ainsi que les produits assimilés, sont épandus conformément à la réglementation en vigueur et en respectant les indications et les précautions d'emploi portées sur l'emballage ou la notice (100).

En particulier, toutes précautions doivent être prises pour empêcher, à l'occasion des phénomènes de retour, les contaminations du réseau d'eau potable lors de leur préparation et pour éviter toute pollution des points d'eau. Par ailleurs, elles doivent être manipulées et stockées hors de la portée des enfants.

## **Art. 161. - Traitement des effluents d'élevage dans une station d'épuration.**

Si les eaux résiduaires ne sont ni épandues, ni vidangées, elles doivent être épurées avant rejet dans le milieu récepteur. L'effluent traité doit répondre aux prescriptions imposées par la réglementation en vigueur (101).

## **Art. 162. - Celliers. – Pressoirs.**

Les celliers, pressoirs et locaux où se pratiquent la vinification ou la cidrification doivent être bien éclairés et ventilés mécaniquement si nécessaire, notamment, dans les points bas, pour éviter l'accumulation du gaz carbonique.

(100) Loi du 02/11/43 modifiée par la loi du 22/12/72 relative à l'organisation du contrôle des produits antiparasitaires à usage agricole – Arrêté du 25/02/75 fixant les dispositions relatives à l'application des produits antiparasitaires à usage agricole – Loi du 13/11/79 relative aux produits fertilisants et supports de culture.

(101) Décret n° 73.218 du 23/02/73 – Arrêté du 20/11/79 relatif à la lutte contre la pollution des eaux.

**Art. 163. - Émissions de fumées.**

Les foyers de plein air utilisés en vue d'assurer la protection des cultures et vignobles contre les gelées, le forçage des légumes et l'échauffement des serres ne pourront être alimentés par des combustibles de nature à provoquer des fumées opaques ou des produits de combustion toxiques. Sont notamment interdits les brûlages de pneumatiques et des huiles de vidange (102) .

<b>Titre IX – DISPOSITIONS DIVERSES</b>
---

**Art. 164. – Dérogations.**

Sous réserve de la législation et de la réglementation en vigueur, le préfet peut, dans des cas exceptionnels et sur proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, accorder des dérogations au présent règlement par arrêtés pris en application de son pouvoir réglementaire.

Dans ce cas, les intéressés doivent prendre l'engagement écrit de se conformer aux prescriptions qui leur seront ordonnées. Toute contravention comportera déchéance complète du bénéfice de la dérogation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article L. 45 du code de la santé publique, et éventuellement aux articles L. 46 et L. 47 dudit code, ainsi qu'aux autres réglementations applicables.

**Art. 165. – Pénalités.**

Les infractions aux dispositions du présent règlement sont poursuivies et réprimées selon les prescriptions de la législation en vigueur et notamment du titre I du livre 1<sup>er</sup> du Code de la Santé Publique.

**Art. 166. - Constatation des infractions.**

Les infractions sont constatées dans les conditions prévues à l'article L. 48 du code de la santé publique.

**Art. 167. – Exécution.**

Le secrétaire général, les sous-préfets et les maires sont chargés, concurremment avec la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, les agents des services de la répression des fraudes, les vétérinaires inspecteurs, les directeurs de bureaux municipaux d'hygiène, les officiers et agents de police judiciaire et les inspecteurs de salubrité, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.